



CEDEFOP

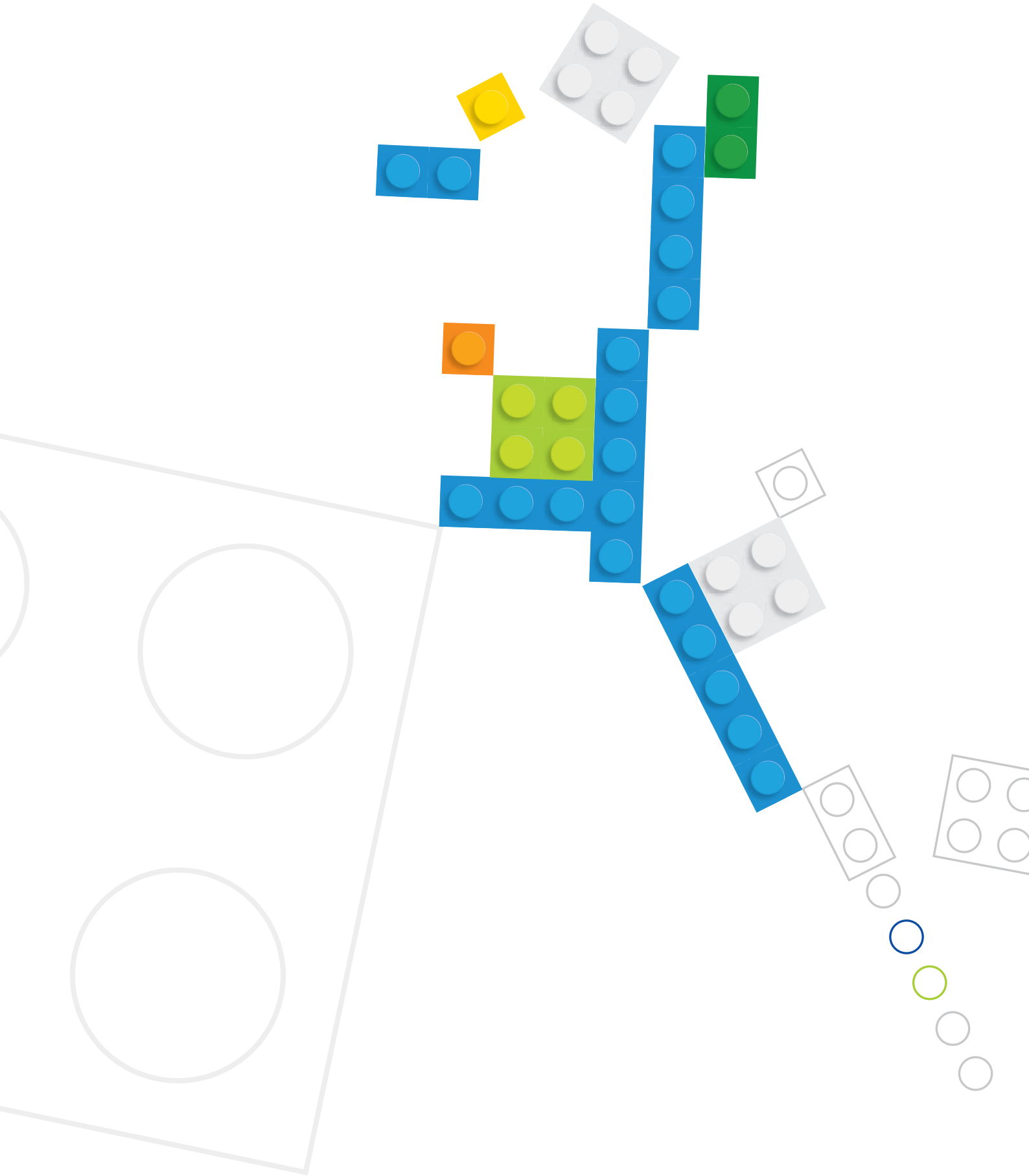
Centre européen pour le développement  
de la formation professionnelle

FR

ISSN: 1608-988X

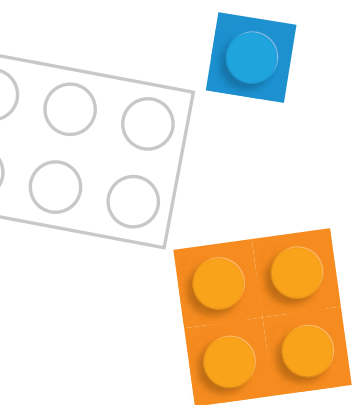


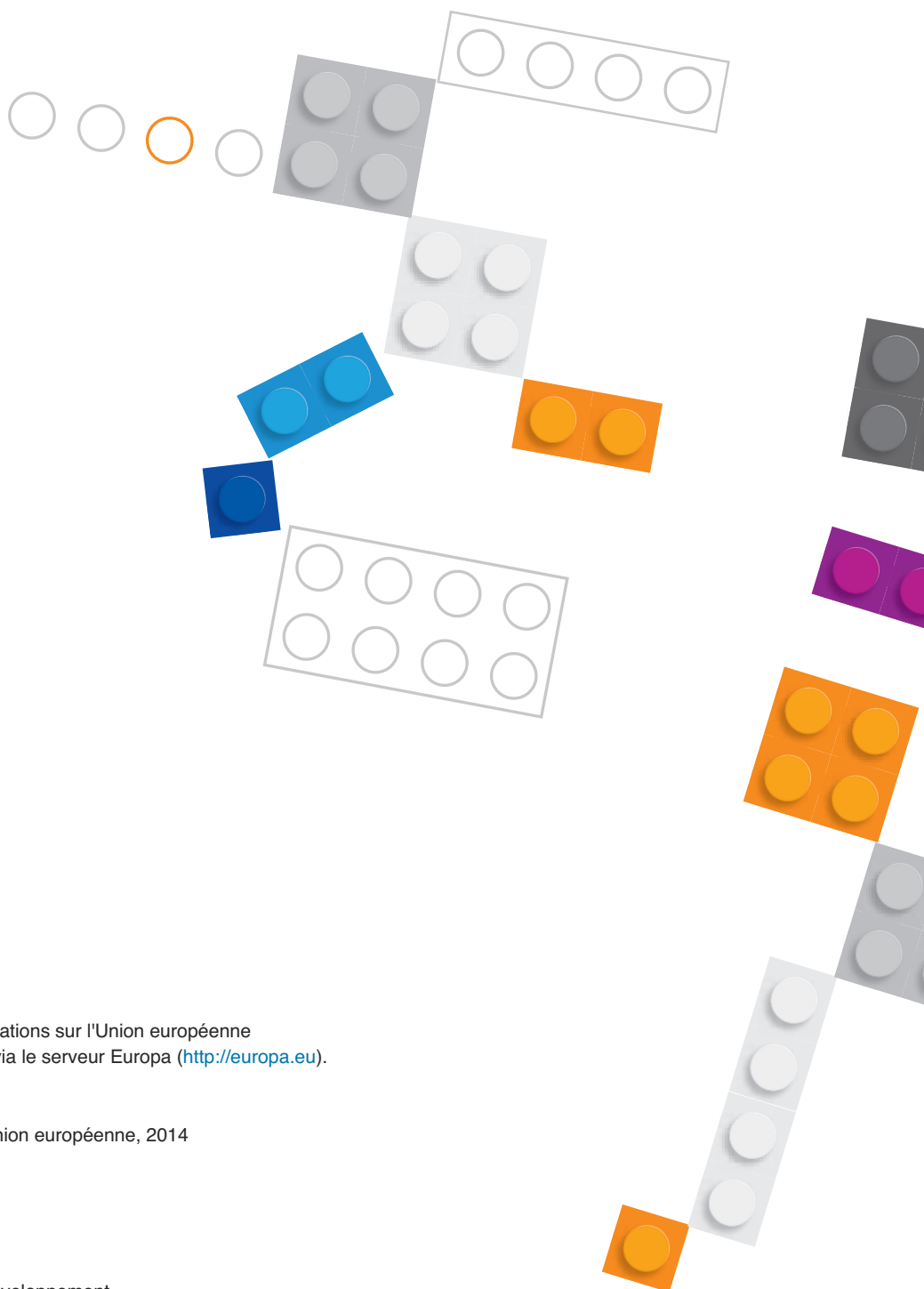
# 2013 RAPPORT ANNUEL





# Rapport annuel 2013





De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg:  
Office des publications de l'Union européenne, 2014

ISBN 978-92-896-1627-0  
ISSN 1608-988X  
doi:10.2801/77131

© Centre européen pour le développement  
de la formation professionnelle (Cedefop), 2014  
Tous droits réservés.

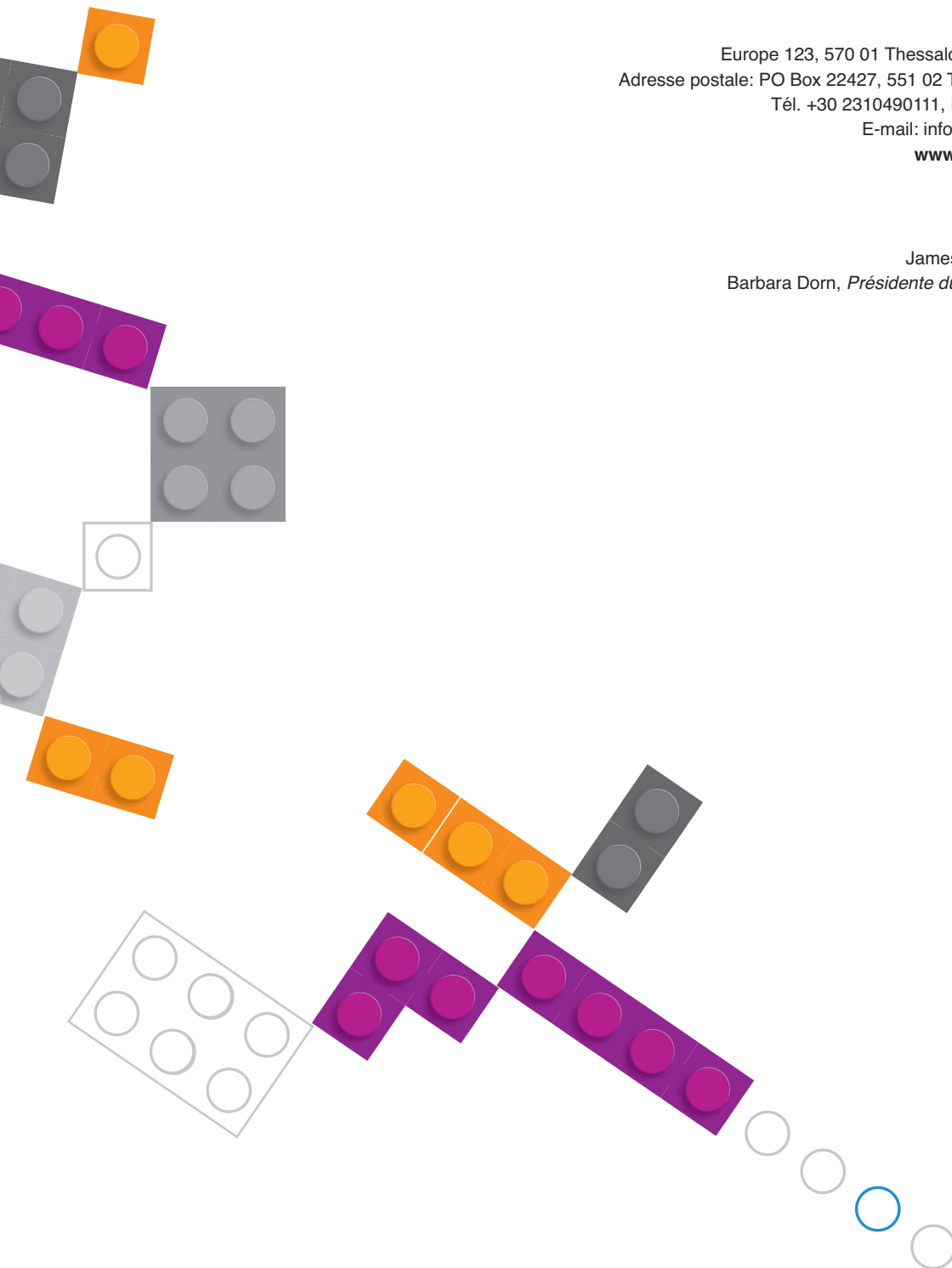
*Layout by adam@artdirector.gr*  
*Printed in the European Union*

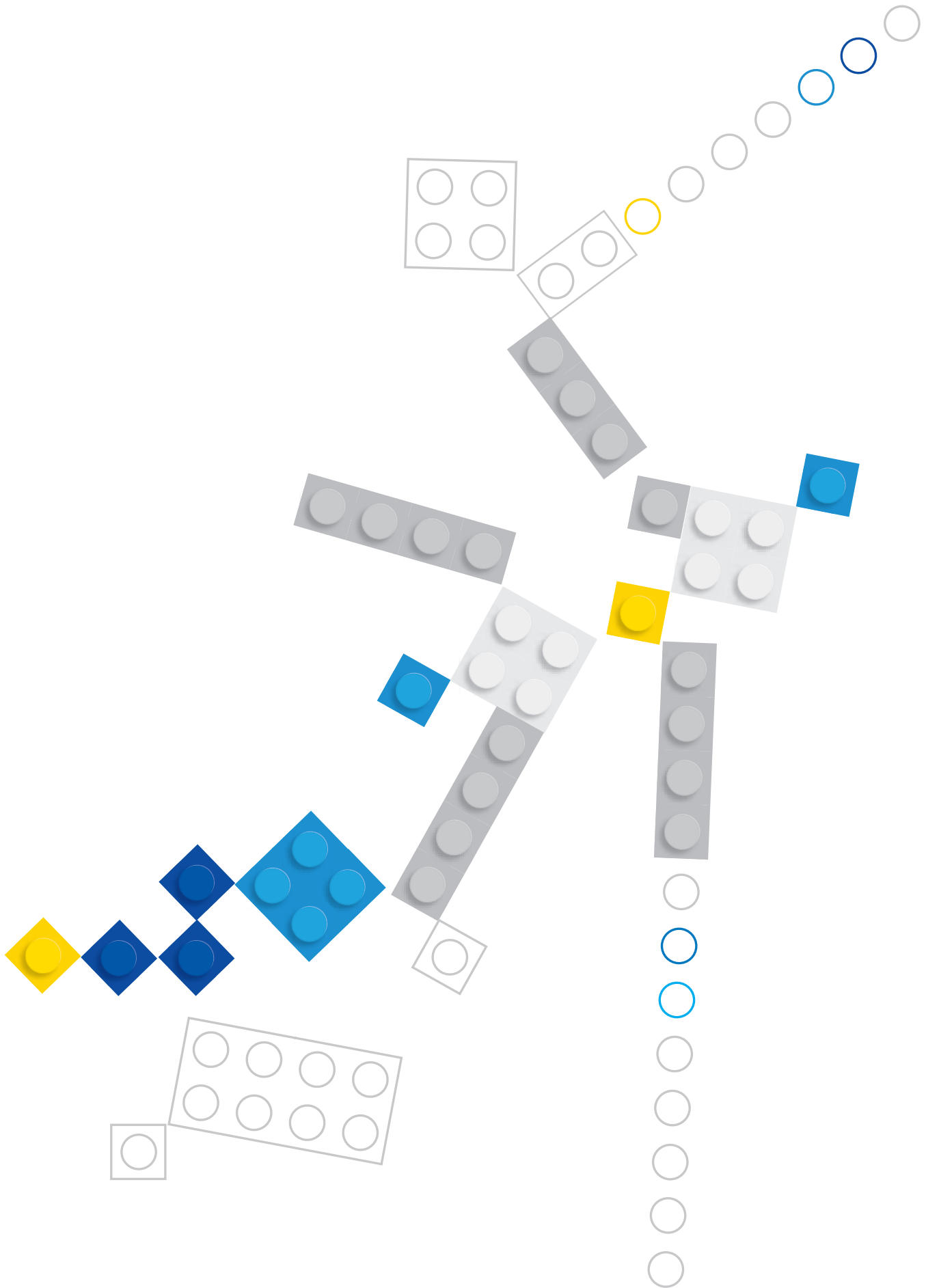
Merci de citer cette publication comme suit:  
Cedefop (2014). *Rapport annuel 2013*.  
Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne.  
Cedefop information series.

Le Centre européen pour le développement  
**de la formation professionnelle** (Cedefop) est le centre  
de référence de l'Union européenne pour la formation  
et l'enseignement professionnels. Nous livrons des informations  
et des analyses sur les systèmes et les politiques de formation  
et d'enseignement professionnels, ainsi que sur la recherche  
et la pratique dans ce domaine. Le Cedefop a été créé en 1975  
par le règlement (CEE) n° 337/75 du Conseil.

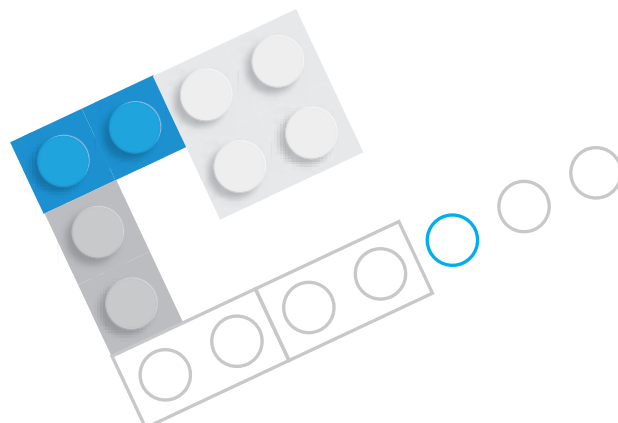
Europe 123, 570 01 Thessaloniki (Pylea), GRÈCE  
Adresse postale: PO Box 22427, 551 02 Thessaloniki, GRÈCE  
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020  
E-mail: [info@cedefop.europa.eu](mailto:info@cedefop.europa.eu)  
**[www.cedefop.europa.eu](http://www.cedefop.europa.eu)**

James J. Calleja, *Directeur*  
Barbara Dorn, *Présidente du Conseil de direction*





# Table des matières



|                                                                                                                                                |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Avant-propos                                                                                                                                   | 2         |
| <b>1. Principales réalisations du Cedefop en 2013</b>                                                                                          | <b>5</b>  |
| 1.1. Soutien à la modernisation des systèmes d'EFPC                                                                                            | 5         |
| 1.2. Carrières et transitions – EFPC, éducation et formation des adultes et formation par le travail                                           | 16        |
| 1.3. Analyse des compétences                                                                                                                   | 21        |
| 1.4. Communication, information et diffusion                                                                                                   | 24        |
| 1.5. Gestion, ressources et contrôles internes                                                                                                 | 26        |
| <b>2. Suivi des performances et évaluation de la mise en œuvre du programme de travail 2013 par priorité à moyen terme, activité et projet</b> | <b>29</b> |
| 2.1. Suivi de la mise en œuvre du programme de travail 2013 à par priorité moyen terme, activité et projet                                     | 39        |
| <b>Annexes</b>                                                                                                                                 |           |
| I Conseil de direction du Cedefop                                                                                                              | 109       |
| II Organigramme du Cedefop                                                                                                                     | 115       |
| III Ressources humaines                                                                                                                        | 116       |
| IV Personnel du Cedefop par aire d'activités                                                                                                   | 120       |
| V Exécution du budget 2013                                                                                                                     | 124       |
| VI Budget par activité (ABB) 2013                                                                                                              | 126       |
| VII Indicateurs de performance du Cedefop 2013                                                                                                 | 128       |
| VIII Principales publications parues en 2013                                                                                                   | 130       |
| IX Principales conférences et autres manifestations organisées en 2013                                                                         | 136       |
| X Statistiques Europass 2013                                                                                                                   | 140       |
| XI Statistiques relatives aux visites d'étude 2012/2013                                                                                        | 142       |
| XII ReferNet – Le réseau d'information du Cedefop pour l'EFPC                                                                                  | 147       |



PREVIOUS



CONTENTS



NEXT

## Avant-propos

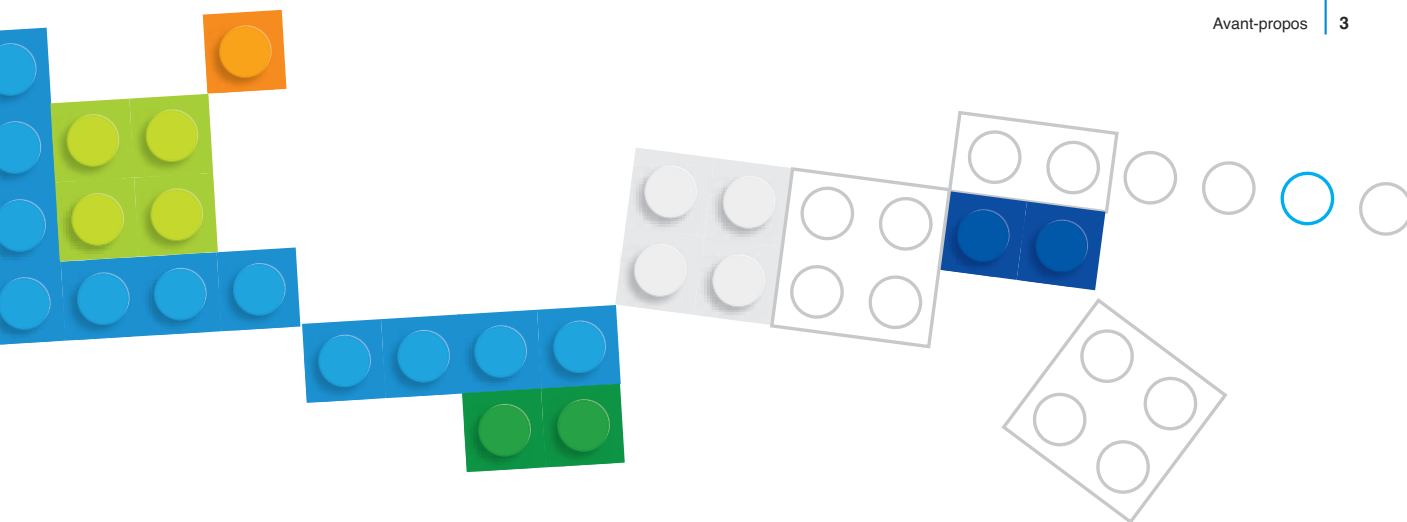


En 2013, les actions au niveau européen pour lutter contre les taux alarmants de chômage des jeunes ont pris une forme concrète. Les demandes de soutien et d'expertise adressées au Cedefop, au carrefour entre éducation/formation et besoins du marché du travail, se sont encore accrues. L'amélioration des perspectives d'emploi des jeunes et des adultes grâce à une meilleure qualité de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) est au cœur des priorités à moyen terme du Centre. Ces priorités s'articulent en trois axes: soutenir les réformes des systèmes d'EFP, autonomiser les individus et mieux comprendre l'offre et la demande de compétences en Europe. Le Cedefop a organisé en juin une conférence phare sur le renouvellement de l'EFP et l'apprentissage par le travail pour remédier à l'inadéquation des compétences (*Renewing VET to tackle skill mismatch – work-based learning and apprenticeship for all?*), qui a mis en lumière la nécessité de disposer d'informations sur les compétences pour concevoir en toute connaissance de cause l'offre d'éducation et de formation et renforcer la communication entre sphère éducative et monde du travail – une condition sine qua non pour garantir le succès de la formation en apprentissage.

Tandis que les jeunes étaient au cœur de l'action politique, les résultats de l'enquête PIAAC (programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes) de l'OCDE ont révélé de graves déficits de compétences au sein de la population en âge de travailler. Confrontée à un problème d'inadéquation des compétences et à une population active vieillissante qui doit suivre l'évolution technologique et organisationnelle, l'Europe ne peut se permettre de négliger l'éducation et la formation des adultes. Nous nous réjouissons de constater que le travail permanent du Centre sur les carrières et les transitions a

été repris dans plusieurs rapports de l'UE sur l'éducation et la formation des adultes. Toutefois, les savoirs, aptitudes et compétences nouveaux ne s'acquièrent pas uniquement par l'enseignement et la formation (professionnels). La validation de l'apprentissage non formel et informel améliore la visibilité des potentialités individuelles et ouvre une autre voie vers la certification. La mission confiée au Cedefop de soutenir la mise en œuvre de la recommandation du Conseil sur la validation ne marque pas seulement la reconnaissance de l'expertise du Centre dans ce domaine. Il faut aussi y voir une invitation à mieux faire comprendre aux acteurs de l'éducation et de la formation et du marché du travail les bénéfices que procure la validation des savoirs, aptitudes et compétences des individus, d'autant que les pays ouvrent de plus en plus leurs cadres nationaux de certifications aux qualifications acquises hors des systèmes d'enseignement et de formation formels.

Grâce à sa position privilégiée à l'interface entre ces deux mondes, le Cedefop soutient les efforts pour accroître la visibilité et la pertinence de l'EFP et pour donner aux citoyens européens les moyens d'améliorer leurs perspectives d'emploi en effectuant des choix éclairés en matière de formation et de carrière. Pour assurer le suivi minutieux des avancées nationales sur la voie des objectifs convenus en commun pour 2020, la Commission européenne a besoin non seulement d'analyses comparatives mais aussi de davantage d'informations spécifiques par pays. En 2013, pour répondre à cette nouvelle demande, le Cedefop a renforcé son travail de collecte de données et d'analyse des politiques d'EFP, des instruments européens et des compétences à l'échelon national. Compte tenu des rythmes différents auxquels progressent les États membres et des différents niveaux de soutien dont ils ont besoin, le Centre entend renforcer ce travail spé-



cifique par pays au cours des prochaines années.

Dès lors, nous notons avec plaisir les conclusions de l'évaluation externe 2013, qui reconnaissent le rôle du Cedefop dans le soutien apporté entre 2007 et 2012 aux décideurs politiques européens chargés de l'EFP. Constatant la haute estime accordée aux travaux du Centre sur la modernisation des systèmes d'EFP et à ses analyses des compétences, les évaluateurs confirment que le Cedefop a remarquablement atteint ses objectifs. Le Centre a fortement contribué à renforcer la coopération entre les parties prenantes de la politique d'EFP en Europe, y compris les partenaires sociaux, a évité le double emploi de ses activités avec celles de tout autre acteur au niveau européen, national ou international, et est reconnu à l'échelle mondiale comme un centre d'expertise de premier plan en matière de compétences et de cadres de certifications.

Face à l'importance croissante de comprendre les compétences exigées par les emplois actuels et futurs, la Commission européenne a demandé au Cedefop d'assumer la responsabilité du Panorama européen des compétences, un point d'accès central à l'information sur les besoins de compétences en Europe. Nous considérons cette nouvelle tâche, que nous exécuterons en étroite coopération avec la Commission européenne, comme une marque de confiance dans l'expertise du Centre.

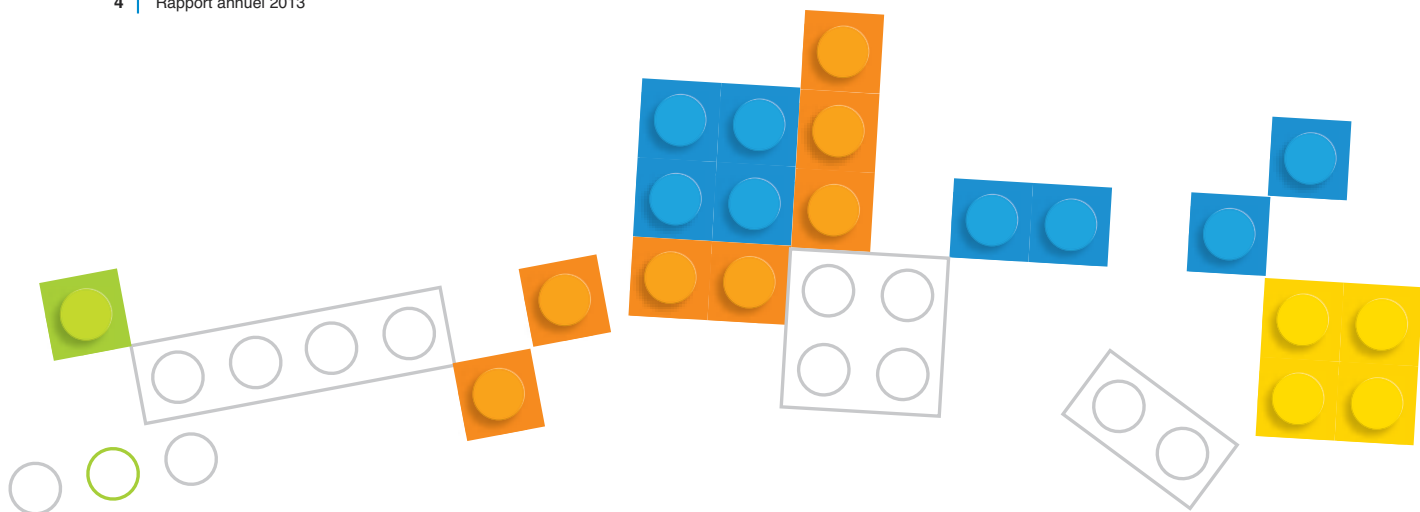
Pour que l'Europe relève les défis qui sont les siens, l'éducation et la formation et l'emploi doivent être appréhendés dans le contexte socio-économique propre à chaque pays, et non en vase clos. À l'avenir, les travaux de recherche et d'analyse du Cedefop devront refléter encore davantage cette approche holistique. À cet effet, il conviendra de mutualiser notre expertise interne afin de fournir aux décideurs politiques des éléments plus détaillés et ciblés, ainsi que davantage de possibilités d'apprentissage collégial et de partage approfondi des bonnes pratiques.

Malgré les difficultés dues aux contraintes pesant sur ses ressources financières et humaines, 2013 a été une autre année réussie pour le Centre: son personnel a non seulement atteint les objectifs fixés dans son programme de travail, mais il a aussi répondu efficacement aux nombreuses nouvelles demandes.

Ces nouvelles tâches indiquent que le Cedefop – bien qu'il soit l'une des deux agences européennes les plus anciennes – ne se contente pas de voguer sur des eaux calmes. À ce jour, il a réussi à endiguer le flot de demandes croissantes pour son expertise, tout son personnel à la manœuvre, pour atteindre un haut niveau de qualité en 2013. Le nouveau défi qui nous attend est de maintenir ce cap.

**James Calleja**  
Directeur

**Christian Lettmayr**  
Directeur adjoint



### Encadré 1. Rapport annuel du Cedefop

La responsabilité du Cedefop et la diffusion de ses travaux sont des éléments importants de la politique du Centre visant à fournir à ses parties prenantes l'assurance des ressources utilisées et des résultats obtenus. Pour un centre d'expertise et de conseil politique comme le Cedefop, dont l'impact est difficile à mesurer pour le commun des citoyens européens, la légitimité des dépenses publiques est particulièrement importante, a fortiori en période de crise et de restrictions budgétaires.

Le rapport annuel du Cedefop se veut un outil de présentation et de responsabilisation, permettant à ses parties prenantes et au citoyen de mieux comprendre les objectifs spécifiques et les priorités du Centre, d'analyser ses principaux produits et les résultats de ses travaux, de visualiser l'information relative à chaque projet dans un format uniformisé et de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des projets.

#### Fiche signalétique du Cedefop

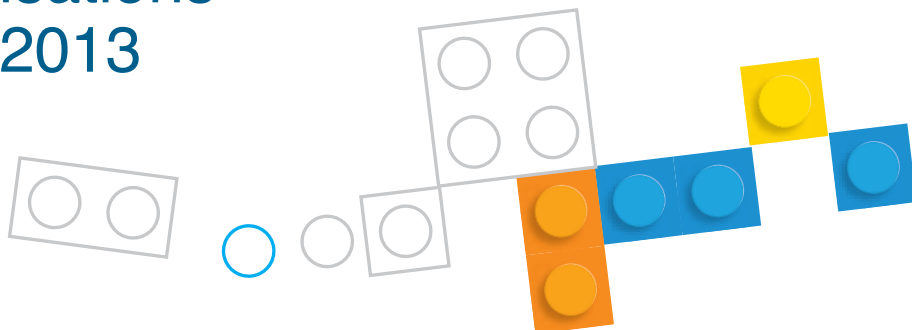
Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) est une agence de l'Union européenne (UE) qui a pour mission de soutenir l'élaboration des politiques d'enseignement et de formation professionnels (EFP). Son objectif

stratégique est de renforcer la coopération européenne et d'aider la Commission européenne, les États membres et les partenaires sociaux à élaborer et mettre en œuvre des politiques pour un EFP attractif, favorisant l'excellence et l'inclusion sociale.

|                           |                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Année de création:</b> | 1975                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Gouvernance:</b>       | Sont représentés à son conseil de direction les gouvernements nationaux, les syndicats, les organisations d'employeurs et la Commission européenne                                                                                                                            |
| <b>Siège:</b>             | Thessalonique, Grèce                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Direction:</b>         | James Calleja (directeur),<br>Christian Lettmayr (directeur adjoint)                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Pays:</b>              | 28 États membres de l'UE, plus Islande et Norvège                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Contact:</b>           | <a href="http://www.cedefop.europa.eu">www.cedefop.europa.eu</a><br>Cedefop a un compte Facebook <a href="http://www.facebook.com/Cedefop">http://www.facebook.com/Cedefop</a> et un compte Twitter <a href="http://twitter.com/#!/cedefop">http://twitter.com/#!/cedefop</a> |
| <b>Personnel:</b>         | 100 (tableau des effectifs)                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Budget 2013:</b>       | 17 433 900 EUR<br>(subvention communautaire)                                                                                                                                                                                                                                  |



# Principales réalisations du Cedefop en 2013



## 1.1. Soutien à la modernisation des systèmes d'EFP

### ACTIVITÉ

#### Analyse des politiques et rapports

En 2013, le Cedefop a finalisé, pour tous les États membres de l'UE, la Norvège et l'Islande, les fiches par pays rendant compte des progrès réalisés sur la voie des objectifs à court terme convenus dans le communiqué de Bruges. Après avoir été validées par les Directeurs généraux de la formation professionnelle (DGFP), ces fiches ont été communiquées à la Commission européenne en février en vue de préparer les recommandations spécifiques par pays pour le semestre européen. Comme convenu avec la Commission européenne et les DGFP, le Cedefop évalue régulièrement les progrès accomplis. À cette fin, au printemps 2013, le Centre a demandé à ReferNet (le réseau d'institutions nationales d'EFP du Cedefop <sup>(1)</sup>) de mettre à jour et de compléter l'information sur les progrès politiques au niveau national. Après l'analyse des réponses, suivie de plusieurs cycles de consultation avec les partenaires ReferNet, les fiches par pays mises à jour ont été publiées sur la plate-forme électronique spécifique du Cedefop. Afin de préparer le rapport de suivi des politiques d'EFP 2014 du Cedefop, des groupes de discussion ont été organisés avec les membres du Comité consultatif pour la formation professionnelle (CCFP) en marge de leur réunion de décembre.

Les discussions ont notamment porté sur l'efficacité des politiques, des actions et des initiatives liées aux objectifs stratégiques de Bruges. L'une des principales questions abordées a été le rôle joué par les partenaires sociaux pour impulser et mettre en œuvre les actions politiques et leur participation à la prise de décisions stratégiques.

En 2013, le Cedefop a publié en ligne des descriptions des systèmes nationaux d'EFP préparés par les partenaires ReferNet pour 29 pays <sup>(2)</sup>, ainsi que des descriptions condensées, ou «*Spotlights*» («Regards sur... la formation professionnelle») présentant l'essentiel des caractéristiques, défis et évolutions des systèmes nationaux d'EFP.

Afin de fournir un soutien spécifique aux pays exerçant la présidence, le Centre produit aussi des publications imprimées décrivant les principales caractéristiques des systèmes nationaux d'EFP de ces pays. Un *Spotlight* sur le système irlandais (*Regards sur... la formation professionnelle. Irlande*) <sup>(3)</sup>, a été publié pour soutenir la présidence irlandaise et a été distribué lors de la réunion de mars des DGFP. Pour soutenir la présidence lituanienne, le Centre a publié une brève description du système d'EFP en Lituanie <sup>(4)</sup> et un *Spotlight* (*Regards sur... la formation professionnelle. Lituanie*) <sup>(5)</sup>, destinés à la réunion de novembre des DGFP et la conférence de la présidence sur le rôle de l'EFP pour renforcer la fonction d'inclusion de l'éducation (*Role of VET in making education more inclusive*).

Dans le cadre de leurs efforts permanents pour rendre compte des évolutions nationales

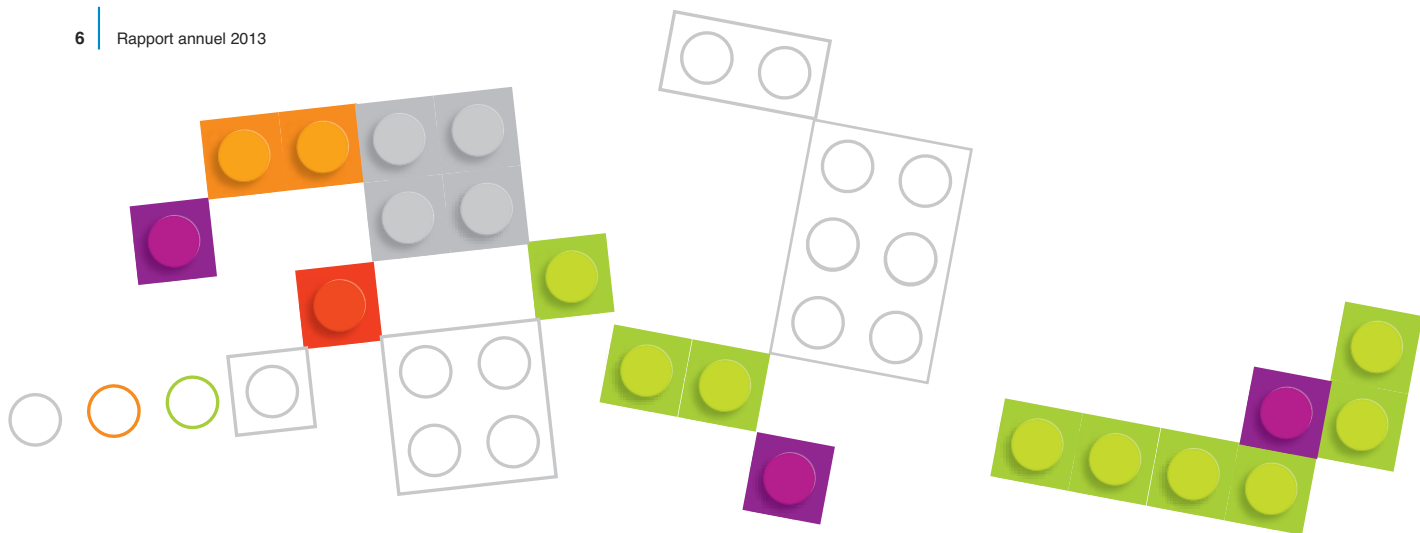
<sup>(1)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/about-cedefop/networks/refernet/index.aspx>

<sup>(2)</sup> Tous les pays membres du réseau ReferNet (sauf la Grèce et l'Irlande).

<sup>(3)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21006.aspx>

<sup>(4)</sup> *Vocational education and training in Lithuania – Short description*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21774.aspx>

<sup>(5)</sup> *A picture of skill: OECD's adult skills survey*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/22178.aspx>



## Encadré 2. Enjeux de l'EFP dans les pays exerçant la présidence

Les récentes réformes de l'EFP en Irlande visent à améliorer la transparence et les possibilités de progression en mettant la quasi-totalité de l'offre de formation publique, et la plus grande part de l'offre privée, en cohérence avec le cadre national des certifications et en assurant une meilleure adéquation de l'EFP avec les besoins du marché du travail. Malgré les progrès réguliers qu'elle a accomplis pour abaisser son taux d'abandon scolaire, désormais inférieur à celui de la plupart des autres États membres, des inégalités en la matière subsistent entre filles et garçons, ces derniers affichant un taux de sortie précoce très supérieur à celui des filles. De plus, le taux de chômage parmi les individus dont le niveau d'éducation est inférieur au secondaire supérieur est très élevé et l'un des défis majeurs pour les prochaines années sera de financer des mesures actives efficaces sur le marché du travail dans un contexte de réduction des dépenses publiques. Enfin, accroître la participation à l'éducation et à la formation tout au long de la vie au cours des prochaines années est reconnu comme une mesure essentielle pour permettre à l'Irlande de maintenir sa position de compétiteur international dans une économie de la connaissance.

En Lituanie, la proportion des 18-24 ans dont le niveau d'éducation ne dépasse pas le secondaire inférieur est considérablement moins élevée que la moyenne européenne (EU-27), mais l'augmentation de la participation des adultes à l'enseignement et à la formation professionnels continus demeure un défi. La proportion d'adultes suivant un enseignement ou une formation (5,9 % en 2011) est inférieure à la moyenne européenne (8,9 %) et au niveau de référence européen fixé pour 2020 (15 %). Afin d'encourager davantage de salariés à participer à l'éducation et à la formation, le gouvernement envisage de mettre en place un dispositif qui leur permette d'élever leur niveau de qualification grâce à la reconnaissance des savoirs et compétences acquis dans le cadre du travail et par l'apprentissage non formel. Un autre défi de l'EFP en Lituanie est de le rendre plus attractif. Seuls 28,2 % des élèves du secondaire supérieur sont inscrits dans des programmes à orientation professionnelle. Pour y remédier, le programme national d'orientation professionnelle prévoit d'élaborer des outils d'orientation, de former des professionnels de l'orientation, de dispenser des services d'information sur les carrières et d'orientation professionnelle aux apprenants de l'enseignement général, de l'EFP et de l'enseignement supérieur et d'exercer un contrôle sur ces services.

Sources: *Regards sur... la formation professionnelle. Irlande*; *Regards sur... la formation professionnelle. Lituanie*.



de l'EFP, les partenaires ReferNet préparent des «actualités nationales» <sup>(6)</sup>, qui sont publiées en ligne par le Cedefop. En 2013, 58 éditions ont été publiées sur divers aspects de l'EFP. L'Espagne, par exemple, a présenté sa stratégie pour l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes pour la période 2013-2016, qui prévoit notamment de mettre en place des mesures incitant les entreprises à embaucher des jeunes, d'améliorer la pertinence de l'enseignement et de la formation pour le marché du travail et de réduire le nombre de sortants précoces du système d'éducation et de formation. Les Pays-Bas ont exposé les actions prises pour endiguer la hausse du chômage (des jeunes), parmi lesquelles une meilleure information des jeunes sur les débouchés professionnels des cours d'EFP, l'accroissement des investissements dans les dispositifs (de formation) visant à réduire le chômage des jeunes en 2013-2014, la lutte contre la sortie précoce de l'EFP et l'offre de places d'apprentissage et de stages pour faciliter la transition des jeunes vers le marché du travail.

La publication du Cedefop *On the way to 2020: data for vocational education and training* [Sur la voie de 2020: données sur l'EFP] utilise 31 indicateurs statistiques permettant de quantifier les principaux objectifs politiques pour l'EFP et l'éducation et la formation tout au long de la vie, tels: (a) l'accès, l'attractivité et la flexibilité; (b) le développement des compétences et la pertinence

pour le marché du travail, (c) les transitions et les tendances de l'emploi. Ces indicateurs sont présentés dans deux publications complémentaires qui comparent les pays européens et rendent compte des progrès accomplis par rapport aux objectifs de l'UE: des tableaux statistiques par pays <sup>(7)</sup>, qui comparent les données nationales pour tous les indicateurs par rapport à la moyenne de l'UE, et des tableaux par indicateur <sup>(8)</sup>, qui dressent, pour chacun des indicateurs «traditionnels» sélectionnés, un état des lieux comparatif des divers pays.

Les notes statistiques (*statistical highlights*) sont de brefs articles, présentant un intérêt politique et général, qui analysent des indicateurs et données statistiques. En 2013, pour marquer l'adhésion de la Croatie à l'UE (voir encadré 3), le Cedefop a publié une note présentant un tableau statistique sur ce pays <sup>(9)</sup>. D'autres notes statistiques ont été consacrées à la montée du chômage dans l'UE <sup>(10)</sup>, à l'accès à la formation complémentaire des diplômés de l'EFP <sup>(11)</sup> et à l'évolution du taux de diplômés de l'enseignement supérieur dans l'UE <sup>(12)</sup>. En s'appuyant sur les premiers résultats de l'enquête sur les compétences des adultes (PIAAC) de l'OCDE publiés en octobre et sur sa propre analyse des principaux chiffres concernant l'EFP, le Cedefop a publié en décembre une note statistique sur l'état des compétences des adultes <sup>(13)</sup>. Cette note analyse les liens entre compétences, orientation péda-

<sup>(6)</sup> *National news on VET*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/about-cedefop/networks/refernet/refernet-national-news-on-vet.aspx>

<sup>(7)</sup> *Country statistical overviews*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21373.aspx>

<sup>(8)</sup> *Indicator overviews*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21408.aspx>

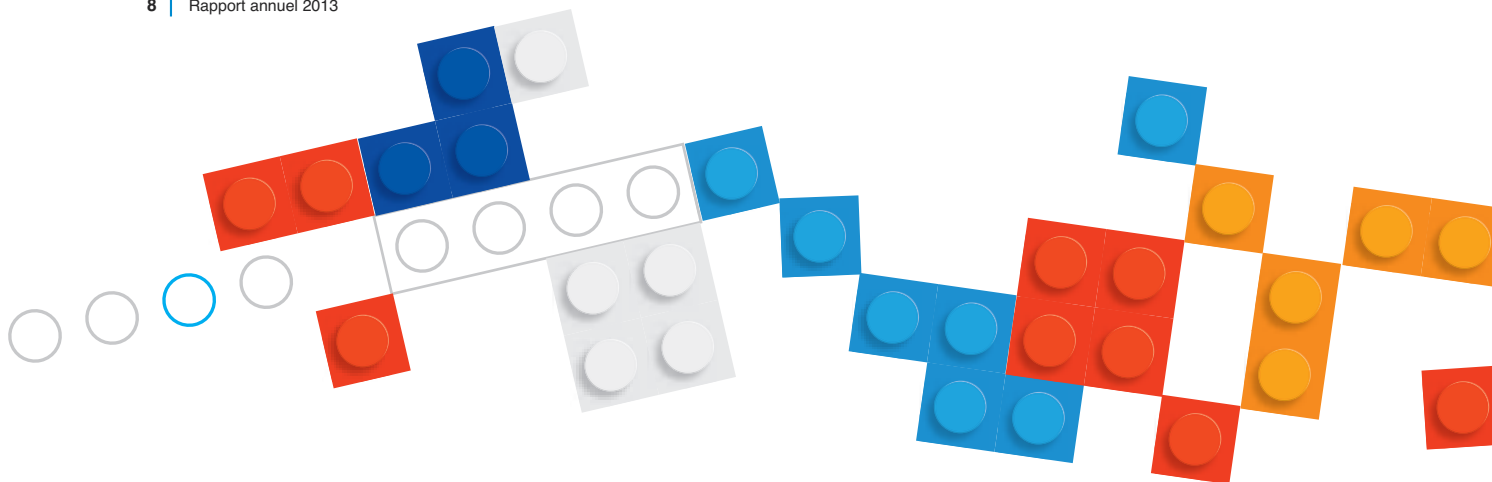
<sup>(9)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21604.aspx>

<sup>(10)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21060.aspx>

<sup>(11)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/20870.aspx>

<sup>(12)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21302.aspx>

<sup>(13)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/22178.aspx>



### Encadré 3. Célébration de l'adhésion de la Croatie à l'UE

Pour marquer l'adhésion de la Croatie à l'UE, le Cedefop a préparé, avec la Fondation européenne pour la formation, une description condensée de l'EFP dans ce pays <sup>(14)</sup>. Le Centre a également publié un tableau statistique <sup>(15)</sup> ainsi qu'une analyse de l'offre et de la demande futures de compétences concernant ce pays <sup>(16)</sup>. Ces publications exposent la situation de la Croatie par rapport aux objectifs stratégiques de l'UE en matière d'éducation et de formation et décrivent les caractéristiques et enjeux principaux de son système d'EFP ainsi que les tendances futures sur le marché du travail croate.

Bien que globalement comparable au reste de l'UE, le marché du travail croate présente certaines différences dignes d'intérêt. La Croatie affiche un taux de chômage des jeunes relativement élevé, de l'ordre de 20 %. Cependant, par rapport aux autres États membres, la population active croate est légèrement plus jeune et compte une plus forte proportion d'individus moyennement qualifiés et une plus faible proportion d'individus faiblement qualifiés que la moyenne de l'UE. En Croatie, le taux de sortie prématurée du système scolaire est très inférieur à l'objectif européen, dès lors qu'il ne dépassait pas 4,2 % en 2012, et la proportion de jeunes (30-34 ans) titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent est comparable à la moyenne européenne, qui est de 9 %. Selon les prévisions, en 2020, la plupart des offres d'emploi en Croatie concerneront la distribution et les transports et les services non marchands. Par rapport au reste de l'UE, la Croatie compte une proportion relativement élevée d'emplois dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. Jusqu'en 2020, la demande de remplacement (nécessité de remplacer les sortants du marché du travail) devrait générer à peu près

sept fois plus d'offres que la création de nouveaux emplois. Dans ce contexte, il s'agit pour la Croatie d'accroître le taux de participation à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, qui, avec 2,4 %, est parmi les plus faibles de l'UE. Encourager la participation à l'apprentissage tout au long de la vie des individus ayant un faible niveau d'éducation et de formation formelles et des chômeurs est particulièrement difficile.

La stratégie de développement de l'EFP du gouvernement a pour priorités l'assurance qualité, le développement des compétences des enseignants et des formateurs et la pertinence de l'EFP pour le marché du travail. Les récentes actions portent sur la mise en place de programmes et de certifications basés sur les résultats, appuyés par le système national de certifications; l'élaboration d'un cadre national stratégique d'assurance qualité pour l'EFP, sous-tendus par les principes et indicateurs du CERAQ; l'introduction d'une disposition relative à la reconnaissance des acquis de l'expérience/la validation de l'apprentissage non formel et informel dans la loi établissant le système de certifications, ainsi qu'une initiative commune du ministère de l'éducation, de l'Agence pour l'EFP et l'éducation des adultes (ASOO) et des chambres d'économie, d'industrie et d'artisanat en vue de construire une base de connaissances plus robuste, combinant données sectorielles et données macroéconomiques, pour l'élaboration des politiques.

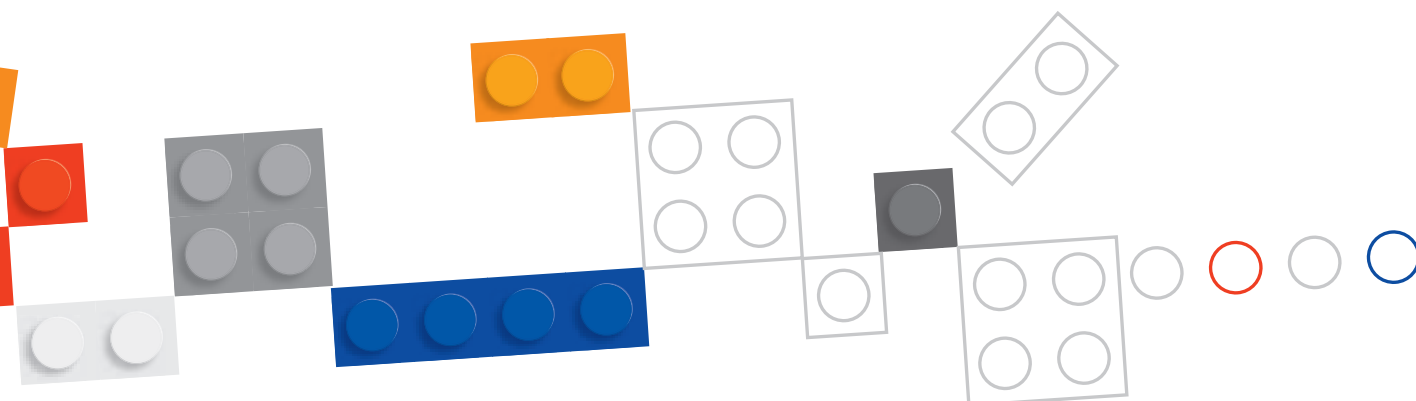
En 2013, l'ASOO est devenue membre du réseau ReferNet du Cedefop et, à ce titre, elle livrera des rapports sur la politique et l'évolution de l'EFP en Croatie, qui alimenteront l'analyse des politiques du Cedefop et diverses publications sur le système d'EFP en Croatie.

Sources: *Spotlight on VET in Croatia*, *Croatia country statistical overview*, ReferNet.

<sup>(14)</sup> *Spotlight on VET in Croatia*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22036.aspx>

<sup>(15)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21604.aspx>

<sup>(16)</sup> [http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/2013-10-21\\_Croatia\\_Skill-supply-and-demand-up-to-2020\\_EN.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/2013-10-21_Croatia_Skill-supply-and-demand-up-to-2020_EN.pdf)



gogique et accès au marché du travail. Elle montre que les niveaux de littératie diffèrent selon les pays, ainsi qu'entre diplômés des filières professionnelle et générale du secondaire supérieur. Les jeunes de 16 à 29 ans dont le niveau d'éducation ne dépasse pas le secondaire supérieur à orientation professionnelle affichent un score moyen de littératie de 273 sur 500.

Afin d'élaborer des indicateurs pour l'édition 2014 de *Regards sur l'éducation* et de poursuivre l'analyse des résultats de l'enquête du PIAAC, le Cedefop et le réseau de l'OCDE-INES sur les retombées de l'enseignement sur le marché du travail, l'économie et la société (*labour market, economic and social outcomes of learning – LSO*) ont organisé en décembre 2013 un atelier conjoint à Thessalonique.

Les résultats de l'étude réalisée par le Cedefop à l'échelle européenne sur l'attractivité de l'EFPI initial (EFPI) a nourri le débat lors de la réunion de juillet du CCFP. Cette étude conclut que nombre des politiques visant à améliorer l'attractivité de l'EFPI se sont concentrées sur l'amélioration d'aspects bien spécifiques des systèmes d'EFPI – tels que la perméabilité des filières, les passerelles d'accès à l'enseignement supérieur, l'harmonisation des systèmes de certifications ou l'assurance qualité. Or, si ces aspects sont importants, l'attractivité d'un système d'EFPI tient à une interaction plus large et plus complexe entre divers facteurs contextuels. Les déterminants de la demande, comme la structure et la solidité du marché du travail, peuvent exercer une force d'attraction ou de dissuasion. Dans les différents pays d'Europe, l'emploi s'est déplacé vers des métiers fortement demandeurs de diplômés des niveaux secondaire supérieur et postsecondaire (y compris EFPI). Au cours des dix dernières années, on a assisté à un essor tant des professions intermédiaires que

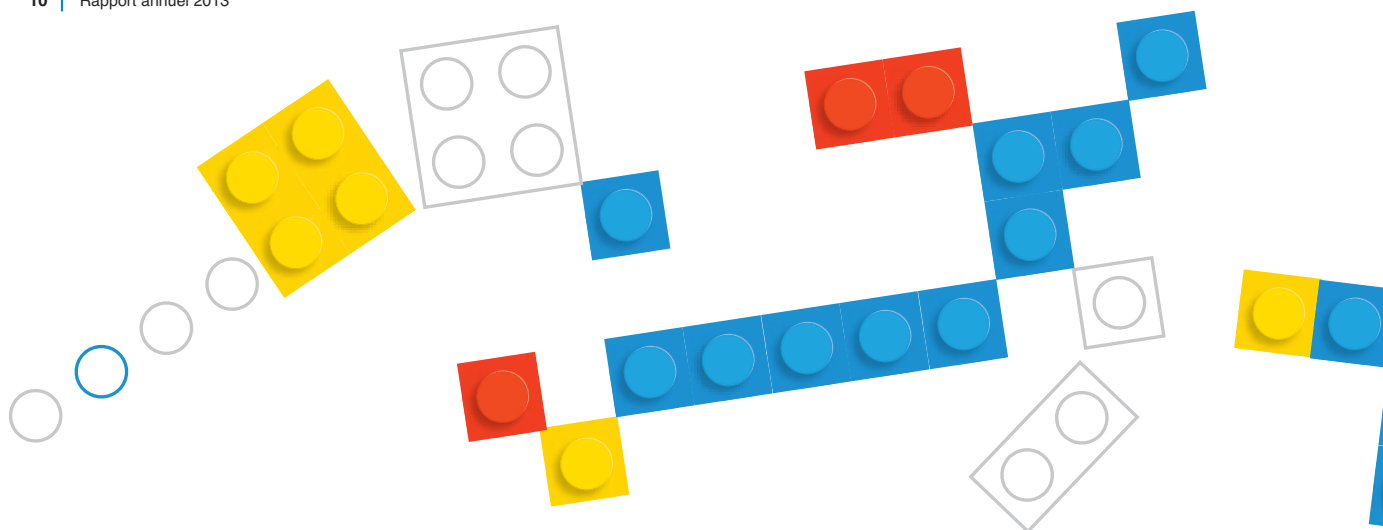
des emplois peu qualifiés du secteur des services et au recul des emplois de type administratif, manuel et d'ouvrier qualifié. L'EFPI étant étroitement lié à certaines professions, ces changements structurels sont un déterminant important de l'attractivité de certains cours d'EFPI, dès lors qu'ils ont une incidence sur les niveaux de rémunération et les perspectives d'emploi des diplômés. Pour approfondir le débat sur l'attractivité de l'EFPI et élaborer des stratégies permettant d'améliorer son image et sa parité d'estime, il importe de mieux comprendre l'évolution de la demande de compétences, en particulier les effets des changements sectoriels et de l'élévation progressive des niveaux de qualification de la population sur la demande de travailleurs au niveau intermédiaire. En outre, il ne faut pas négliger le rôle des facteurs sociétaux susceptibles d'influencer les choix des apprenants, tels que les points de vue et l'origine des membres de la famille ou les normes sociales. Ces facteurs doivent aussi être pris en compte lors de l'élaboration de trains de mesures politiques visant à améliorer l'attractivité de l'EFPI.

#### ACTIVITÉ

### Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage

En 2013, le Cedefop a consacré une part croissante de son travail à soutenir la mise en œuvre, au niveau national et sectoriel, des instruments et principes européens communs, ainsi que des initiatives visant à renforcer la cohérence et l'efficacité d'ensemble.

Pour soutenir le processus politique et institutionnel de l'UE sous-jacent à cette mise en œuvre, le Cedefop a continué de fournir des ser-



vices d'appui à la coordination, de conseil politique et d'expertise aux divers groupes de travail, comités et réseaux de l'UE concernés, à savoir le groupe consultatif du CEC (cadre européen des certifications); le groupe d'utilisateurs, les groupes de pilotage et le forum d'ECVET (système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFPP); le comité de pilotage, les groupes thématiques et le forum du CERAQ (cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'EFPP), ainsi que le conseil, le comité de maintenance et le groupe de référence transsectoriel de l'ESCO (classification européenne des aptitudes/compétences, certifications et professions).

Grâce à son travail analytique et conceptuel, le Cedefop a favorisé l'apprentissage politique/par les pairs entre les États membres et entre les partenaires sociaux et fourni aux décideurs politiques une solide base de connaissances sur les questions et enjeux fondamentaux liés à la mise en œuvre des instruments européens. Les résultats de l'activité d'apprentissage par les pairs organisée par le groupe consultatif du CEC sur l'ouverture des cadres nationaux de certifications (CNC) aux qualifications acquises dans des contextes d'apprentissage non formel – activité dont le Cedefop a participé à l'élaboration du contenu – ont directement contribué au développement des CNC et à l'approfondissement de l'analyse. Le Cedefop a également aidé le groupe consultatif du CEC à élaborer le programme de travail 2013-2014 sur les acquis de l'apprentissage, afin de renforcer la coordination et la cohérence dans ce champ d'activités.

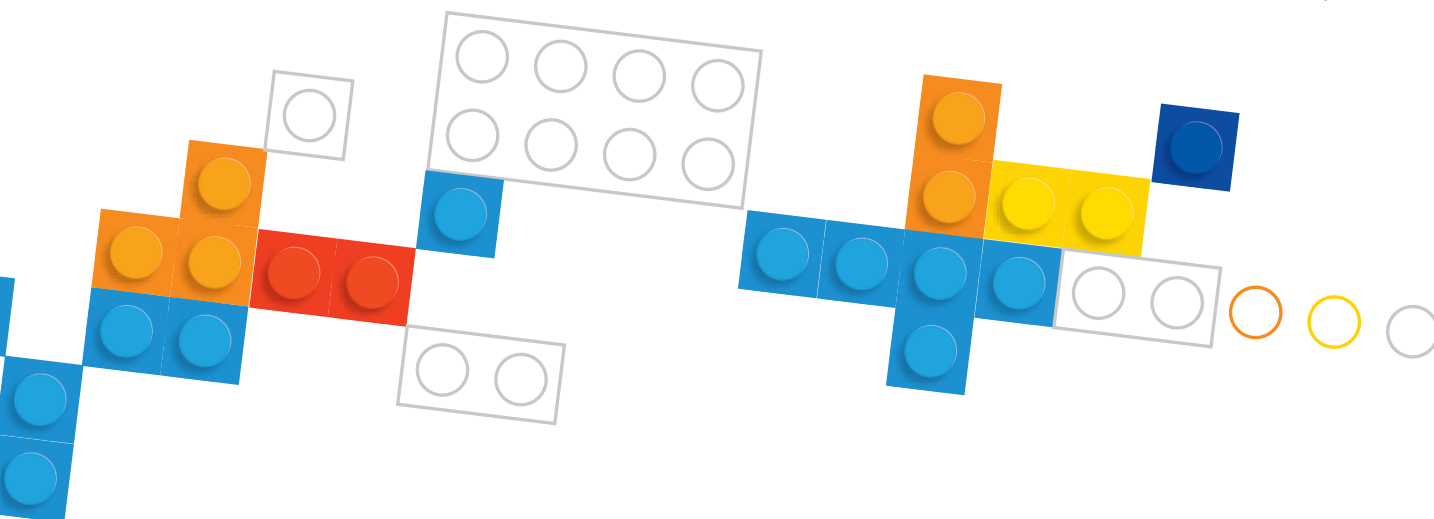
De même, les résultats de l'étude du Cedefop sur les certifications du niveau 5 du CEC ont contribué à la mise en œuvre du CEC/des CNC

en mettant en évidence les méthodes employées par 15 pays pour appliquer la démarche des acquis de l'apprentissage lors de l'affectation des certifications à tel ou tel niveau de leur CNC. Si la plupart des certifications du niveau 5 du CEC ont leur profil spécifique et leur propre pertinence pour le marché du travail, dans le sens où elles permettent d'accéder à ce marché et d'y progresser, certaines sont perçues comme des passerelles vers une autre certification. Cette étude démontre que les certifications de niveau 5 revêtent une importance croissante dans les pays européens, du fait qu'elles se situent au confluent de l'enseignement général, de l'EFPP et de l'enseignement supérieur. Outre leur fonction de tremplin vers des formations complémentaires, l'aspect qu'il convient tout particulièrement de noter est leur pertinence pour le marché du travail. Cette importance croissante qui leur est accordée reflète l'augmentation de la demande de qualifications à orientation professionnelle poussées, répondant directement aux besoins des employeurs. Les résultats de cette étude ont été débattus lors de plusieurs rencontres européennes et internationales (comme la réunion conjointe du groupe consultatif du CEC et du groupe de travail de l'espace européen de l'enseignement supérieur chargé des réformes structurelles dans l'enseignement supérieur, qui s'est tenue à Bruxelles le 25 septembre 2013, et le forum mondial sur les ressources humaines réuni à Séoul du 5 au 7 novembre 2013) <sup>(17)</sup>.

Le Cedefop a également approfondi son analyse des évolutions liées aux CNC, en rédigeant en interne un bilan et une analyse des descripteurs de niveau des CNC dans les pays européens <sup>(18)</sup>. Il ressort de cette analyse que la

<sup>(17)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/22145.aspx>

<sup>(18)</sup> *Analysis and overview of NQF level descriptors in European countries*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21919.aspx>



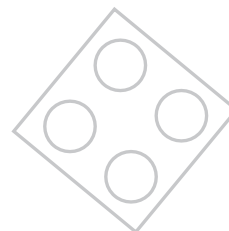
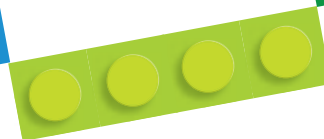
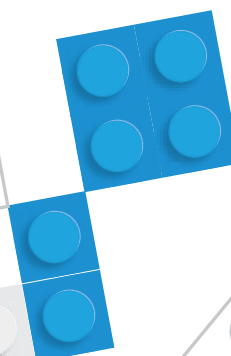
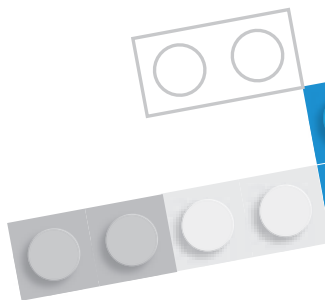
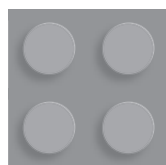
plupart des 36 pays parties prenantes à la mise en œuvre du CEC ont d'ores et déjà défini – et le plus souvent adopté – leurs niveaux d'acquis de l'apprentissage. Les descripteurs de niveau peuvent être considérés comme l'élément le plus important pour faciliter la transition vers les acquis de l'apprentissage. Comme l'illustre l'analyse du Cedefop, l'influence du CEC sur les descripteurs nationaux est perceptible, mais les pays ont ajusté et affiné les descripteurs en fonction de leurs propres besoins et priorités. Cela est particulièrement manifeste dans la catégorie «compétence» des CNC, et plusieurs pays ont élargi les descripteurs du CEC afin de mieux refléter les complexités de leur système national ou de souligner les priorités nationales. La démarche analytique et les conclusions de cette étude ont posé les bases des discussions avec l'Unesco, la Commission européenne et l'ETF concernant les moyens de poursuivre le travail en cours sur les niveaux de référence mondiaux pour les certifications. Elles ont également nourri les activités du groupe de travail thématique de la Commission sur l'entrepreneuriat, en particulier s'agissant d'appliquer la démarche des acquis de l'apprentissage à la formation à l'esprit d'entreprise dans les États membres.

Les analyses comparatives et études susmentionnées ont directement éclairé l'important travail analytique du Cedefop sur les (projets et versions finales des) rapports nationaux de mise en correspondance des CNC avec le CEC rédigés par la Belgique (W), la Bulgarie, Chypre, la Grèce, l'Islande, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie et la Roumanie. Il ressort de ce travail d'analyse du Cedefop que les pays déploient des efforts considérables pour établir des rapports crédibles et fiables exposant les méthodes qu'ils emploient pour affecter leurs certifications nationales aux

divers niveaux du CEC. Cependant, ils se heurtent à plusieurs difficultés, notamment pour garantir la qualité de leurs niveaux fondés sur les acquis de l'apprentissage, pour associer au processus tous les acteurs concernés, y compris les partenaires sociaux, et pour assurer une meilleure coordination entre le processus de mise en correspondance avec le CEC et le processus d'autovalidation de Bologne.

Le Cedefop contribue aux activités visant à établir une terminologie normalisée européenne des aptitudes/compétences, des certifications et des professions (*European standard terminology for skills, competences, occupations and qualifications* – ESCO). Le travail du Cedefop est centré sur la synergie entre l'approche axée sur les aptitudes et compétences de l'ESCO et l'approche basée sur les acquis de l'apprentissage qui sous-tend le CEC. En 2013, le Cedefop a contribué à l'établissement d'une terminologie sur les aptitudes et compétences transversales (transsectorielles). Le pilier «certifications» de l'ESCO, conçu par le Cedefop en 2012, a été testé et mis en œuvre par le Centre en coordination étroite avec son travail sur les certifications internationales. Afin de mettre en évidence la pertinence concrète de ce travail pour les citoyens européens, le Cedefop a préparé des «maquettes» illustrant les possibilités d'intégrer les compétences, professions et certifications de l'ESCO dans l'outil en ligne de CV Europass. Ces maquettes ont été présentées lors de la conférence de mise en service de l'ESCO (*ESCO goes live*; Bruxelles, 23 et 24 octobre) marquant le lancement de la première version publique de l'ESCO (version 0), qui a réuni plus de 250 acteurs du marché du travail et de l'éducation/de la formation.

Les résultats de l'étude du Cedefop sur le rôle des certifications pour réglementer l'accès



aux métiers et aux professions <sup>(19)</sup> a apporté une contribution directe aux activités de développement du CEC/des CNC et de l'ESCO. Si cette étude montre que les certifications jouent un rôle majeur dans la réglementation des marchés du travail, elle met également en lumière l'évolution des formes de réglementation et les différences significatives entre les pays quant au degré/champ d'application de la réglementation. Elle fait apparaître le rôle important et croissant des organismes sectoriels et internationaux dans ce domaine, où les pouvoirs publics n'exercent qu'un contrôle partiel. Elle souligne les tensions entre la réglementation en tant qu'instrument de garantie de la qualité (ainsi que de la santé et de la sécurité) et instrument de protection d'intérêts particuliers.

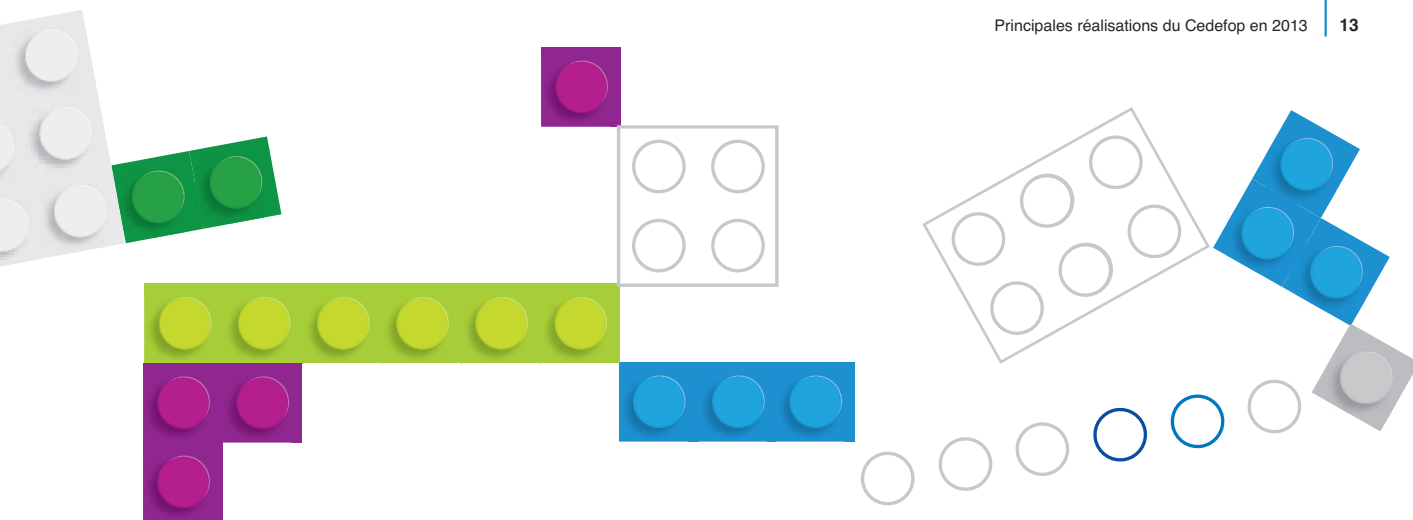
En 2013, le système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP (ECVET) est entré dans sa quatrième année de mise en œuvre. Le Cedefop a contribué à cette mise en œuvre par un suivi des progrès accomplis, l'apport de conseil politique et un travail d'analyse. Il a dressé un inventaire des dernières avancées dans sa note d'information *Perspectives et défis d'ECVET, le système européen de crédit d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels* <sup>(20)</sup>, diffusée lors du forum ECVET (Prague, 13 et 14 juin) qu'il a coorganisé avec la Commission européenne. Fort de l'expérience acquise, et pour mieux rendre compte de l'hétérogénéité des finalités et des évolutions dans les divers secteurs et pays européens, le Cedefop a revu son approche des activités de suivi, l'objectif étant de mieux appréhender le «statut» d'ECVET dans les pays. Les résultats de son étude de suivi, qui examine l'apport potentiel des pro-

grammes d'EFP structurés en unités aux dispositifs de crédits d'apprentissage, ont nourri les débats du groupe d'utilisateurs d'ECVET. Ils soulignent le mouvement généralisé vers des certifications de l'EFP modularisées, découpées en unités, en phase avec les besoins ou les exigences des employeurs et autres parties prenantes.

En 2013, le site web Europass a fait l'objet de 20,85 millions de visites (contre 14,8 millions en 2012) et 10,16 millions de CV ont été créés en ligne (contre 8,3 millions en 2012). En 2013, le travail s'est concentré sur l'amélioration des ressources web. Un nouveau portail consacré à l'interopérabilité d'Europass a été lancé en août, et un Passeport de langues remanié, assorti d'un outil d'édition en ligne, en décembre. Le Cedefop a finalisé le modèle et l'outil de gestion en ligne du document «Europass Expérience», le nouvel outil Europass permettant aux citoyens européens de consigner les résultats de l'apprentissage non formel et informel acquis dans leur pays d'origine ou à l'étranger. Toutefois, la Commission européenne a demandé de mettre en suspens les activités de test et la poursuite du développement. Le Passeport européen de compétences – élaboré par le Cedefop et lancé en décembre 2012 pour doter les citoyens d'un dossier portable – a été amélioré en tenant compte des retours d'information des utilisateurs. Les statistiques confirment la pertinence de cet outil pour les citoyens européens, tout particulièrement lorsqu'il est annexé au CV Europass (en 2013, plus de 1,3 million de Passeports européens de compétences ont été créés en ligne, la plupart annexés au CV Europass). En outre, le Cedefop a formulé de nombreuses observations sur le développement d'un outil destiné à aider les ci-

<sup>(19)</sup> *The role of qualifications in governing professions and occupations*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21922.aspx>

<sup>(20)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21517.aspx>



#### Encadré 4. **Acquis de l'apprentissage: de bonne qualité, non pertinents, mauvais ou aucun des trois?**

Telle était la question principale posée lors d'une table ronde animée de la conférence du Cedefop consacrée à l'impact du mouvement en faveur des acquis de l'apprentissage sur les politiques et les pratiques en Europe (*The shift to learning outcomes and its impact: taking stock of European policies and practices*; Thessalonique, 21 et 22 novembre). Les participants ont conclu à l'absence d'alternative aux acquis de l'apprentissage. Il s'agit de savoir comment appliquer ce principe à bon escient au niveau approprié. Les résultats attendus de cadres de certifications, de normes et de programmes ne sauraient à eux seuls constituer un mode opératoire. Il importe aussi de voir comment ces intentions sont transposées dans la pratique, de contrôler, d'analyser et d'évaluer cette transposition, ses répercussions sur l'enseignement, la formation et l'apprentissage, et, surtout, de comprendre ses incidences sur les savoirs, aptitudes et compétences des individus.

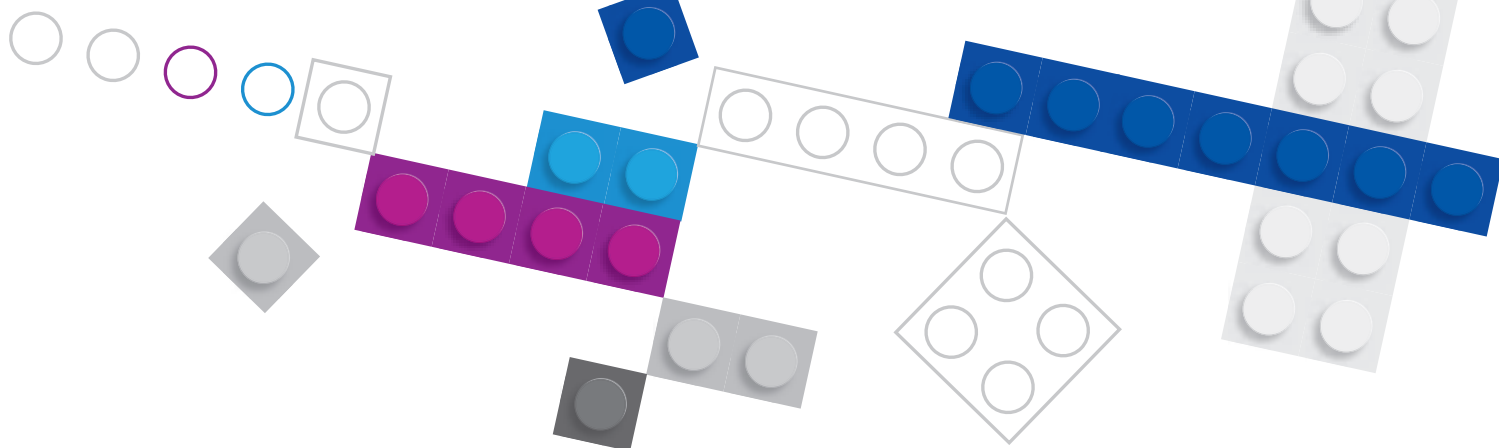
Cette conférence a réuni 160 experts, décideurs politiques, partenaires sociaux, enseignants et formateurs de 27 pays, qui ont examiné comment l'accent de plus en plus marqué sur les acquis de l'apprentissage a modifié les politiques et les pratiques d'éducation et de formation au cours des dix dernières années. Une question fondamentale réitérée tout au long des débats est de savoir si la transition vers les acquis de l'apprentissage peut favoriser une culture d'apprentissage qui réponde aux besoins des individus. Cette conférence, empreinte d'une vision progressiste, s'est intéressée à trois thèmes principaux: (1) l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage en tant que condition *sine qua non* à la flexibilité de l'éducation et de la formation (tout au long de la vie), (2) sa contribution (éventuelle) à la refonte de la gouvernance et (3) ses implications pour l'enseignement et l'évaluation.

toyens à autoévaluer leurs compétences en TIC, reposant sur un ensemble commun de niveaux et descripteurs harmonisés élaboré par le Centre commun de recherche (*Joint Research Centre – JRC*) en coopération avec la DG EAC. À la demande de la Commission, le Cedefop s'emploie à intégrer dans le CV Europass la grille d'autoévaluation établie par le JRC.

Le conseil et l'appui techniques fournis par le Cedefop à la Commission européenne pour mettre en œuvre la recommandation relative au CERAQ ont principalement porté sur un objectif stratégique du communiqué de Bruges: la pré-

paration de lignes directrices pour aider les pays à mettre en place des cadres communs d'assurance qualité pour les prestataires d'EFP. Poursuivant son travail visant à renforcer la synergie et la cohérence entre assurance qualité et cadres de certifications, le Cedefop a apporté son soutien à la conférence de la présidence irlandaise sur ce thème (Dublin, 12 et 13 mars). Il a aussi publié une note d'information intitulée *Qualité: condition sine qua non de la confiance dans les certifications* <sup>(21)</sup>. De plus, le Centre a contribué à élaborer le contenu de l'activité d'apprentissage par les pairs du groupe consultatif du CEC sur la

<sup>(21)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21183.aspx>



manière dont les États membres peuvent améliorer la synergie entre la mise en application de l'approche des acquis de l'apprentissage et les dispositifs d'assurance qualité (Louvain, 28 et 29 novembre 2013). Les discussions ont confirmé que cette synergie est indispensable pour instaurer la confiance dans les certifications; l'un des domaines possibles de coopération identifiés à cet égard entre EFP et enseignement supérieur est la description et l'évaluation des acquis de l'apprentissage. En collaboration avec la Commission européenne et le secrétariat du CERAQ, le Cedefop a organisé un séminaire d'experts sur l'assurance qualité dans l'EFP et l'enseignement supérieur pour améliorer la perméabilité entre ces deux secteurs (*Quality assurance in VET and higher education for improving their permeability*; Bruxelles, 22 et 23 octobre). Les débats ont porté sur trois enjeux émergents communs aux deux secteurs, découlant de la tension entre apprentissage et travail: garantie de la qualité de l'apprentissage par le travail et de l'évaluation au poste de travail; assurance qualité des nouveaux modes et contextes d'apprentissage; assurance qualité et agrément des prestataires.

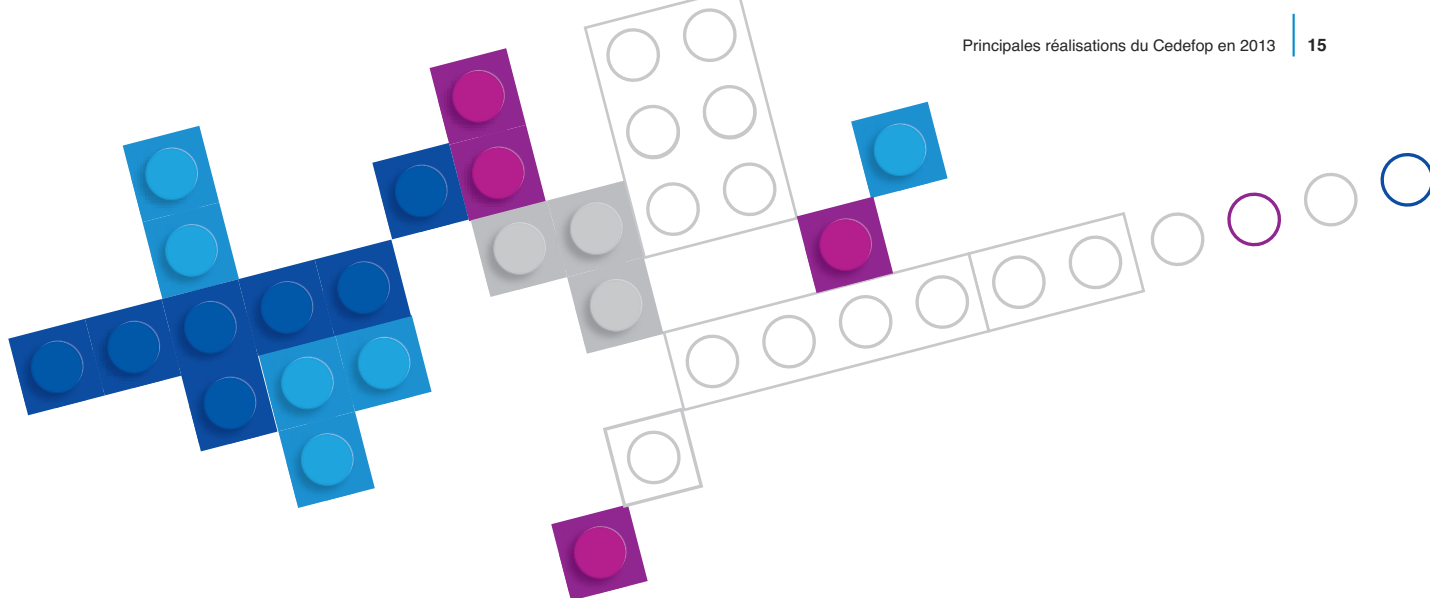
Les résultats des travaux de recherche et d'analyse du Cedefop sur les instruments européens ont servi de base aux discussions lors du dîner de travail au Parlement européen sur le bilan et les actions futures concernant ces instruments (*The European tools in education and training: what has been achieved and where do we go from here?*; Bruxelles, 23 janvier). Ce dîner, offert par M. Thomas Mann, vice-président de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, a été l'occasion d'examiner les meilleurs moyens de mettre les

instruments européens au service de la mobilité et de l'apprentissage tout au long de la vie en Europe.

Le renouvellement et la réforme permanents de l'EFP sont importants pour aider l'Europe à sortir de la crise actuelle. Il importe tout particulièrement d'améliorer la coordination et la gouvernance de l'EFP pour garantir sa qualité, sa pertinence et sa fonction d'inclusion. L'étude du Cedefop sur le renouvellement de l'offre d'EFP et les mécanismes de rétroaction entre EFPI et marché du travail <sup>(22)</sup> examine diverses solutions mises en œuvre par les pays européens et montre leur ancrage dans les traditions nationales et la philosophie de l'éducation/de la formation. Cette étude, qui analyse 15 pays, met en évidence l'attention accrue qu'il convient de prêter à l'interaction entre prestataires d'EFP et acteurs du marché du travail. Indépendamment des solutions retenues par tel ou tel pays, les chaînons manquants dans les mécanismes de rétroaction entre EFP et marché du travail, et vice versa, limitent fortement la capacité de réexamen et de renouvellement. Dans ces conditions, il est difficile de garantir que les certifications de l'EFP conservent leur pertinence et que les besoins du marché du travail se reflètent dans l'offre d'enseignement et de formation.

Au regard du nombre inquiétant de jeunes sans emploi, tout particulièrement parmi les bas niveaux de qualification, le Cedefop a renforcé son travail sur le rôle de l'EFP dans la lutte contre la sortie précoce du système d'éducation et de formation. Outre sa contribution au rapport du groupe de travail thématique de la Commission sur le décrochage scolaire, le Cedefop a fourni un appui à la coordination, ainsi que ses conseils

<sup>(22)</sup> *Renewing VET provision: understanding feedback mechanisms between initial VET and the labour market:*  
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22084.aspx>



politiques et son expertise pour la réunion de ce groupe consacrée à l'EFP (Bruxelles, 1<sup>er</sup> mars). Les participants ont conclu que les solutions pour éviter la sortie précoce passent par une solide orientation pédagogique et professionnelle et par un EFP flexible qui comporte un volet de formation par le travail et qui permette aux apprenants de revenir sur des choix erronés. Pour autant, l'EFP ne saurait être la solution unique; il faut aussi que les perspectives du marché du travail soient favorables. Pour approfondir le sujet, le Cedefop a demandé aux membres de son réseau ReferNet de fournir des articles sur les liens entre EFP et sortie précoce dans leur pays respectif. Ces articles ont également abordé les spécificités structurelles des systèmes d'éducation et de formation, les caractéristiques du marché du travail et les systèmes de prestations sociales susceptibles d'influer sur les décisions des jeunes en matière d'EFP, qu'il s'agisse de s'y engager, d'y persévérer ou de l'interrompre. Avec l'information relative à l'objectif à court terme de Bruges sur ce thème, ces articles ont servi de matériau de base pour la note d'information («état des lieux thématique») *Éviter que les jeunes quittent prématurément le système d'éducation (et de formation): les solutions qui marchent* <sup>(23)</sup>. Cette note d'information a préparé le terrain pour l'atelier thématique que le Cedefop a été invité à modérer lors de la conférence de la présidence lituanienne sur le rôle de l'EFP pour renforcer la fonction d'inclusion de l'éducation (*The role of VET in making education more inclusive*; Vilnius, 12 et 13 novembre).

## ACTIVITÉ Visites d'étude

Le Cedefop a continué de coordonner le programme de visites d'étude pour spécialistes et décideurs de l'éducation et de la formation professionnelle.

Durant l'année scolaire 2012/2013, le Centre a organisé 225 visites d'étude dans 32 pays, qui ont attiré un total de 2 513 participants de 34 pays. La proportion de visites d'étude portant sur l'EFP et l'éducation et la formation tout au long de la vie s'est accrue (69 % en 2012/2013, contre 65 % l'année précédente). Deux visites d'étude visaient à encourager l'apprentissage par les pairs des responsables politiques et autres décideurs sur le rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des CNC et dans l'amélioration de la qualité de l'EFP grâce à la coopération entre établissements éducatifs et entreprises.

L'évaluation de l'impact des visites d'étude organisées en 2011/2012 a mis en lumière une fois de plus le taux élevé de satisfaction des participants (98,7 %) et les effets sur leur développement professionnel.

Le Cedefop a présenté une synthèse des résultats des visites d'étude organisées au cours des trois années scolaires 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011 dans un dépliant intitulé *Visites d'étude: libérer les potentiels pour améliorer l'éducation et la formation en Europe* <sup>(24)</sup>. De plus, il a organisé une conférence sur l'utilité de l'apprentissage par les pairs pour promouvoir le changement dans les politiques et les pratiques d'éducation et de formation (*Promoting change in education and training policy and practice*:

<sup>(23)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22244.aspx>

<sup>(24)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21039.aspx>



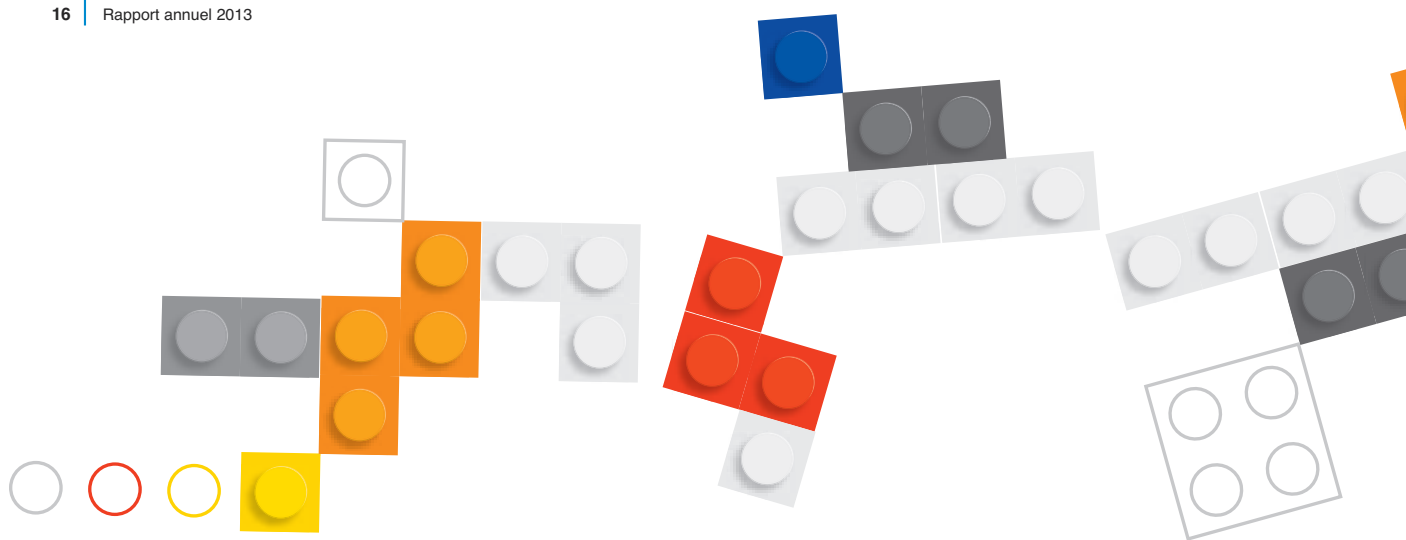
PREVIOUS



CONTENTS



NEXT



*value of peer learning*; septembre 2013) qui s'est penchée sur les bénéfices apportés par le programme de visites d'étude aux différents groupes de spécialistes et décideurs de l'éducation et de la formation et sur les perspectives qui leur sont offertes par le programme Erasmus+.

## 1.2. Carrières et transitions – EFPC, éducation et formation des adultes et formation par le travail

### ACTIVITÉ

#### Éducation et formation des adultes et transitions

Le Cedefop a apporté un soutien direct à la mise en œuvre des priorités énoncées dans le communiqué de Bruges pour l'enseignement et la formation professionnels continus (EFPC), l'apprentissage des adultes et la formation par le travail, ainsi qu'à la mise en œuvre de l'agenda européen renouvelé dans le domaine de l'éducation et de la formation des adultes. Il a fourni des services d'expertise et de conseil politique à la Commission européenne et à ses deux groupes de travail sur le thème de l'apprentissage des adultes, respectivement chargés de l'assurance qualité et du financement.

L'EFPC destiné aux adultes, tout particulièrement la formation par le travail, revêt une importance particulière dans le contexte économique et social actuel européen. En période de crise économique, accroître le capital humain au sein de la population active est essentiel pour assurer

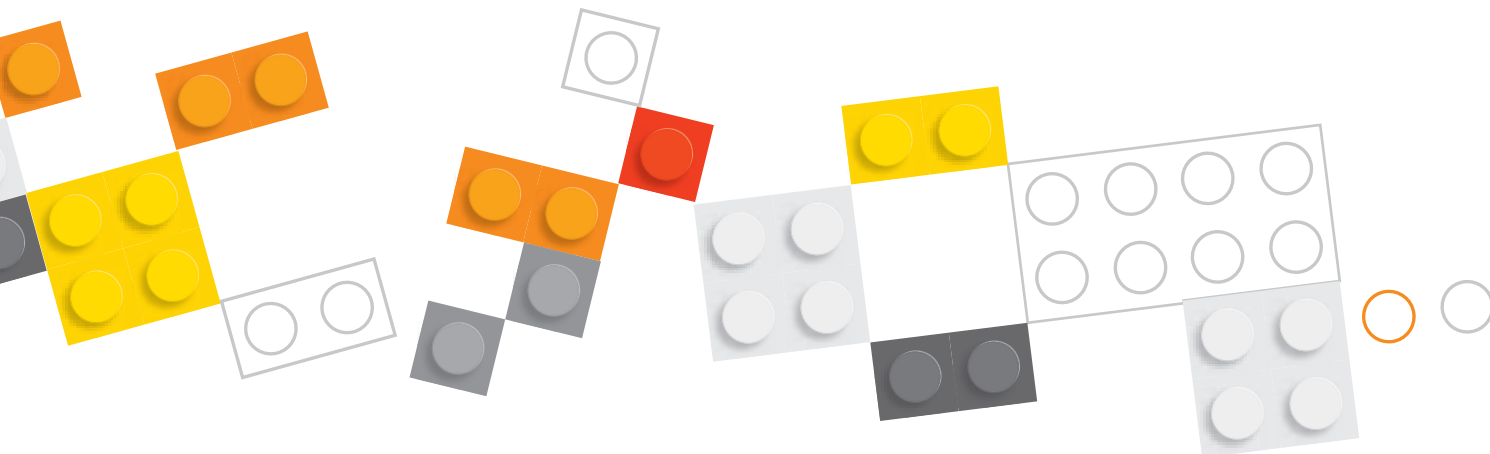
à l'Europe une croissance durable et une économie compétitive et inclusive, avec des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevés.

Les programmes de formation par le travail ont un rôle essentiel à jouer pour aider les chômeurs adultes faiblement qualifiés à renouer avec l'apprentissage et à réintégrer le marché du travail. Nombre d'adultes faiblement qualifiés ont conservé une image négative des contextes d'apprentissage de type scolaire, plus traditionnels, qu'ils ont connus. La formation par le travail leur offre un mode d'apprentissage plus approprié. Non seulement elle se prête au développement systématique de savoirs, aptitudes et compétences professionnels spécifiques, mais elle a aussi une fonction de socialisation, en familiarisant les individus aux rôles, attitudes et normes du lieu de travail prisés par les employeurs. D'après l'étude du Cedefop sur ce thème <sup>(25)</sup>, la réussite de ce type de formation tient à trois facteurs principaux: accent sur les compétences clés, prestations personnalisées et interaction étroite avec le lieu de travail. Pour autant, malgré leur potentiel, les programmes de formation par le travail qui mettent l'accent sur le développement des compétences clés ne sont utilisés que dans une faible mesure dans les politiques nationales du marché du travail. Les conclusions de cette étude ont été présentées et débattues lors d'une conférence organisée durant la présidence lituanienne sur le rôle de l'EFP pour renforcer la fonction d'inclusion de l'éducation (*The role of VET in making education more inclusive*; Vilnius, 12 et 13 novembre 2013). La note d'information *Renouer avec la formation, renouer avec l'em-*

<sup>(25)</sup> *Return to work – Work-based learning and reintegration of unemployed adults into the labour market:*

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22082.aspx>

<sup>(26)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/en/publications/21952.aspx>



ploi <sup>(26)</sup>, qui a été distribuée lors de cette même conférence, vise à diffuser les conclusions de cette étude à un cercle plus large de décideurs politiques.

L'étude interne sur le rôle de l'orientation dans l'insertion professionnelle des migrants a été finalisée. Elle souligne l'importance de mobiliser les acteurs publics et de disposer de ressources, ainsi que la pertinence des compétences multiculturelles des professionnels de l'orientation et la nécessité pour ces derniers de s'engager activement auprès des communautés de migrants dans les initiatives locales. Pour débattre des résultats de cette étude, le Cedefop a organisé dans ses locaux une activité d'apprentissage par les pairs (Thessalonique, 2 décembre 2013) avec des représentants des États membres, des partenaires sociaux et des chercheurs. Ces résultats ont également été examinés avec le réseau européen pour le développement de politiques d'orientation tout au long de la vie (*European lifelong guidance policy network – ELGPN*). La coopération avec ce réseau s'est poursuivie tout au long de l'année 2013, notamment en vue d'établir une base de connaissances commune au niveau de l'UE pour améliorer le suivi des systèmes d'orientation nationaux.

Les changements qui interviennent dans l'EFPC sont divers, rapides et moins bien compris que dans l'EFPI. Cela réduit les capacités de soutenir les évolutions et d'encourager la coopération. Pour y remédier et obtenir un tableau plus systématique du paysage politique et institutionnel des approches de formation par le travail dans l'EFPC en Europe, le Cedefop a ouvert en 2013 un nouveau champ de recherche.

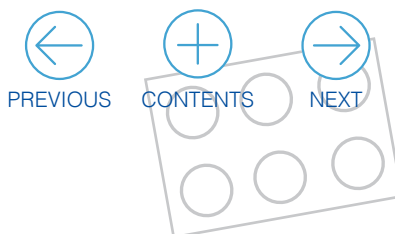
Les résultats préliminaires ont été discutés lors d'un atelier organisé par le Cedefop (Thessalonique, 19 novembre 2013) <sup>(27)</sup>. Ces discussions ont mis en lumière que, si plusieurs pays ont progressé dans la mise en œuvre de politiques nationales de formation par le travail dans l'EFPC, beaucoup reste à faire. Des actions sont nécessaires pour mieux combiner diverses formes d'apprentissage, pour couvrir la palette de compétences la plus large possible et pour répondre à la diversité des besoins. Cet atelier a également montré que l'intervention des pouvoirs publics tend à se détourner de la réglementation directe au profit d'un recours accru aux conventions collectives et aux campagnes promotionnelles.

Il importe d'investir davantage dans l'EFPC/l'apprentissage des adultes, mais il faut compter avec les contraintes financières, aggravées par la crise économique. Les budgets publics sont resserrés. Pour assurer le financement durable de l'EFPC/de l'apprentissage des adultes, une coopération plus étroite et un partage des responsabilités entre tous les acteurs – pouvoirs publics nationaux, employeurs et individus – sont plus nécessaires que jamais. Pour élaborer des recommandations sur les moyens d'accélérer les investissements dans l'éducation et la formation des adultes et souligner la nécessité d'efforts concertés, de mécanismes de partage des coûts et d'une meilleure compréhension des avantages et bénéfices procurés par l'apprentissage des adultes et l'EFPC, le Cedefop a publié en ligne les résultats de la conférence européenne conjointe qu'il a organisée avec la Commission européenne en 2012 sur ce thème <sup>(28)</sup>.

Dès lors que de nombreux bénéfices de

<sup>(27)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/22057.aspx>

<sup>(28)</sup> *Adult learning – Spotlight on investment*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/20767.aspx>



l'EFP, peut-être les plus importants, sont impalpables et difficilement exprimables en termes monétaires, ils ne sont pas solidement documentés et sont souvent sous-estimés. La publication du Cedefop sur les bénéfices de l'EFP pour les individus, les organisations et les pays <sup>(29)</sup> vient combler cette lacune et se veut un effort systématique pour montrer quels sont ces bénéfices, comment ils sont générés et comment les maximiser. L'intention sous-jacente à cette publication est d'influer sur la manière dont sont prises les décisions d'investir dans l'éducation et la formation et sur les moyens de rentabiliser au mieux cet investissement. S'appuyant sur son rapport de 2012 *From education to working life* [De l'éducation au monde du travail], le Cedefop a publié un document de recherche sur les résultats de l'enseignement professionnel sur le marché du travail en Europe <sup>(30)</sup> qui fournit des preuves supplémentaires des retours sur investissement de l'EFP. Si ce rapport confirme que les diplômés de l'EFP de niveau intermédiaire réussissent plus rapidement leur insertion professionnelle que leurs homologues de la filière générale et qu'ils sont plus susceptibles de décrocher un premier emploi à durée indéterminée correspondant à leurs compétences, il relève toutefois des différences substantielles entre les pays. Dans les pays dotés de solides systèmes d'EFP, avec une interaction étroite entre volet en établissement et volet de formation par le travail, les jeunes ont beaucoup plus de chances de trouver – et de conserver – un emploi. À l'inverse, dans les pays où le volet de formation par le travail de l'EFP est moins développé, les jeunes diplômés de la filière professionnelle ont des perspectives

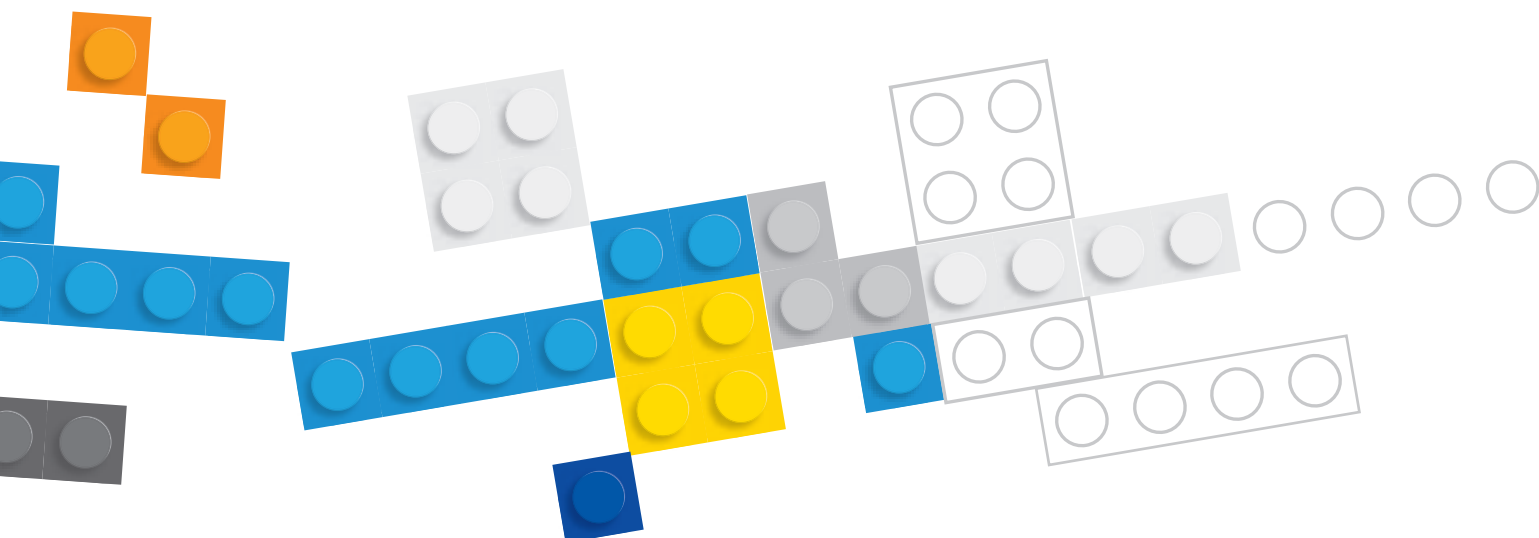
professionnelles moindres et rencontrent davantage de difficultés pour accéder au marché du travail.

La validation des acquis de l'apprentissage non formel et informel peut jouer un rôle important pour aider les adultes à améliorer leur carrière et à gérer leurs transitions sur le marché du travail. L'étude du Cedefop *Validation of non-formal and informal learning in European enterprises* [Validation de l'apprentissage non formel et informel dans les entreprises européennes], qui analyse 400 entreprises, révèle qu'une forte proportion des entreprises ont mis en place des systèmes pour évaluer et consigner les compétences de leurs salariés. Cependant, ces systèmes sont pour la plupart spécifiques à l'entreprise. Il est rare que les résultats des évaluations trouvent un usage externe (au sein d'une autre entreprise où le salarié aurait fait acte de candidature, par exemple). De même, on n'observe guère d'interactions entre ces systèmes intraentreprises et les systèmes de validation publics élaborés ces dernières années. Cette étude souligne la nécessité de permettre aux salariés de transférer leurs aptitudes et compétences vers l'éducation et la formation, puis de nouveau vers l'emploi. Le Cedefop a publié une synthèse des résultats de cette étude pour le séminaire <sup>(31)</sup> qu'il a coorganisé avec la Commission européenne (Malines, 9 et 10 avril 2013) pour marquer le début du suivi de la recommandation du Conseil de 2012 sur la validation. Les conclusions de ce séminaire ont fourni des éclairages pour la révision, effectuée par le Centre avec la Commission européenne, des *Lignes directrices européennes pour la validation des acquis non formels et informels*

<sup>(29)</sup> *Benefits of vocational education and training in Europe for people, organisations and countries:*  
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21465.aspx>

<sup>(30)</sup> *Labour market outcomes of vocational education in Europe:* <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21556.aspx>

<sup>(31)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/en/events/21149.aspx>



(Cedefop, 2009 <sup>(32)</sup>). Le travail d'analyse a également porté sur la mise à jour de l'inventaire européen sur la validation de l'apprentissage non formel et informel, dont le Cedefop s'est chargé en 2013 à la demande de la Commission européenne. L'intégration de ces deux instruments (prévue en 2014) devrait permettre aux États membres d'atteindre l'objectif fixé par la recommandation du Conseil de mettre en place des dispositifs de validation nationaux d'ici à 2018.

Le communiqué de Bruges définit la formation par le travail comme l'un des domaines qui exigent une attention politique et une action stratégique accrues, tant dans l'EFPI que dans l'EFPC. Dans le cadre du suivi de l'examen annuel de la croissance de la Commission européenne, plusieurs pays se sont vu adresser des recommandations les invitant à accélérer les mesures de lutte contre le chômage des jeunes. Les dispositifs de formation sur le modèle de l'apprentissage et les stages sont des éléments essentiels de la garantie pour la jeunesse que le Conseil de l'Union européenne recommande aux États membres de mettre en place pour réduire la proportion de jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études, ni formation («NEET», pour *not in education, employment or training*). Pour accompagner les États membres dans ces efforts, la Commission européenne a lancé en juillet une «Alliance européenne pour l'apprentissage», soutenue par les partenaires sociaux européens, afin de favoriser la coopération entre les divers acteurs et pays. Le Cedefop a été invité à apporter son appui à cette alliance et aux initiatives qui s'y rattachent. Pour contribuer à cette alliance et stimuler le débat politique, le Cedefop a

organisé une importante conférence sur le renouvellement de l'EFP et la formation par le travail/en apprentissage pour résorber l'inadéquation des compétences (voir encadré 5).

Afin de nourrir les discussions lors de l'examen par les pairs sur l'EFP organisé durant la réunion des DGFP sous la présidence lituanienne (Vilnius, 11 et 12 novembre 2013), le Cedefop a rédigé, pour les quatre groupes thématiques autour desquels était organisé cet examen, des notes de référence portant respectivement sur la mise en place de dispositifs sur le modèle de l'apprentissage, l'amélioration de la pertinence de l'EFP pour le marché du travail, l'amélioration de l'attrait de la formation par le travail/en apprentissage pour les apprenants et les entreprises et la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse. Ces notes de référence, disponibles en ligne <sup>(33)</sup>, fournissent une analyse intégrée des données et autres éléments probants émanant des travaux antérieurs et en cours du Cedefop, ainsi que d'autres sources. Ils traitent également de questions clés abordées dans les recommandations spécifiques par pays de 2013 et dans le communiqué de Bruges. En outre, le Cedefop a soutenu les discussions de l'examen par les pairs au sein de l'un des groupes thématiques en agissant en qualité d'expert et en apportant une perspective comparative plus large.

L'expertise du Cedefop en matière de formation par le travail sur le modèle de l'apprentissage a également été reconnue à plusieurs occasions à l'échelle internationale. Lors du forum sur le développement des compétences professionnelles organisé par l'Institut de recherche coréen sur l'EFP (Krivet) et le ministère coréen

<sup>(32)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/5059.aspx>

<sup>(33)</sup> *Introducing apprenticeship-type schemes; Increasing labour market relevance of VET; Making work-based learning and apprenticeships attractive for learners and companies; Introducing the youth guarantee:* <http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/22077.aspx> [consulté le 21.1.2014].

### Encadré 5. Renouveler l'EFP pour remédier à l'inadéquation des compétences: la solution est-elle la formation par le travail/en apprentissage pour tous?

Afin de contribuer à l'Alliance européenne pour l'apprentissage et stimuler le débat politique, le Cedefop a organisé une conférence de haut niveau sur le renouvellement de l'EFP et l'apprentissage par le travail pour remédier à l'inadéquation des compétences <sup>(35)</sup> (Thessalonique, 12 et 13 juin 2013). Mme Androulla Vassiliou, commissaire chargée de l'éducation, de la culture, du multilinguisme et de la jeunesse, M. Thomas Rachel, secrétaire d'État parlementaire allemand, et M. Yiannis Boutaris, maire de Thessalonique, comptaient parmi les conférenciers invités à cette manifestation, qui a réuni plus de 150 experts et décideurs politiques de la Commission européenne, de divers pays d'Europe et d'autres régions du monde, ainsi que des représentants des partenaires sociaux.

Les débats ont été nourris par les contributions du Cedefop, fruits de ses analyses sur les besoins futurs et les inadéquations de compétences ainsi que de ses travaux sur les évolutions des politiques d'EFP en Europe, en particulier sur la formation par le travail et ses bénéfices. Les invités ont examiné comment l'information relative aux tendances du marché du travail peut contribuer à améliorer l'EFP, comment les diverses formes de formation en apprentissage dans le secondaire et aux niveaux supérieurs peuvent contribuer à réduire le chômage des jeunes et comment l'apprentissage par les pairs et les alliances peuvent faciliter le développement de dispositifs adaptés aux

contextes propres à chaque pays.

Cette conférence a confirmé que les dispositifs sur le modèle de l'apprentissage constituent un moyen efficace de faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail et d'aider les employeurs à trouver les travailleurs recherchés. Comme l'a souligné en substance Christian Lettmayr, directeur faisant fonction du Cedefop, il ne faut pas pour autant y voir une solution instantanée. Néanmoins, la tendance mondiale actuelle au renforcement de cette forme d'apprentissage et les actions concrètes mises en œuvre par plusieurs pays au cours d'une période relativement courte sont prometteuses. Pour réussir, les réformes exigent une approche systémique et la participation des partenaires sociaux. En outre, il convient de noter que les données sur les besoins actuels et futurs de compétences, ainsi que sur le devenir professionnel des diplômés de l'EFP, fournissent des éclairages plus systématiques pour concevoir l'offre de formation.

«Ce n'est qu'en concertant les efforts des États membres, des partenaires sociaux, des entreprises, des autres acteurs concernés et de la Commission européenne que nous pourrons développer des apprentissages de haute qualité en Europe» a déclaré Mme Androulla Vassiliou, commissaire européenne chargée de l'éducation, de la culture, du multilinguisme et de la jeunesse.

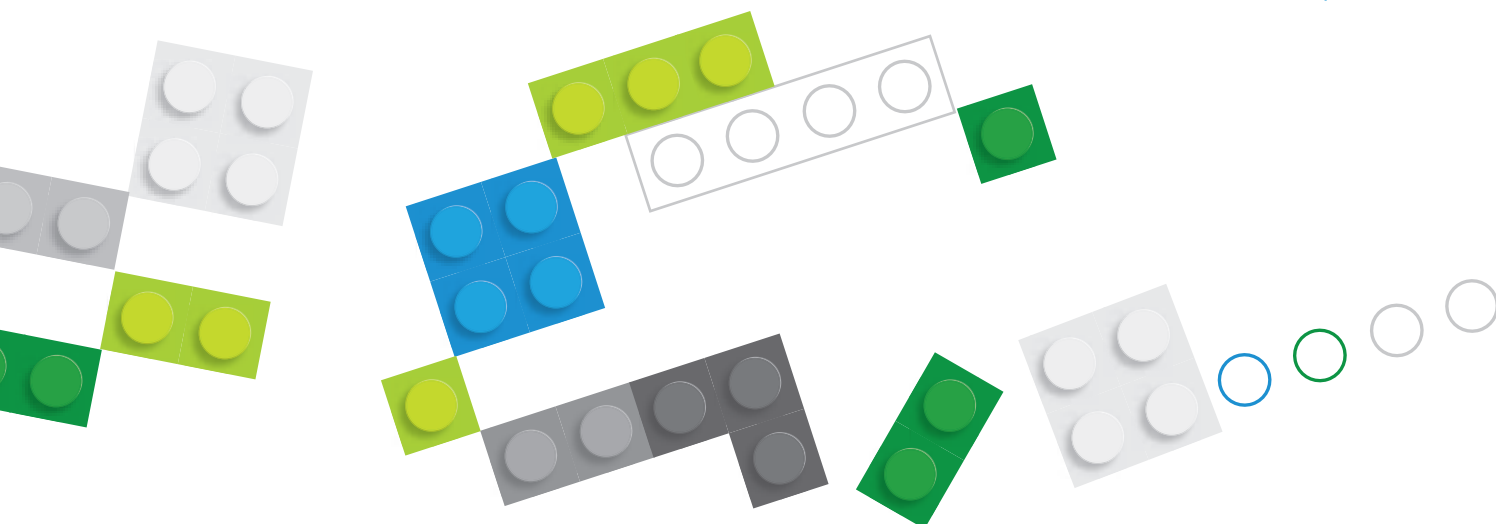
de l'emploi et du travail, le Cedefop a été invité à présenter les approches et les expériences européennes concernant la mise en œuvre et le développement de la formation en apprentissage. Les partenaires coréens ont salué cette possibilité de bénéficier de l'expertise du Cedefop pour mettre en place leur propre système d'apprentissage. Par la suite, le forum mondial sur les ressources humaines tenu en Corée a également

invité le Cedefop à partager son expérience de la formation en apprentissage et autres formes de formation duale.

Lors de l'atelier sur les modes de gouvernance et les approches du financement de la formation en apprentissage (Thessalonique, 20 et 21 mai 2013 <sup>(34)</sup>), les participants ont examiné les méthodes d'évaluation des dispositifs de gouvernance et de financement, ainsi que les condi-

<sup>(34)</sup> *Apprenticeship: governance modes and financing approaches*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21500.aspx>

<sup>(35)</sup> *Renewing vocational education and training to tackle skill mismatch – Work-based learning and apprenticeship for all?* <http://events.cedefop.europa.eu/VET-conference-2013/en/programme>



tions nécessaires pour étendre ce type de formation, et identifié les facteurs de réussite et les défis.

Pour garantir la qualité et la pertinence de la formation par le travail, il est indispensable d'aider les formateurs à mettre à jour leurs savoirs et compétences tout au long de leur carrière. Les formateurs sont en première ligne des initiatives actuellement prises pour élever les niveaux de compétences des actifs et pour promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie, l'employabilité et les réformes de l'EFP. Le Cedefop a continué de coordonner – avec la Commission européenne – le groupe de travail thématique sur le développement professionnel des formateurs de l'EFP. Ce groupe a été mis en place en février 2012 dans le cadre de la stratégie globale visant à améliorer l'employabilité et les possibilités de formation des adultes. En 2013, par le biais d'activités d'apprentissage par les pairs, ce groupe a examiné les prestations de développement professionnel proposées aux formateurs dans les entreprises (par l'État, les organisations sectorielles, les associations professionnelles et les entreprises elles-mêmes), dans l'EFPI et dans l'EFPC. Les participants ont également examiné les dispositifs de validation des compétences acquises par les formateurs en milieu de travail. Dès lors que les petites et moyennes entreprises forment l'ossature de l'économie européenne, ce groupe s'est également penché sur les spécificités des besoins et du développement professionnel des formateurs dans cette catégorie d'entreprises.

### 1.3. Analyse des compétences

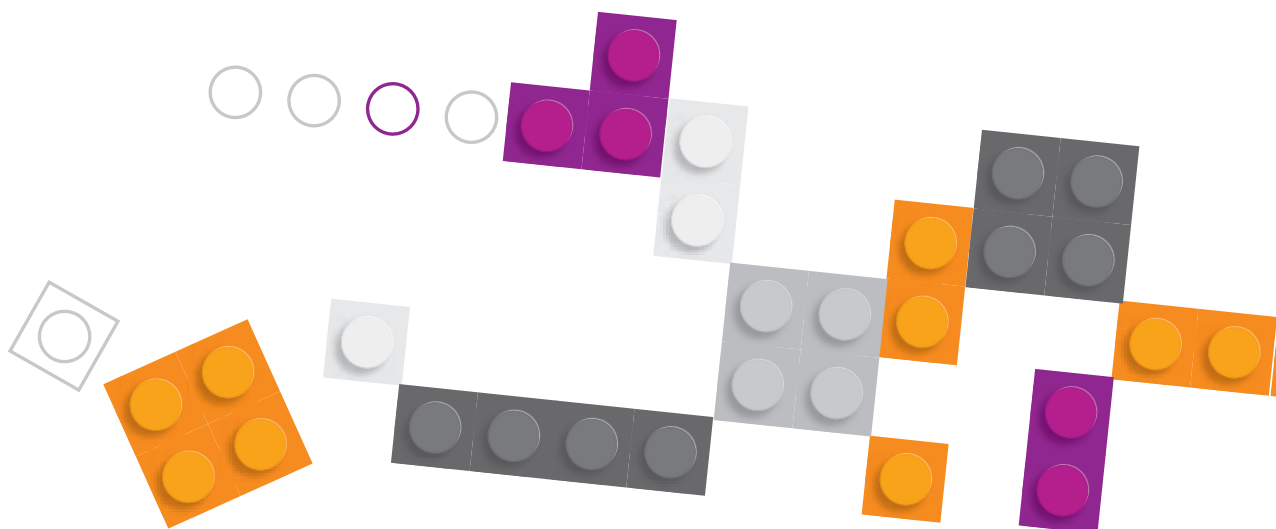
#### ACTIVITÉ

#### Analyse des compétences

Tout au long de l'année, le Cedefop a soutenu le développement du Panorama européen des compétences. Le Centre a veillé à ce que les résultats de sa mise à jour des prévisions de l'offre et de la demande de compétences soient intégrés dans le Panorama en mars et a fourni des contributions régulières aux notes analytiques sur les tendances des besoins en compétences dans certains secteurs et professions spécifiques. Le Cedefop a également présenté une proposition pour améliorer la plate-forme et ses fonctionnalités et poursuivre leur développement. C'est notamment sur l'étude de faisabilité de cette proposition, qui tient compte des implications budgétaires, que s'est fondée la Commission européenne dans sa décision de transférer au Cedefop la responsabilité et l'hébergement du Panorama à partir de janvier 2014.

À l'instar des prévisions antérieures, les projections 2013 du Cedefop sur l'offre et la demande de compétences dans l'UE (publiées en ligne au printemps 2013 et désormais élargies à la Croatie) font état d'un retour progressif à la croissance de l'emploi et d'une population active plus âgée mais mieux qualifiée. Dans un horizon porté de 2020 à 2025, l'élément qui se démarque par rapport aux prévisions précédentes est l'accélération de la demande de qualifications de niveau élevé. La note d'information *Les voies de la reprise: trois scénarios pour les compétences et le marché du travail à l'horizon 2025* <sup>(36)</sup> récapitule les principaux constats de ces prévisions. En

<sup>(36)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21513.aspx>



octobre 2013, le Cedefop a organisé deux événements: l'un sur les prévisions de l'offre et de la demande de compétences en Europe, et l'autre, sous la forme d'un séminaire d'experts <sup>(37)</sup>, qui a examiné les approches méthodologiques du Centre afin d'obtenir un point de vue critique d'experts et de dégager des pistes pour la poursuite des activités. Ce séminaire, qui a réuni quelque 80 participants, a fourni l'occasion d'un apprentissage mutuel, en indiquant les possibles synergies ou domaines de coopération future entre les diverses initiatives de prévision en cours. Lors d'un atelier technique de validation restreint <sup>(38)</sup>, un nouveau groupe d'experts nationaux et de représentants du Cedefop a examiné les résultats par pays de ces dernières prévisions, les méthodes de travail et les nouvelles pistes de projets.

Comme le montre le document de recherche du Cedefop sur la quantification des besoins de compétences en Europe <sup>(39)</sup>, il est possible d'établir des profils professionnels à partir d'un travail d'inventaire, de recoupement et d'intégration des données disponibles. Ces profils font la somme des caractéristiques fondamentales exigées pour une activité professionnelle donnée, en termes de qualification (niveau et domaine), de savoirs, de compétences, d'aptitudes personnelles, d'attitudes et de valeurs. Ils peuvent être utilisés pour comparer les compétences requises dans les différents secteurs ou pays et leur évolution dans la durée. Ils sont potentiellement porteurs d'informations essentielles pour l'analyse du marché du travail et les prévisions de compétences.

Dans sa note d'information *Compétences pour une Europe sobre en carbone* <sup>(40)</sup> et dans son rapport publié sur ce thème, le Cedefop a présenté un schéma directeur pour la contribution de l'EFP à la transition vers une économie sobre en carbone. Le Centre conclut que les objectifs de l'UE en matière d'écologie et d'emploi pour 2020 peuvent se compléter mutuellement et que, par conséquent, le passage à une économie sobre en carbone est porteur de création d'emplois. Cela exige toutefois des politiques innovantes et concertées dans les domaines de l'emploi et de l'EFP, afin de favoriser la création d'emplois et l'acquisition des compétences nécessaires pour l'économie verte. Sans cela, la poursuite des objectifs verts pourrait en fait détruire des emplois dans les secteurs et métiers «bruns» et, partant, conduire à un solde global négatif de l'emploi. Le rapport intégral <sup>(41)</sup> – présenté à Leipzig en juillet lors du forum mondial des partenaires sur les compétences vertes et l'écologisation de l'EFP coorganisé par l'Institut fédéral allemand pour la formation professionnelle (BIBB) et l'Unesco-Unevoc – s'appuie sur les constats émanant de 16 études de cas, qui illustrent la manière dont l'EFP s'est adapté à l'évolution des besoins de compétences dans divers secteurs industriels. Ce rapport analyse également divers scénarios concernant les effets sur le marché du travail des actions politiques de l'UE destinées à soutenir la transition vers un fort taux d'activité et une économie sobre en carbone, et plus particulièrement à apporter des réponses appropriées au niveau sectoriel.

<sup>(37)</sup> *Forecasting skill supply and demand in Europe: Expert seminar on methodology and new ideas:*

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21344.aspx>

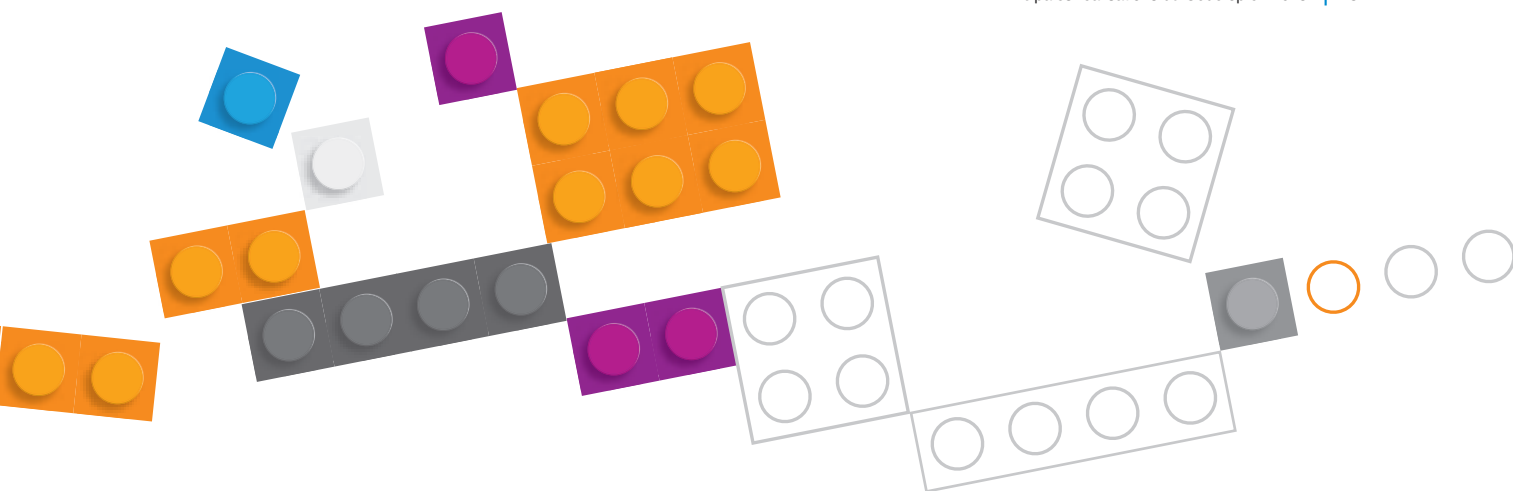
<sup>(38)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21343.aspx>

<sup>(39)</sup> *Quantifying skill needs in Europe – Occupational skills profiles: methodology and application:*

<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21142.aspx>

<sup>(40)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21369.aspx>

<sup>(41)</sup> *Skills for a low-carbon Europe:* <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21701.aspx>



Le projet de mettre au point un système sectoriel d'anticipation à court terme a pour objet d'identifier les compétences émergentes et les besoins de compétences à court terme au niveau de l'UE et des États membres, en prenant en compte les spécificités des différents secteurs et leur degré de réactivité au cycle économique. Afin d'obtenir des retours d'information des experts sur les premiers résultats de ce projet, le Cedefop a organisé un atelier à Bruxelles en avril. La première phase de l'étude sera menée à bien en 2014.

En 2012, la Fondation européenne pour la formation (ETF), l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Cedefop ont décidé de mutualiser leur expertise et leurs connaissances en vue d'élaborer une série de guides méthodologiques pour l'anticipation des besoins en compétences sur le marché du travail. Le but de ces guides est de fournir une boîte à outils complète pour aider les pays qui le souhaitent à se doter d'une solide base de connaissances sur l'offre et la demande de compétences sur le marché du travail. Ils porteront sur divers thèmes et méthodes, tels que la prévision et la prévoyance, l'anticipation des besoins de compétences au niveau sectoriel, l'analyse de l'inadéquation des compétences, les enquêtes auprès des employeurs et des entreprises, et le suivi socio-professionnel des entrants sur le marché du travail. Un séminaire réunissant des experts de divers pays du monde a été organisé à Thessalonique les 4 et 5 juillet <sup>(42)</sup> afin d'examiner la validité et l'utilité de ces guides, qui paraîtront en 2014.

Le rapport sur la phase pilote d'une enquête européenne auprès des employeurs sur les be-

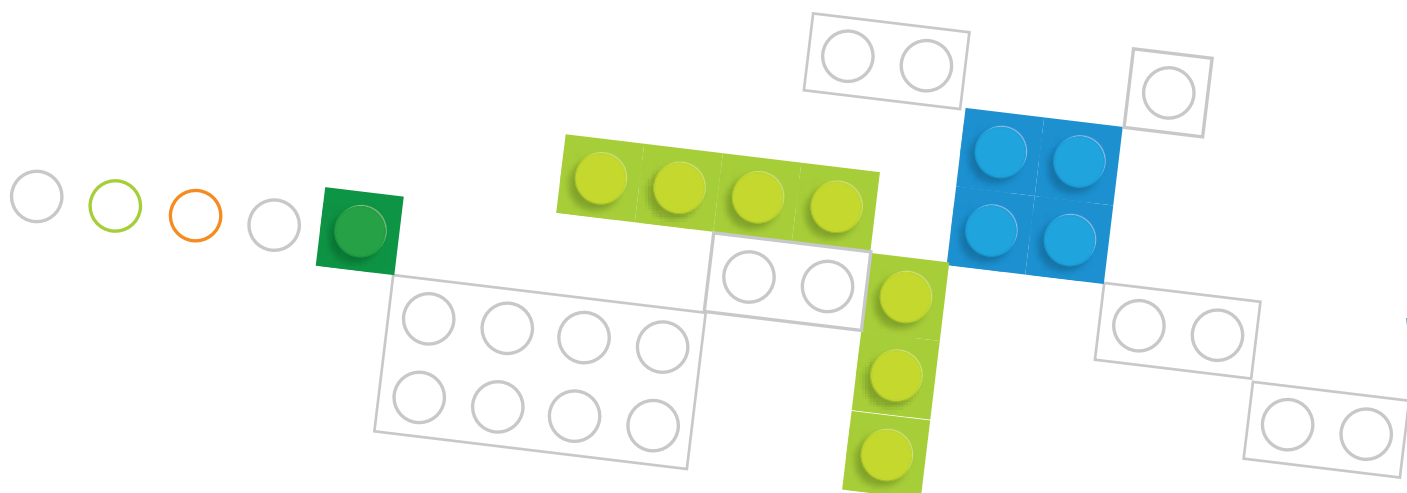
soins en compétences <sup>(43)</sup> décrit le concept de mesure et la méthodologie testés lors de l'enquête pilote en 2012, qui a validé l'approche retenue pour évaluer l'évolution des besoins de compétences du point de vue des employeurs dans divers secteurs et professions, et ce dans neuf pays. Cette publication présente des résultats illustratifs et évalue la faisabilité et les modalités d'une enquête à grande échelle auprès des employeurs sur les besoins de compétences en Europe. Ce rapport s'accompagne d'un guide de l'utilisateur <sup>(44)</sup> qui aborde les aspects conceptuels et contient des recommandations spécifiques pour préparer une enquête auprès des employeurs sur les besoins de compétences au niveau des professions dans certains secteurs sélectionnés. Ce guide traite de questions telles que les principes d'échantillonnage, la maximisation des taux de réponse, ainsi que la validité de l'instrument et les inférences qui s'y rattachent. Ces deux publications mutuellement complémentaires sont destinées à aider les institutions qui souhaitent mener une enquête auprès des employeurs, en leur indiquant des pistes pour la conduite d'une telle enquête et les types de résultats qu'ils peuvent en attendre.

En 2013, le Cedefop a finalisé, testé et traduit dans toutes les langues de l'UE le questionnaire pour la première enquête d'envergure européenne sur l'inadéquation des compétences (EU-MISS), qui sera conduite dans l'ensemble des États membres de l'UE au printemps 2014. En parallèle, le Centre a lancé un examen des politiques menées par les États membres pour lutter contre l'inadéquation des compétences, en particulier pour mieux recouper les profils des

<sup>(42)</sup> <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21304.aspx>

<sup>(43)</sup> *Piloting a European employer survey on skill needs – Illustrative findings*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22092.aspx>

<sup>(44)</sup> *User guide to developing an employer survey on skill needs*: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22090.aspx>



demandeurs d'emploi et les profils des postes vacants et réduire les déficits actuels ou prévus de compétences. Enfin, grâce à ses données et son analyse de l'inadéquation des compétences, le Centre a apporté une contribution majeure au Conseil de l'agenda global pour l'emploi du Forum économique mondial et était représenté au sommet de l'agenda global 2013 à Abou Dhabi <sup>(45)</sup>. En collaboration avec l'OCDE, et en valorisant les contributions d'autres membres du Conseil de l'agenda global, le Cedefop a rédigé l'essentiel d'un document politique sur l'inadéquation des compétences qui sera présenté à la réunion du Forum économique mondial de Davos en 2014.

Le Cedefop a apporté une importante contribution à la séance consacrée à l'inadéquation des compétences de la conférence d'experts de l'UE organisée en février pour débattre du rapport sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe. Le Centre a également participé aux comités d'experts et consultatifs de deux études de la DG EMPL: *Mapping and analysis bottleneck vacancies in the EU* [Inventaire et analyse des postes difficiles à pourvoir dans l'UE] et *2014 European vacancy and recruitment report* [Rapport européen sur les emplois vacants et le recrutement 2014] et fourni des contributions régulières à la DG EAC pour son étude *Employability of higher education graduates in the EU: the employer's perspective* [Employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur dans l'UE: points de vue des employeurs]. En outre, les résultats de l'analyse du Centre sur l'inadéquation des compétences ont été présentés au groupe ad hoc du Comité de l'emploi (EMCO) en mars, ainsi qu'à la manifestation du Réseau européen des migrations tenue à Vilnius en novembre 2013, sous la présidence lituanienne.

## 1.4. Communication, information et diffusion

### ACTIVITÉ

#### Communication externe

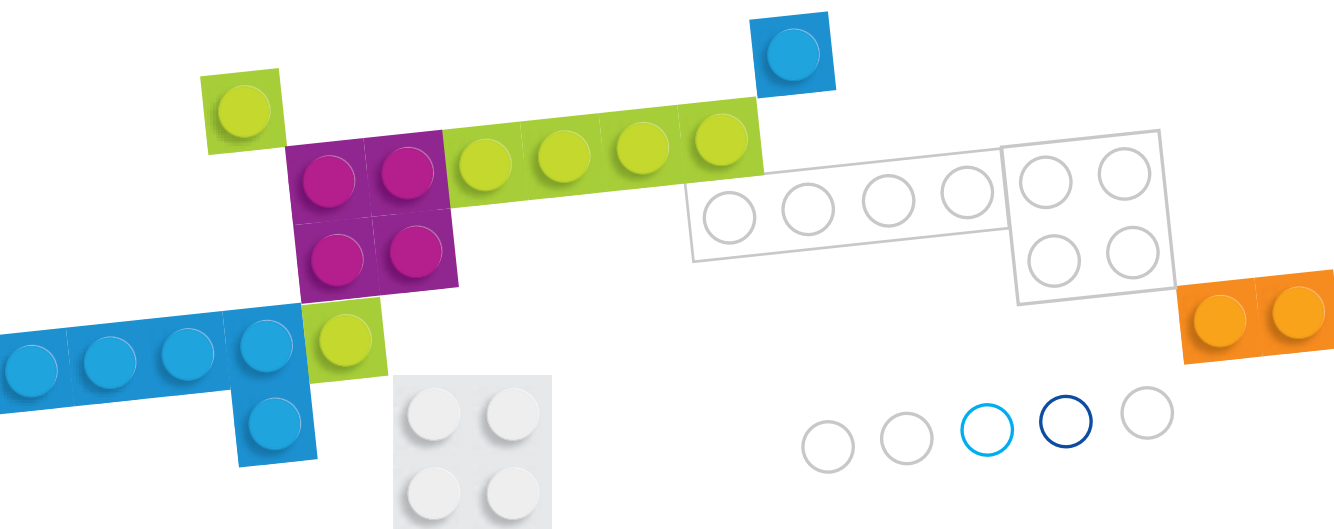
Le Cedefop a consolidé l'ancrage de ses activités de communication dans ses activités opérationnelles et diversifié encore davantage ses canaux de communication, désormais élargis à la production systématique de vidéos téléchargeables depuis le site web du Cedefop.

Dans le droit fil des réalisations des années précédentes, le Cedefop a également renforcé sa priorité à la coopération – au niveau européen, national et local –, ce qui a contribué à rapprocher ses différents publics (Parlement européen et autres entités/agences européennes, pouvoirs publics locaux, partenaires sociaux et représentants de la communauté académique et/ou groupes de réflexion, etc.).

Afin d'accroître la visibilité de son expertise et d'encourager le partage des connaissances, le Cedefop a organisé 135 conférences, rencontres et autres manifestations, qui ont attiré 2 578 participants. Les résultats du système de mesure des performances du Centre montrent que le degré de satisfaction des participants demeure élevé (94 % des participants jugent bonne ou très bonne la qualité des manifestations du Cedefop).

Le Cedefop a poursuivi ses efforts d'approche coordonnée de ses activités de promotion, en recourant à divers moyens de communication, y compris à de nouvelles initiatives (comme les clips vidéo). Par exemple, la promotion de sa conférence sur le renouvellement de l'EFP à la

<sup>(45)</sup> <http://www.weforum.org/events/summit-global-agenda-0>



quelle a assisté M<sup>me</sup> Androulla Vassiliou, commissaire européenne chargée de l'éducation, de la culture, du multilinguisme et de la jeunesse (voir supra, encadré 5), a été assurée via des communiqués de presse, des messages sur les médias sociaux, des articles sur son site web et dans son infolettre (*Cedefop newsletter*), des clips vidéos et des interviews, une galerie de photos et un journal interactif.

Pour répondre aux besoins d'information spécifiques de ses divers groupes cibles, le Centre a publié 22 numéros de ses infolettres électroniques, 23 communiqués de presse et neuf notes d'information, afin de soutenir ses conférences, manifestations et publications les plus importantes. Les notes d'information, publiées en huit langues (neuf au second semestre), ont fait l'objet de 69 000 téléchargements en 2013, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2012. S'agissant de l'écho médiatique auprès du public en général, on a dénombré quelque 500 coupures de presse mentionnant le Cedefop.

Le nombre d'abonnés aux comptes du Cedefop sur les médias sociaux (Facebook, Twitter) a augmenté de plus de 50 % par rapport à 2012, ce qui surpasse l'objectif de croissance de 20 % fixé pour 2013.

Dernier point et non des moindres, le Cedefop a poursuivi sa coopération avec la municipalité et le musée de la Photographie de Thessalonique. Le prix international de la photographie *THP-Cedefop photo award 2012*, décerné à un photographe turc, a été remis par le nouveau directeur du Cedefop à l'automne 2013. Le Centre a également noué des liens avec les autorités locales pour promouvoir le rôle de Thessalonique en tant que capitale européenne de la jeunesse 2014, qui sera l'occasion de diverses actions, dont une conférence conjointe fin février 2014 à Thessalonique. De grandes affiches dans les

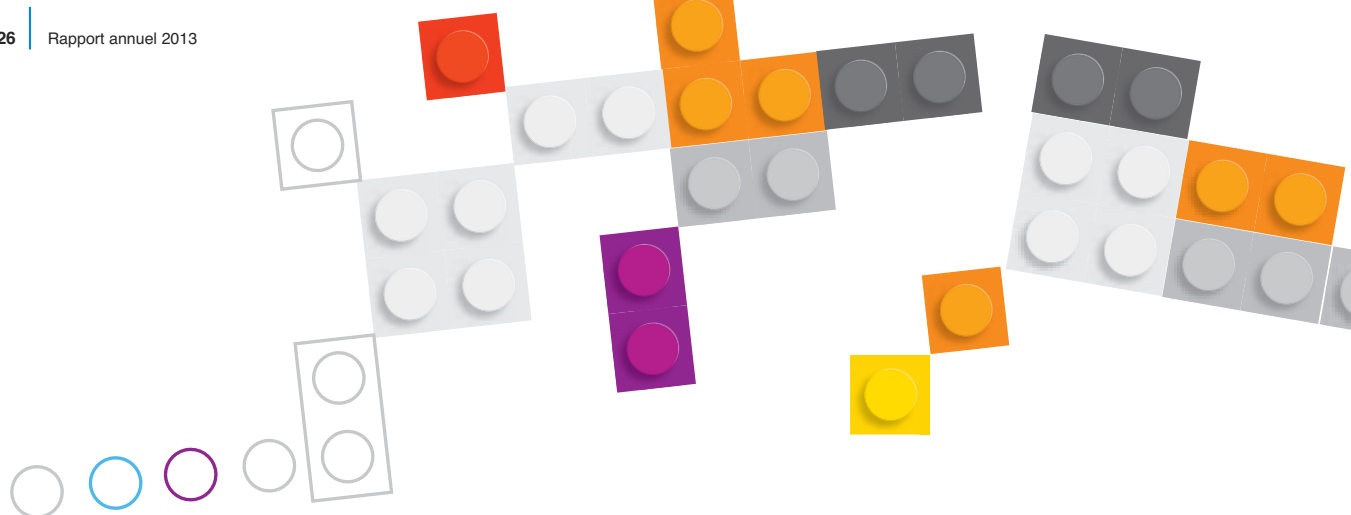
halls d'arrivée et de départ de l'aéroport de Thessalonique attestent non seulement la présence européenne, mais aussi la coopération étroite avec la municipalité.

#### ACTIVITÉ

#### Documentation et information

Dans le cadre de ses actions directement liées aux priorités politiques européennes concernant l'EFP et pour soutenir ses activités de suivi et de rapports sur les politiques, le Cedefop a mis en place une nouvelle passerelle sur son portail web: N-VET – suivi des politiques nationales pour appuyer la stratégie Europe 2020. Le prototype de cette passerelle, couvrant 15 pays, a été présenté lors de la réunion plénière annuelle de ReferNet (Thessalonique, 5 novembre) et discuté avec le Bureau lors de sa réunion de décembre. En fonction des résultats de la phase pilote, d'autres pays seront ajoutés à ce projet en 2014. N-VET, qui offrira à terme un accès à une sélection de documents primaires fondamentaux de tous les États membres (législation, politiques, initiatives, stratégies, etc. dans le domaine de l'EFP à l'échelon national), a vocation à devenir un point d'entrée dynamique d'information sur les progrès accomplis pour mettre en œuvre les priorités énoncées pour l'EFP au niveau de l'UE.

Le Cedefop a enrichi sa bibliothèque numérique – VET-Bib –, la base de données bibliographiques de référence sur les questions d'EFP depuis trente ans. Augmentée de 2 500 nouvelles références en 2013, VET-Bib fournit un accès public à plus de 85 800 documents. Les citoyens intéressés par des questions spécifiques sur l'EFP sont de plus en plus nombreux à faire appel au service de référence du Centre *Ask the*



*VET expert* («Les experts de l'EFP vous répondent»), qui a traité 531 demandes d'information en 2013.

S'agissant de la gestion des archives et de l'archivage, le Cedefop a déployé un système d'enregistrement du courrier sortant dans LiveLink (*Registration PLUS*), qui traite tant le courrier sortant que le courrier entrant, conformément à la norme de contrôle interne n° 11.

La base de données de contacts du Cedefop est un répertoire centralisé de coordonnées mis à la disposition de l'ensemble du personnel.

versions imprimées demeure considérable: quelque 22 000 exemplaires de publications imprimées et 29 000 dépliant ont été distribués lors de manifestations et conférences, envoyés sur demande ou diffusés à partir des listes de publipostage.

Par rapport à 2012, le nombre global de téléchargements sur le portail web du Cedefop a affiché une augmentation de 23 % et celui des téléchargements de publications de 12 %. Le portail web du Centre a fait l'objet de 413 000 visites, soit une hausse de 1 % par rapport à 2012.

## ACTIVITÉ

### Publications et gestion du contenu

Conformément à sa stratégie de communication, le Cedefop a produit la plupart de ses publications uniquement en ligne (documents de recherche et documents de travail), mais aussi un nombre restreint de publications phares en version imprimée (dont des dépliant et brochures). En 2013, 43 manuscrits ont été édités et/ou traduits: quelque 3 740 pages ont fait l'objet d'un travail d'édition en anglais et 2 272 pages ont été traduites, essentiellement de l'anglais vers le français, l'allemand, le grec, l'italien et l'espagnol. La production de livres numériques s'est poursuivie pour les publications en ligne. En 2013, 13 publications en anglais et neuf notes d'information en huit langues (neuf au second semestre <sup>(46)</sup>), ont été produites en format e-pub, le format international normalisé de livre numérique.

Malgré cette progression de la publication et de la diffusion électroniques, la diffusion de

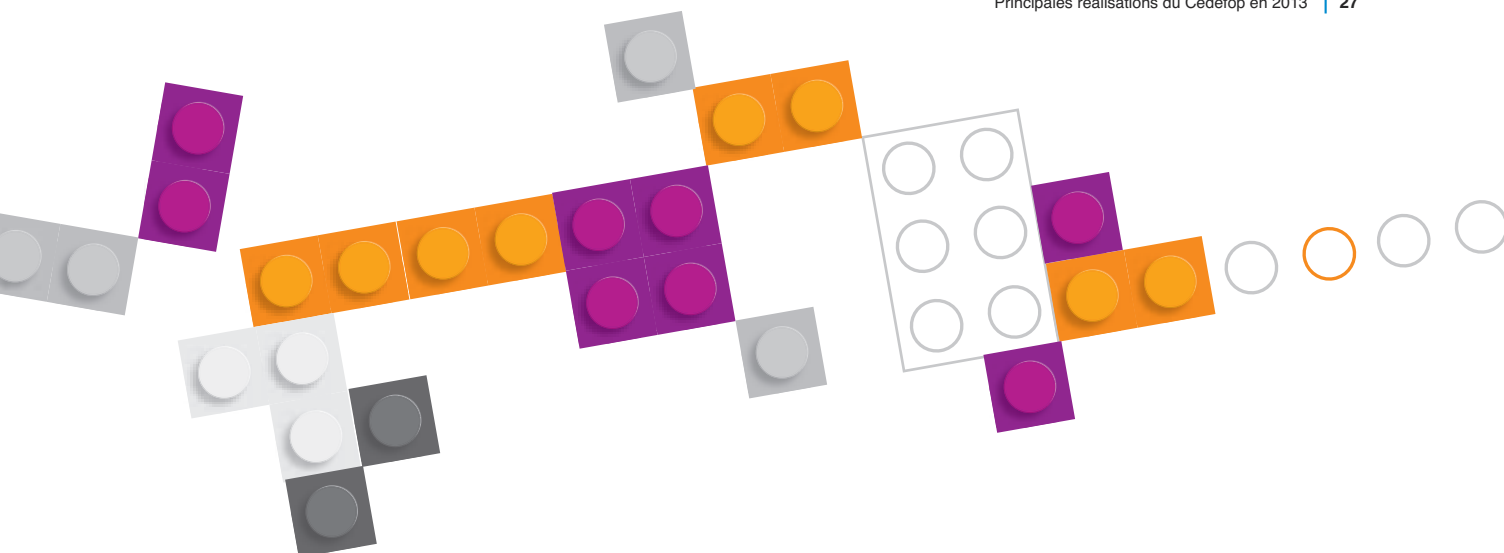
### 1.5. Gestion, ressources et contrôles internes

La troisième procédure de recrutement d'un nouveau directeur a été couronnée de succès et le nouveau directeur a pris ses fonctions le 16 octobre 2013. Au 31 décembre 2013, le taux d'occupation du tableau des effectifs du Centre était de 98 % (97 % en 2012). Sur un total de 100 postes, 96 étaient pourvus et deux avis de vacance avaient été publiés. Deux postes étaient laissés vacants en vue de leur suppression en 2014, conformément à la demande de la Commission de réduire de 5 % les effectifs au cours des prochaines années.

En 2013, le taux d'exécution du budget du Cedefop a été de 99,7 % <sup>(47)</sup>; le taux d'utilisation de la subvention communautaire et des contributions norvégienne et islandaise a atteint 99,7 % (comme en 2012). Le plan de passation de marchés a aussi été exécuté efficacement: 74 (95 %)

<sup>(46)</sup> Le lituanien, langue du pays exerçant la présidence du Conseil de l'UE, a été ajouté.

<sup>(47)</sup> Hors BRS (budget rectificatif et supplémentaire) pour l'accord de délégation signé avec la DG Emploi, adopté par le Conseil de direction le 19 décembre 2013.



des 78 procédures lancées ont abouti et les contrats ou subventions y afférents représentent 93,5 % des montants initialement estimés.

Le rapport d'évolution de carrière (*career development review* – CDR) 2013 et le cycle de promotion 2013 ont été menés à bien en juillet et septembre, respectivement.

L'enquête interne auprès du personnel – visant à améliorer la gestion des ressources humaines et à garantir des conditions de travail propices à un climat d'efficacité – a été menée à bien et ses résultats ont été présentés au personnel et aux membres du Conseil de direction en juin. Un plan d'action pour y donner suite a été présenté au Bureau lors de sa réunion de décembre. Les membres du Bureau et du Conseil de direction seront tenus informés de sa mise en œuvre.

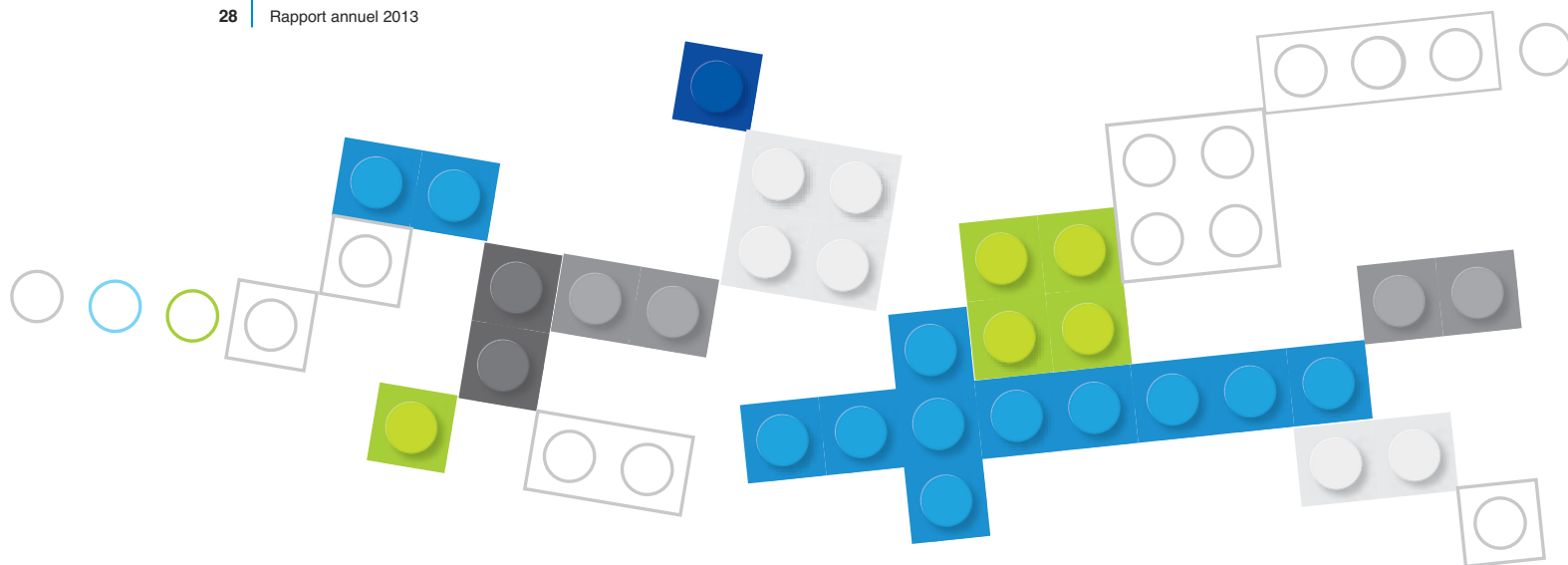
Un groupe de travail a été mis en place en vue d'élaborer une feuille de route pour la technologie en nuage. Après avoir considéré les services internes de TIC et les nouvelles TIC, notamment l'informatique en nuage, ce groupe a proposé une stratégie détaillée à long terme pour l'architecture de TIC du Centre. La stratégie de TIC révisée sera mise en œuvre en 2014.

S'agissant de l'infrastructure, la société *Egnatia Odos SA* devait achever les travaux de réfection des bâtiments au printemps 2013 mais le chantier a encore pris du retard et n'était pas achevé fin décembre 2013. Néanmoins, plusieurs travaux de maintenance et de rénovation ont pu être exécutés. Les dalles des salles de conférences Montessori et Rousseau ont été renforcées et la principale portion de la bretelle d'accès a été construite. Le réaménagement des locaux de l'ancienne crèche devrait être achevé en septembre 2014. Le Centre suit attentivement l'évolution de la situation et en informera régulièrement le Conseil de direction.

Dans le cadre des normes de contrôle interne, le Cedefop met en œuvre un plan de continuité des activités. Le travail de numérisation des dossiers personnels est en cours, de même que les préparatifs en vue de mettre en place une infrastructure de sauvegarde informatique au sein de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne à Vienne. L'impact d'une éventuelle défaillance de Fibus sur le serveur a été testé avec succès en septembre et les procédures essentielles de rétablissement des activités après sinistre concernant les ressources humaines, les TIC et l'infrastructure ont été rédigées.

Suite à sa visite de décembre 2012, la Cour des comptes européenne a procédé durant sa visite de mars 2013 au contrôle des comptes clos pour l'exercice 2012. Les observations de la Cour sur les comptes 2012 ont donné pleinement décharge au Cedefop. En décembre 2013, la Cour a également effectué sa première visite concernant les comptes 2013. Cet audit a porté sur les procédures d'engagements, de paiements, de marchés publics et de recrutement et n'a donné lieu à aucune conclusion préliminaire. La deuxième visite, qui portera essentiellement sur la clôture des comptes 2013, aura lieu en mars 2014.

Le service d'audit interne (*internal audit service* – IAS) a salué les progrès dans la mise en œuvre des recommandations de l'audit précédent contenues dans son rapport d'audit 2012 sur l'établissement et l'exécution du budget (*Budgeting and budget execution monitoring*). Les recommandations très importantes restantes portaient sur la réévaluation de la migration de Fibus (système financier et budgétaire du Cedefop) vers ABAC (système financier et budgétaire de la Commission européenne). Le Centre a réalisé en 2013 une étude à cet égard, dont il a présenté



le rapport final au Bureau lors de sa réunion de décembre 2013. Selon les conclusions de ce rapport, aucune modification n'est pour l'instant nécessaire, mais le Cedefop devrait effectuer un examen technique annuel de la plate-forme Fibus. Cette recommandation de l'IAS a par la suite été classée. Les sept recommandations importantes restantes avaient aussi été pleinement suivies d'effets à la fin de l'année 2013.

La vérification documentaire de l'IAS effectuée début 2014 a formellement confirmé qu'aucune recommandation n'était en suspens au 31 décembre 2013.

Les fonctions de capacité d'audit interne sont assurées soit par des prestataires externes, soit par des groupes de travail internes ad hoc. Quelque trois ans et demi après son adoption, ce mode opératoire s'avère efficace.

Conformément à une recommandation de la Cour des comptes, le Cedefop a effectué, sur un échantillon de trois partenaires ReferNet, des

contrôles ex post dont il présentera le rapport final début 2014. La méthodologie utilisée pour l'échantillon sera appliquée aux futurs contrôles ex post de ReferNet. Le Cedefop a également mis en place un système de contrôles ex post qu'il a appliqué à cinq règlements de montants élevés sélectionnés par le coordinateur du contrôle interne. L'échantillonnage a pris en compte le montant et la complexité de l'opération sous-jacente et l'évaluation annuelle du risque. Le comptable du Cedefop a établi une liste de contrôle exhaustive pour valider chacun des aspects de l'opération, du contrat au paiement. Le contrôle ex post a confirmé que toutes les opérations ont été effectuées conformément aux procédures de contrôle interne du Cedefop.

Suite à un appel en ce sens, un groupe de travail de volontaires sur les initiatives vertes a été mis en place en décembre 2013. Les résultats serviront à établir une feuille de route pour le Cedefop.

## 2. Suivi des performances et évaluation de la mise en œuvre du programme de travail 2013 par priorité à moyen terme, activité et projet

Pour appréhender les points forts et les points faibles de ses activités et soutenir l'amélioration permanente, le Cedefop mesure et analyse régulièrement ses performances. Il recourt à un système de mesure des performances pour mieux gérer et évaluer son impact, son efficacité, son efficacie et sa pertinence. Les indicateurs de performance renseignent sur les utilisateurs des travaux du Centre, les utilisations qui en sont faites, et leurs effets. Ils sont axés sur les résultats de ces travaux: actions de conseil politique; production de nouveaux éclairages; sensibilisation accrue des parties prenantes du Cedefop, notamment des États membres et des partenaires sociaux, ainsi que du grand public, sur l'EFPP et les questions connexes. De plus, le Cedefop surveille la contribution de son administration et de ses services internes à la réalisation des objectifs du Centre.

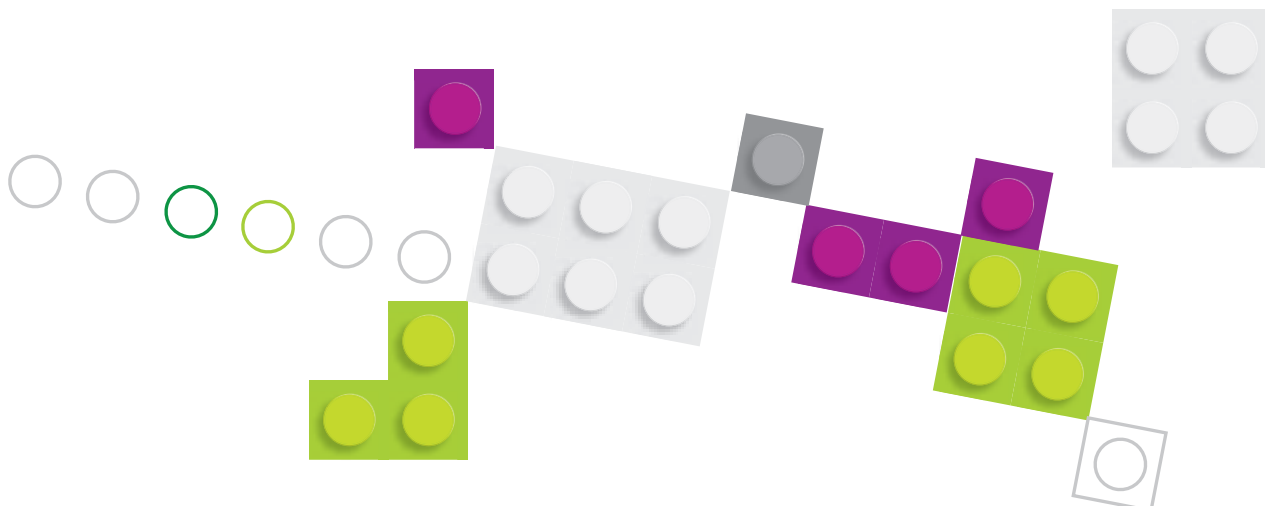
À peu près tous les cinq ans, la Commission européenne conduit une évaluation du Cedefop. En 2013, elle a évalué la période 2007-2012. Outre des enquêtes spécifiques, des entretiens, des études de cas et des analyses documentaires, cette évaluation se fonde également sur les données du système de mesure des performances du Cedefop pour évaluer la pertinence et la cohérence du Centre par rapport aux politiques européennes, ainsi que son efficacité et son impact (encadré 6).

### Encadré 6. Évaluation du Cedefop pour la période 2007-2012

L'évaluation s'est intéressée à la cohérence du Centre par rapport aux politiques européennes, à son efficacité, à son impact et à la synergie avec trois autres agences <sup>(48)</sup>. Les principaux résultats de cette évaluation sont les suivants:

- le Cedefop a remarquablement atteint les objectifs assignés dans son règlement fondateur;
- ses travaux relatifs à la modernisation des systèmes d'EFPP et à l'analyse des compétences sont tenus en haute estime et le Cedefop est reconnu comme centre d'expertise de premier plan à l'échelle mondiale en matière de compétences et de cadres de certifications;
- l'expertise thématique de son personnel est la source essentielle de valeur ajoutée du Cedefop;
- l'impact du Cedefop a été tout particulièrement manifeste dans son soutien à la méthode ouverte de coordination des politiques d'EFPP;
- le Cedefop a également joué un rôle important dans le renforcement de la coopération entre les parties prenantes des politiques d'EFPP en Europe;
- les travaux du Cedefop n'ont pas fait double emploi avec les activités de quelque autre acteur que ce soit au niveau européen, national ou international;
- l'engouement pour les produits du Cedefop et le téléchargement de ses contenus ont connu une augmentation significative, facilitée par le nouveau portail web du Centre lancé en 2010;
- les manifestations organisées par le Cedefop ont été de grande qualité et le taux de satisfaction des participants a été très élevé;
- le Cedefop a assuré un bon équilibre coût-efficacité de ses activités.

<sup>(48)</sup> Fondation européenne pour la formation, Eurofound et Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail.



## Performances marquantes en 2013

L'analyse interne des résultats des travaux du Cedefop en 2013 indique une amélioration des performances dans la plupart des domaines par rapport aux années précédentes. Le Centre a de nouveau mis en œuvre avec succès son objectif stratégique et ses priorités à moyen terme, et ce en dépit des difficultés permanentes rencontrées ces dernières années compte tenu des restrictions de ressources humaines et financières.

- Les travaux du Cedefop demeurent hautement pertinents pour la stratégie européenne en matière d'EFP et de compétences. Les parties prenantes du Centre continuent de solliciter et d'utiliser son expertise, en particulier les décideurs politiques européens (Commission européenne, Parlement européen, Comité économique et social européen, partenaires sociaux européens), ce qui est en cohérence avec son objectif stratégique. L'utilisation de ses travaux et de son expertise par les organisations internationales renforce sa position de centre d'expertise de pointe à l'échelle mondiale en matière d'EFP, d'aptitudes et de compétences.
- La diversification des moyens de communication utilisés par le Centre et la promotion ciblée de ses activités ont accru la demande de ses travaux de recherche et d'analyse et ont contribué à une meilleure sensibilisation de ses parties prenantes. Le nombre de citations de ses travaux dans la littérature s'est maintenu à un niveau élevé, et l'engouement pour ses contenus téléchargeables va croissant.
- Les services internes et l'administration du Centre soutiennent l'efficacité de son cœur d'activités, le plus souvent au-delà des objectifs fixés, ce qui assoit la réputation du Cedefop en tant qu'organisation bien gérée.

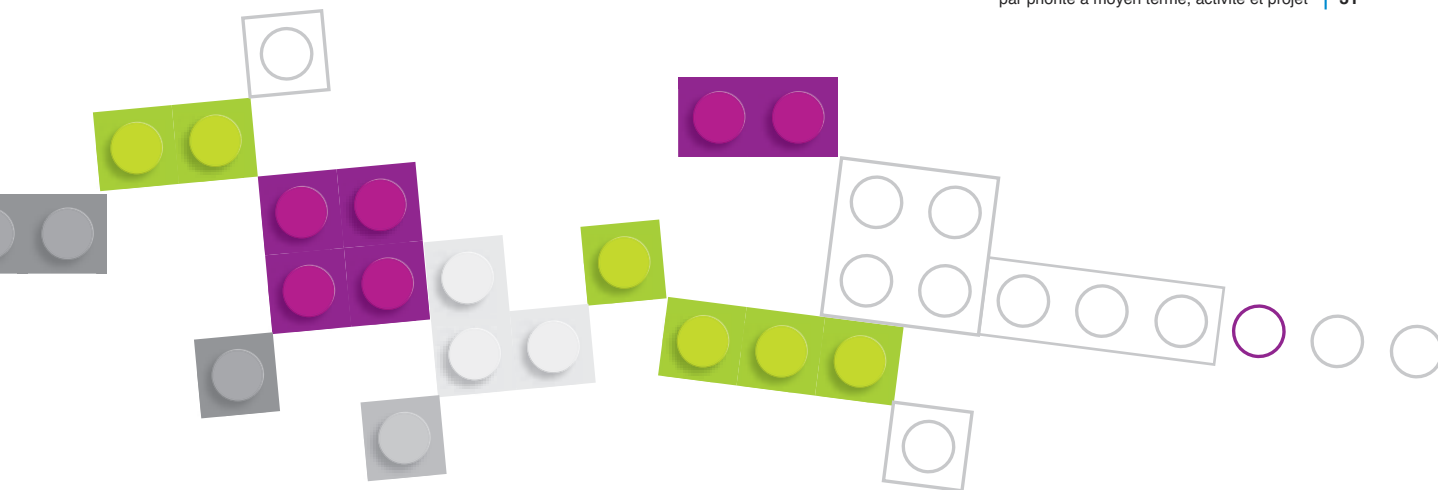
## Actions de conseil politique

En 2013, 173 documents politiques de l'UE (contre 169 en 2012) ont mentionné les travaux du Centre ou cité leurs résultats (543 références). Le principal utilisateur politique a été de loin la Commission européenne, avec 115 documents. Les champs de recherche de ses trois priorités à moyen terme, en particulier ses travaux sur les instruments européens communs et ses analyses des compétences, ainsi que ses travaux sur les bénéfices de l'EFP et les résultats de l'EFP sur le marché du travail, ont été cités dans le rapport de suivi de l'éducation et de la formation 2013 (*2013 Education and training monitor*).

Les travaux du Cedefop sur l'inadéquation des compétences ont également fourni des éclairages pour les synthèses thématiques de la stratégie Europe 2020, qui complètent les analyses plus détaillées servant à préparer les propositions de recommandations spécifiques par pays de la Commission. La tendance croissante à utiliser les analyses politiques du Cedefop et ses rapports sur les évolutions et les systèmes d'EFP (comme les rapports nationaux sur l'EFP en Europe du Cedefop et de ReferNet) est désormais manifeste.

S'agissant du Parlement européen, outre les citations dans ses questions, avis et rapports, les notes de synthèse politique de son service de recherche font abondamment référence et renvoient par des liens hypertextes aux publications du Cedefop. Au second semestre 2013, par exemple, ces notes ont porté sur la modernisation de l'EFP, en particulier sur les instruments européens communs et les analyses et rapports sur les politiques.

Les travaux d'analyse des compétences du Cedefop, qui continuent d'être les plus fréquemment cités (48 %), y compris par Eurostat, ont



été repris dans un large éventail de domaines politiques. Les citations et mentions de ce volet de recherche concernent essentiellement l'anticipation et l'inadéquation des compétences, ainsi que les compétences vertes. Compte tenu du nombre de documents politiques traitant de l'apprentissage des adultes, on peut estimer que quelque 22 % des citations concernent l'éducation et la formation des adultes et les transitions. Parmi les thèmes relevant de cette activité, le financement, la formation par le travail, les bénéfices de l'EFP et la validation sont parmi les plus mentionnés, comme c'est par exemple le cas dans le rapport de la Commission européenne sur la reconnaissance des qualifications et compétences des migrants <sup>(49)</sup>.

L'analyse qualitative montre que plusieurs documents politiques reconnaissent expressément les travaux du Cedefop. Certains préconisent d'utiliser davantage son expertise et suggèrent des domaines de coopération, tels que le programme de travail du Comité de l'emploi du Conseil ou le document de la présidence sur l'assurance qualité dans les cadres de certifications. Le cadre d'actions pour l'emploi des jeunes des partenaires sociaux européens, qui utilise aussi les résultats du Cedefop, propose qu'«Eurostat et le Cedefop coopèrent pour fournir des données exactes et harmonisées ainsi que des analyses politiques sur la part de la formation par le travail à tous les niveaux d'enseignement et de formation» <sup>(50)</sup>. La note du service de recherche du Parlement européen *Rethinking education* mentionne le Cedefop en tant que «principale institution de recherche sur l'enseignement

et la formation professionnels (EFP)», reconnaissant ainsi clairement le Centre en tant que source faisant autorité dans ce domaine <sup>(51)</sup>.

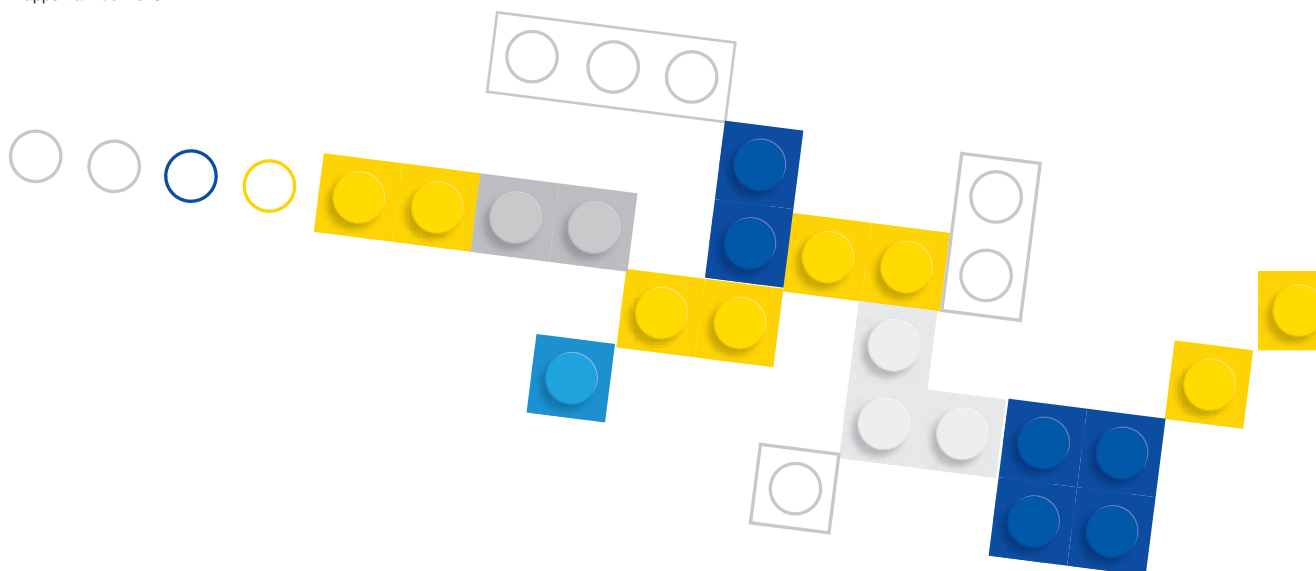
Lors de leurs discussions de mai 2013, les ministres de l'éducation des pays de l'ASEM (États membres de l'UE, Norvège, Suisse et 20 pays d'Asie) ont jugé utile d'explorer les moyens d'établir des renvois entre les cadres régionaux de certifications élaborés en Europe et en Asie. Dans ses conclusions, le président a fait référence au répertoire mondial des CNC que s'emploient à établir le Cedefop, l'ETF et l'Unesco, notamment son Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) – autre témoignage de reconnaissance du Cedefop en tant que source faisant autorité en matière de cadres de certifications au-delà de l'UE. En 2013, 43 documents d'organisations internationales – parmi lesquelles l'Unesco, l'OCDE, l'OIT, le Conseil de l'Europe, la Banque mondiale et le Forum économique mondial – ont repris ou mentionné les travaux du Cedefop (70 références), notamment dans les domaines suivants: analyse des compétences, instruments européens, apprentissage des adultes et transitions, analyses et rapports sur les politiques.

Les actions de conseil politique, d'expertise et de soutien à la coordination du Cedefop continuent d'être recherchées et prisées par ses parties prenantes. Parmi les contributions du Centre aux documents politiques de l'UE (indicateur n° 3), le soutien à la modernisation de l'EFP se démarque nettement. On peut notamment citer à cet égard les documents de la Commission accompagnant la consultation publique sur le projet d'espace européen des compétences et

<sup>(49)</sup> *Recognition of qualifications and competences of migrants*: <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=9933&langId=en>

<sup>(50)</sup> Partenaires sociaux européens. *Framework of actions on youth employment*. Bruxelles, juin 2013: [http://www.etuc.org/IMG/pdf/201306\\_Framework\\_of\\_Actions\\_Youth\\_Employment.pdf](http://www.etuc.org/IMG/pdf/201306_Framework_of_Actions_Youth_Employment.pdf)

<sup>(51)</sup> <http://epthinktank.eu/2013/05/25/rethinking-education>



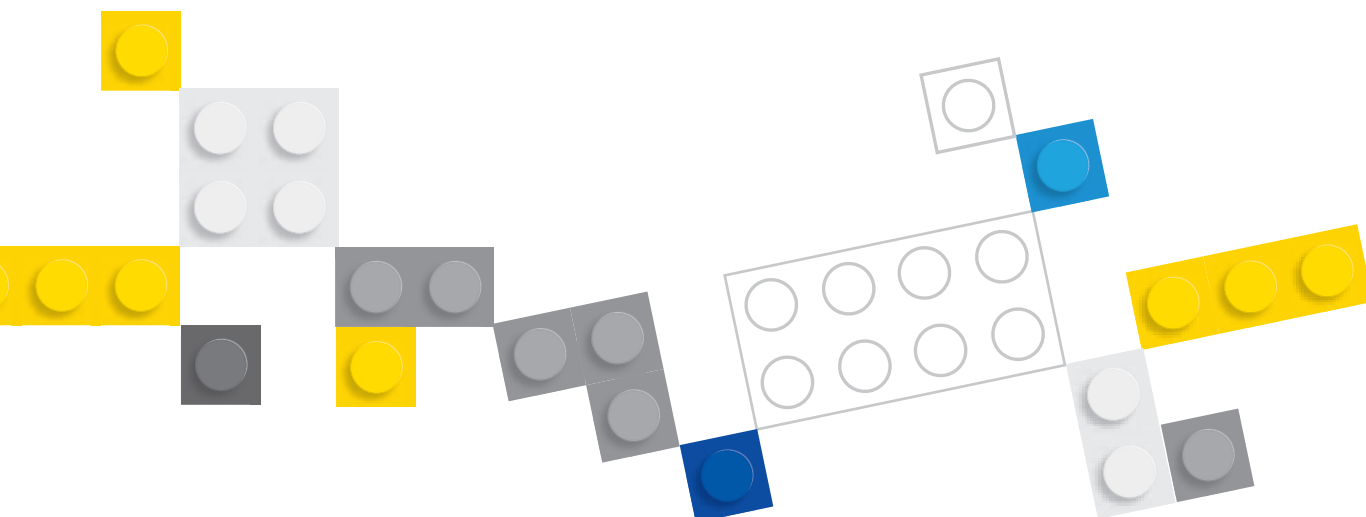
des qualifications, six rapports sur les démarches retenues par les pays pour relier leur CNC au CEC et l'apport conceptuel aux documents sur l'ESCO. Au niveau international, il convient tout particulièrement de mentionner la contribution du Cedefop au répertoire mondial des CNC (voir ci-dessus), l'étude exploratoire sur l'inadéquation des compétences et le document politique sur ce même thème préparé avec l'OCDE pour la réunion 2014 du Forum économique mondial de Davos.

En 2013, le personnel du Cedefop a continué d'apporter son appui aux réunions (166) des principaux acteurs, aux groupes de travail d'experts de l'UE et aux manifestations des présidences (indicateur n° 4). Dans plus de la moitié des cas (56 %), cet appui a été fourni à des groupes de travail ou d'experts de la Commission. Dans 52 % des cas, il s'agissait pour le Cedefop de contribuer aux instruments européens communs, aux certifications et aux acquis de l'apprentissage et dans 16 % aux analyses et rapports sur les politiques. Dans plus de la moitié des cas (55 %), le Cedefop a présidé des réunions, fait des présentations ou agi en qualité de rapporteur. Dans environ la moitié des cas, il a rédigé des documents conceptuels ou autres contributions écrites, parmi lesquelles les documents préparés avec la Commission européenne pour le séminaire de lancement, en avril, de la recommandation de 2012 sur la validation de l'apprentissage non formel et informel et la conférence de lancement de l'ESCO en octobre, ainsi que des documents destinés aux activités d'apprentissage par les pairs sur les acquis de l'apprentissage et sur la formation des formateurs. Outre plusieurs documents destinés à des conférences et manifestations sur les instruments et principes européens,

le Cedefop a également contribué aux conclusions de la conférence de la présidence sur l'assurance qualité des certifications, présenté ses résultats lors de la conférence lituanienne sur l'EFP et fourni du matériel pour les réunions du CCFP. En outre, le Centre a contribué à la stratégie européenne pour les compétences en présentant ses résultats sur l'inadéquation des compétences au groupe ad hoc du Comité de l'emploi (EMCO).

Les missions confiées au Cedefop attestent la confiance placée dans son expertise en matière de politique d'EFP, de compétences et de certifications. Outre ses missions à plus long terme (indicateur n° 2), telles que le copilotage du groupe consultatif du CEC, le suivi des progrès concernant les objectifs à court terme du communiqué de Bruges et sa contribution au Panorama européen des compétences, le Centre s'est vu assigner plusieurs nouvelles tâches. Il lui a été demandé d'assumer la responsabilité du Panorama et de l'inventaire européen sur la validation de l'apprentissage non formel et informel. De plus, il a été invité par la Commission européenne à préparer des documents pour l'examen par les pairs sur la formation par le travail/en apprentissage organisé pour la réunion des DGFP en novembre.

Certaines de ses missions auprès des groupes de travail thématique au niveau européen ont pris fin, dès lors que la Commission a opté pour une nouvelle génération de groupes de travail thématique dans le cadre de la méthode ouverte de coordination dans le domaine de l'éducation et de la formation. Le Cedefop a été invité à soutenir les nouveaux groupes chargés de l'EFP, de l'éducation et de la formation des adultes et des compétences transversales qui seront mis en place en 2014.



## Production de nouveaux éclairages

Le nombre de téléchargements de publications du Cedefop (indicateur n° 5) indique la mesure dans laquelle le Centre a produit de nouvelles connaissances et de nouveaux éclairages. Les résultats pour l'année 2013 montrent une augmentation globale de 12 % des téléchargements (636 000 <sup>(52)</sup>) des principales collections de publications du Cedefop par rapport à l'année précédente. L'intérêt suscité, pour les trois priorités à moyen terme 2013-2015 du Cedefop, se répartit comme suit :

- soutien à la modernisation des systèmes d'EFP : 71 %;
- analyse des besoins d'aptitudes et de compétences pour étayer l'offre d'EFP : 16 %;
- carrières et transitions – EFPC, éducation et formation des adultes, formation par le travail : 9 %.

Le vif intérêt suscité par la première priorité à moyen terme tient aux publications sur les visites d'étude, qui ont représenté la plus grande part des téléchargements en 2013 (46 %). Le nombre maximal de téléchargements a été observé en mars et octobre, au moment des dépôts de demande de subvention des spécialistes de l'éducation et de la formation pour les visites d'étude.

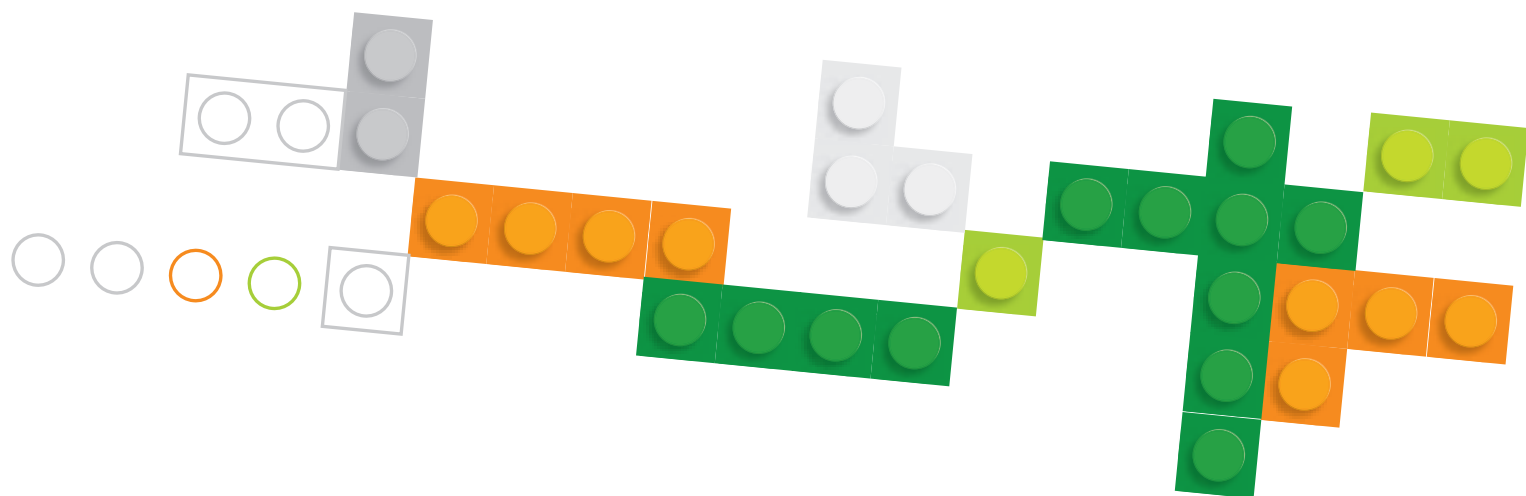
Outre les visites d'étude, les publications parues en 2012 et 2013 qui ont suscité le plus vif intérêt concernaient deux thèmes : (1) l'analyse des compétences et (2) les instruments européens communs, les certifications et les acquis de l'apprentissage, dont chacun a représenté environ

30 % de l'ensemble des téléchargements de publications. La publication 2013 la plus téléchargée a été *On the way to 2020* [Sur la voie de 2020], qui présente les données relatives à un ensemble d'indicateurs statistiques sur l'EFP dans 30 pays. Elle a fait l'objet de plus de 5 000 téléchargements en huit mois, ce qui s'explique aussi par la stratégie ciblée de promotion et de publipostage utilisée pour diffuser ces données auprès des acteurs nationaux et européens.

Les actions continues et systématiques de promotion et de diffusion ciblées ont également contribué à augmenter le nombre de téléchargements des notes d'information (*briefing notes*; publications dans un format succinct destinées aux responsables politiques et autres décideurs) de 14 % en 2013 par rapport à 2012. Parmi les 10 publications les plus téléchargées en 2013, on compte cinq notes d'information, notamment : *Les voies de la reprise : trois scénarios pour les compétences et le marché du travail à l'horizon 2025* et *Renouer avec la formation, renouer avec l'emploi*.

Le nombre de citations des publications et études du Cedefop dans la littérature scientifique (431 en 2012-2013) continue d'attester la capacité du Centre de produire de nouvelles connaissances et de nouveaux éclairages sur les compétences, l'EFP et l'éducation et la formation tout au long de la vie. Les thèmes le plus fréquemment cités sont la transition vers les acquis de l'apprentissage, l'offre et la demande de compétences en Europe, les compétences pour les emplois verts et la validation de l'apprentissage non formel et informel.

<sup>(52)</sup> Une méthode plus précise de comptage des téléchargements a été mise au point en 2013; cette nouvelle méthode réduit de 10-12 % les chiffres absolus mais les tendances restent positives.

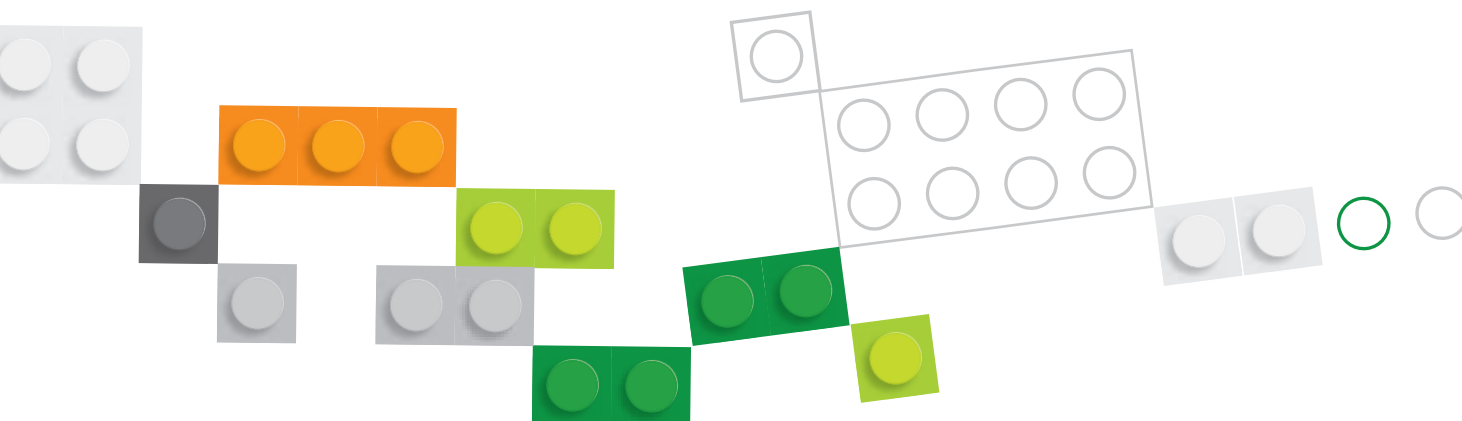


## Sensibilisation accrue des parties prenantes

Pour la première fois depuis 2010, le Cedefop a constaté un intérêt accru pour le contenu de son site web (indicateur n° 7). Le nombre de visiteurs récurrents (+6 % au cours des deux dernières années) indique que davantage d'internautes retournent sur le site web du Cedefop. Le recours aux médias sociaux (Facebook et Twitter) pour diffuser les produits des travaux du Centre suscite une nouvelle fréquentation du site, ce qui a contribué à une augmentation de 8 % du nombre de visiteurs uniques par rapport à 2012. Le nombre d'abonnés suivant le contenu du Cedefop sur Facebook (4 300) et Twitter (2 000) a connu une augmentation de plus de 50 % par rapport à l'année précédente; ils partagent essentiellement la page d'accueil, les possibilités de stage, les appels d'offres et les publications.

La demande pour l'expertise du Cedefop lors des conférences (indicateur n° 8) s'est maintenue au même niveau qu'en 2012. Sur les 88 demandes qui lui ont été faites en 2013, 36 % portaient sur l'analyse des compétences, 21 % sur les instruments européens communs, les certifications et les acquis de l'apprentissage, 16 % sur l'analyse des politiques et les rapports et 16 % sur l'éducation et la formation des adultes et les transitions. Parmi les conférences importantes auxquelles le Cedefop a présenté son expertise, on peut notamment mentionner celle de la DG Emploi sur l'inadéquation des compétences, celle de l'OCDE et de l'Allemagne sur le thème *Skilling the future: VET and workplace learning for economic success* [Construire les compétences de demain: EFP et formation

en milieu de travail pour la prospérité économique] et le forum mondial sur les ressources humaines de Séoul. Son analyse des évolutions du CEC/des CNC et ses présentations sur la formation en apprentissage et l'EFP de niveau supérieur ont suscité un vif intérêt. En décembre, le nouveau directeur du Cedefop a exposé ses points de vue sur l'éducation et la formation des adultes lors d'une table ronde de la conférence intitulée *Equipping adults for the 21st century* [Préparer les adultes pour le 21<sup>e</sup> siècle], organisée par la Commission européenne et l'Unesco durant la présidence lituanienne. Le Cedefop a également contribué à plusieurs événements des partenaires sociaux, en particulier sur les compétences vertes et la formation en apprentissage, tels que la conférence de Berlin sur les perspectives pour la jeune génération du point de vue des syndicats (*Perspectives for the young generation from a trade union point of view*) organisée par la Confédération allemande des syndicats (DGB), le forum sur les emplois et les compétences de demain (*Forum on jobs and skills for tomorrow*) organisé par la Fédération hellénique des entreprises à Athènes, la réunion du comité pour l'apprentissage tout au long de la vie de la Confédération européenne des syndicats (CES) et la manifestation du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) sur les actions des syndicats d'enseignants pour éviter la sortie précoce du système scolaire grâce aux TIC (*Teacher unions preventing ESL through use of ICT for education*). En décembre, le Cedefop a nourri les débats de la conférence de l'Observatoire du marché du travail du CESE sur les compétences et la mobilité pour la compétitivité, organisée dans les locaux du Cedefop.



Le Cedefop a coordonné efficacement les échanges entre responsables politiques et autres décideurs de l'éducation et de la formation dans le cadre du programme de visites d'étude, qui prendra fin en juin 2014 avec l'achèvement du programme communautaire pour l'éducation et la formation tout au long de la vie 2007-2013. La conférence sur la promotion du changement dans les politiques et pratiques d'éducation et de formation et l'utilité à cet égard de l'apprentissage par les pairs (*Promoting change in education and training policy and practice – The value of peer learning*) a célébré la réussite du programme de visites d'étude, qui, au cours des cinq dernières années, a permis à 15 000 participants d'établir des réseaux, de réexaminer leurs pratiques et de peser sur les réformes politiques de l'éducation et de la formation au niveau local, régional ou national. Le taux de satisfaction des participants aux visites d'étude organisées durant l'année scolaire 2012/2013 est demeuré très élevé (97 %).

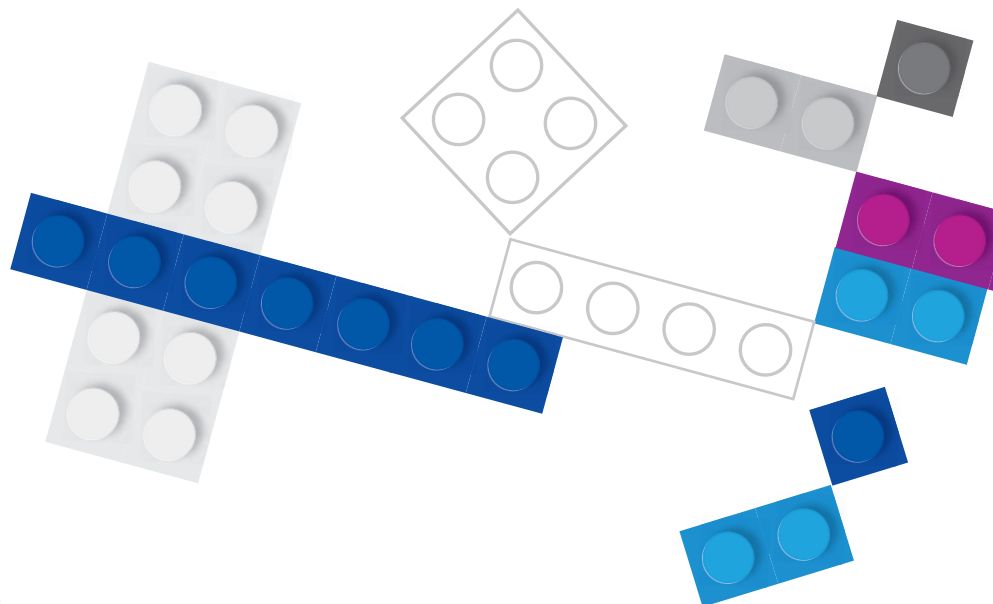
Le niveau de qualité des manifestations du Cedefop est jugé très élevé (indicateur n° 9). Comme l'année passée, les participants continuent d'estimer que ces manifestations sont de bonne ou très bonne qualité (94 %). En 2013, pour répondre à la demande croissante pour plus de discussion, les manifestations ont été assorties de davantage de formules interactives. La conférence phare du Cedefop sur le renouvellement de l'EFP et la formation en apprentissage pour remédier à l'inadéquation des compétences (*Renewing VET to tackle skill mismatch – Work-based learning and apprenticeship for all?*), à laquelle a participé la commissaire M<sup>me</sup> Vassiliou, a reçu un accueil très favorable. La majorité des participants, qui ont répondu au

questionnaire d'évaluation de la conférence, soutiennent l'élaboration et la mise en œuvre des politiques dans leur pays (63 %) et ont assisté à cette conférence afin d'en retirer de nouvelles connaissances et de partager de nouvelles idées (60 %).

## Sensibilisation accrue des citoyens

Neuf ans après son lancement, Europass a été utilisé par 35 millions d'individus pour présenter leurs aptitudes et compétences aux employeurs dans l'ensemble de l'Europe dans un format uniformisé (indicateur n° 11). Le nombre de citoyens européens – tout particulièrement de jeunes – qui utilisent le portfolio Europass est en augmentation croissante, de l'ordre de 32 % en moyenne au cours des trois dernières années. Plus de 10 millions de CV ont été créés en ligne en 2013. Les améliorations apportées au CV Europass et au Passeport de langues, ainsi que le lancement du Passeport européen de compétences en décembre 2012, ont contribué à accroître de 41 % le nombre de visites par rapport à 2012: plus de 20,85 millions, contre 14,81 millions en 2012.

La couverture médiatique (indicateur n° 12) renseigne sur l'écho rencontré par les travaux du Cedefop auprès des citoyens européens. En 2013, quelque 500 articles ont été recensés (chiffre comparable à 2012). La plupart mentionnaient la dernière mise à jour des prévisions de compétences à l'horizon 2025 (ce qui représente environ un quart de la couverture médiatique du Cedefop). Le Centre a participé à un débat organisé par *The Economist* sur la question de



savoir si la jeune génération est suffisamment qualifiée pour relever les défis de demain, qui a été couvert par la presse et qui a donné lieu à la production d'une vidéo. Tout au long de l'année, la presse européenne s'est régulièrement intéressée aux visites d'étude et à Europass (respectivement 10 % et 5 % environ de l'ensemble des coupures de presse) et les notes d'information ont fait l'objet d'une intense couverture médiatique (environ 10 %). L'intérêt des médias pour les travaux du Cedefop s'est encore étendu hors de Grèce (42 % de la couverture médiatique), en particulier en Allemagne et en Espagne, mais aussi en France, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni, en Belgique et en Autriche (45 % de la couverture médiatique en 2013). Le nouveau directeur a donné plusieurs interviews aux médias européens et à ceux de divers États membres, qui ont été largement publiées ou diffusées.

La conférence conjointe que le Cedefop a organisée avec la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen et trois autres agences de l'UE – ETF, Eurofound et EU-OSHA – sur le modèle social européen en tant que moteur de la compétitivité (*The European social model – a key driver for competitiveness*) a fait l'objet d'une information via des communiqués de presse, la page Facebook et le site web du Cedefop, ainsi que des mises à jour sur Twitter en direct depuis la conférence. L'association de ces différents médias a permis d'attirer de nombreux visiteurs sur le site web du Cedefop (quelque 2 000 téléchargements du programme et des documents d'information relatifs à cette conférence) et de capter l'attention des médias.

Le Cedefop a maintenu ses liens avec les pouvoirs publics, universités et acteurs du marché du travail grecs, entre autres les ministères de l'éducation et de l'emploi, l'organisme national chargé des certifications et de l'orientation (EOP-PEP), la Direction régionale de l'éducation de Grèce du Nord, l'Association des exportateurs de Grèce du Nord (SEVE) et la Confédération générale des professionnels et artisans de Grèce (GSEVEE). La volonté du Cedefop de s'investir dans son pays d'accueil est hautement appréciée par les acteurs locaux, a fortiori en ces temps de crise. L'expertise du Centre a fourni une contribution directe à l'élaboration du CNC grec (présenté en décembre 2013 au groupe consultatif du CEC) et au travail du ministère grec de l'éducation sur les scénarios de besoins en compétences, ce qui a accru la visibilité et la reconnaissance du Cedefop dans son pays d'accueil.



PREVIOUS



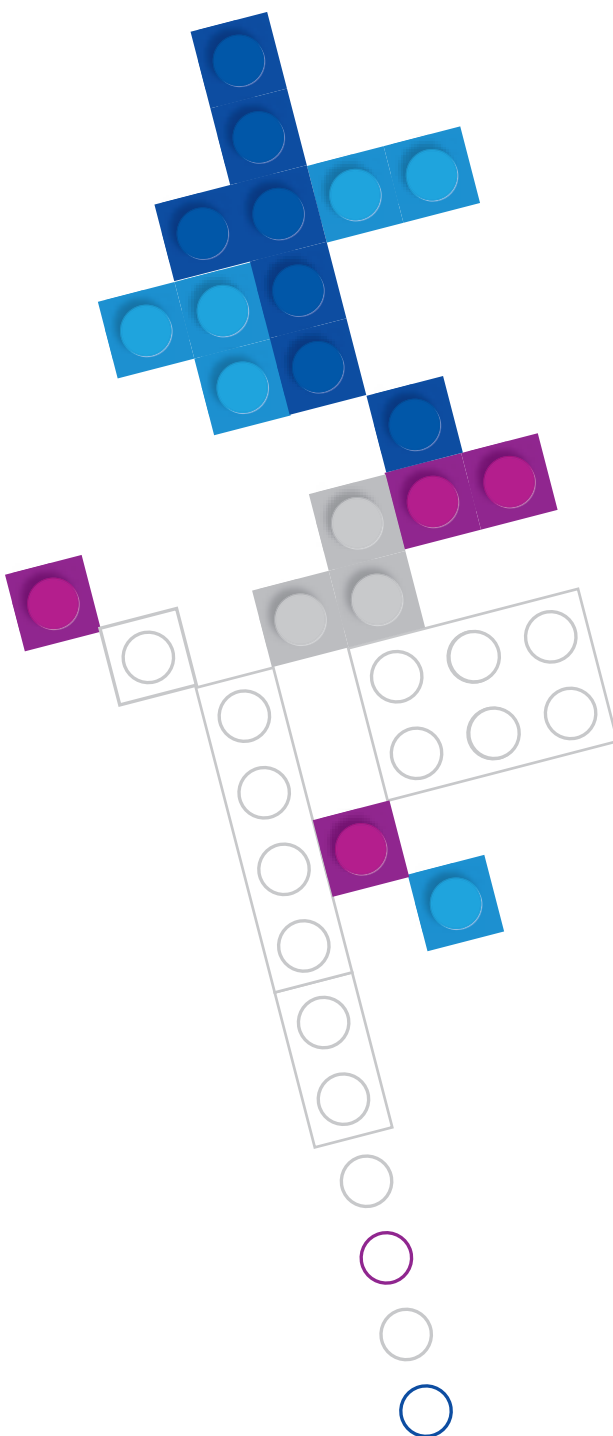
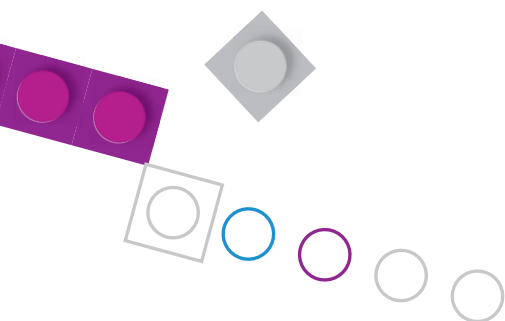
CONTENTS



NEXT

## Soutien efficace et efficient

L'administration et les services internes continuent de soutenir avec efficacité et efficience les activités du Cedefop. L'enquête auprès de l'ensemble du personnel effectuée en 2013 met en évidence que le personnel opérationnel est satisfait des services administratifs et d'appui. L'amélioration des services internes (indicateur n° 14) est indéniable. Le délai moyen de règlement des factures, qui était de 14,10 jours en 2012, a été ramené à 11 jours en 2013, délai très inférieur à l'objectif de 28 jours. Le taux d'utilisation de la subvention communautaire a été de 99,7 % (comme en 2012), ce qui est supérieur à l'objectif de 99 %. Comme les années précédentes, le taux d'occupation du tableau des effectifs (98 %) et la durée des procédures de sélection (94 jours) se sont maintenus à des niveaux supérieurs aux objectifs. Le taux de disponibilité des services et systèmes centraux de TIC a été de 99,90 %, soit supérieur à l'objectif de 99 %. La Cour des comptes européenne, qui a effectué sa visite de vérification des comptes 2013 à la fin de l'année, n'a formulé aucune conclusion préliminaire. Quant aux recommandations contenues dans le rapport du service d'audit interne sur le «suivi de l'établissement et de l'exécution du budget» (*Budgeting and budget execution monitoring*) 2012, aucune n'était en suspens à la fin de l'année 2013.



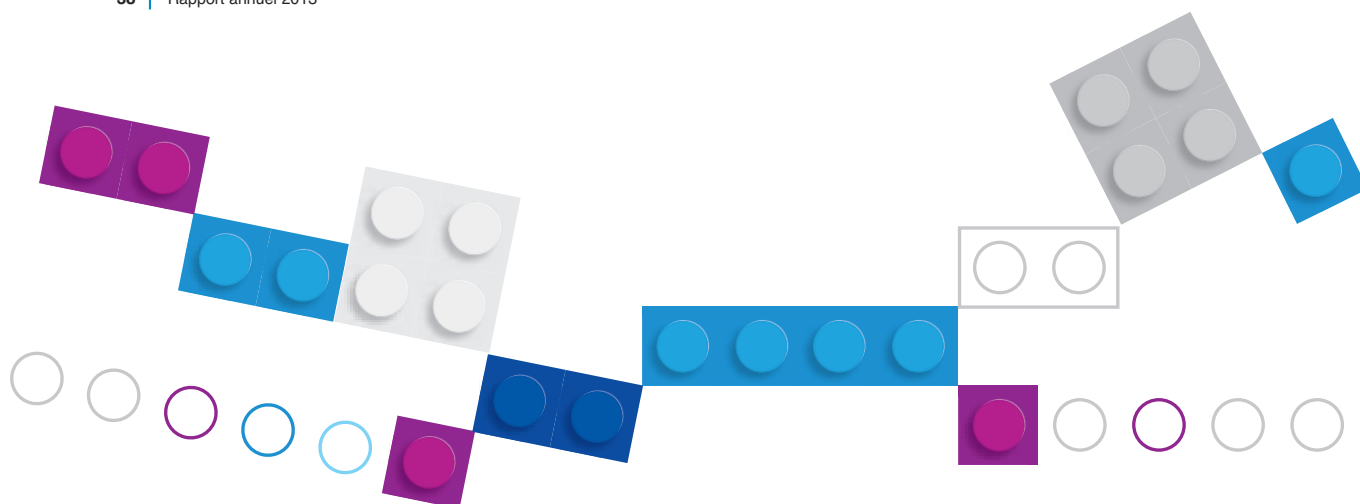
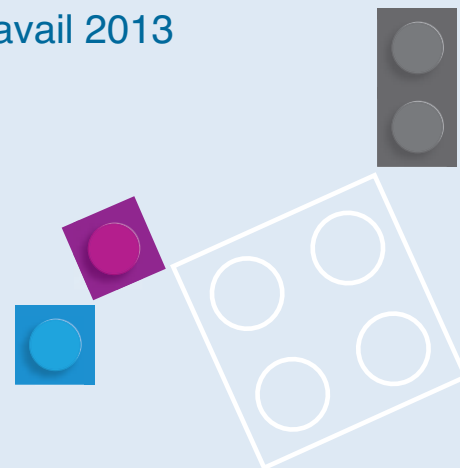


Tableau 1. **Cadre logique du programme de travail 2013:**  
projets, activités et priorités à moyen terme (PMT) 2012-2014

| PMT        | PRIORITÉ À MOYEN TERME 1<br>Soutien à la modernisation<br>des systèmes d'EFP                                                                             | PRIORITÉ À MOYEN TERME 2<br>Carrières et transitions – EFPC,<br>éducation et formation des adultes<br>et formation par le travail | PRIORITÉ À MOYEN TERME 3<br>Analyse des besoins d'aptitudes<br>et de compétences pour étayer<br>l'offre d'EFP |
|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>ABB</b> | <b>Analyse des politiques et rapports</b>                                                                                                                | <b>Éducation et formation des adultes<br/>et transitions</b>                                                                      | <b>Analyse des compétences</b>                                                                                |
| Projets    | Rapports sur les politiques                                                                                                                              | Formation par le travail                                                                                                          | Prévisions des compétences                                                                                    |
|            | Description des systèmes d'EFP                                                                                                                           | Validation                                                                                                                        | Besoins de compétences dans les entreprises                                                                   |
|            | ReferNet                                                                                                                                                 | Orientation tout au long de la vie                                                                                                | Inadéquation et obsolescence des compétences                                                                  |
|            | Statistiques et indicateurs                                                                                                                              | Formateurs de l'EFP                                                                                                               | Besoins de compétences par secteur et profession                                                              |
|            |                                                                                                                                                          | Financement de l'EFP                                                                                                              | Panorama des compétences et Skillsnet                                                                         |
|            |                                                                                                                                                          | Carrières et transitions – bénéfices de l'EFP                                                                                     |                                                                                                               |
| <b>ABB</b> | <b>Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage</b>                                                                        |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
| Projets    | CEC/CNC/ESCO                                                                                                                                             |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
|            | Assurance qualité                                                                                                                                        |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
|            | Certifications/acquis de l'apprentissage/perméabilité                                                                                                    |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
|            | ECVET                                                                                                                                                    |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
|            | Europass                                                                                                                                                 |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
| <b>ABB</b> | <b>Visites d'étude</b>                                                                                                                                   |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
| <b>ABB</b> | <b>Communication, information et diffusion</b><br>(communication externe, documentation et information, publications et gestion du contenu)              |                                                                                                                                   |                                                                                                               |
| <b>ABB</b> | <b>Ressources, Direction</b><br>(ressources humaines, finances et marchés publics, technologies de l'information et de la communication, infrastructure) |                                                                                                                                   |                                                                                                               |

Source: Programme de travail 2013.

## 2.1. Suivi de la mise en œuvre du programme de travail 2013 par priorité à moyen terme, activité et projet



### PRIORITÉ À MOYEN TERME

#### SOUTIEN À LA MODERNISATION DES SYSTÈMES D'EFP

##### Activité: Analyse des politiques et rapports

Le Cedefop a été chargé de rendre compte des progrès réalisés par les États membres dans la mise en œuvre des priorités communes pour l'EFP dans le cadre du processus de Copenhague. Pour s'acquitter de ce mandat, le Cedefop élabore et diffuse des analyses politiques et des rapports évaluant les progrès accomplis dans la coopération européenne en matière d'EFP et visant à éclairer l'élaboration future des politiques d'EFP.

Le communiqué de Bruges combine une vision stratégique à long terme pour 2020 (11 objectifs stratégiques) et l'engagement de mettre en œuvre une série de mesures au niveau national pour 2014 (22 objectifs à court terme) pour moderniser et développer l'EFP. Le Cedefop rend compte des progrès accomplis au niveau national dans la mise en œuvre des objectifs à court terme et évalue leur contribution à la réalisation des objectifs stratégiques fixés pour l'EFP en Europe. En outre, le Cedefop examine des politiques clés d'EFP sélectionnées et prépare des états des lieux thématiques à l'appui de la Commission européenne et des pays exerçant la présidence.

Le Cedefop publie des descriptions des systèmes nationaux d'EFP, actualisées chaque année par ReferNet, qui fournissent le contexte des analyses des politiques. Le Centre produit également des analyses statistiques et indicateurs de l'EFP alignés sur les politiques, afin d'établir les éléments d'un bilan de la contribution de l'EFP à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020.

Les divers volets de l'analyse des politiques par le Cedefop, en particulier l'examen des progrès de la politique d'EFP, soutiennent la Commission par la fourniture de bilans systématiques et réguliers des principales évolutions de l'EFP dans les pays de l'UE pour contribuer au processus de coordination économique européenne (semestre européen). Ce travail alimente notamment les analyses par pays et les recommandations spécifiques par pays pour l'éducation et la formation préparées par la DG EAC (au printemps) et l'examen annuel de la croissance réalisé par la Commission européenne (à l'automne).

Les analyses et rapports rédigés par le Cedefop sur les politiques et systèmes d'EFP se fondent sur les contributions régulières de ReferNet – le réseau européen du Cedefop en matière d'EFP, composé d'institutions d'EFP de premier plan de tous les États membres, de Norvège et d'Islande.

#### Impact escompté

L'intention du Cedefop est de promouvoir une politique européenne d'EFP fondée sur des données probantes et une coopération renforcée entre les pays qui partagent les mêmes priorités politiques. Il entend également se positionner en tant que source d'expertise faisant autorité en matière de politiques d'EFP en Europe, à même de suivre les progrès réalisés dans la modernisation de l'EFP en Europe.

**Activité ABB correspondante:** Analyse des politiques

## Principaux résultats de l'activité

Production de nouvelles connaissances et de nouveaux éclairages et sensibilisation accrue des décideurs européens et nationaux, dont les partenaires sociaux, et en particulier des parties prenantes du processus de Copenhague (coopération européenne en matière d'EFPI), sur les questions suivantes:

- progrès dans la mise en œuvre des objectifs à court terme 2011-2014 du communiqué de Bruges et des objectifs politiques stratégiques correspondants, ainsi que dans les mesures prises au niveau national pour donner suite aux recommandations spécifiques par pays adoptées par le Conseil pour le semestre européen;
- tendances des aspects «assurance de la qualité dans l'EFPI» et «prévention du décrochage scolaire grâce à l'EFPI», conformément aux thèmes semestriels arrêtés pour 2013;
- facteurs et déterminants de l'attractivité de l'EFPI, politiques innovantes et efficaces d'augmentation de la participation à l'EFPI;
- obstacles à la mobilité des apprenants de l'EFPI et stratégies et initiatives des États membres pour les éliminer;
- caractéristiques essentielles des systèmes nationaux d'EFPI.

## Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

### Conseil politique

- Citations dans les documents politiques de l'UE
- Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques
- Documents politiques de l'UE que le Cedefop a aidé à préparer
- Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs clés, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques

### Nouvelles connaissances

- Téléchargement des publications/documents de travail et de recherche/notes d'information
- Citation des publications/études dans la littérature

### Sensibilisation accrue

- Fréquentation du site web
- Participation à des conférences et autres manifestations
- Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants
- Couverture médiatique, audience des articles et communiqués de presse

## Activité: Analyse des politiques et rapports – progrès en 2013 (résultats)

Pour apporter des éléments probants sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs à court terme du communiqué de Bruges et éclairer le travail de la Commission relatif au semestre européen, le Cedefop a rédigé des fiches détaillées par pays sur la situation dans tous les États membres, la Norvège et l'Islande (disponibles en février et mises à jour en décembre). Afin de dégager les tendances politiques dans les divers pays, un schéma directeur a été établi pour rendre compte des progrès par objectif à court terme et une première mouture des fiches par objectif a été rédigée en décembre. Pour ces deux produits, le Cedefop s'est appuyé sur son analyse des informations fournies par ReferNet en 2013 et des avancées dans la mise en place des instruments et principes européens. La préparation de l'examen de Bruges 2014 a débuté à l'automne.

Les descriptions mises à jour des systèmes d'EFPI dans tous les États membres, en Norvège et en Islande – préparées en étroite coopération avec ReferNet – renseignent sur la structure, la gouvernance et les enjeux des systèmes d'EFPI en Europe. Afin de répondre à la demande d'informations spécifiques plus fournies par pays, le Cedefop a réorganisé son travail sur l'évolution des politiques et des systèmes d'EFPI, de manière à renforcer la synergie entre ces deux projets.

Le Cedefop a publié dans deux rapports séparés une sélection d'indicateurs d'EFPI présentant un intérêt pour les politiques. Le premier rapport dresse un état des lieux par pays, qui permet de comparer la situation dans chaque État membre par rapport à la moyenne européenne pour tous les indicateurs, tandis que le second utilise un format d'indicateurs «traditionnel» permettant des comparaisons directes entre tous les pays. Ce matériau statistique est aussi utilisé pour analyser les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de la stratégie Europe 2020 et du communiqué de Bruges. La participation du Cedefop à divers groupes de travail et task-forces a contribué à affiner et développer les données statistiques sur l'EFPI concernant ces objectifs. Les nouvelles notes sur l'essentiel de la statistique (*statistics highlights*) ont eu pour effet d'accroître la visibilité du travail du Cedefop dans ce domaine complémentaire aux données d'Eurostat. À cela s'ajoutent les travaux thématiques sur les compétences effectués avec l'OCDE à partir des indicateurs du programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC), qui ont aussi consolidé la position du Centre et sa stature de partenaire stratégique au niveau international.

Les résultats de l'analyse des politiques du Cedefop ont nourri le débat politique lors de diverses manifestations. Par exemple, les conclusions du rapport 2012 *Trends in VET policy in Europe 2010-12* [Tendances des politiques d'EFPI en Europe 2010-2012] ont servi de base de discussions au sein du Parlement européen, du Comité économique et social européen (CESE), d'un groupe de travail de la Confédération européenne des syndicats (CES) et du groupe de travail thématique sur le décrochage scolaire de la Commission. Les mises à jour 2013 des rapports sur les progrès accomplis par les pays sur la voie des objectifs à court terme ont apporté une contribution à de nombreuses manifestations, ont donné lieu à des articles de presse et ont étayé les notes de référence sur la formation en apprentissage/par le travail rédigées par le Cedefop pour l'examen annuel par les pairs sur les réformes de l'EFPI organisé par la Commission européenne lors de la réunion d'automne des DGFP. Quant aux résultats de l'étude à l'échelle européenne sur l'attractivité de l'EFPI, ils ont nourri les débats de la réunion du CCFP tenue en juillet.

Dans le cadre de ses actions de conseil politique et de sensibilisation sur la politique européenne d'EFPI auprès des parties prenantes et de la communauté d'EFPI dans son ensemble, le Cedefop a soutenu et contribué à 26 réunions d'acteurs clés et manifestations des présidences, ainsi qu'à 14 autres manifestations. En 2013, les publications relevant de cette activité ont fait l'objet de quelque 17 500 téléchargements. Les trois publications les plus téléchargées ont été: *On the way to 2020: data for vocational education and training policies* [Sur la voie de 2020: données sur les politiques d'EFPI] (5 300 téléchargements); *Vocational education and training in Cyprus* [La formation professionnelle à Chypre] (3 500 téléchargements) et *Trends in VET policy in Europe 2010-12* [Tendances des politiques d'EFPI en Europe 2010-2012] (3 300 téléchargements).

## Projet 1: [Rapports sur les politiques](#)

En étroite consultation avec la Commission européenne et les autres parties prenantes, le Cedefop continuera d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des 22 objectifs à court terme arrêtés dans le communiqué de Bruges. Sur la base du bilan intermédiaire de 2012, le Cedefop va recueillir, analyser et synthétiser des informations quantitatives et qualitatives et actualiser les fiches présentant les progrès par objectif à court terme et par pays.

En 2013, une large part du travail sera consacrée à la préparation du prochain rapport exhaustif sur les politiques, à paraître en 2014. En tant que de besoin, le Centre réajustera son approche de collecte de données auprès de diverses sources relevant ou non du Cedefop (essentiellement via ReferNet, voir projet 3 ci-dessous). La collecte d'informations auprès des parties prenantes concernées débutera à l'automne 2013. En fonction du thème à l'ordre du jour et de la disponibilité des données, le Cedefop fournira des informations sélectionnées («états des lieux thématiques») pour les réunions des Directeurs généraux de l'enseignement et de la formation professionnels (DGFP).

## Principaux produits pour 2013

## Calendrier/périodicité

|                                                                                                                                                                          |                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| Publication: fiches actualisées sur les progrès par pays (publication en ligne sur une interface spécifique)                                                             | Action continue au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles informations |
| Examen des principales évolutions de l'EFPI dans les pays de l'UE – Apport du Cedefop à la Commission européenne pour le semestre européen                               | Février et octobre                                                               |
| Publication: <i>Improving conditions for learner's mobility in VET</i> [Améliorer les conditions de la mobilité des apprenants dans l'EFPI] (document de travail)        | Août                                                                             |
| Publication: <i>IVET attractiveness in Europe</i> [Attractivité de l'EFPI en Europe] (document de recherche)                                                             | Septembre                                                                        |
| États des lieux thématiques sur l'assurance de la qualité (présidence irlandaise) et le rôle de l'EFPI dans la réduction du décrochage scolaire (présidence lituanienne) | Avril et octobre                                                                 |
| Fourniture de conseil et d'expertise aux principales parties prenantes pour diverses réunions et manifestations (groupe de travail de Copenhague, DGFP, CCFP, etc.)      | Action continue                                                                  |

## Projet 1: Rapports sur les politiques – progrès en 2013 (produits)

Après avoir été validées par les DGFP, les fiches par pays mises à jour en 2012 pour les États membres, la Norvège et l'Islande concernant les progrès accomplis sur la voie des objectifs à court terme du communiqué de Bruges ont été publiées en février sur une interface web spécifique, à l'intention de la Commission européenne. En février, ReferNet a été invité à mettre à jour et compléter l'information 2012 sur les avancées politiques relatives au communiqué de Bruges. Le Cedefop a procédé durant l'été à l'analyse des réponses, suivie de plusieurs cycles de retours d'information et de vérifications avec les partenaires ReferNet afin d'assurer la cohérence entre les éléments fournis en 2012 et 2013. Ce processus ayant pris plus de temps que prévu, la deuxième mise à jour des fiches par pays n'a été publiée sur la plate-forme en ligne du Cedefop qu'en décembre (modification par rapport au programme de travail <sup>(53)</sup>).

L'examen séparé des principales évolutions de l'EFPI liées aux recommandations spécifiques par pays programmé pour février/mars a été mis en suspens, dès lors que plusieurs États membres devaient présenter ces éléments en avril, dans leur programme national de réforme (modification). Toutefois, les données disponibles ont été prises en compte dans la mise à jour des fiches par pays, qui font la synthèse des principales évolutions de l'EFPI et qui établissent les liens nécessaires entre les objectifs à court terme du communiqué de Bruges et les recommandations spécifiques par pays.

Afin de préparer le suivi 2014 des avancées politiques (examen de Bruges), ReferNet a été invité en novembre à procéder à une nouvelle mise à jour des progrès accomplis sur la voie des objectifs à court terme. En outre, le Centre a organisé des groupes de discussion avec les membres du CCFP en

<sup>(53)</sup> Cette modification, de même que toutes les modifications mentionnées dans le présent rapport annuel, ont été communiquées au Bureau (Conseil de direction) du Cedefop.

marge de leur réunion de décembre et a préparé des entretiens téléphoniques avec les DGFP. Les éléments fournis par les DGFP et le CCFP permettront de compléter les informations émanant de ReferNet et d'autres sources; il s'agira de faire le point sur les politiques et mesures mises en place pour atteindre les objectifs stratégiques fixés à Bruges.

En avril, le Cedefop a participé à une réunion avec des représentants de l'ETF et de la Croatie pour informer cette dernière des futures activités de rapports sur les politiques (voir *Programme de travail 2013*, annexe VII). En juin, le Centre a fait une présentation lors de la conférence de «remise de l'enveloppe attribuée au pays», tenue à Zagreb.

Le document de travail sur l'amélioration des conditions de la mobilité des apprenants dans l'EFPI a été annulé en raison de problèmes de qualité (modification).

Les résultats de l'étude sur l'attractivité de l'EFPI ont fourni au Cedefop le matériau de base de sa présentation et de sa note de référence pour la réunion du CCFP (Leipzig, 2 et 3 juillet). Cette étude sera publiée début 2014 (modification).

Le Centre a fourni des services de conseil et d'expertise aux acteurs clés, aux États membres et aux partenaires sociaux pour diverses réunions et manifestations (dont celles des DGFP et du CCFP).

En accord avec la DG EAC, il a été décidé d'annuler l'état des lieux thématique sur l'assurance qualité (document et présentation) prévu pour la réunion de mai des DGFP sous la présidence irlandaise, afin d'éviter la duplication avec le document de la Commission et la présentation des résultats de l'enquête 2012 sur le CERAQ. En remplacement, il a été demandé au Cedefop de fournir des exemples nationaux de mise en œuvre du CERAQ (modification). Voir projet «Assurance qualité» relevant de l'activité «Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage».

Le Cedefop a apporté plusieurs contributions à la réunion de novembre des DGFP sous la présidence lituanienne. Il a notamment: (a) rédigé quatre notes de référence thématiques pour l'examen par les pairs sur la formation en apprentissage (modification/nouvelle action), (b) agi en qualité d'expert et de rapporteur lors de la séance consacrée à l'attractivité de la formation par le travail pour les apprenants et les entreprises (*Making WBL and apprenticeships attractive for learners and companies*) et (c) rédigé et présenté, avec l'ETF, la description condensée du système d'EFPI en Croatie *Spotlight on VET in Croatia* (voir projet 2 ci-dessous: «Description des systèmes d'EFPI»).

La note d'information *Éviter que les jeunes quittent prématurément le système d'éducation (et de formation): les solutions qui marchent* a été rédigée pour la conférence de la présidence lituanienne sur le rôle de l'EFPI pour renforcer la fonction d'inclusion de l'éducation (*The role of VET in making education more inclusive*) et présentée à cette occasion, durant l'atelier consacré à l'EFPI et à la sortie précoce du système scolaire présidé par le Cedefop. Les constats exposés dans cette note d'information s'appuient sur les informations collectées par ReferNet dans le cadre du suivi de Bruges et sur divers articles thématiques spécifiques (voir projet 5 relevant de l'activité «Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage»). Le Cedefop a également apporté son expertise à cette conférence par une synthèse de l'étude sur l'évaluation des compétences dans les entreprises, une présentation et une autre note d'information intitulée *Renouer avec la formation, renouer avec l'emploi* (voir projets 1 et 3 relevant de l'activité «Éducation et formation des adultes et transitions»).

Par ailleurs, le Cedefop a été invité à présenter son approche et les résultats intermédiaires de ses activités de suivi lors d'une réunion du groupe sur l'éducation et la formation tout au long de la vie de la CES en novembre. De plus, les conclusions des activités de rapports sur les politiques du Cedefop ont étayé diverses présentations et interventions lors de conférences thématiques ou plus génériques en rapport avec l'EFPI.

### Articles publiés

- Schmid, E. (2013) Cedefop: Qualität, Vergleichbarkeit und Vertrauen. 10 Jahre europäische Kooperation in der Berufsbildung – ein Jubiläum in aller Stille. In: *Wissenplus: Österreichische Zeitschrift für Berufsbildung, Heft 3, 12/13*, p 31. Wien: Manz Verlag Schulbuch.

## Projet 2: Description des systèmes d'EFP

Ce projet porte sur l'élaboration d'une série de produits décrivant les principales caractéristiques des systèmes nationaux d'EFP et leurs réformes dans l'UE: rapports nationaux «*VET in Europe*» (L'EFP en Europe), *Spotlight on VET* (Regards sur... la formation professionnelle) et *National news on VET* [Actualités nationales sur l'EFP].

Les rapports nationaux de la série «*VET in Europe*» sont des descriptions succinctes mais exhaustives des systèmes nationaux d'EFP dans 29 pays européens, dont l'Islande et la Norvège. Ils expliquent le système et présentent les spécificités, les évolutions et les enjeux nationaux. Ils sont rédigés par les partenaires ReferNet sur la base d'une structure commune fournie par le Cedefop.

Les «*Spotlight on VET*» sont des dépliants récapitulant l'essentiel des caractéristiques, enjeux et évolutions de chaque système national d'EFP. Ils s'adressent à des lecteurs recherchant une présentation succincte mais claire de l'EFP dans un pays donné.

Le rapport national de la série «*VET in Europe*» et les «*Spotlight on VET*» consacrés au pays assurant la présidence sont également imprimés pour être diffusés lors des conférences et manifestations de cette présidence.

Pour informer sur l'évolution récente dans l'EFP et les aspects connexes du marché du travail dans les États membres, la Norvège et l'Islande, ReferNet fournit tout au long de l'année de brèves actualités nationales sur l'EFP. À partir de 2013, les actualités nationales sur l'EFP seront également utilisées afin de rendre compte des mesures prises par les pays pour donner suite aux recommandations spécifiques par pays formulées dans le cadre du semestre européen.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                      | Calendrier/périodicité |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Publication: <i>Spotlight on VET in Ireland</i> [Regards sur... la formation professionnelle. Irlande]                                                             | Février                |
| Publication: <i>VET in Lithuania</i> [L'EFP en Lituanie]                                                                                                           | Juillet                |
| Publication: <i>Spotlight on VET in Lithuania</i> [Regards sur... la formation professionnelle. Lituanie]                                                          | Juillet                |
| Publication: <i>VET in Europe – Spotlights</i> [L'EFP en Europe – Regards sur... la formation professionnelle] (publication en ligne sur une interface spécifique) | Mai                    |
| Publication: <i>VET in Europe – Country reports</i> [rapports nationaux sur l'EFP en Europe] (publication en ligne sur une interface spécifique)                   | Décembre               |
| Publication: <i>National news on VET</i> [actualités nationales sur l'EFP] (publication en ligne sur une interface spécifique)                                     | Action continue        |

## Projet 2: Description des systèmes d'EFP – progrès en 2013 (produits)

La publication *Regards sur... la formation professionnelle. Irlande* a paru en janvier en français, anglais et allemand (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21006.aspx>).

La publication *Regards sur... la formation professionnelle. Lituanie* a pris un léger retard en raison de problèmes techniques liés au graphique du système d'EFP. Elle a paru en septembre (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21774.aspx>).

La publication en ligne des rapports nationaux sur l'EFP en Europe et des *Spotlights* pour tous les États membres, la Norvège et l'Islande a été reportée en raison de la nécessité préalable de définir un modèle commun pour la présentation concise de l'information et d'harmoniser la conception des graphiques des systèmes d'EFP en concertation avec les partenaires ReferNet. Sept *Spotlights/Regards sur... la formation professionnelle* ont été achevés et publiés en 2013 (Slovaquie, République tchèque, Chypre, Islande, Croatie, Irlande et Lituanie); ceux des autres pays le seront en 2014 (modification).

Les rapports nationaux sur l'EFP en Europe ont été publiés en ligne pour tous les pays, à l'exception de la Grèce et de l'Irlande (faute de partenaires ReferNet) (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/information-services/vet-in-europe-country-reports.aspx>). À la fin de l'année, la majorité des membres de ReferNet avaient livré leur mise à jour 2013.

Parmi les articles transmis par ReferNet, environ 58 «actualités nationales sur l'EFP» ont été sélectionnées et publiées sur le site web du Cedefop (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/about-cedefop/networks/refernet/refernet-national-news-on-vet.aspx>).

Comme demandé par la Commission européenne et à l'occasion de l'adhésion de la Croatie à l'UE, le Cedefop et l'ETF ont préparé conjointement une description condensée du système d'EFP croate, *Spotlight on VET in Croatia*, qui a été diffusée lors de la réunion d'automne des DGFP (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22036.aspx>) (modification/nouvelle action).

### Projet 3: ReferNet

ReferNet est le réseau européen d'information du Cedefop sur l'EFP. Il soutient le Cedefop dans l'établissement de rapports sur l'évolution des systèmes et politiques d'EFP au niveau national. Mis en place en 2002 pour répondre à la demande croissante d'informations comparatives sur les systèmes et politiques d'EFP, le réseau a signé un nouvel accord-cadre de partenariat pour la période 2010-2015.

En 2013, les partenaires ReferNet continueront de rendre compte de la politique d'EFP dans leur pays respectif et de la réalisation au niveau national des objectifs stratégiques du processus de Copenhague pour une coopération renforcée (voir projet 1 ci-dessus). Les partenaires ReferNet fourniront également des informations actualisées sur les systèmes d'EFP et les réformes dans leur pays respectif (voir projet 2 ci-dessus).

Le Cedefop gère et coordonne le réseau et assure la présence de celui-ci sur le site web du Centre. Il fournit au réseau des modèles, des lignes directrices et un retour d'information pour assurer la qualité et la pertinence de ses produits et organise ses réunions. En 2013, une attention particulière sera accordée à l'amélioration de la visibilité des produits de ReferNet et du Cedefop ainsi qu'à l'amélioration de la qualité, de la gouvernance et de l'organisation des activités du réseau.

#### Principaux produits pour 2013

#### Calendrier/périodicité

Publication: *Handbook on administrative and financial procedures for ReferNet partners* [Manuel des procédures administratives et financières à l'intention des partenaires ReferNet]

Avril

Atelier: deux réunions régionales

Avril

Atelier: Visibilité et qualité des produits de ReferNet (deux réunions)

Avril-juin

Conférence: réunion plénière annuelle

Octobre

### Projet 3: **ReferNet – progrès en 2013 (produits)**

ReferNet compte désormais un partenaire en Croatie ainsi qu'un nouveau partenaire au Danemark (l'actuel partenaire danois se retirant en janvier 2014). Un autre partenaire (Roumanie) mettra également un terme à son accord de partenariat en décembre 2013; un nouvel appel à propositions sera lancé en 2014 aux fins de sélection d'un nouveau partenaire.

Un manuel des procédures administratives et financières (*ReferNet Quick guide 2012-15*) a été rédigé afin d'aider les partenaires à se conformer aux nouvelles obligations contractuelles. Ce manuel contient également des lignes directrices techniques (concernant par exemple les procédures de transmission des produits via l'extranet de ReferNet). Il est disponible en version électronique et imprimée.

Le Cedefop a coorganisé en avril des réunions régionales à Paris et à Vienne afin d'améliorer la qualité grâce à des examens par les pairs et d'aider les partenaires dans l'établissement de leurs rapports financiers visés dans le nouvel accord-cadre de partenariat.

Un atelier de travail sur la qualité s'est tenu en juin pour valoriser les résultats des réunions régionales. Il s'est penché sur les moyens d'améliorer les rapports nationaux *VET in Europe* et sur le processus d'examen par les pairs en tant que mécanisme d'assurance qualité. Le second atelier a été annulé et remplacé par des séances sur la qualité durant la réunion plénière de l'ensemble des partenaires du réseau (modification).

La réunion plénière annuelle s'est tenue à Thessalonique les 5 et 6 novembre, en présence de représentants de la DG EAC, d'Eurydice et de l'ETF. Les discussions ont porté sur la continuité entre les produits 2013 et 2014, ainsi que sur le maintien, voire l'amélioration, de leur qualité. L'exercice d'examen par les pairs a été mené à bien. La réunion plénière a été précédée d'une réunion de familiarisation des nouveaux partenaires croate et danois et des nouveaux membres des organisations partenaires déjà adhérentes.

### Projet 4: **Statistiques et indicateurs**

Ce projet vise à améliorer la disponibilité, la pertinence et la qualité des données de même que des méthodes et des outils de collecte des données au niveau européen et international. Il fournit aussi des preuves statistiques fiables en matière d'EFPP.

En 2013, le Cedefop continuera d'améliorer la diffusion des statistiques et indicateurs sur l'EFPP disponibles, notamment par un aperçu statistique de l'EFPP aligné sur les politiques et en entreprenant une analyse intégrée des données les plus récentes de l'enquête sur la formation professionnelle continue et de l'enquête sur l'éducation des adultes (publication prévue pour 2014).

#### Principaux produits pour 2013

#### Calendrier/périodicité

|                                                                                                                                                                                 |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Publication: <i>VET country overviews</i> [aperçus de l'EFPP par pays]<br>(publication en ligne de rapports statistiques concis par pays)                                       | Février         |
| Publication: <i>VET statistical overviews</i> [aperçus statistiques de l'EFPP]<br>(document de recherche)                                                                       | Avril           |
| Atelier: Définition d'indicateurs pour l'analyse du PIAAC<br>(en collaboration avec le réseau INES-LSO de l'OCDE)                                                               | Décembre        |
| Fourniture de conseil et d'expertise sur les développements concernant les statistiques et les indicateurs aux principales parties prenantes (Eurostat, Commission, OCDE, etc.) | Action continue |

Actualisation des pages web du Cedefop sur les statistiques et indicateurs – «statistiques du mois», tableaux et graphiques

Action continue

#### Projet 4: Statistiques et indicateurs – progrès en 2013 (produits)

Les aperçus *VET country overviews* ont été publiés en avril en deux formats: un ensemble de rapports statistiques concis et un document de recherche assorti d'explications méthodologiques (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21373.aspx>). Une campagne de diffusion ciblée a été menée.

Le document de recherche *VET statistical overviews* a été publié en mai (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21408.aspx>).

L'atelier conjoint de trois jours du Cedefop et de l'OCDE sur la définition d'indicateurs pour l'analyse du PIAAC (*Defining indicators for PIAAC's analysis*) s'est tenu au Cedefop du 4 au 6 décembre 2013. Il a réuni des représentants de six pays membres de l'OCDE, des membres du personnel de l'OCDE et des experts du Cedefop, qui ont examiné les résultats de l'enquête sur les compétences des adultes de l'OCDE (programme PIAAC) et progressé dans l'élaboration des indicateurs du PIAAC.

Le Cedefop a également contribué au développement des statistiques et indicateurs sur l'éducation, la formation et les compétences lors de diverses réunions, notamment sur les thèmes suivants: mise en application de la CITE 2011; préparation du module ad hoc 2016 relatif aux jeunes sur le marché du travail de l'enquête sur les forces de travail dans l'UE; préparation de l'enquête sur l'éducation des adultes 2016; révision de l'enquête sur la formation professionnelle continue; 35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> réunions du groupe permanent sur les indicateurs et critères de référence; 10<sup>e</sup> réunion du réseau LSO de l'OCDE-INES; réunion de la DG EAC sur le cadre d'évaluation conjointe (*joint assessment framework – JAF*).

Les tableaux et graphiques de la rubrique «Statistiques et indicateurs» sur le site web du Cedefop ont été mis à jour en permanence. Afin de mieux équilibrer les efforts et les résultats, il a été décidé de réduire la périodicité des «statistiques du mois» et de renommer cette section «*Statistics highlights*» [notes sur l'essentiel de la statistique]. Cinq notes statistiques sont parues en 2013:

- (a) *Life after initial VET can also lead to further education* [La vie après l'EFPI passe aussi par les compléments de formation] (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/20870.aspx>);
- (b) *Unemployment continues to grow in the EU, but at a slower pace now* [Le chômage toujours à la hausse dans l'UE, mais léger infléchissement] (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21060.aspx>);
- (c) *Tertiary attainment – Sustained progress by European Union Member States* [Enseignement supérieur – Les États membres de l'UE continuent de progresser] (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21302.aspx>), qui a fait l'objet d'une large couverture médiatique, avec 13 articles publiés dans la presse européenne;
- (d) *Croatia – Country statistical overview* [Croatie – Tableau statistique] (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21604.aspx>);
- (e) *A picture of skill: OECD's adult skills survey* [Tableau des compétences: enquête sur les compétences des adultes de l'OCDE] (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/22178.aspx>), qui s'appuie sur les données du PIAAC.

Une autre note statistique sur les diplômés en STIM a été finalisée et sera publiée début 2014, en remplacement de la note d'information prévue sur ce thème (modification) (voir projet 5: «Panorama des compétences et Skillsnet»).

Un communiqué de presse sur la note statistique consacrée à la Croatie a été publié en juillet pour marquer l'adhésion de ce pays à l'UE (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/21621.aspx> et <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21604.aspx>). Un autre communiqué de presse sur la note statistique consacrée au PIAAC a été publié en décembre (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/news/22212.aspx>).

## PRIORITÉ À MOYEN TERME

### SOUTIEN À LA MODERNISATION DES SYSTÈMES D'EFP

**Activité: Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage**  
(CEC/CNC/ESCO, assurance qualité (CERAQ), certifications/acquis de l'apprentissage, ECVET, Europass)

Le Cedefop assiste la Commission européenne, les États membres, les partenaires sociaux et autres parties prenantes dans le développement et la mise en œuvre des instruments et principes européens convenus en commun (dans le cadre stratégique «Éducation et formation 2020» pour la coopération européenne en matière d'éducation et de formation, le communiqué de Bruges et les recommandations et résolutions du Conseil dans ce domaine), afin d'améliorer la transparence des certifications et de faciliter la mobilité des apprenants et des travailleurs. En 2013, une attention accrue sera prêtée au développement de synergies entre les différents instruments européens.

Le Cedefop intensifiera également ses efforts de contribution à la mise en pratique du cadre européen des certifications (CEC), notamment en approfondissant ses analyses sur l'évolution des cadres nationaux de certifications (CNC) et en soutenant les processus de mise en correspondance en cours à l'échelon national. Le suivi des CNC informera sur l'intégration de niveaux du CEC dans les nouveaux certificats, diplômes et/ou documents Europass. Priorité sera également accordée aux stratégies contribuant à la mise en œuvre du système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP (ECVET) et à ses liens avec le système de crédits d'apprentissage dans l'enseignement supérieur (ECTS). Par ailleurs, le Cedefop contribuera à l'élaboration d'une classification européenne des aptitudes/compétences, certifications et professions (ESCO,) en veillant tout particulièrement à assurer une liaison directe avec les développements du CEC et des CNC. Les travaux prendront en compte les implications, pour les dispositifs d'assurance qualité, de la transition vers les acquis de l'apprentissage prônée par le CEC. Le Cedefop améliorera les ressources web Europass pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs finals. Il jouera par ailleurs un rôle clé dans la poursuite du développement du Passeport européen de compétences et d'Europass Expérience. Avec la Commission européenne, le Cedefop étudiera la mise en œuvre d'un module permettant aux citoyens d'autoévaluer leurs compétences informatiques.

Afin de fournir un apport direct à la mise en œuvre des instruments et principes communs, le Cedefop continuera en 2013 d'analyser les rôles et les fonctions des certifications et d'examiner comment la transition vers les acquis de l'apprentissage peut promouvoir la modernisation de l'EFP et, de façon plus générale, l'apprentissage tout au long de la vie. Dans ce cadre, le Cedefop poursuivra ses travaux sur la validation de l'apprentissage non formel et informel et continuera de soutenir la Commission européenne dans le suivi de la recommandation y afférente.

#### Impact escompté

Le Cedefop entend renforcer la coopération européenne en matière d'EFP et d'apprentissage tout au long de la vie en consolidant la base de connaissances nécessaire pour l'ensemble des parties prenantes à l'élaboration des politiques d'EFP. L'élaboration et la mise en œuvre des instruments permettront de stimuler les (réformes des) politiques d'EFP et d'apprentissage tout au long de la vie à tous les niveaux, de renforcer le dialogue et l'interaction entre les acteurs de l'éducation et de la formation et ceux du monde du travail et de faciliter la mobilité des citoyens.

**Activité ABB correspondante:** Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage

## Principaux résultats de l'activité

Production de nouveaux éclairages et connaissances, actions de conseil stratégique et de sensibilisation auprès des décideurs politiques et parties prenantes à l'échelon européen et national, y compris des partenaires sociaux, des chercheurs et des praticiens, concernant les questions suivantes:

- points forts et limites des CNC en tant qu'instruments politiques pour la mise en œuvre du CEC et pour les réformes nationales de l'éducation et de la formation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie;
- processus de mise en correspondance transparent et fiable des niveaux nationaux de certifications par rapport au CEC et promotion d'une assurance de la qualité systématique des processus de certification;
- fiabilité des niveaux basés sur les acquis de l'apprentissage utilisés à l'échelle nationale et européenne, en particulier s'agissant du niveau 5 du CEC;
- rôle des certifications pour réglementer l'accès aux professions et aux métiers;
- tendances dans la coopération entre acteurs de l'éducation/de la formation et du monde du travail;
- modèles de gouvernance et partenariats avec les prestataires d'EFP pour favoriser la progression individuelle des apprenants et la perméabilité au niveau des systèmes;
- élaboration de stratégies de mise en œuvre d'ECVET;
- rôle de la structuration en unités de l'EFP à l'appui de la mise en œuvre de dispositifs de transfert de crédits pour la mobilité et pour l'apprentissage tout au long de la vie;
- optimisation des ressources web Europass et poursuite du développement du Passeport européen de compétences et d'Europass Expérience pour faciliter la consignation et la validation des acquis résultant de la mobilité dans et entre les États membres;
- amélioration de la culture de la qualité au sein des établissements de formation par la mise en œuvre de systèmes in-

## Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

### Conseil politique

- Citations dans les documents politiques de l'UE et des États membres
- Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques
- Documents politiques de l'UE que le Cedefop a aidé à préparer
- Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs clés, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques

### Nouvelles connaissances

- Téléchargement des publications/documents de travail et de recherche/notes d'information
- Citations des publications/études dans la littérature

### Sensibilisation accrue

- Fréquentation du site web (ventilée par thèmes et pages consacrées à certains projets)
- Participation à des conférences et autres manifestations
- Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants
- Résultats d'Europass auprès des citoyens (nombre de visites du site, nombre de téléchargements et création de documents en ligne)
- Couverture médiatique, audience des articles et communiqués de presse

ternes de gestion de la qualité et la mise en place de démarches qualité des modes d'apprentissage et de formation dans les petites entreprises;

- application de la démarche basée sur les acquis de l'apprentissage dans les divers pays d'Europe et bénéfices pour les apprenants;
- déterminants du décrochage dans l'EFP;
- mise en œuvre des instruments et principes européens au niveau national et sectoriel et renforcement de leur cohérence et de leur synergie.

Actions de conseil politique et de soutien analytique auprès des groupes suivants de la Commission européenne:

- groupe consultatif sur le CEC;
- groupe d'utilisateurs, comité de pilotage et forum d'ECVET;
- réseau, comité de pilotage et forum du CERAQ;
- conseil et groupes de travail de l'ESCO;
- groupe de travail sur les synergies entre les différents instruments (CEC/ECVET/CERAQ);
- groupe de travail thématique sur le décrochage scolaire;
- groupe de travail thématique sur la formation à l'entrepreneuriat.

#### Activité: Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage – progrès en 2013 (résultats)

L'expertise et la capacité d'analyse interne du Cedefop ont fait l'objet d'une demande accrue en 2013.

Le soutien à la mise en œuvre du CEC/des CNC a exigé un important travail analytique, afin d'aider systématiquement les États membres à relier leurs niveaux de certification au CEC (neuf pays en 2013), ainsi qu'une analyse des descripteurs de niveau des CNC dans 36 pays (rapport interne *Analysis and overview of NQF level descriptors*) et un travail conceptuel (par exemple pour l'activité d'apprentissage par les pairs du groupe consultatif du CEC sur l'ouverture des CNC aux certifications délivrées dans des structures non formelles). Le travail sur le CEC/les CNC a également impliqué une coopération avec diverses organisations internationales (concrétisée, par exemple, par la publication du Cedefop/de l'ETF/de l'Unesco sur l'évolution des CNC à l'échelle mondiale ou par les contenus fournis à la première réunion du groupe de travail de l'Unesco sur les niveaux de référence mondiaux pour les certifications). De même, le projet ESCO est pleinement entré dans sa phase de développement et a exigé un important travail conceptuel de la part du Cedefop en 2013. La première version publique de l'ESCO (version 0), publiée en ligne en octobre 2013, est dans une large mesure le fruit de ce travail.

S'agissant d'Europass, des ressources supplémentaires ont été consacrées à l'élaboration du nouveau document Europass Expérience (nouvelle tâche en 2013), érigé au rang de priorité par la Commission européenne début 2013. La décision de la Commission plus tard dans l'année d'interrompre les activités de développement et de test de ce nouvel outil a entraîné des difficultés internes d'affectation/de réaffectation efficiente des ressources humaines et financières.

En 2013, le Cedefop a mené diverses activités visant à renforcer la synergie entre les différents instruments européens, notamment: (a) un dîner de travail sur les réalisations et les actions futures liées à ces instruments (*EU tools in education and training: what has been achieved and where do we go from here?*) à la commission de l'emploi du Parlement européen; (b) une note d'information sur l'assurance qualité des CNC publiée pour la conférence de la présidence irlandaise en mars; (c) une conférence consacrée à l'impact du mouvement en faveur des acquis de l'apprentissage sur les politiques et les pratiques en Europe (*The shift to learning outcomes and its impacts: taking stock of European policies and practices*); (d) des actions de conseil politique et des contributions écrites pour la/les note(s) conceptuelle(s) de la Commission et pour la consultation publique sur la mise en place d'un espace européen des compétences et des certifications, engagée par la Commission le 17 décembre 2013. Depuis l'automne 2013, le Cedefop est membre du comité directeur de l'initiative sur l'espace européen des compétences et des certifications.

Une contribution conceptuelle et méthodologique supplémentaire a été nécessaire pour soutenir les évaluations en cours de la mise en œuvre des recommandations relatives au CEC, à ECVET et au CERAQ. En sa qualité de membre des comités directeurs de ces évaluations (pour le CEC et ECVET), le Centre a aidé à définir les modalités d'évaluation, contribué aux études de référence (CEC et CERAQ), formulé des commentaires sur les (projets de) conclusions de ces évaluations (CEC et CERAQ) et fourni des contributions écrites substantielles au rapport remis par la Commission au Parlement européen et au Conseil (CEC).

Le Cedefop a aussi apporté une contribution substantielle au forum annuel ECVET 2013, qu'il a coorganisé avec la Commission européenne, et a poursuivi ses actions de soutien auprès du comité de pilotage, du groupe de travail et du groupe d'utilisateurs d'ECVET. Les résultats du travail du Centre sur les démarches adoptées au niveau de la direction des établissements pour développer une culture de la qualité dans l'EFP et son expertise sur l'assurance qualité dans l'EFP ont nourri les débats à plusieurs occasions, notamment lors du forum annuel du CERAQ et des réunions du comité de pilotage et du groupe de travail du CERAQ.

Le pilotage et le soutien permanents des activités liées à l'EFP du groupe de travail thématique sur le décrochage scolaire de la Commission ont exigé un travail conceptuel intense. À cet égard, le Centre a ouvert un nouveau volet de recherche sur le rôle de l'EFP dans la lutte contre la sortie précoce du système d'éducation et de formation.

Dans le cadre de ses actions de conseil politique et de sensibilisation sur la politique européenne d'EFP auprès de ses parties prenantes et de la communauté de l'EFP dans son ensemble, le Cedefop a apporté son appui et sa contribution à 86 réunions d'acteurs clés et manifestations des présidences, ainsi qu'à 18 autres manifestations, parmi lesquelles la rencontre préparatoire de haut niveau de la *réunion des ministres de l'éducation de l'ASEM (ASEMME4)* (Kuala Lumpur, 12 au 14 mai) et le forum mondial sur les ressources humaines (Séoul, 6 au 8 novembre). En 2013, les publications relevant de cette activité ont fait l'objet de plus de 35 000 téléchargements; les trois publications les plus téléchargées ont été: *Curriculum reform in Europe* [Réforme des programmes d'études et de formation en Europe] (4 700 téléchargements); *Analysis and overview of NQF developments in European countries* [Analyse et bilan des progrès réalisés dans la mise en place des CNC dans les pays européens] (4 200 téléchargements) et *Necessary conditions for ECVET implementation* [Conditions nécessaires à la mise en œuvre d'ECVET] (4 200 téléchargements).

## Projet 1: Cadre européen des certifications (CEC/CNC/ESCO)

À l'appui de la mise en œuvre du CEC (recommandation du Conseil européen de mai 2008), des CNC et de l'ESCO, ce projet portera en 2013 sur quatre volets interdépendants: (a) appui analytique et technique au groupe consultatif du CEC et aux points de coordination nationaux du CEC; (b) analyse et inventaire des progrès réalisés dans la mise en place des CNC; (c) analyse des certifications du niveau 5 du CEC et (d) appui conceptuel et analytique au conseil de l'ESCO, notamment concernant les liens entre ESCO et CEC et l'élaboration d'une terminologie sur les aptitudes et compétences transversales. Le Cedefop fournira également un appui au développement, au niveau des contenus, du portail du CEC pour assurer sa synergie avec le pilier «certifications» de l'ESCO.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                                                                         | Calendrier/périodicité                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Coordination, en collaboration avec la Commission européenne, du groupe consultatif du CEC. Soutien au groupe de pilotage du portail web du CEC                                                                                                                                       | Cinq réunions du groupe consultatif du CEC, deux réunions du groupe de pilotage du portail web du CEC |
| Documents analytiques, synthèses, documents d'orientation et d'information pour le groupe consultatif du CEC                                                                                                                                                                          | Action continue                                                                                       |
| Activités d'apprentissage par les pairs sur le recours aux acquis de l'apprentissage à l'appui de la compréhension et de la reconnaissance des certifications, au sein et en dehors des systèmes formels d'éducation et de formation (en collaboration avec la Commission européenne) | Deux ou trois                                                                                         |
| Publication: <i>Analysis of NQFs level descriptors</i> [Analyse des descripteurs des niveaux des CNC] (document de travail)                                                                                                                                                           | Octobre                                                                                               |
| Publication: <i>Analysis and review of NQF developments in Europe</i> [Analyse et bilan des progrès réalisés dans la mise en place des CNC en Europe] (note d'information et document de travail)                                                                                     | Novembre/décembre                                                                                     |
| Publication: <i>Qualifications at EQF level 5</i> [Certifications au niveau 5 du CEC] (document de recherche)                                                                                                                                                                         | Novembre                                                                                              |
| Articles pour <i>EQF Newsletter</i> [bulletin d'information sur le CEC]                                                                                                                                                                                                               | Deux articles                                                                                         |
| Fourniture de conseil et d'expertise au conseil de l'ESCO, au comité de maintenance de l'ESCO et au groupe intersectoriel de référence de l'ESCO, en coopération avec la Commission européenne (DG EAC et DG Emploi)                                                                  | Action continue (selon le calendrier de la DG EAC et de la DG Emploi)                                 |
| Contribution au pilier «certifications» de l'ESCO et test de ce pilier (spécialement certifications internationales)                                                                                                                                                                  | Action continue                                                                                       |
| Contribution à la terminologie des aptitudes et compétences intersectorielles de l'ESCO et test                                                                                                                                                                                       | Action continue                                                                                       |

|                                     |                 |
|-------------------------------------|-----------------|
| Contribution à diverses conférences | Action continue |
|-------------------------------------|-----------------|

|                                                                           |                 |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Contribution au suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges | Action continue |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------|

### Projet 1: **Cadre européen des certifications (CEC/CNC/ESCO) – progrès en 2013 (produits)**

Le Cedefop a apporté son soutien à cinq réunions du groupe consultatif du CEC (février, mars, mai, septembre et décembre); à cet effet, il a (a) rédigé des notes de référence, par exemple sur les certifications internationales, l'ESCO, l'évolution des CNC et la validation, (b) analysé et commenté les rapports de mise en correspondance des CNC par rapport au CEC remis par la Belgique (W), la Bulgarie, Chypre (projet de texte), la Grèce (projet de texte), l'Islande, l'Italie, la Slovaquie, la Pologne et la Roumanie. Faute de capacités suffisantes, le Cedefop n'a pas été en mesure de contribuer aux réunions du groupe de pilotage sur le portail web du CEC (modification). À la demande de la DG EAC, le Cedefop a contribué aux réunions des points de coordination nationaux du CEC d'avril et de novembre. En tant que membre du groupe de pilotage pour l'évaluation externe du CEC, le Centre a contribué à définir les modalités d'évaluation et formulé des observations sur les conclusions du prestataire externe. Il a également aidé la Commission européenne à préparer son rapport au Parlement européen et au Conseil sur le suivi du CEC.

Le Cedefop a codéfini avec la Commission européenne le contenu de l'activité d'apprentissage par les pairs sur l'ouverture des CNC aux qualifications non formelles et aux certifications délivrées dans le secteur privé (Västerås, 28 février au 1<sup>er</sup> mars) et réalisé une enquête préparatoire auprès des membres du groupe consultatif du CEC afin de recueillir des informations préliminaires sur les enjeux et les possibilités dans ce domaine. Le Centre a également codéfini le contenu de l'activité d'apprentissage par les pairs sur le renforcement de la synergie entre mise en œuvre de l'approche fondée sur les acquis de l'apprentissage et assurance qualité (Louvain, 28 et 29 novembre), à laquelle il a apporté une contribution substantielle.

Le document de travail sur l'analyse et le bilan des descripteurs des niveaux des CNC dans les pays européens a été publié en octobre, comme prévu (<http://www.cedefop.europa.eu/en/publications/21919.aspx>).

Afin d'assurer une utilisation plus efficiente des ressources et de fournir des informations plus conviviales, répondant mieux aux besoins des utilisateurs, il a été décidé de remplacer le rapport annuel sur les progrès réalisés dans la mise en place des CNC par trois produits distincts mais interdépendants: (a) une synthèse des progrès réalisés, mettant en relief les tendances communes et les principaux enjeux dans les divers pays; (b) des fiches par pays, mises à jour en ligne; (c) une note d'information plus particulièrement destinée aux décideurs politiques. En conséquence, et compte tenu que le rapport annuel 2012 sur l'évolution des CNC (prévu au programme de travail 2012) a été publié en avril 2013 (<http://www.cedefop.europa.eu/en/publications/21311.aspx>), le document de travail sur les progrès réalisés en la matière en 2013 a été annulé (modification). La note d'information *Les cadres de certifications en Europe: établir les liens appropriés* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22181.aspx>) a été publiée en décembre, comme prévu.

L'étude sur les certifications du niveau 5 du CEC a été finalisée mais sa publication a été reportée à 2014 en raison de l'important travail d'édition requis (modification). Une synthèse de cette étude a été distribuée lors de la conférence du Cedefop sur les acquis de l'apprentissage (voir projet 5 relevant de l'activité «Certifications/acquis de l'apprentissage/perméabilité»).

Le Cedefop a corédigé avec l'ETF et l'Unesco l'inventaire mondial de l'évolution des CNC (<http://www.cedefop.europa.eu/en/publications/21958.aspx> et [http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/2212\\_en.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/2212_en.pdf)). Les chapitres rédigés par le Cedefop portent sur l'évolution des CNC en Europe et

les acquis de l'apprentissage dans les CNC. Les trois entités ont présenté les conclusions de leur rapport conjoint aux responsables de haut niveau lors de leur rencontre préparatoire à la réunion ministérielle de l'ASEM (Kuala Lumpur, 12 au 14 mai 2013) (modification/nouvelle action). Le Cedefop a également contribué à la première réunion (Bruxelles, septembre) du groupe de travail sur les niveaux de référence mondiaux pour les certifications mis en place par l'Unesco dans le sillage de sa conférence de Shanghai sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels tenue en 2012 (modification/nouvelle action).

Le Cedefop a également présenté les résultats de ses travaux sur le CEC/les CNC lors de plusieurs conférences nationales ou internationales auxquelles il a été invité à contribuer, par exemple en Slovaquie, en Pologne et à Séoul (forum mondial sur les ressources humaines). Il a aussi fait part de ces résultats aux députés européens présents au dîner de travail organisé en coopération avec Thomas Mann, vice-président de la commission de l'emploi du Parlement européen (Bruxelles, 23 janvier) sur le bilan et les actions futures concernant les instruments européens (*European tools in education and training: what has been achieved and where do we go from here?*) (modification/nouvelle action, dîner prévu en 2012 mais reporté en raison de l'indisponibilité de certains députés européens). Voir projet «Relations avec les parties prenantes» relevant de l'activité «Communication externe». Le Cedefop a aidé à élaborer le contenu de la visite d'étude sur le rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des CNC (Berlin, 21 au 25 octobre 2013) et a fourni un appui en termes de contenu à la conférence de la présidence irlandaise sur l'assurance qualité dans les cadres de certifications (*Quality assurance in qualifications frameworks*; Dublin, 12 et 13 mars). Voir projet 4 relevant de cette activité et projet 1 relevant de l'activité «Analyse des politiques».

Le Centre a rédigé deux articles pour le bulletin d'information sur le CEC (*EQF newsletter*), mais la Commission n'a publié aucun numéro de ce bulletin en 2013.

La première version publique de l'ESCO (v0) a été lancée lors de la conférence de mise en service (*ESCO goes live*; Bruxelles, 23 et 24 octobre), qui a réuni plus de 250 acteurs du monde du travail et de l'éducation/de la formation (<https://ec.europa.eu/esco/home>). Le Cedefop a contribué aux activités de développement de l'ESCO en fournissant un appui à son secrétariat et en participant aux groupes de travail particulièrement pertinents. L'élaboration et la mise en œuvre du pilier «certifications» ont fait l'objet d'un travail soutenu. La conception du modèle des données pour ce pilier, qui incombait au Cedefop, a été menée à bien à la fin de l'année 2012 et suivie d'une phase de test au printemps 2013. Ce modèle est désormais utilisé comme base de la version 0 de l'ESCO. Plus d'une centaine de certifications internationales préalablement répertoriées sont en cours d'intégration dans l'ESCO, ce qui reprend pour partie le travail antérieur (2012) du Cedefop sur les certifications internationales. Le travail a également porté sur l'établissement d'une terminologie des aptitudes et compétences trans-sectorielles (transversales) pour l'ESCO, publiée dans la v0 de l'ESCO. Durant l'année 2013, le Cedefop a intensifié son travail sur la conception et la mise en place du pilier «aptitudes/compétences» de l'ESCO, en veillant tout particulièrement à faire apparaître la pertinence de l'approche des acquis de l'apprentissage pour la terminologie utilisée dans ce domaine, le principe étant que l'ESCO doit s'appuyer sur une terminologie qui reflète tant les besoins du marché du travail que ceux de l'éducation et de la formation.

## Projet 2: **Système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP (ECVET)**

Ce projet soutient la mise en œuvre de la recommandation d'avril 2009 relative à ECVET. En 2013, le Cedefop se concentrera sur: (a) l'évaluation des progrès accomplis par les États membres jusqu'en 2012 (délai fixé par la recommandation) et la préparation du terrain pour la grande évaluation d'ECVET devant avoir lieu en 2014 et (b) le renforcement de la cohérence entre ECVET et ECTS. L'appui technique au comité de pilotage ECVET et au groupe d'utilisateurs ECVET se poursuivra. Le Cedefop finalisera par ailleurs son étude sur le rôle de la structuration en unités de l'EFP à l'appui de la mise en œuvre des dispositifs de crédits d'apprentissage pour la mobilité et l'apprentissage tout au long de la vie.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                            | Calendrier/périodicité                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Fourniture de conseil et d'expertise pour la gouvernance européenne d'ECVET                                                                              | Action continue (selon le calendrier de la DG EAC) |
| Documents analytiques, synthèses et documents d'information pour le comité directeur, le groupe d'utilisateurs et le forum ECVET                         | Action continue                                    |
| Publication: <i>ECVET added value and implementation progress</i> [Valeur ajoutée d'ECVET et progrès de la mise en œuvre] (note d'information)           | Juillet                                            |
| Publication: <i>ECVET added value</i> [Valeur ajoutée d'ECVET] (brochure)                                                                                | Octobre                                            |
| Publication: <i>Monitoring ECVET implementation strategies in Europe</i> [Suivi des stratégies de mise en œuvre d'ECVET en Europe] (document de travail) | Décembre                                           |
| Contribution au magazine européen ECVET (articles)                                                                                                       | Deux articles                                      |
| Contribution à diverses conférences                                                                                                                      | Action continue                                    |
| Contribution au suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges                                                                                | Action continue                                    |

## Projet 2: **Système européen de crédits d'apprentissage pour l'EFP (ECVET) – progrès en 2013 (produits)**

Le Cedefop a apporté sa contribution aux réunions du groupe de travail sur ECVET (février et mars), du groupe de pilotage d'ECVET (mars) et du groupe d'utilisateurs d'ECVET (mai, décembre) sous diverses formes: actions de conseil politique, expertise méthodologique, documents analytiques et matériel de référence. En outre, il a participé au travail préparatoire de l'évaluation en cours d'ECVET (concept, modalités) et est membre du comité de pilotage de cette évaluation. Il a également participé aux réunions de démarrage et d'étape avec le prestataire chargé de conduire l'évaluation d'ECVET pour le compte de la Commission européenne et a soutenu cet exercice d'évaluation en fournissant information et conseil (modification/nouvelle action).

Le Cedefop a coorganisé avec la Commission européenne le forum annuel ECVET 2013 (Prague, 13 et 14 juin): il a (co)rédigé la totalité du matériel de référence, participé à la séance plénière d'ouverture, fait une présentation et modéré deux ateliers. La version anglaise de la note d'information *Perspectives et défis d'ECVET, le système européen de crédit d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels* a été publiée pour ce forum ([http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/9080\\_en.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/9080_en.pdf)) et les autres versions linguistiques en juillet. Cette note d'information a fait l'objet de 2 539 téléchargements en 2013. La brochure sur la valeur ajoutée d'ECVET a été annulée à la demande de la Commission européenne (modification).

Le rapport annuel 2012 sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'ECVET en Europe (prévu au programme de travail 2012) a été publié en mars (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21204.aspx>).

Afin de mieux rendre compte des différents stades de mise en œuvre d'ECVET dans les divers pays européens, le Cedefop a décidé en 2013 d'adopter une nouvelle approche pour son suivi annuel

de l'évolution d'ECVET. Cette nouvelle approche a été discutée lors de la réunion du groupe de pilotage d'ECVET en mars, expérimentée dans quatre pays et déployée en mai. Les résultats préliminaires ont été présentés lors de la réunion du groupe d'utilisateurs en mai 2013, ainsi qu'au forum annuel en juin 2013. Les résultats finals de l'analyse ont été présentés au groupe d'utilisateurs en décembre. Le rapport a été finalisé et le processus de publication a débuté en décembre.

L'étude sur le rôle de la structuration en unités de l'EFV à l'appui de la mise en œuvre des dispositifs de crédits d'apprentissage pour la mobilité et l'apprentissage tout au long de la vie a été menée à bien et ses résultats ont été présentés au groupe d'utilisateurs d'ECVET lors de sa réunion des 14 et 15 mai (pour être publiés en 2014, comme prévu).

### Articles publiés

- Lettmayr, C. (2013). European tools and principles need to be implemented in an integrated process. *ECVET magazine*, n° 13. ([http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/ECVET\\_Mag\\_13\\_Final.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/ECVET_Mag_13_Final.pdf))
- David, R.; Villalba-Garcia, E.; Zahilas, L. (2013). State of play of ECVET developments in Europe: a brief summary of Cedefop's monitoring of ECVET. *ECVET magazine*, April 2013, No 14. ([http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/ecvet\\_mag\\_14\\_-\\_04\\_2013.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/ecvet_mag_14_-_04_2013.pdf))
- Zahilas, L. (2013). The quiet revolution: modular structures and units within European vocational training. *ECVET magazine*, n 15. ([http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/ECVET\\_Mag\\_15\\_June\\_2013.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/ECVET_Mag_15_June_2013.pdf))

Le travail relevant de ce projet fournit directement au Cedefop des éléments à l'appui de son suivi des objectifs à court terme de Bruges liés à ECVET.

### Projet 3: Europass

En 2013, en étroite coopération avec la Commission européenne, le Cedefop poursuivra l'amélioration des ressources web Europass afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs. Il s'agit des travaux suivants: (a) poursuite du développement des outils en ligne pour le CV et le Passeport de langues; (b) révision du modèle d'Europass Expérience (permettant de consigner les acquis des apprentissages non formels et informels) et adaptation du système de gestion en ligne de ce document; (c) amélioration du Passeport européen de compétences, qui permet aux citoyens d'annexer des documents à leur CV; (d) élaboration d'un module d'autoévaluation des compétences informatiques. Le travail s'étendra aussi à l'interopérabilité d'Europass avec les services de l'emploi et les entreprises. Le Cedefop assurera, au besoin, l'intégration des outils européens dans le cadre Europass et continuera de soutenir les centres nationaux Europass (CNE). Voir aussi projet 3 relevant de l'activité «Aire Ressources – soutien opérationnel».

#### Principaux produits pour 2013

#### Calendrier/périodicité

|                                                                                                                         |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Amélioration permanente du site web Europass et des outils en ligne pour le CV et le Passeport de langues               | Action continue |
| Amélioration du Passeport européen de compétences                                                                       | Action continue |
| Amélioration du système de gestion pour la délivrance d'Europass Expérience                                             | Action continue |
| • lancement du prototype                                                                                                | Février         |
| • lancement de l'outil final                                                                                            | Novembre        |
| Maniement de l'outil de gestion d'Europass Expérience: soutien aux citoyens européens pour l'utilisation de ce document | Action continue |

|                                                                                                                                                               |                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Gestion du portail web Europass: renforcement de l'interopérabilité du site web Europass avec d'autres initiatives de l'UE en matière de mobilité et d'emploi | Action continue                                    |
| Supervision de l'outil de gestion d'Europass Mobilité: soutien aux CNE pour l'utilisation de ce document                                                      | Action continue                                    |
| Fourniture de conseil et d'expertise aux CNE                                                                                                                  | Trois réunions des CNE plus deux ou trois ateliers |

### Projet 3: [Europass – progrès en 2013 \(produits\)](#)

Le lancement en décembre 2012 du nouvel outil d'édition en ligne a été suivi de plusieurs améliorations apportées au CV et au Passeport de langues.

Le prototype de l'outil de gestion en ligne d'Europass Expérience a été mis au point dans les délais convenus avec la Commission européenne, qui a toutefois décidé de mettre en suspens les phases de test et de développement.

Afin d'appuyer le travail conceptuel sur l'outil informatique, le Cedefop a abondamment commenté et soutenu les activités de la DG EAC et du Centre commun de recherche (JRC) relatives au cadre de compétences numériques pour tous les citoyens, ainsi que l'étude sur le référentiel européen des compétences informatiques du Comité européen de normalisation. En novembre, à la demande de la DG EAC, le Cedefop a débuté l'intégration dans le CV Europass de la grille élaborée par le JRC; ce processus sera mené à bien en 2014.

La gestion du portail web Europass a assuré en permanence un bon niveau de service, comme l'attestent les commentaires positifs des utilisateurs et les statistiques à la hausse (20,85 millions de visites en 2013, soit une augmentation de 41 % par rapport aux 14,8 millions recensées en 2012). Le nouveau modèle et le nouvel outil d'édition du Passeport de langues ont été lancés en décembre, enrichis d'une nouvelle identité graphique, d'une interface en ligne plus conviviale et de tutoriels améliorés pour une information mieux structurée. Depuis octobre 2013, Europass est également disponible en macédonien, ce qui porte à 27 le nombre de versions linguistiques disponibles.

Un nouveau site web consacré à l'interopérabilité a été lancé en août. Une proposition sur les moyens d'inciter les services de l'emploi publics et privés à utiliser Europass a été présentée à la DG EAC en décembre.

Les CNE ont bénéficié d'un soutien permanent pour l'utilisation d'Europass Mobilité et du CV. Le Cedefop a participé à deux réunions des CNE (Groningue, 6 et 7 mai; Bruxelles, 6 novembre) et à deux réunions techniques de l'ESCO (25 et 26 juin; 18 novembre). Pour la conférence de mise en service de l'ESCO (*ESCO goes live*; Bruxelles, 23 et 24 octobre), le Cedefop a préparé et présenté des maquettes pour l'intégration des compétences, professions et certifications de l'ESCO dans l'outil en ligne du CV Europass. (Voir projet 3 (TIC) relevant de l'activité «Aire Ressources – soutien opérationnel».)

Comme convenu avec la DG EAC, les activités de développement d'Europass seront exclusivement centrées sur la maintenance (évolutive) jusqu'à l'achèvement de la consultation publique sur l'espace européen des compétences et des certifications (en 2014, la DG EAC réalisera une étude de faisabilité sur la synergie entre les divers outils et réseaux européens).

### Articles publiés

- Siaperas, A.; Tissot, P.; Villalba-Garcia, E. (2013). The (e-)portfolio to promote mobility of workers and learners in Europe. In: Miller, D.; Volk, B. (eds). *E-Portfolio an der Schnittstelle von Studium und Beruf*. Münster: Waxman (disponible en version imprimée uniquement).

- Europass team (2013). Paul, his motorcycles and his toolbox – An example of how Europass can help a young European in the first years of his career. *Europass magazine*, July 2013, n° 5. [http://europass.cedefop.europa.eu/newsletters/Europass\\_Magazine\\_30\\_July\\_2013.pdf](http://europass.cedefop.europa.eu/newsletters/Europass_Magazine_30_July_2013.pdf)

#### Projet 4: Assurance qualité

Ce projet soutient la mise en œuvre de la recommandation de juin 2009 relative au cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité (CERAQ). En 2013, le Cedefop continuera d'apporter son concours au comité de pilotage du CERAQ (*EQAVET steering committee*) mis en place par la Commission européenne et d'analyser les démarches qualité dans l'EFP, au niveau national et sectoriel. Il débutera des activités de soutien en vue de mettre en place, d'ici à 2015, des cadres nationaux d'assurance qualité compatibles avec le CERAQ pour les prestataires d'EFP (objectif stratégique 2b du communiqué de Bruges).

De plus, le Cedefop mènera à bien son étude sur les démarches qualité dans les modèles d'apprentissage et de formation dans les petites entreprises en Europe (qui fera l'objet d'une publication en 2014).

Le Centre lancera une nouvelle étude sur l'apport de l'assurance qualité dans les processus de certification pour renforcer la confiance mutuelle et, partant, faciliter la reconnaissance des qualifications.

En collaboration avec la Commission européenne et le CERAQ, le Centre organisera un séminaire d'experts qui débattera des priorités et des partenariats entre EFP et enseignement supérieur en matière d'assurance qualité pour promouvoir la perméabilité et la mobilité. Le Cedefop soutiendra aussi la coopération européenne en matière d'assurance qualité dans l'EFP par le biais de ses contributions à d'autres manifestations et de sa communauté virtuelle.

#### Principaux produits pour 2013

#### Calendrier/périodicité

|                                                                                                                                                                                                                                          |                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Fourniture de conseil et d'expertise au comité de pilotage, aux groupes thématiques et au forum annuel du CERAQ                                                                                                                          | Action continue (selon le calendrier de la DG EAC) |
| Publication: <i>Quality assurance of qualification frameworks</i> [L'assurance qualité des cadres de certifications] (note d'information)                                                                                                | Mars                                               |
| Atelier: Encourager la coopération entre l'EFP et l'enseignement supérieur en matière d'assurance qualité en vue de promouvoir la perméabilité et la mobilité au sein de l'UE (en coopération avec la Commission européenne et le CERAQ) | Octobre                                            |
| Publication: <i>Management approaches to establish a quality culture within VET institutions</i> [Démarches de gestion pour établir une culture de la qualité au sein des établissements d'EFP] (document de recherche)                  | Novembre                                           |
| Contribution à diverses conférences                                                                                                                                                                                                      | Action continue                                    |
| Contribution au suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges                                                                                                                                                                | Action continue                                    |

## Projet 4: Assurance qualité – progrès en 2013 (produits)

Le Cedefop a fourni en continu des services de conseil et d'expertise au comité de pilotage du CERAQ et à deux groupes de travail pour: (a) aider à élaborer une démarche qualité pour les prestataires d'EFPP et (b) renforcer, au sein des systèmes d'EFPP, l'interaction entre le CERAQ et les dispositifs/instruments de gestion de la qualité déjà en place.

Le Centre a également soutenu le forum annuel du CERAQ (Dublin, 14 et 15 mars), où il a présenté les résultats provisoires de son étude sur les démarches de gestion visant à établir une culture de la qualité au sein des établissements d'EFPP.

La note d'information *Qualité: condition sine qua non de la confiance dans les certifications* a été publiée pour la conférence de la présidence irlandaise sur l'assurance qualité dans les cadres de certifications (Dublin, 12 et 13 mars) et a fait l'objet de 3 300 téléchargements en neuf mois (<http://www.cedefop.europa.eu/en/publications/21183.aspx>).

Le séminaire conjoint sur l'assurance qualité dans l'EFPP et l'enseignement supérieur pour améliorer la perméabilité entre ces deux secteurs s'est tenu à la date prévue (Bruxelles, 22 et 23 octobre). Un groupe de travail réunissant Commission européenne (Unités B2/EFPP et C1/enseignement supérieur), secrétariat du CERAQ et Cedefop a été mis en place et a tenu trois réunions.

Le Cedefop a fourni des contributions pour plusieurs rencontres, notamment la conférence européenne sur la qualité dans l'EFPP (Bruxelles, 17 et 18 janvier 2013) et la réunion des DGFP tenue sous la présidence irlandaise (Dublin, 21 et 22 mai). Lors de cette réunion, le Cedefop a présenté, à la demande de la Commission européenne, des exemples nationaux de mise en œuvre du CERAQ dans les États membres, qui fourniront également au Centre des éléments à l'appui de son suivi des objectifs à court terme de Bruges liés à l'assurance qualité (voir projet «Rapports sur les politiques» relevant de l'activité «Analyse des politiques et rapports»).

La communauté virtuelle du Cedefop sur l'assurance qualité dans l'EFPP a été mise à jour en continu, afin de favoriser le partage de l'expertise et des connaissances.

Le document de recherche sur les démarches de gestion pour établir une culture de la qualité au sein des établissements d'EFPP a été annulé. Le Cedefop a décidé de le remplacer par un manuel à l'intention des prestataires d'EFPP, qui se veut un outil pratique pour les aider à mettre en œuvre une gestion interne de la qualité et pour encourager une culture de la qualité. Ce manuel sera publié en 2014 (modification).

Une nouvelle étude comparative a été lancée en vue de déterminer comment l'assurance qualité vient sous-tendre les processus de certification et contribue à la confiance mutuelle et, partant, à la pertinence des certifications pour les individus et le marché du travail. La réunion de démarrage de cette étude s'est déroulée en novembre.

L'étude sur les démarches qualité dans les modèles d'apprentissage et de formation dans les petites entreprises en Europe n'a pu être achevée dans les délais prévus en raison d'importants changements intervenus au sein du consortium de recherche du prestataire externe. Le rapport final devrait être présenté mi-2014 (modification).

Le Cedefop a effectué un important travail analytique en vue de formuler des commentaires sur les (projets et versions finales des) rapports nationaux de mise en correspondance avec le CEC (critères 5 et 6 relatifs à l'assurance qualité) remis par la Belgique (W), la Bulgarie, Chypre (projet), la Grèce (projet), l'Islande, l'Italie, la Slovaquie, la Pologne et la Roumanie (voir ci-dessus projet 1 relevant de cette activité).

En outre, le Centre a fourni du matériel pour les études de référence et les résultats (provisoires) de l'évaluation du CERAQ (modification/nouvelle action).

## Projet 5: **Certifications/acquis de l'apprentissage/perméabilité**

Ce projet vise à démontrer le rôle essentiel et toujours changeant que les certifications et le mouvement en faveur des acquis de l'apprentissage jouent dans les systèmes d'éducation et de formation et l'appui qu'ils apportent aux parcours d'apprentissage sur le marché du travail. En 2013, une étude comparative sera menée sur la mise en pratique de la démarche basée sur les acquis de l'apprentissage et sur la façon dont elle influence les politiques et les pratiques d'éducation et de formation dans toute l'Europe. Le travail se concentrera notamment sur: (a) l'alignement des politiques et des pratiques en matière de curricula et d'évaluation; (c) la gouvernance et la rénovation des systèmes d'EFPI ainsi que leurs interactions avec les autres secteurs de l'éducation et de la formation et avec le marché du travail; (c) l'influence exercée par les acquis de l'apprentissage sur les méthodes d'enseignement et d'apprentissage dans l'EFPI.

Pour contribuer à éclairer les politiques visant à améliorer les acquis de l'apprentissage dans l'EFPI et à réduire le nombre de jeunes qui quittent prématurément l'éducation et la formation (l'un des grands objectifs de la stratégie Europe 2020), le Cedefop entamera un nouveau volet de travail (et une nouvelle étude) qui se penchera sur les mesures préventives et correctives qui encouragent les apprenants à rester ou à retourner dans l'EFPI, en se basant sur ses propres travaux de recherche et sur les informations fournies par ReferNet. Les résultats constitueront un apport au groupe de travail thématique de la Commission sur le décrochage scolaire.

### Principaux produits pour 2013

### Calendrier/périodicité

|                                                                                                                                                                                                                                           |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Documents analytiques, synthèses, documents d'orientation et d'information pour le travail sur les acquis de l'apprentissage coordonné par le groupe consultatif sur le CEC et le groupe de travail thématique sur le décrochage scolaire | Action continue |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|

|                                                                                                                                                                                               |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Publication: <i>Role of qualifications in governing occupations and professions</i> [Rôle des certifications pour réglementer l'accès aux métiers et aux professions] (document de recherche) | Juillet |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|

|                                                                                          |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Conférence: Rôle et mise en application des acquis de l'apprentissage à travers l'Europe | Novembre |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

|                                                                                                                                                                                                                            |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Publication: <i>Cooperation between education and training and the labour market in renewing VET</i> [Coopération entre éducation/formation et marché du travail dans le renouvellement de l'EFPI] (document de recherche) | Septembre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                                                                                                                    |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Publication: <i>Assessing learning outcomes in VET</i> [Évaluation des acquis de l'apprentissage dans l'EFPI] (note d'information) | Octobre |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|

|                                                                                          |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Publication: <i>Early leaving from VET</i> [Décrochage dans l'EFPI] (note d'information) | Octobre |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------|

|                                                                                                                                                                                          |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Publication: <i>Aligning curriculum and assessment policies and practices</i> [Alignement des politiques et des pratiques en matière de curricula et d'évaluation] (document de travail) | Décembre |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

|                                     |                 |
|-------------------------------------|-----------------|
| Contribution à diverses conférences | Action continue |
|-------------------------------------|-----------------|

|                                                                           |                 |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Contribution au suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges | Action continue |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------|

## Projet 5: **Certifications/acquis de l'apprentissage/perméabilité – progrès en 2013 (produits)**

Le Cedefop a appuyé la conception et l'établissement du programme de travail sur les acquis de l'apprentissage (2012-2014), rédigé par la Commission en coopération avec le Conseil de l'Europe, par l'apport d'éléments de référence, de documents analytiques et de matériau d'information, dont une abondante liste d'études du Cedefop sur les acquis de l'apprentissage. Une nouvelle étude comparative sur les approches des acquis de l'apprentissage en Europe a été lancée après une réunion de démarrage tenue en octobre.

Le document de recherche *The role of qualifications in governing occupations and professions* a été finalisé en juillet comme convenu. La publication en ligne a été reportée à octobre (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21922.aspx>) afin d'y intégrer les évolutions les plus récentes liées à l'ESCO et à la directive 2005/36 (modification).

La conférence consacrée à l'impact du mouvement en faveur des acquis de l'apprentissage sur les politiques et pratiques en Europe (*The shift to learning outcomes and its impacts: taking stock of European policies and practices*) s'est tenue à Thessalonique les 21 et 22 novembre. Les documents de cette conférence sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/events/LearningOutcomes-2013/index.html> (voir encadré 4).

Le document de recherche sur le renouvellement de l'offre d'EFPI et les mécanismes de rétroaction entre EFPI et marché du travail (*Renewing VET provision: understanding feedback mechanisms between initial VET and the labour market*; <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22084.aspx>) a été publié en novembre.

La note d'information sur l'évaluation des acquis de l'apprentissage dans l'EFPI a été annulée, dès lors que cette question sera traitée dans la note d'information sur l'enseignement et l'apprentissage (modification).

Outre sa contribution au groupe de travail thématique de la Commission européenne sur le décrochage scolaire, le Cedefop a conçu le programme de travail d'un nouveau groupe chargé de l'EFPI et rédigé des notes de référence pour la première réunion de ce groupe (Bruxelles, 1<sup>er</sup> mars), par la suite dissous par la Commission fin 2013. Sur la base des informations recueillies via les articles thématiques de ReferNet, le Cedefop a rédigé une note d'information intitulée *Éviter que les jeunes quittent prématurément le système d'éducation (et de formation): les solutions qui marchent* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22244.aspx>), qui a été diffusée lors de la conférence sur l'EFPI de la présidence lituanienne (Vilnius, 12 et 13 novembre) (voir projet 1 relevant de l'activité «Analyse des politiques et rapports»).

Le Cedefop a lancé une nouvelle étude sur le rôle de l'EFPI dans la lutte contre la sortie précoce du système d'éducation et de formation. L'objet de cette étude est d'apporter de nouveaux éléments pour mieux comprendre le problème de la sortie prématurée de l'EFPI en Europe et d'analyser le rôle de l'EFPI pour réduire le nombre de sortants précoces du système d'éducation et de formation. La réunion de démarrage de cette étude s'est déroulée en décembre.

Afin de rationaliser l'utilisation des ressources et de renforcer l'impact, il a été décidé d'annuler la publication du document de travail sur l'alignement des politiques et pratiques en matière de curricula et d'évaluation. Les conclusions de ce document seront intégrées à l'étude en cours sur l'utilisation des approches axées sur les acquis de l'apprentissage et leur influence sur les politiques et pratiques d'éducation et de formation en Europe (modification).

Le travail relevant de ce projet fournit également au Cedefop des éléments à l'appui de son suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges.

## PRIORITÉ À MOYEN TERME

### SOUTIEN À LA MODERNISATION DES SYSTÈMES D'EFP

#### Activité: Visites d'étude

Le programme de visites d'étude pour spécialistes et décideurs de l'éducation et de la formation professionnelle fait partie du programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV) 2007-2013. Les visites d'étude soutiennent l'élaboration des politiques et la coopération au niveau de l'UE en matière d'apprentissage tout au long de la vie. Depuis 2008, à la demande de la Commission européenne, le Cedefop coordonne le programme, soutient et contrôle la qualité des visites et assure la mise en œuvre du programme (y compris la préparation du catalogue des visites d'étude, la coordination des appels à candidatures et la constitution des groupes). Un élément majeur spécifique du travail du Cedefop réside dans l'évaluation de la mise en œuvre et de l'impact et dans la diffusion des résultats.

#### Impact escompté

À travers les visites d'étude, le Cedefop vise à renforcer la coopération européenne: les participants, les hôtes et les organisateurs sont associés aux programmes européens et aux activités de mise en réseau. Ils sont sensibilisés aux priorités et instruments européens communs en matière d'éducation et de formation et retirent des enseignements des stratégies nationales, régionales et locales d'apprentissage tout au long de la vie.

#### Activité ABB correspondante: Visites d'étude

##### Principaux résultats de l'activité

Sensibilisation accrue et nouveaux éclairages pour les parties prenantes et les acteurs de l'éducation et de la formation à propos:

- des programmes de visites d'étude et d'apprentissage tout au long de la vie;
- des priorités politiques communes de l'UE identifiées dans «Éducation et formation 2020» et dans le communiqué de Bruges;
- des bonnes pratiques, défis communs et solutions en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Fourniture de conseil et d'expertise au comité du programme EFTLV

##### Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

##### Sensibilisation accrue

- Proportion de participants satisfaits des visites d'étude
- Répartition des thèmes des visites entre (a) enseignement général, (b) EFP et (c) perspective mixte d'éducation et de formation tout au long de la vie
- Répartition des participants entre les divers groupes cibles
- Couverture médiatique, audience des articles et communiqués de presse

##### Nouveaux éclairages

- Téléchargements de publications sur les visites d'étude

#### Activité: Visites d'étude – progrès en 2013 (résultats)

Depuis 2008, plus de 15 000 décideurs et spécialistes de l'éducation et de la formation ont participé au programme, amélioré leur connaissance des systèmes, politiques et pratiques d'éducation et de formation en Europe et puisé de nouvelles idées et inspirations de changements et d'améliorations. Ils ont surtout noué des contacts aux fins de coopération future entre établissements. Cet impact a été confirmé par les résultats de l'exercice annuel d'évaluation de l'impact conduit par le Cedefop.

- **Proportion de participants se déclarant satisfaits des visites d'étude**

Les données issues du questionnaire rempli par les participants aux visites d'étude 2011/2012 indiquent que 98,7 % d'entre eux ont été très satisfaits ou satisfaits de leur visite (97 % en 2010/2011). Les données issues des rapports de groupe indiquent que 97 % ont été très satisfaits ou satisfaits de leur visite en 2012/2013.

- **Répartition des thèmes des visites d'étude par type: enseignement général, EFP et perspective mixte d'éducation et de formation tout au long de la vie**

La répartition des visites d'étude par thème/catégorie thématique, type et langue de travail est demeurée peu ou prou inchangée par rapport aux années précédentes. La proportion des visites d'étude relevant de l'EFP et de la perspective mixte d'éducation et de formation tout au long de la vie a progressé de 3 %: en 2012/2013, sur 225 visites, 70 (31 %) ont été consacrées à l'enseignement général, 57 (25 %) à l'EFP et 98 (44 %) s'inscrivaient dans une perspective mixte.

- **Répartition des participants entre les divers groupes cibles du programme, y compris partenaires sociaux**

Les données relatives aux visites d'étude 2012/2013 indiquent que les groupes de participants les plus représentés demeurent les professeurs principaux et les formateurs d'enseignants (25 %), les directeurs d'établissements d'enseignement et de formation ou de centres d'orientation et de validation (16 %) et les représentants de pouvoirs publics locaux, régionaux ou nationaux (9 %). La représentativité des partenaires sociaux est demeurée stable, avec un taux de 6,2 %.

- **Téléchargements de publications sur les visites d'étude**

Les publications sur les visites d'étude représentent 46 % de l'ensemble des téléchargements de publications du Cedefop (56 000 téléchargements pour le catalogue des visites d'étude 2013/2014, 24 000 pour sa version abrégée).

## Projet 1: [Visites d'étude](#)

En 2013, le programme EFTLV parvenant à son terme, le Cedefop dressera un bilan de l'expérience, des résultats et de l'impact du programme de visites d'étude. Sur la base de ce bilan, le Centre organisera une conférence sur les résultats et les acquis de ce programme et sur la contribution qu'il a apportée au changement dans les politiques et les pratiques d'éducation et de formation.

Le Cedefop continuera de promouvoir et de diffuser les résultats du programme auprès des groupes cibles, en particulier les responsables et décideurs politiques et les partenaires sociaux. Le Centre coopérera avec la DG EAC et contribuera aux manifestations, publications et autres activités organisées dans le cadre du programme EFTLV.

Durant l'année scolaire 2013/2014, le programme devrait attirer quelque 2 700 participants à 260 visites d'étude sur 35 thèmes regroupés en fonction de cinq grandes thématiques. Le Cedefop continuera d'œuvrer à la qualité des visites d'étude par le biais d'activités destinées aux représentants des agences nationales ainsi qu'aux participants et organisateurs de visites d'étude. Deux appels à candidatures seront émis pour l'année académique 2013/2014.

Enfin, le Cedefop maintiendra son soutien spécifique aux partenaires sociaux en les associant à l'ensemble des activités et événements organisés dans le cadre du programme de visites d'étude.

## Principaux produits pour 2013

## Calendrier/périodicité

### Évaluation et diffusion

|                                                                                                                                                            |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| • Conférence: réunion annuelle des agences nationales                                                                                                      | Novembre |
| • Conférence: Promotion du changement dans les politiques et pratiques d'éducation et de formation (avec un accent spécifique sur les partenaires sociaux) | Novembre |
| • <i>Key results of study visits in 2008-13</i> [Principaux résultats des visites d'étude 2008-2013] (dépliant)                                            | Novembre |

### Mise en œuvre du programme et soutien à la qualité

|                                                                                                |                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| • Publication: <i>Catalogue 2013/14 study visits</i> [Catalogue des visites d'étude 2013/2014] | Janvier/février                  |
| • Lancement des appels à candidatures (avec communiqués de presse et publipostage ciblé)       | Janvier et juillet               |
| • Affectation des participants aux groupes (deux réunions de constitution des groupes)         | Mai et novembre                  |
| • Fourniture d'expertise au comité du programme EFTLV                                          | Selon le calendrier de la DG EAC |

### Projet 1: Visites d'étude – progrès en 2013 (produits)

Durant l'année scolaire 2012/2013, 225 visites d'étude ont été organisées dans 32 pays, pour un total de 2 513 spécialistes de l'éducation et de la formation professionnelle de 34 pays. Deux visites d'étude ont été spécifiquement organisées à l'intention des responsables politiques et autres décideurs (un groupe a été annulé par l'organisateur). Deux organisateurs ont bénéficié d'un soutien du Cedefop pour élaborer le contenu et le programme de leur visite: (a) celui du groupe 110 pour la visite consacrée au rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des CNC (*Role of social partners in implementing national qualifications frameworks*; Allemagne) et (b) celui du groupe 146 pour la visite consacrée à l'amélioration de la qualité de l'EFP grâce à la coopération entre établissements scolaires et entreprises (*Approaching schools and enterprises: how to improve quality in VET*; Espagne).

La conférence sur la promotion du changement dans les politiques et pratiques d'éducation et de formation et l'utilité à cet égard de l'apprentissage par les pairs (*Promoting change in education and training policy and practice: value of peer learning*) s'est déroulée à Thessalonique le 26 septembre 2013. Les débats ont porté sur les moyens de valoriser dans le cadre du programme Erasmus+ les résultats et les enseignements retirés des visites d'étude. Cette conférence a réuni environ 54 anciens participants et organisateurs de visites d'étude, 34 représentants des agences nationales, deux représentants des partenaires sociaux, cinq membres du comité du programme EFTLV et deux représentants de la Commission européenne. Les documents et conclusions de cette conférence sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21772.aspx>

La réunion annuelle des agences nationales s'est tenue le 27 septembre 2013. Les représentants des agences nationales ont discuté de la mise en œuvre du programme de visites d'étude en 2012/2013, y compris de la nécessité de continuer à assurer la disponibilité des produits, outils et résultats des visites d'étude.

Le dépliant *Visites d'étude: libérer les potentiels pour améliorer l'éducation et la formation en Europe*, qui s'appuie sur les résultats de l'évaluation d'impact des trois années 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011, a été publié en avril 2013 (en EN, DE, FR et ES). Le dépliant sur les résultats des visites d'étude 2008-2013 a été annulé dès lors que l'essentiel de cette information avait déjà été repris dans le dépliant d'avril (modification).

En 2013/2014, il est prévu d'organiser environ 246 visites d'étude sur 31 thèmes, regroupés en cinq catégories thématiques reflétant les évolutions les plus récentes de l'éducation et de la formation en Europe. Environ 17 des visites programmées ont été annulées.

Les deux appels à candidatures lancés en 2013 ont donné lieu à 6 600 candidatures, soit 17 % de plus que l'année précédente. En 2013, le Cedefop a collecté des données auprès des participants aux visites d'étude 2011/2012: sur les 2 448 participants auquel le questionnaire a été envoyé, 1 055 ont répondu (taux de réponse: 43 %), ce qui témoigne de la volonté de partager cette expérience. Des données ont également été collectées auprès des organisateurs des visites d'étude 2011/2012: sur les 237 organisateurs auxquels le questionnaire a été envoyé, 79 ont répondu (taux de réponse: 34 %). De nombreux participants et organisateurs ont exprimé leur regret que ce programme ne soit pas reconduit.

Les résultats et l'impact des visites d'étude ont été présentés au comité du programme EFTLV lors de sa réunion de juin.

#### PRIORITÉ À MOYEN TERME

### CARRIÈRES ET TRANSITIONS – EFPC, ÉDUCATION ET FORMATION DES ADULTES ET FORMATION PAR LE TRAVAIL

#### Activité: Éducation et formation des adultes et transitions

Le Cedefop examine et analyse les politiques et stratégies destinées à promouvoir la participation des adultes à l'éducation et à la formation, y compris à la formation par le travail. Ses priorités seront les suivantes: (a) explorer comment mieux intégrer l'orientation et le conseil dans les progressions de carrière des apprenants adultes; (b) étudier le rôle joué par l'EFP et diverses formes de développement des compétences à l'âge adulte, en particulier la formation par le travail, pour aider les individus à mieux préparer et gérer leur carrière et les multiples transitions dans la vie professionnelle, et ainsi améliorer l'employabilité et faciliter l'insertion sociale et professionnelle; (c) examiner comment combiner la formation par le travail avec d'autres types de stratégies de développement des compétences des travailleurs et avec une plus large palette de pratiques de gestion des ressources humaines, y compris la validation des acquis non formels et informels, afin d'aider les entreprises à faire face au changement technologique et à améliorer leur compétitivité; (d) mener des analyses comparatives des politiques, mesures, incitations et actions de soutien à l'éducation et à la formation des adultes et promouvoir l'accès à l'EFP et son développement, en se penchant notamment sur les mécanismes de financement; (e) analyser l'évolution du rôle des formateurs de l'EFP, qui fournissent un soutien à différents stades de la carrière des individus et qui sont en première ligne de la mise en œuvre des initiatives politiques relatives à l'apprentissage tout au long de la vie, à l'emploi et aux réformes de l'EFP.

#### Impact escompté

Élaboration d'une base de connaissances et collecte de données probantes, afin de soutenir directement les politiques de promotion de l'éducation et de la formation des adultes, de l'EFPC et de la formation par le travail et d'aider les intéressés à mieux gérer leur carrière et leurs transitions pendant leur vie professionnelle.

**Activités ABB correspondantes:** Éducation et formation des adultes et transitions

## Principaux résultats de l'activité

Production de nouveaux éclairages et connaissances, actions de conseil stratégique et de sensibilisation auprès des décideurs politiques, y compris des partenaires sociaux, des chercheurs et des praticiens, au niveau européen et national, concernant les questions suivantes:

- contribution de la formation par le travail à la réinsertion des chômeurs adultes sur le marché du travail;
- démarches basées sur l'apprentissage par le travail dans l'EFPC;
- reconnaissance, formation et développement professionnel des formateurs de l'EFP, en particulier des formateurs en entreprise;
- conditions du renforcement du recours à la validation dans les politiques nationales d'EFP et d'apprentissage tout au long de la vie, de même que dans les entreprises aux fins de développement des ressources humaines;
- rôle de l'apprentissage et de l'orientation dans les stratégies de vieillissement actif en Europe et dans la promotion de l'employabilité des migrants adultes;
- formules efficaces, efficientes et équitables de partage des coûts et autres instruments de financement afin de promouvoir l'EFP, en particulier la formation par le travail, les systèmes duaux d'EFP et la formation en apprentissage;
- retombées de l'EFP sur le marché du travail lors de la transition de l'école vers la vie active, et rôle de l'apprentissage dans la réussite des carrières et des transitions sur le marché du travail, notamment pour les adultes faiblement qualifiés.

Actions de conseil stratégique auprès des groupes de travail suivants de la Commission européenne:

- assurance qualité dans l'éducation et la formation des adultes;
- financement de l'éducation et de la formation des adultes;
- formateurs de l'EFP.

## Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

### Conseil politique

- Citations dans les documents politiques de l'UE
- Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques
- Documents politiques de l'UE que le Cedefop a aidé à préparer
- Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs clés, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques

### Nouvelles connaissances

- Téléchargement des publications/documents de travail et de recherche/notes d'information
- Citations des publications/études dans la littérature

### Sensibilisation accrue

- Fréquentation du site web
- Participation à des conférences et autres manifestations
- Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants
- Couverture médiatique, audience des articles et communiqués de presse

### Activité: **Éducation et formation des adultes et transitions – progrès en 2013 (résultats)**

Le travail analytique du Cedefop a directement soutenu la mise en œuvre des priorités définies au niveau européen, notamment dans le communiqué de Bruges, la résolution du Conseil sur un agenda européen renouvelé dans le domaine de l'éducation et de la formation des adultes et la recommandation du Conseil relative à la validation de l'apprentissage non formel et informel.

La question de savoir comment la formation par le travail peut faciliter la réinsertion professionnelle des adultes sans emploi a été au cœur d'une étude du Cedefop qui a été discutée lors d'une conférence sur l'EFP de la présidence lituanienne en novembre. Comme par le passé, le Cedefop a fourni en permanence des services de conseil et d'expertise à la Commission européenne et à ses groupes de travail thématique sur l'assurance qualité dans l'éducation et la formation des adultes, le financement de l'éducation et de la formation des adultes et les formateurs de l'EFP. En parallèle, le Centre a finalisé son travail de collecte et d'analyse de biographies individuelles; il s'agissait d'analyser, dans sept États membres, le rôle de l'éducation et de la formation dans la réussite des transitions professionnelles et des carrières. Il a également mené à bien son travail sur l'efficacité des politiques et mécanismes de financement pour améliorer l'offre et accroître la participation ainsi que les investissements privés dans le domaine de l'EFPC/de l'éducation et formation des adultes et a formulé des recommandations à l'intention des décideurs politiques – y compris des partenaires sociaux –, des chercheurs et des praticiens au niveau européen et national.

Les possibilités de développement professionnel des formateurs et les dispositifs de validation des compétences qu'ils ont acquises en milieu de travail ont été examinés au sein du groupe de travail thématique auquel le Centre a continué de fournir un appui conceptuel et dont il assure toujours la coordination conjointe avec la Commission européenne.

La brochure publiée sur les bénéfices économiques et sociaux de l'EFP fait le point sur les connaissances et éclairages découlant de plusieurs études qui ont systématiquement analysé et mesuré les résultats de l'EFP pour les individus, les entreprises, les économies et les sociétés.

Une synthèse de l'étude du Cedefop sur la manière dont les entreprises évaluent les compétences aux fins de recrutement et de gestion de carrière de leur personnel a nourri les débats lors de la manifestation de lancement de la recommandation du Conseil de décembre 2012 relative à la validation de l'apprentissage non formel et informel.

Le Cedefop a poursuivi sa coopération avec le réseau européen pour le développement de politiques d'orientation tout au long de la vie (ELGPN) et sa contribution aux débats au sein de ce réseau. En 2013, le travail a été centré sur deux questions: (a) comment les entreprises utilisent l'orientation pour soutenir la gestion du vieillissement actif et améliorer l'employabilité de leurs salariés et (b) comment l'orientation est mise au service de l'insertion professionnelle des migrants.

En 2013, pour soutenir l'élaboration des politiques de résorption du fort taux de chômage des jeunes en Europe, le Cedefop a fait de la formation par le travail sur le modèle de l'apprentissage une nouvelle priorité. Parmi les actions menées à cet égard, on peut citer: (a) une conférence de haut niveau sur le renouvellement de l'EFP et la formation en apprentissage pour remédier à l'inadéquation des compétences (*Renewing vocational education and training to tackle skill mismatch – work-based learning and apprenticeship for all?*; voir encadré 5); (b) un atelier et une étude analytique sur la gouvernance et le financement de la formation en apprentissage dans certains États membres de l'UE et (c) des conseils politiques, des notes de référence et des présentations lors de plusieurs réunions d'acteurs clés, comme le Parlement européen, le CESE, l'ETF, l'Association européenne des centres de formation professionnelle, dans plusieurs États membres (Autriche, Bulgarie, Allemagne, Grèce...) et lors de plusieurs manifestations: séminaire du CCFP sur les PME et la formation des apprentis (*SMEs and apprenticeship: setting the scene*; Bruxelles, 5 mars), atelier sur l'EFP en Europe et les perspectives pour la jeune génération du point de vue des syndicats (*VET in Europe – Perspectives for the young generation from a trade union point of view*; Berlin, 13 mai); conférence sur la construction des compétences de demain et la formation en milieu de travail pour la prospérité économique (*Skilling the future: VET and workplace learning for economic success*) organisée par

l'OCDE et l'Allemagne durant les Olympiades des métiers (*World skills*) de Leipzig en juillet; examen par les pairs sur la formation en apprentissage organisé durant la réunion des DGFP sous la présidence lituanienne; forum global sur les ressources humaines, qui a examiné les corrélations entre EFP et faible taux de chômage en Allemagne, en Suisse et à Singapour (*The secret of VET in Germany, Switzerland and Singapore: How did they achieve world's lowest youth unemployment rate?*; Séoul, 6 et 7 novembre); forum sur le développement des compétences professionnelles organisé par l'Institut de recherche coréen sur l'EFP (Krivet) et le ministère coréen de l'emploi et du travail (Séoul, 23 au 25 octobre).

Dans le cadre de ses actions de conseil politique et de sensibilisation sur la politique d'EFP auprès des parties prenantes et de la communauté de l'EFP dans son ensemble, le Cedefop a apporté son appui et sa contribution à 23 réunions d'acteurs clés et manifestations des présidences, ainsi qu'à 14 autres manifestations. En 2013, les publications en lien avec cette activité ont fait l'objet de quelque 19 800 téléchargements, les trois publications les plus téléchargées étant les deux notes d'information *Travailleurs aux tempes argentées: un nouvel âge d'or* (3 300 téléchargements) et *Renouer avec la formation, renouer avec l'emploi* (2 600 téléchargements), ainsi que le document *Benefits of vocational education and training in Europe for people, organisations and countries* (2 400 téléchargements).

## Projet 1: **Formation par le travail**

Le Cedefop entend intensifier son travail sur l'éducation et la formation des adultes, et en particulier sur la formation par le travail, témoignant ainsi de l'importance accrue de ce type de formation dans l'apprentissage tout au long de la vie et dans tous les domaines de la vie. Ce travail se concentrera sur: (a) la diffusion des résultats de l'analyse du Cedefop sur la contribution que les programmes de formation par le travail peuvent apporter à la réinsertion des chômeurs adultes peu qualifiés sur le marché du travail et (b) l'étude des démarches de formation par le travail dans l'EFPC. Le Cedefop engagera un travail systématique et lancera une étude sur l'EFPC afin de mieux appréhender le profil et les fonctions de l'EFPC dans les différents pays et de faciliter la coopération européenne. Ce travail, qui s'appuiera sur et viendra compléter l'analyse par le Cedefop de données quantitatives secondaires (essentiellement CVTS4 et enquête sur l'éducation des adultes), posera les fondements d'une étude plus exhaustive qui suivra en 2014/2015.

Le Cedefop continuera d'apporter son soutien à la Commission européenne dans la mise en œuvre de l'agenda européen renouvelé dans le domaine de l'éducation et de la formation des adultes de janvier 2012. Le Centre continuera aussi de fournir conseil et expertise au groupe de travail thématique de la Commission européenne sur l'assurance qualité dans l'éducation et la formation des adultes.

### Principaux produits pour 2013

### Calendrier/périodicité

Publication: *Return to work – Reintegrating unemployed adults into the labour market* [Renouer avec l'emploi – la réinsertion des chômeurs adultes sur le marché du travail] (note d'information)

Juillet

Publication: *The European landscape of work-based learning in CVET* [Le paysage européen de la formation par le travail dans l'EFPC] (note d'information)

Novembre

Atelier: Le paysage européen de la formation par le travail dans l'EFPC

Novembre

Publication: *Return to work – Work-based learning and the reintegration of unemployed adults into the labour*

Décembre

---

*market* [Renouer avec l'emploi – la formation par le travail et la réinsertion des chômeurs adultes sur le marché du travail] (document de travail)

---

Fourniture de conseil et d'expertise au groupe de travail thématique de la Commission européenne sur l'assurance qualité dans l'éducation et la formation des adultes      Action continue

---

### Projet 1: **Formation par le travail – progrès en 2013 (produits)**

---

La note d'information *Renouer avec la formation, renouer avec l'emploi* a été publiée en septembre (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21952.aspx>) et, en décembre 2013, elle avait fait l'objet de 2 600 téléchargements.

Après une réunion de démarrage en juin 2013, le Cedefop a lancé une nouvelle étude sur les démarches de formation par le travail dans l'EFPC en Europe, au niveau des politiques et des pratiques. Un atelier a été organisé le 19 novembre pour examiner les résultats provisoires de cette étude. Les documents de cet atelier sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/22057.aspx>

La note d'information sur le paysage européen de la formation par le travail dans l'EFPC a été annulée, dès lors que le travail sur ce thème était encore en phase intermédiaire et que les résultats n'étaient pas encore suffisamment probants (modification).

Le document de travail *Return to work – Work-based learning and reintegration of unemployed adults into the labour market* a été publié en novembre, avant la date prévue (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22082.aspx>), et présenté lors d'une conférence organisée sous la présidence lituanienne consacrée au rôle de l'EFPC pour renforcer la fonction d'inclusion de l'éducation (*VET's role in making education more inclusive*; Vilnius, 12 et 13 novembre).

Le Centre a fourni en continu des services de conseil et d'expertise à la Commission européenne et à son groupe de travail thématique sur l'assurance qualité dans l'éducation et la formation des adultes. De plus, il a contribué à diverses conférences sur l'éducation et la formation des adultes/la formation par le travail, comme la conférence internationale du Centre d'excellence de l'université de Linköping (HELIX) sur les pratiques innovantes de travail, d'organisation et de développement régional (*Innovative practices in work, organisation and regional development*) tenue à Linköping, en Suède, du 11 au 14 juin, et la conférence européenne sur la recherche en éducation tenue à Istanbul du 10 au 13 septembre.

S'agissant de la coopération bilatérale entre l'Allemagne et plusieurs autres États membres parties prenantes à l'Alliance européenne pour l'apprentissage, une conférence sur le renouvellement de l'EFPC et la formation par le travail pour remédier à l'inadéquation des compétences (*Renewing vocational education and training to tackle skill mismatch – Work-based learning and apprenticeship for all?*) s'est tenue à Thessalonique les 12 et 13 juin. La commissaire européenne M<sup>me</sup> Vassiliou, ainsi que des représentants des gouvernements allemand et grec, ont assisté à cette conférence, qui a réuni plus de 150 participants d'Europe et d'autres régions du monde (modification/nouvelle action) (voir encadré 5).

Le travail relevant de ce projet fournit également au Cedefop des éléments à l'appui de son suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges.

#### Articles publiés

- Dehmel, A.; Lettmayr, C. (2013). Dem globalen Wettbewerb begegnen. Analysen des Cedefop zur beruflichen Weiterbildung in Europa. *Zeitschrift Weiterbildung*, 6/2013, pp. 8-12.

## Projet 2: **Formateurs de l'EFPI**

En 2013, le Cedefop continuera de suivre les tendances et évolutions qui ont des incidences sur les rôles et compétences des formateurs de l'EFPI, et notamment des formateurs en entreprise. En particulier, le Centre continuera de coordonner, en collaboration avec la Commission européenne, le groupe de travail thématique sur les formateurs de l'EFPI mis en place en 2012 pour promouvoir le partage des connaissances et renforcer l'action politique sur les compétences et le développement professionnel des formateurs de l'EFPI tout au long de leur carrière. Ce groupe continuera de repérer les exemples de politiques et pratiques efficaces de soutien aux formateurs en entreprise dans l'EFPI et l'EFPC. Il rédigera par ailleurs des principes directeurs sur l'évolution des compétences et des profils, le développement professionnel continu et la reconnaissance des formateurs, afin de contribuer aux objectifs à court terme du communiqué de Bruges. Une étude sera lancée en vue d'analyser les démarches efficaces de soutien au développement professionnel des formateurs en entreprise.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                                                           | Calendrier/périodicité |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Documents analytiques, synthèses, documents d'orientation et d'information pour le groupe de travail thématique sur les formateurs de l'EFPI                                                                                                                            | Action continue        |
| Réunion plénière du groupe de travail thématique sur les formateurs de l'EFPI (en collaboration avec la DG EAC)                                                                                                                                                         | Février                |
| Activité d'apprentissage par les pairs du groupe de travail thématique consacrée aux démarches efficaces et à la promotion du développement professionnel continu des formateurs, aux perspectives de carrière et à la reconnaissance (en collaboration avec la DG EAC) | Mai                    |
| Réunion plénière du groupe de travail thématique sur les formateurs de l'EFPI                                                                                                                                                                                           | Septembre              |
| Activité d'apprentissage par les pairs du groupe de travail thématique consacrée aux compétences requises des formateurs pour répondre aux besoins de formation des PME                                                                                                 | Novembre               |
| Contribution au suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges                                                                                                                                                                                               | Action continue        |

## Projet 2: **Formateurs de l'EFPI – progrès en 2013 (produits)**

Le Cedefop a continué de fournir ses services d'expertise au groupe de travail thématique sur le développement professionnel des formateurs de l'EFPI et d'assurer avec la Commission européenne la coordination conjointe de ce groupe. Le travail a notamment porté sur la préparation de matériel/rapports de référence, l'établissement d'ordres du jour, la coordination des contributions des participants et la modération de séances. Le Centre a également veillé au respect du calendrier des publications des documents de travail sur l'espace du groupe dans Sinapse et des produits finals sur le site web du Cedefop.

La deuxième réunion plénière de ce groupe thématique s'est tenue comme prévu à Bruxelles le 7 février. Les participants ont échangé les informations sur les évolutions les plus récentes en matière

d'éducation et de formation dans l'UE et discuté des préparatifs de la prochaine activité d'apprentissage par les pairs ainsi que du produit final du groupe (principes directeurs pour l'amélioration des compétences et des profils des formateurs, leur développement professionnel continu et leur reconnaissance). Les documents relatifs à cette réunion sont disponibles en ligne.

Lors de la deuxième activité d'apprentissage par les pairs (Louvain-la-Neuve, Belgique, 28 au 30 mai 2013), les discussions ont porté sur deux thèmes: (a) les possibilités de développement professionnel offertes aux formateurs en entreprise par l'État, les organismes sectoriels et les associations professionnelles et (b) la validation des compétences acquises en milieu de travail et ses liens avec le développement professionnel continu des formateurs en entreprise (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21417.aspx>). La troisième activité d'apprentissage par les pairs (Strasbourg, France/Offenburg, Allemagne, 28 au 30 octobre 2013) a abordé les spécificités et les enjeux du développement des compétences dans les PME ainsi que les rôles et les tâches de leurs formateurs et examiné des exemples supplémentaires de mesures de soutien à la formation et aux formateurs au sein des PME (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/22215.aspx>).

En accord avec la DG EAC, la dernière des trois réunions plénières prévues a été reportée à février 2014 (modification).

La publication sur les formateurs de l'EFPC (prévue au programme de travail 2012) *Trainers in continuing VET: emerging competence profile*, parue en avril (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21313.aspx>), avait fait l'objet de 2 200 téléchargements à la fin de l'année 2013.

Une nouvelle étude sur le soutien au développement professionnel continu des formateurs en entreprise a été lancée. Cette étude, dont la réunion de démarrage s'est déroulée en octobre, a pour objet de fournir des éléments sur les moyens mis en œuvre par les entreprises pour soutenir leurs formateurs et développer et perfectionner leurs compétences.

Le travail relevant de ce projet fournit également au Cedefop des éléments à l'appui de son suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges.

### Articles publiés

- Lettmayr, C.; Jemeljanova, I.; Schmid, E. (2013). Für mehr Qualität in der betrieblichen Weiterbildung. Kompetenzentwicklung für Trainer. *Zeitschrift Weiterbildung*, 5/2013, pp. 38-41.

### Projet 3: Validation

Le Cedefop soutiendra la Commission européenne et les États membres dans la mise en œuvre de la recommandation adoptée fin 2012. Le Centre fournira expertise et conseil pour aider au développement et à la mise en œuvre de dispositifs de validation de l'apprentissage non formel et informel en Europe. Le travail portera sur les aspects suivants:

- soutien à la Commission européenne et aux États membres dans la mise en œuvre de la recommandation du Conseil sur la validation;
- poursuite de l'élaboration et de la diffusion de l'inventaire européen sur la validation et des lignes directrices européennes en matière de validation;
- utilisation de la validation pour le recrutement et la gestion des ressources humaines dans les entreprises.

### Principaux produits pour 2013

### Calendrier/périodicité

|                                                                                                                                                                  |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Publication: <i>Validation in enterprises</i> [La validation dans les entreprises] (publication de référence)                                                    | Avril |
| Séminaire: Lancement de la recommandation sur la validation de l'apprentissage non formel et informel en Europe (en collaboration avec la Commission européenne) | Avril |

|                                                                                                                                                                               |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Publication: <i>Guidelines on validation of non-formal and informal learning</i> [Lignes directrices pour la validation de l'apprentissage non formel et informel] (brochure) | Décembre        |
| Activités d'apprentissage par les pairs sur la validation (en collaboration avec la Commission – groupe consultatif sur le CEC)                                               | Deux            |
| Contribution au suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges                                                                                                     | Action continue |
| Contribution à diverses conférences                                                                                                                                           | Action continue |

### Projet 3: [Validation – progrès en 2013 \(produits\)](#)

Le Cedefop a coorganisé avec la Commission européenne un séminaire de lancement de la recommandation relative à la validation (Malines, 8 et 9 avril). Ce séminaire a réuni 120 experts et praticiens de plus de 30 pays (sélectionnés parmi plus de 300 candidats). Les travaux de ce séminaire ont porté sur la mise à jour des lignes directrices européennes pour la validation, l'un des principaux instruments (avec l'inventaire) destinés à aider les États membres à mettre en œuvre cette recommandation. Les participants ont défini les domaines précis sur lesquels devraient porter les priorités, notamment l'amélioration de l'information sur la validation et de l'accès aux dispositifs, le renforcement du professionnalisme des intervenants, l'amélioration des services d'orientation et de conseil et une application plus systématique de l'assurance qualité. Pour nourrir les discussions de ce séminaire, le Cedefop a diffusé une synthèse de sa publication de référence *Validation in enterprises*, qui dresse un état des lieux des pratiques de validation dans le secteur privé. La parution du texte intégral a pris du retard faute de capacités suffisantes et le processus de publication n'a débuté qu'en décembre (modification). L'activité d'apprentissage par les pairs programmée a été annulée par la Commission.

Le Cedefop a préparé (en novembre) une proposition de mise à jour des lignes directrices, afin de poser les bases de la consultation qui sera engagée par la Commission en janvier 2014. La publication des lignes directrices a été reportée à 2014 afin d'associer pleinement les États membres et les parties prenantes à leur révision (modification).

La procédure d'appel d'offres pour la mise à jour de l'inventaire européen sur la validation a été lancée au printemps 2013 par la Commission européenne. À la demande de celle-ci, le Cedefop s'est chargé du pilotage de ce travail. Cette mise à jour s'appuiera notamment sur les bilans annuels du Cedefop sur les progrès réalisés dans la mise en place des CNC, avec une attention particulière aux liens entre cadres de certifications et dispositifs de validation (voir projet «Cadre européen des certifications» relevant de l'activité «Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage»). L'inventaire sera publié en 2014, comme prévu. Le travail analytique d'intégration des lignes directrices dans l'inventaire sera mené à bien en 2014.

Le travail relevant de ce projet fournit également au Cedefop des éléments à l'appui de son suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges.

## Projet 4: [Orientation tout au long de la vie](#)

En 2013, le Cedefop poursuivra ses travaux de recherche et d'analyse sur le vieillissement de la population et la contribution de l'éducation et de la formation à une vie active plus longue, heureuse et prospère. Il organisera et appuiera de son expertise plusieurs manifestations et finalisera son étude sur la contribution des systèmes d'orientation tout au long de la vie aux stratégies des employeurs en matière de vieillissement actif (publication en 2014). Par ailleurs, le Cedefop conclura et diffusera ses recherches sur la contribution de l'orientation tout au long de la vie à l'insertion professionnelle et à la gestion de carrière réussie des migrants en Europe.

Le Cedefop continuera de soutenir la mise en œuvre des résolutions du Conseil sur l'orientation tout au long de la vie (2004 et 2008), en collaboration avec la Commission européenne et le réseau européen pour le développement de politiques d'orientation tout au long de la vie (ELGPN). Sous réserve d'un accord final avec la DG EAC, la coopération avec le réseau ELGPN pourrait déboucher sur la diffusion en 2014 d'une analyse comparative des politiques d'orientation tout au long de la vie réalisée par le Cedefop.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                     | Calendrier/périodicité                                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Publication: <i>Guidance for supporting the labour market integration of migrants</i> [L'orientation à l'appui de l'insertion professionnelle des migrants] (document de travail) | Décembre                                              |
| Activité d'apprentissage par les pairs sur la contribution de l'orientation à l'insertion professionnelle des migrants                                                            | Décembre                                              |
| Fourniture de conseil et d'expertise au réseau ELGPN                                                                                                                              | Action continue (selon le calendrier du réseau ELGPN) |
| Contribution à diverses conférences                                                                                                                                               | Action continue                                       |
| Contribution au suivi des objectifs à court terme du communiqué de Bruges                                                                                                         | Action continue                                       |

## Projet 4: [Orientation tout au long de la vie – progrès en 2013 \(produits\)](#)

La publication de l'analyse interne sur l'orientation à l'appui de l'insertion professionnelle des migrants a été reportée à 2014 afin de tenir compte des résultats des discussions intervenues lors de l'activité d'apprentissage par les pairs organisée par le Cedefop le 2 décembre 2013 (modification). Les entretiens et les études de cas ont été réalisés en collaboration avec les représentants nationaux du réseau ELGPN.

Le Cedefop a poursuivi sa coopération permanente avec la Commission européenne et le réseau ELGPN au travers de sa participation aux réunions plénières tenues à Dublin (27 et 28 février 2013), Tallin (6 et 7 juin 2013) et Vilnius (12 et 13 décembre 2013). La priorité a été accordée aux domaines d'expertise et d'intérêt du Cedefop, à savoir le développement d'une base européenne de données probantes pour les politiques d'orientation et l'élaboration de lignes directrices communes pour les systèmes d'orientation tout au long de la vie.

Le Cedefop a poursuivi ses examens de l'évolution des systèmes nationaux d'orientation, dans le cadre de son suivi des objectifs à court terme de Bruges.

## Projet 5: **Financement de l'EFP**

Les formules de financement de l'EFP dual et de la formation en apprentissage sont diverses et complexes, et requièrent d'importants investissements privés. En 2013, le Cedefop lancera une étude destinée à examiner les formules de financement de même que les coûts privés et publics de la formation par le travail et de l'EFP dual dans les pays d'Europe. Il s'agit d'aider à mieux comprendre les conditions nécessaires pour la conception de dispositifs de formation par le travail dans l'EFP et le coût d'une coopération renforcée entre les pouvoirs publics et les employeurs en matière d'offre de formation.

### Principaux produits pour 2013

### Calendrier/périodicité

Publication: *Cost-sharing mechanisms to finance VET and promote participation in adult learning in Europe* [Mécanismes de partage des coûts pour financer l'EFP et promouvoir la participation à la formation des adultes en Europe] (document de recherche)

Septembre

Atelier: Formules de financement et coûts publics et privés des systèmes d'EFP dual et de formation en apprentissage

Avril

## Projet 5: **Financement de l'EFP – progrès en 2013 (produits)**

L'atelier sur les modes de gouvernance et les dispositifs de financement de la formation en apprentissage (*Apprenticeship: governance modes and financing approaches*; <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21500.aspx>) s'est déroulé à Thessalonique les 20 et 21 mai. Il a réuni des experts et des chercheurs des États membres, de pays non membres de l'UE, de la Commission européenne et de l'ETF. Les connaissances et l'expertise échangées durant cet atelier ont posé les fondements d'une nouvelle étude, pour laquelle un appel d'offres a été lancé en juillet et une réunion de démarrage programmée pour janvier 2014.

Les conclusions de la conférence sur l'investissement dans l'éducation et la formation des adultes, coorganisée avec la Commission européenne en décembre 2012 (*Adult learning: spotlight on investment*; <http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/20767.aspx>), ont été rédigées en collaboration avec la DG EAC et diffusées durant le premier semestre 2013 (suivi du programme de travail 2012).

Le document de recherche prévu *Cost-sharing mechanisms to finance VET and promote participation in adult learning in Europe* sera publié sous la forme d'une base de données en ligne. Les fiches par pays sur les mécanismes de partage des coûts ont été préparées pour tous les États membres (sauf la Croatie). La base de données est en cours de développement et sera déployée sur le site web du Cedefop au premier trimestre 2014 (modification).

Le Cedefop a continué d'apporter son soutien à la Commission européenne pour mettre en œuvre l'agenda européen renouvelé dans le domaine de l'éducation et de la formation des adultes en fournissant conseils, expertise et contenus au groupe de travail thématique sur le financement de l'éducation et de la formation des adultes.

## Projet 6: **Carrières et transitions – résultats et bénéfices de l'EFP**

Cet axe de recherche continuera d'étudier l'aide apportée aux jeunes et aux travailleurs par l'EFP et l'apprentissage tout au long de la vie pour gérer leurs transitions professionnelles et obtenir des résultats positifs sur le marché du travail. Il repose sur une analyse de données secondaires et sur des

recherches qualitatives recourant à des comptes rendus narratifs et à des biographies individuelles. En 2013 sera lancée une étude centrée sur les personnes faiblement qualifiées, qui examinera en particulier comment l'apprentissage tout au long de la vie peut améliorer leurs perspectives professionnelles.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                                                            | Calendrier/périodicité |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Publication: <i>Benefits of vocational education and training</i><br>[Bénéfices de l'EFP] (brochure)                                                                                                                                                                     | Mars                   |
| Publication: <i>The labour market outcomes of vocational education and training in Europe: evidence from the labour force survey</i><br>[Résultats de l'EFP sur le marché du travail en Europe – données de l'enquête sur les forces de travail] (document de recherche) | Mai                    |
| Publication: <i>Macroeconomic benefits of VET</i> [Bénéfices macro-économiques de l'EFP] (document de recherche)                                                                                                                                                         | Août                   |
| Atelier: La contribution de l'apprentissage tout au long de la vie à la promotion des carrières                                                                                                                                                                          | Octobre                |

#### Projet 6: **Carrières et transitions – résultats et bénéfices de l'EFP – progrès en 2013 (produits)**

La brochure sur les bénéfices de l'EFP en Europe pour les individus, les organisations et les pays (*Benefits of vocational education and training in Europe for people, organisations and countries*; <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21465.aspx>) a été publiée en juin.

Le document de recherche sur les résultats de l'EFP sur le marché du travail en Europe (*The labour market outcomes of vocational education and training in Europe*; <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21556.aspx>) a aussi été publié en juin.

Le document de recherche sur les bénéfices macroéconomiques de l'EFP a été finalisé et paraîtra prochainement. Ce léger retard est dû au surcroît de travail nécessaire pour préparer les conclusions de l'étude en vue de leur publication (modification).

L'atelier sur la contribution de l'apprentissage tout au long de la vie à la promotion des carrières a été annulé compte tenu que les prochaines étapes de ce projet de recherche ne sont pas encore assez clairement définies pour pouvoir être discutées avec les experts et chercheurs externes (modification).

Une étude sur le rôle de l'éducation et de la formation dans les parcours professionnels des travailleurs faiblement qualifiés a été entreprise et est en phase intermédiaire. Elle viendra compléter l'étude antérieure sur la contribution de l'éducation et de la formation pour faciliter les transitions professionnelles, à paraître en 2014.

Une procédure d'appel d'offres a été lancée en vue de réaliser une nouvelle étude sur les liens entre transitions sur le marché du travail et inadéquation des compétences (modification). Cette étude vise à mieux comprendre la dynamique des transitions professionnelles et leurs corrélations avec l'inadéquation des compétences dans l'UE (voir projet 3 «Inadéquation et obsolescence des compétences» relevant de l'activité «Analyse des compétences»).

## PRIORITÉ À MOYEN TERME

### ANALYSE DES BESOINS D'APTITUDES ET DE COMPÉTENCES POUR ÉTAYER L'OFFRE D'EFP

#### Activité: Analyse des compétences

Conformément à la mission qui lui a été confiée dans le cadre de l'initiative «Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux» et de l'initiative phare sur les nouvelles compétences et les nouveaux emplois de la stratégie Europe 2020, le Cedefop soutient l'élaboration d'un panorama européen des compétences qui offrira un accès direct et aisé aux informations sur les besoins de compétences.

Le Cedefop s'emploie à rassembler une vaste base de données probantes sur les besoins de compétences en Europe et met au point des méthodes et des outils d'analyse et d'anticipation de ces besoins. Tout en produisant régulièrement des prévisions à moyen terme pour l'Europe, il étudie également la faisabilité d'une anticipation à court terme des besoins dans des secteurs spécifiques. Le Cedefop a étendu son analyse à l'évolution des profils professionnels dans des secteurs et métiers donnés et prépare une enquête européenne auprès des employeurs sur les besoins de compétences qui apparaissent dans les entreprises. Le travail du Centre sur l'inadéquation des compétences englobe une analyse des différences entre les pays européens, des recherches sur les coûts économiques et sociaux de cette inadéquation et une enquête spécifique sur l'obsolescence et l'inadéquation des compétences. L'analyse des compétences et des aptitudes effectuée par le Cedefop contribue au développement de la classification européenne des aptitudes/compétences, certifications et professions (ESCO), tout en l'utilisant elle-même.

Le Cedefop coopère avec Skillsnet, son réseau de chercheurs et d'experts, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes et des organisations internationales, pour la mise au point des méthodes et des outils, la validation des résultats et leur diffusion.

#### Impact escompté

Le but du Cedefop est de soutenir une politique européenne d'EFP et de compétences fondée sur des données probantes et, dans le même temps, d'être reconnu en tant que source faisant autorité quant aux tendances et méthodes en matière de besoins et d'inadéquation des aptitudes et compétences en Europe.

**Activités ABB correspondantes:** Analyse des besoins de compétences

#### Principaux résultats de l'activité

Production de nouveaux éclairages et connaissances, actions de conseil stratégique et de sensibilisation auprès des décideurs politiques, y compris des partenaires sociaux, des chercheurs et des praticiens, au niveau européen et national, concernant les questions suivantes:

- prévisions des tendances à moyen terme de l'offre et de la demande de compétences jusqu'en 2025, complétées par une analyse des déséquilibres potentiels sur le marché du travail en Europe;
- incidence de l'inadéquation des compétences et de l'obsolescence des compétences en Europe, évaluation des consé-

#### Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

#### Conseil politique

- Citations dans les documents politiques de l'UE
- Missions confiées au Cedefop dans les documents politiques
- Contributions à des documents politiques de l'UE
- Participation aux réunions des comités, groupes de travail, groupes d'experts et autres acteurs clés, ainsi qu'aux manifestations et conférences des présidences destinées à piloter ou à soutenir la mise en œuvre des politiques

- quences économiques et sociales et conception de stratégies correctrices;
- besoins de compétences et pénuries de compétences dans les entreprises européennes du point de vue des employeurs;
- besoins de compétences en vue de la création d'une Europe plus durable, sobre en carbone et efficace dans l'utilisation des ressources;
- besoins de données et méthodes pour l'analyse des compétences, notamment prévisions à moyen terme, anticipations sectorielles à court terme et enquêtes sur les compétences.

Actions de conseil d'experts/technique auprès du groupe interinstitutionnel de pilotage du Panorama européen des compétences mis en place par la Commission européenne. Fourniture des données du Cedefop en fonction des besoins et dans un format approprié pour le Panorama.

#### Nouvelles connaissances

- Téléchargement des publications/documents de travail et de recherche/notes d'information
- Citations des publications/études dans la littérature

#### Sensibilisation accrue

- Fréquentation du site web
- Participation à des conférences et autres manifestations
- Utilité des conférences et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants

### Activité: Analyse des compétences – progrès en 2013 (résultats)

En 2013, le Cedefop a poursuivi sa contribution à la politique européenne en faveur des compétences au travers des actions suivantes: livraison de résultats mis à jour pour les prévisions de l'offre et de la demande de compétences à l'échelle européenne; conception de travaux de recherche supplémentaires et d'une étude sur l'inadéquation des compétences dans l'UE; conduite d'une étude européenne pilote auprès des employeurs sur les besoins en compétences, telle que demandée par la Commission européenne, et participation au groupe de pilotage interinstitutionnel du Panorama européen des compétences.

Le Cedefop a présenté les résultats de son analyse des compétences lors d'une conférence de haut niveau sur le renouvellement de l'EFV et la formation par le travail pour remédier à l'inadéquation des compétences (*Renewing vocational education and training to tackle skill mismatch: work-based learning and apprenticeship for all?*), qu'il a organisée en juin 2013 (voir supra, encadré 5).

Le Cedefop a participé à plusieurs réunions de groupes de travail et d'experts ainsi qu'à des réunions d'autres acteurs clés en lien avec les besoins et les politiques de compétences en Europe. À cet égard, il a notamment prononcé une allocution liminaire lors de la séance sur l'inadéquation des compétences de la conférence d'experts de l'UE organisée par la DG Emploi en février 2013 pour débattre des conclusions du rapport sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe, dont il a rédigé un chapitre sur l'inadéquation des compétences, et a présenté les résultats de ses travaux sur l'inadéquation des compétences au groupe ad hoc du Comité de l'emploi (EMCO) en mars. Par ailleurs, les travaux du Centre sur l'économie verte et les compétences vertes font l'objet d'une reconnaissance croissante, attestée par les multiples invitations à diverses manifestations qui lui sont adressées et par sa participation de plus en plus active à divers réseaux internationaux. Le deuxième forum conjoint sur les compétences vertes du Cedefop et de l'OCDE (2014) sera soutenu par la DG Emploi et l'Agence européenne pour l'environnement.

Le Cedefop a également contribué aux activités du Conseil de l'agenda global sur l'emploi du Forum économique mondial. À cet égard, il a notamment préparé un document exploratoire interne sur

l'inadéquation des compétences et a été invité à préparer (avec l'OCDE) le document politique sur ce thème du Conseil de l'agenda global pour la réunion du Forum économique mondial de Davos de 2014.

Les résultats de l'analyse des compétences du Cedefop ont été cités dans divers documents politiques, parmi lesquels les documents de travail des services de la Commission sur l'évaluation des programmes nationaux de réforme 2013. En 2013, les publications relatives à l'analyse des compétences ont fait l'objet de plus de 35 000 téléchargements à partir du site web du Cedefop et les activités de prévision de l'offre et de la demande de compétences ont été les plus couvertes par les médias (quelque 120 articles de presse).

Les trois publications les plus téléchargées en 2013 ont été les suivantes: *Future skills supply and demand in Europe* (6 400 téléchargements), la note d'information *Les voies de la reprise: trois scénarios pour les compétences et le marché du travail à l'horizon 2025* (5 000 téléchargements) et *Skills supply and demand in Europe* (3 000 téléchargements). Le réseau Skillsnet compte désormais 540 membres inscrits.

Dans le cadre de ses actions de conseil politique et de sensibilisation sur la politique européenne d'EFP auprès de ses parties prenantes et de la communauté de l'EFP dans son ensemble, le Cedefop a fourni un appui et une contribution à 22 réunions d'acteurs clés et manifestations des présidences, ainsi qu'à 32 autres manifestations.

## Projet 1: **Prévisions des compétences**

Le Cedefop fournit des prévisions régulières de l'offre et de la demande de compétences à l'échelle européenne et analyse les déséquilibres potentiels sur le marché du travail. Les prévisions sont actualisées annuellement et de nouveaux résultats, portant à 2025 l'horizon des prévisions, seront publiés au début du printemps 2013. À compter de juillet 2013, date de son adhésion à l'UE, la Croatie sera également incluse dans les prévisions. Celles-ci sont accessibles au public via l'interface web du Cedefop et le Panorama européen des compétences.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                    | Calendrier/périodicité                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Publication: <i>Skills supply and demand in Europe up to 2025</i> [Offre et demande de compétences en Europe jusqu'en 2025] (note d'information)                                                                 | Avril                                 |
| Publication: <i>Skills forecasting results 2013</i> [Résultats des prévisions des compétences 2013] (publication en ligne sur une interface web spécifique et dans le Panorama européen des compétences)         | Mars (ajout de la Croatie en juillet) |
| Publication: <i>Skills forecast online</i> [Prévisions des compétences en ligne] (dépliant)                                                                                                                      | Mai                                   |
| Atelier technique/d'experts sur les prévisions de l'offre et de la demande de compétences                                                                                                                        | Septembre                             |
| Publication: <i>Analysing skills imbalances in Europe and designing adequate indicators</i> [Analyse des déséquilibres des compétences en Europe et conception d'indicateurs appropriés] (document de recherche) | Octobre                               |
| Publication: <i>A guide to skills forecasting and foresight</i> [Guide de la prévision et de l'anticipation des compétences] (en collaboration avec l'ETF et l'OIT)                                              | Décembre                              |

## Projet 1: **Prévision des compétences – progrès en 2013 (produits)**

Les résultats des prévisions de l'offre et de la demande de compétences ont été publiés en ligne en mars, à la fois sur le site web du Cedefop et dans le Panorama européen des compétences. Les données sur la Croatie étaient disponibles au 1<sup>er</sup> juillet.

La note d'information *Les voies de la reprise: trois scénarios pour les compétences et le marché du travail à l'horizon 2025* a été publiée en juin (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21513.aspx>), afin de la relier à la conférence sur le renouvellement de l'EFV (*Renewing vocational education and training to tackle skill mismatch: work-based learning and apprenticeship for all?*; <http://events.cedefop.europa.eu/VET-conference-2013/en/>). Le dépliant sur l'outil de prévision des compétences en ligne (*Skills forecast online tool*; <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21571.aspx>) a également été préparé pour coïncider avec la date de cette conférence.

La publication du document de recherche sur l'analyse des déséquilibres de compétences en Europe et la conception d'indicateurs appropriés a été reportée à 2014 dès lors que de nouveaux éléments attendus pour fin 2013 apporteront une forte valeur ajoutée aux résultats. Ce document de recherche sera remanié et constituera un chapitre de la publication de référence prévue pour 2014 (modification).

Le séminaire d'experts sur la prévision des compétences (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21344.aspx>) et l'atelier de validation du dernier exercice en date de prévision de l'offre et de la demande de compétences (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21343.aspx>) se sont tenus les 3 et 4 octobre 2013.

Le guide de la prévision et de l'anticipation des compétences (en collaboration avec l'ETF et l'OIT) a été finalisé en décembre et sera publié par l'ETF début 2014.

## Projet 2: **Besoins de compétences dans les entreprises**

Le Cedefop, œuvrant en collaboration avec la Commission européenne, les partenaires sociaux et d'autres experts internationaux, élabore des outils et des instruments pour identifier l'évolution des besoins d'aptitudes et de compétences dans les entreprises. À l'issue d'une étude pilote, le Cedefop a finalisé un instrument d'enquête auprès des entreprises et la méthodologie y afférente. En vue de déployer en 2014 une enquête d'envergure européenne auprès des employeurs sur les besoins de compétences, le Cedefop adaptera la conception de l'enquête et procédera en 2013 à une expérimentation à grande échelle de l'instrument au niveau de l'Europe des Vingt-sept.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                | Calendrier/périodicité |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Publication: <i>Piloting a European employer survey on skill needs – methods and findings</i> [Phase pilote d'une enquête européenne auprès des employeurs sur les besoins de compétences – méthodes et constats] (brochure) | Mai                    |
| Publication: <i>Employer survey on skill needs – Tool kit and user manual</i> [Enquête auprès des employeurs sur les besoins de compétences – boîte à outils et manuel d'utilisation] (document de recherche)                | Mai                    |
| Atelier: Validation des instruments d'enquête et expérimentation à grande échelle                                                                                                                                            | Novembre               |

## Projet 2: Besoins de compétences dans les entreprises – progrès en 2013 (produits)

Les documents de recherche *Piloting a European employer survey on skill needs – Illustrative findings* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22092.aspx>) et *User guide for developing an employer survey on skill needs* (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22090.aspx>) ont été publiés simultanément en tant que documents complémentaires en novembre (modification). Le retard est dû à la qualité médiocre du matériau initial livré par le prestataire externe, ce qui a exigé un important surcroît de travail non prévu de la part du Cedefop. En outre, priorité a été donnée à l'important travail de conception et aux modifications à apporter à l'instrument d'enquête, indispensables pour préparer l'enquête pilote auprès des employeurs qui a été conduite à l'automne.

Le questionnaire révisé pour l'enquête pilote auprès des employeurs, axée sur les compétences génériques/transversales, a été mis au point et expérimenté dans huit pays. Afin de permettre une analyse exhaustive des résultats de cette phase pilote et de finaliser l'échantillonnage, la réunion d'experts pour valider l'instrument et l'échantillonnage a été reportée à février 2014 (modification).

## Projet 3: Inadéquation et obsolescence des compétences

Ce projet examine l'incidence et les déterminants des déséquilibres quantitatifs et qualitatifs entre offre et demande de compétences dans l'économie européenne et évalue les conséquences économiques et sociales de l'inadéquation des compétences. En 2013, le Cedefop mènera une enquête centrée sur l'obsolescence et l'inadéquation des compétences dans les 27 États membres de l'UE. À partir des données de cette enquête, le Centre analysera les implications et formulera des recommandations pour les politiques de l'éducation, de l'emploi et de l'apprentissage tout au long de la vie en Europe (publication prévue en 2014).

Quatre années de recherche sur l'incidence et les conséquences de l'inadéquation des compétences pour les individus et les groupes particulièrement vulnérables (tels que travailleurs âgés, migrants et minorités ethniques), et sur les liens entre la mobilité sur le marché du travail et l'inadéquation des compétences, seront présentées sous forme de synthèse dans une publication en même temps que de nouveaux constats sur les différences d'un secteur et d'un pays à l'autre quant aux déséquilibres du marché du travail et des compétences. Ces constats constitueront la base de la contribution du Cedefop au Forum économique mondial (Conseil de l'agenda mondial pour l'emploi).

Une conférence Agora, réunissant des experts et décideurs de pointe, discutera des principales implications et proposera des mesures politiques propres à atténuer la portée et le coût de l'inadéquation des compétences pour les individus, les entreprises et les économies européennes.

### Principaux produits pour 2013

### Calendrier/périodicité

|                                                                                                                                                                                        |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Publication: <i>Skill mismatch in Europe: what can policy-makers do?</i><br>[Inadéquation des compétences en Europe: que peuvent faire les décideurs politiques?] (note d'information) | Novembre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

|                                                                                                                                                                                                                                  |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Publication: <i>Skill mismatch in Europe: what do we know and what can policy-makers do?</i> [Inadéquation des compétences en Europe: que savons-nous et que peuvent faire les décideurs politiques?] (publication de référence) | Novembre |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

|                                                                                                                                           |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Conférence: Résorber les déséquilibres de compétences en Europe: concevoir des politiques efficaces sur des marchés du travail imparfaits | Novembre |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

### Projet 3: **Inadéquation et obsolescence des compétences – progrès en 2013 (produits)**

Le questionnaire pour la première enquête à l'échelle européenne sur l'inadéquation des compétences (EU-MISS) a été préparé et révisé après des entretiens cognitifs et des tests minutieux. En raison des difficultés liées à la traduction dans les langues européennes, le travail de terrain a été reporté à février-mars 2014 dans tous les États membres (modification).

Compte tenu des contraintes que font peser les nouvelles activités sur les ressources humaines (voir infra) et de la nécessité d'une analyse exhaustive des données de l'enquête à venir du Cedefop sur l'inadéquation des compétences en Europe, la publication de référence sur l'inadéquation des compétences a été reportée à 2015 (modification).

Une nouvelle étude a été lancée afin de faire le point sur les politiques et les pratiques visant à remédier à l'inadéquation des compétences dans l'UE. Il s'agit de dresser un inventaire des politiques en la matière mises en œuvre dans les États membres, notamment pour mieux recouper les profils des demandeurs d'emploi et les profils des postes vacants et pour atténuer les déficits de compétences actuels et prévus.

Le Cedefop a rédigé un document exploratoire sur l'adéquation entre compétences et besoins du marché du travail (*Matching skills and labour market needs*) afin d'éclairer les travaux du Conseil de l'agenda global sur l'emploi du Forum économique mondial. En collaboration avec l'OCDE, le Centre a préparé et remis l'essentiel d'un document politique sur l'inadéquation des compétences qui sera présenté au Conseil de l'agenda global lors de la réunion du Forum économique mondial de Davos en 2014. La note d'information sur l'offre et la demande de compétences en Europe a été reportée à février 2014 (modification) pour la faire coïncider avec la publication du document sur l'inadéquation des compétences.

Le Cedefop a apporté une contribution substantielle à la séance consacrée à l'inadéquation des compétences de la conférence d'experts de l'UE qui a débattu du rapport sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe en février. Afin d'éviter la duplication des activités, il a été décidé de reporter à une date ultérieure la conférence Agora sur l'inadéquation des compétences (modification).

En outre, le Cedefop a fourni des contributions régulières, sous la forme de contenus et de retours d'information, aux comités d'experts et consultatifs de deux études de la DG EMPL: l'inventaire et l'analyse des postes difficiles à pourvoir, ou «goulets d'étranglement», dans l'UE (*Mapping and analysis bottleneck vacancies in the EU*) et le rapport européen 2014 sur les emplois vacants et le recrutement (*European vacancy and recruitment report*). Il a également fourni des contributions pour l'étude de la DG EAC sur l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur dans l'UE du point de vue des employeurs (*Employability of higher education graduates in the EU: the employer's perspective*).

Le Cedefop a présenté les résultats de son analyse de l'inadéquation des compétences au groupe ad hoc du Comité de l'emploi (EMCO) en mars et à la manifestation du Réseau européen des migrations organisé sous la présidence européenne à Vilnius en novembre 2013.

Le Centre a lancé en décembre 2013 une nouvelle étude en vue de définir les priorités et d'évaluer les risques en matière d'inadéquation des compétences dans les États membres (modification/nouvelle action). Cette étude a pour objet de recueillir des données sur les indicateurs de l'offre et de la demande de compétences, afin de mettre au point un indice de suivi des compétences permettant de mesurer l'efficacité des systèmes de compétences dans les différents pays. Le Cedefop expérimentera et mettra en œuvre un dispositif d'alerte précoce pour les déficits ou les excédents de compétences dans les États membres.

## Projet 4: Besoins de compétences par secteur et profession

En 2013, ce projet s'attachera à élaborer un système d'anticipation pour le marché du travail et les besoins de compétences afin de fournir des informations à court terme sur les compétences émergentes et les besoins de compétences par profession et par qualification, en se basant sur les tendances économiques spécifiques qui ont des effets sur les secteurs et les professions.

L'exploration des implications pour les compétences et l'EFP du passage à une économie plus verte demeurera également un champ de recherche à l'ordre du jour du Cedefop. Dans le sillage de la mise en place du groupe de travail interagences sur l'écologisation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), le Cedefop organisera, en collaboration avec l'OCDE, une conférence de mise en commun des connaissances rassemblant tous les membres de ce groupe de travail.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                          | Calendrier/périodicité |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Publication: <i>Green skills forum proceedings</i> [Travaux du forum sur les compétences vertes] (publication conjointe Cedefop-OCDE, livre numérique) | Février                |
| Atelier: Système d'anticipation sectoriel – méthodologie et démarches techniques                                                                       | Avril                  |
| Publication: <i>Skills for a low carbon Europe</i> [Compétences pour une Europe sobre en carbone] (note d'information)                                 | Juin                   |
| Atelier: Conférence de mise en commun des connaissances sur l'écologisation de l'EFTP et le développement des compétences                              | Septembre              |
| Publication: <i>Skills for a low carbon Europe</i> [Compétences pour une Europe sobre en carbone] (document de recherche)                              | Septembre              |

## Projet 4: Besoins de compétences par secteur et profession – progrès en 2013 (produits)

La publication conjointe du Cedefop et de l'OCDE rendant compte des travaux du forum sur les compétences vertes a été publiée en novembre sous le titre *Greener skills and jobs* [Des compétences et des emplois plus verts], après un retard imputable à des problèmes d'organisation au sein de l'OCDE (modification).

L'atelier sur un système d'anticipation sectoriel à court terme s'est tenu en avril (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21071.aspx>).

La note d'information *Compétences pour une Europe sobre en carbone* a été publiée en mai (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21369.aspx>).

Faute de personnel suffisant, il a été décidé d'annuler la conférence de partage des connaissances sur l'écologisation de l'EFTP et le développement des compétences (modification). Un deuxième forum Cedefop/OCDE sur les compétences vertes, pour lequel un appel à contributions a été lancé en juin, a été programmé pour le 14 février 2014.

Le document de recherche *Skills for a low-carbon Europe – VET's role in a sustainable energy scenario* a été publié en août (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21701.aspx>). Des exemplaires imprimés en ont été distribués lors d'une manifestation organisée par l'Allemagne et l'Unesco-Unevoc en marge des Olympiades des métiers 2013 de Leipzig, durant laquelle le Cedefop a aussi contribué à une table ronde.

## Projet 5: **Panorama des compétences et Skillsnet**

Le Cedefop apporte son soutien et participe au groupe interinstitutionnel de pilotage pour le développement du Panorama européen des compétences. Ce panorama, disponible en ligne, vise à améliorer la transparence des compétences et à permettre de mieux appréhender le marché du travail en Europe. Il intègre divers volets des travaux du Cedefop sur l'analyse des besoins de compétences, en particulier ses prévisions à l'échelle européenne.

Skillsnet est un réseau du Cedefop qui réunit des chercheurs et autres spécialistes travaillant dans le domaine de la détection précoce des besoins de compétences, afin d'examiner les méthodes et les résultats des travaux d'analyse et d'anticipation des compétences. Des groupes d'experts spéciaux Skillsnet soutiennent et conseillent le Cedefop dans divers volets de ses travaux sur les compétences.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                               | Calendrier/périodicité |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Publication: <i>Analytical briefs based on data available in the EU skills panorama</i> [notes analytiques basées sur des données disponibles dans le Panorama européen des compétences] (publication en ligne sur le site web du Panorama) | Action continue        |
| Publication: <i>Skills shortages in Europe – Focus on STEM</i> [Pénuries de compétences en Europe – focus sur les STIM] (note d'information)                                                                                                | Septembre              |
| Atelier commun Cedefop/ETF/OIT sur les méthodes d'anticipation des besoins de compétences                                                                                                                                                   | Septembre              |

## Projet 5: **Panorama des compétences et Skillsnet – progrès en 2013 (produits)**

Tout au long de l'année, le Cedefop a continué de fournir des services de conseil au groupe de pilotage pour le développement du Panorama européen des compétences, ainsi que diverses contributions, notamment des commentaires sur le contenu et la structure des notes analytiques publiées en ligne (<http://euskillspanorama.ec.europa.eu>) et l'intégration dans le site web du Panorama des prévisions 2013 du Centre sur l'offre et la demande de compétences.

Le transfert vers le Cedefop à compter de 2014 des responsabilités du Panorama, y compris de sa gestion et de la poursuite de son développement, a été entériné par le Bureau élargi lors de sa réunion d'octobre. En application de cette décision, le Cedefop a effectué tous les préparatifs nécessaires pour assurer la disponibilité en ligne et le fonctionnement du Panorama à l'adresse <http://euskillspanorama.cedefop.europa.eu> à partir de janvier 2014.

En l'absence d'une somme suffisante de données dures, la note d'information sur les STIM a été remplacée par une note statistique (voir projet 4: «Statistiques et indicateurs») (modification).

Le séminaire conjoint Cedefop/ETF/OIT sur les méthodes d'anticipation et d'adéquation des compétences s'est déroulé en juillet. Il a réuni une quarantaine d'experts de divers profils du monde entier (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21304.aspx>).

Le réseau Skillsnet compte plus de 540 membres inscrits. Le premier numéro 2013 de l'infolettre du réseau, *Skillsnet newsletter* 1/2013, a été publié en avril; des bulletins électroniques ont été publiés chaque mois depuis mai et diffusés par courriel à tous les membres du réseau.

## COMMUNICATION, INFORMATION ET DIFFUSION

### Activité: Communication externe

Les services chargés de la communication externe ont pour mission essentielle d'améliorer l'image du Cedefop. En 2013, le Centre continuera de transmettre à ses parties prenantes et aux médias des messages clés sur l'EFP. En outre, il poursuivra sa collaboration étroite avec les institutions européennes et continuera de livrer des informations de fond pour nourrir leurs débats sur l'EFP. Il organisera des manifestations à l'intention des députés européens et des décideurs politiques, de la communauté scientifique et des acteurs de l'EFP, afin de les tenir informés des questions liées à l'EFP et du rôle du Cedefop.

#### Impact escompté

Reconnaissance du Cedefop en tant que source d'information faisant autorité sur l'EFP, les aptitudes et les compétences, et en tant qu'organisation bien gérée.

**Activité ABB correspondante:** Communication externe

#### Principaux résultats de l'activité

Sensibilisation accrue à l'importance de l'EFP, à son évolution et aux politiques dans ce domaine, ainsi qu'aux résultats du travail du Cedefop par:

- la communication sur des thèmes spécifiques de l'EFP mis en avant dans les publications, conférences, pages du portail web et communiqués de presse du Cedefop;
- le ciblage sur les groupes clés, la communauté de l'EFP au sens large et les citoyens;
- l'interaction avec la communauté locale (visibilité de la politique de l'UE).

#### Indicateurs de résultats/mesures

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

#### Nouvelles connaissances et nouveaux éclairages

- Téléchargement de notes d'information/publications/documents de travail et autres documents

#### Sensibilisation accrue

- Fréquentation du site web (globale, ventilée par sections, bases de données)
- Participation à des conférences et autres manifestations
- Utilité des réunions et manifestations du Cedefop/satisfaction des participants
- Couverture médiatique (audience des articles et communiqués de presse)

### Activité: Communication externe – progrès en 2013 (résultats)

Les services de communication externe se sont attachés à améliorer l'image de l'EFP et à mieux transmettre aux parties prenantes du Centre et aux médias des messages clés sur l'EFP. La restructuration de l'équipe de communication externe et l'intégration des activités de communication dans les aires opérationnelles ont amélioré la cohérence entre production et communication du contenu et renforcé la visibilité des travaux du Cedefop. La nouvelle initiative de production régulière de brèves séquences vidéo a porté ses fruits. Les résultats du système de mesure des performances montrent que l'expertise du Centre est de plus en plus prisée et utilisée par les décideurs politiques, au niveau européen (députés européens, notamment), national et local.

Le Cedefop a poursuivi ses efforts pour rapprocher les différents acteurs et encourager la coopération au travers de conférences et autres manifestations conjointes, au niveau local et européen.

Un appui a été fourni pour 135 réunions et conférences du Cedefop, qui ont attiré un total de 2 578 participants externes.

### Projet 1: [Relations avec les parties prenantes](#)

À travers ce projet, le Cedefop transmet des messages clés sur l'EFP aux parties prenantes et promeut une image positive du Centre au niveau local, régional, national et européen. Le Cedefop suivra attentivement les priorités des institutions européennes afin de fournir des informations pertinentes pour alimenter le débat et l'élaboration des politiques. Des manifestations seront organisées à l'échelon local pour maintenir l'image de marque du Cedefop, «ambassadeur» de l'UE dans son pays hôte.

| Principaux produits pour 2013                                                                                        | Calendrier/périodicité      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Soutien à l'organisation de la présence et de la représentation du Cedefop aux réunions des institutions européennes | Action continue             |
| Soutien à l'organisation des conférences et ateliers du Cedefop                                                      | Action continue             |
| Organisation de manifestations pour les députés européens et les attachés aux affaires sociales à Bruxelles          | Deux manifestations en 2013 |
| Organisation d'une manifestation du Cedefop pour la communauté académique locale                                     | Juin                        |
| Accueil de visites de groupes de professionnels de l'EFP de toute l'Europe                                           | Action continue             |
| Contacts permanents avec les députés européens et d'autres parties prenantes                                         | Action continue             |

### Projet 1: [Relations avec les parties prenantes – progrès en 2013 \(produits\)](#)

#### Service de conférences:

Tout au long de l'année, ce service s'est attaché à rationaliser les stratégies et procédures d'organisation des conférences (évaluation des conférences et commentaires des participants; mise à jour des procédures et des flux de travail pour les réunions externes organisées dans les locaux du Cedefop; mise à jour des pages du service de conférences sur l'intranet, activités liées à la protection des données, etc.).

En 2013, 135 réunions ont été organisées, pour un total de 2 578 participants externes.

Un dîner de travail sur le bilan et les actions futures liés aux instruments européens pour l'éducation et la formation (*European tools in education and training: what has been achieved and where do we go from here?*) a été organisé le 23 janvier, en coopération avec le député européen Thomas Mann (DE, PPE, vice-président de la commission de l'emploi du Parlement européen), afin de nouer des contacts avec un plus grand nombre de députés européens et de discuter des résultats des travaux du Cedefop sur les instruments et principes européens communs. Ce dîner a réuni une douzaine de députés européens (voir projet «CEC/CNC/ESCO» relevant de l'activité «Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage»).

Le Cedefop a coordonné la manifestation conjointe organisée avec la commission de l'emploi du Parlement européen, Eurofound, l'ETF et l'EU-OSHA sur la contribution des quatre agences au modèle social européen en tant que moteur de la compétitivité (*The European social model, a key driver for competitiveness – the four agencies' contribution*; Bruxelles, 25 septembre). L'hôte et le modérateur de cette manifestation était M<sup>me</sup> Pervenche Berès, présidente de la commission de l'emploi. Parmi les conférenciers invités, on peut notamment citer M. László Andor, commissaire européen chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, et M. Xavier Prats-Monné, directeur général adjoint de la Direction générale de l'éducation et de la culture de la Commission européenne. Le thème de cette manifestation, étroitement lié aux priorités politiques de la commission de l'emploi, a fourni l'occasion aux agences de présenter leur expertise et de mettre en avant leur complémentarité. Une vingtaine de députés européens étaient présents, ce qui est hautement appréciable pour le Cedefop dès lors que les députés européens doivent pouvoir s'appuyer sur son expertise pour leur activité parlementaire, comme l'a confirmé la députée européenne M<sup>me</sup> Kinga Göncz (Hongrie).

Une importante conférence a été organisée durant la visite de la commissaire M<sup>me</sup> Vassiliou en juin. Le service a assuré l'accueil des personnalités de marque et a géré les invitations (acteurs locaux, notamment de la sphère politique et de la communauté académique), la communication (voir service de presse) et les visites en marge de cette conférence (délégation du Kazakhstan).

En outre, le Cedefop a soutenu les préparatifs de «Thessalonique Capitale européenne de la jeunesse 2014», notamment en prononçant une allocution de bienvenue au forum européen de la jeunesse (événement marquant l'ouverture de la «Capitale européenne de la jeunesse»), en accueillant à deux reprises l'adjoint au maire chargé de la jeunesse et en recevant le représentant de la Direction régionale de l'éducation de Grèce du Nord.

Le Cedefop a prononcé une allocution liminaire lors d'une importante conférence organisée par la région d'Attique/l'université d'Athènes sur le changement climatique et son impact sur l'environnement et la santé (*Climate change: environmental and health impact*) durant la 11<sup>e</sup> Semaine européenne des régions et des villes (<http://www.blod.gr/lectures/Pages/viewlecture.aspx?LectureID=1075>), ainsi qu'un discours lors d'une manifestation sur le programme Erasmus+ organisée par l'IKY (Fondation des bourses d'État hellénique) à Thessalonique.

En 2013, le Cedefop a accueilli sept délégations: département d'éducation et de formation des adultes de l'université de Mannheim (4 avril, 13 visiteurs); Centre pour le développement de l'EFPI et des certifications du Kazakhstan (14 juin, sept visiteurs); président du Krivet, Corée du Sud (8 juillet, deux visiteurs, pour discuter et réviser le mémorandum de coopération avec le Cedefop); DRH de Corée (8 août, deux visiteurs); attaché aux affaires sociales de l'ambassade de France à Athènes (15 octobre, un visiteur); Direction régionale de l'éducation d'Épire (8 novembre, un visiteur) et service coréen de l'emploi (21 novembre, deux visiteurs).

Le Cedefop a accueilli cinq réunions d'acteurs externes dans ses locaux. Pour la Journée de l'Europe, en mai, le Cedefop a accueilli: (a) une manifestation à l'intention de la communauté académique et des ONG locales, organisée par l'association locale des jeunes joueurs d'échecs, parrainée par les représentations de la Commission et du Parlement européen à Athènes, dans le cadre de l'initiative européenne «Jeunesse pour l'Europe/Jeunesse en action» et (b) une conférence organisée par le Consul général de Roumanie; une conférence sur les liens entre formation professionnelle et emploi, organisée par la Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE) (novembre); une conférence de l'Observatoire du marché du travail du CESE, pour laquelle le Cedefop a fourni des contenus (novembre); un atelier des syndicats allemands et grecs, organisé par le représentant pour l'Allemagne des organisations de travailleurs au Conseil de direction du Cedefop (décembre).

Le Centre a maintenu des contacts réguliers avec les députés européens et autres acteurs clés.

## Projet 2: [Service de presse et d'information](#)

En 2013, le service de presse et d'information publiera des informations sur les principales évolutions dans le domaine de l'EFP en recourant à divers formats (actualités en ligne, communiqués de presse, notes d'information, articles dans l'infolettre et réseaux sociaux), supervisera deux campagnes thématiques associant toutes les activités de communication et entretiendra des contacts réguliers avec les médias, afin d'attirer l'attention sur les conclusions des travaux du Cedefop. Le travail visera notamment à étendre la diffusion et la couverture internationales des communiqués de presse, à élargir et actualiser la base de données de médias, à observer l'écho médiatique des informations relatives au Cedefop et à collecter des données économiques.

| Principaux produits pour 2013                                                                                          | Calendrier/périodicité                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Production, publication et observation d'un flux continu de communiqués de presse                                      | Au minimum 20 à 25 communiqués de presse (jusqu'à six langues) au cours de l'année                          |
| Production, publication et observation des notes d'information du Cedefop                                              | 10 à 12 notes d'information, chacune en six langues, au cours de l'année                                    |
| Conférences de presse, séances d'information technique et interviews                                                   | Action continue                                                                                             |
| Production, publication et observation de l'infolettre du Cedefop ( <i>Newsletter</i> , en ligne)                      | 10 numéros au cours de l'année                                                                              |
| Production, publication et observation d'un flux continu de messages sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, blog) | Message deux fois par semaine.<br>Objectif: accroître de 20 % l'audience du Cedefop sur les réseaux sociaux |

## Projet 2: [Service de presse et d'information – progrès en 2013 \(produits\)](#)

### Communiqués de presse

En 2013, le Cedefop a publié 22 communiqués de presse en anglais et en plusieurs autres langues (jusqu'à huit) sur divers thèmes, parmi lesquels: les travailleurs seniors, la conférence sur la formation par le travail/en apprentissage pour lutter contre le chômage des jeunes, les performances de la Croatie en matière d'EFP, l'annonce de la nomination du nouveau directeur du Centre, la manifestation des quatre agences à Bruxelles, la manifestation de clôture du programme de visites d'étude et la conférence sur les acquis de l'apprentissage. À cela sont venus s'ajouter, à partir du second semestre, des communiqués de presse accompagnant la publication des notes d'information (dans toutes les langues de parution des notes d'information). Cette approche multilingue vise à accroître la visibilité des thèmes traités dans les notes d'information du Cedefop auprès des médias au niveau des États membres.

Neuf notes d'information ont été publiées en huit langues, ainsi que dans la langue de la présidence tournante de l'UE: *Sensibilisation, analyse et conseil pour une meilleure efficacité des politiques d'EFP et d'apprentissage tout au long de la vie: réalisations du Cedefop en 2012 et activités*

*prévues en 2013; Travailleurs aux temps argentées: un nouvel âge d'or; Qualité: une condition sine qua non de la confiance dans les certifications; Compétences pour une Europe sobre en carbone; Les voies de la reprise: trois scénarios pour les compétences et le marché du travail à l'horizon 2025; Perspectives et défis d'ECVET, le système européen de crédit d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels; Renouer avec la formation, renouer avec l'emploi – Aider les adultes peu qualifiés à sortir du chômage; Les cadres de certifications en Europe: établir les liens appropriés; Éviter que les jeunes quittent prématurément le système d'éducation (et de formation): les solutions qui marchent.* Toutes les notes d'information sont disponibles sur le site web du Cedefop en formats pdf et e-pub (<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>).

Les entretiens et articles du Cedefop ont été largement publiés/diffusés en 2013. Outre plusieurs entretiens accordés par le nouveau directeur aux médias européens et nationaux des États membres à l'occasion de sa nomination, les médias suivants ont publié/diffusé des entretiens accordés par le Cedefop: quotidien *JFDaily* (Chine), radio *98.4* (Grèce), magazine *Live and learn* de l'ETF, site web influent *EurActiv* (Royaume-Uni/Europe), journal *Die Welt* (Allemagne), journal *Aggelioforos* (Grèce), quotidien *Kathimerini* (Chypre) et journal *Times of Malta*. Un article du directeur adjoint a été publié dans le magazine *Public service Europe* (Royaume-Uni). Le directeur adjoint a également accordé une interview au magazine *Reflex* (Suisse), qui sera publiée en janvier 2014. Les données de suivi de la couverture médiatique font état d'un total de 491 articles d'information sur le Cedefop.

En 2013, le Cedefop a publié une dizaine de numéros de son infolettre (*Cedefop newsletter*), dont le nombre d'abonnés s'élève désormais à 4 971 (4 215 en 2012).

À la fin de l'année 2013, 109 messages avaient été publiés sur Facebook et 464 sur Twitter, suivis par 4 347 abonnés sur le compte Facebook du Cedefop et 2 058 sur son compte Twitter (fin 2012, le Centre comptait 2 715 abonnés sur Facebook et 1 300 sur Twitter), soit une progression de 60 % et 58 % respectivement, chiffres très supérieurs à l'objectif de 20 % de progression de l'activité sur les médias sociaux fixé pour 2013. L'envoi et la publication de minimessages en direct depuis les importantes conférences et autres manifestations, introduit durant l'année, ont amélioré l'interaction (davantage de partages, de retweets, de commentaires, etc.) et augmenté le nombre d'abonnés.

Pour la conférence du Cedefop des 12 et 13 juin, sept vidéos ont été produites (dont un entretien avec la commissaire européenne M<sup>me</sup> Androulla Vassiliou, d'autres fonctionnaires participant à cette conférence et le directeur faisant fonction du Cedefop). Ces vidéos sont disponibles sur le site web du Cedefop et sur sa page Facebook: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/articles/21606.aspx> (modification/nouvelle action). Pour cette même manifestation, un journal de conférence de quatre pages a été publié en version imprimée et en version électronique, ainsi qu'une seconde édition augmentée des commentaires des lecteurs (en version électronique uniquement: [http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/Newspaper\\_Interactive\\_COMMENTS\\_final.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/Newspaper_Interactive_COMMENTS_final.pdf)) (modification/nouvelle action).

De nouvelles listes de contacts de médias ont été créées pour la Croatie et Chypre et les autres listes ont été mises à jour et enrichies de nouveaux contacts.

### Activité: Documentation et information

Le service de bibliothèque et documentation a pour principale mission d'améliorer l'image de l'EFP et de soutenir les activités du Cedefop. Il soutient l'action de communication externe du Centre et fournit des contenus pour les projets des domaines opérationnels. En 2013, le service de bibliothèque et documentation se consacrera au suivi du communiqué de Bruges et à l'observation des données correspondantes.

La bibliothèque diffusera les informations fournies par le Cedefop auprès des principaux «multipliateurs» parmi les parties prenantes du Cedefop, au rang desquels figurent par exemple les bibliothèques du PE, du CESE et du CdR.

Le service assurera également la gestion de la base de données des contacts du Cedefop, afin de relayer l'information auprès des principaux groupes cibles du Centre. Le service de référence «Les experts de l'EFPP vous répondent» continuera de fournir aux questions posées par les parties prenantes du Cedefop des réponses alimentées par les bases de données exhaustives, multilingues et actualisées du Centre sur l'EFPP dans l'UE, ainsi que par ses études et ses analyses comparatives.

Le service de gestion des archives et d'archivage fournira un accès aux archives et conservera la «mémoire» du Centre, conformément aux bonnes pratiques en la matière. Il continuera également de développer et maintenir des systèmes électroniques d'information à l'appui des activités de communication du Cedefop.

### Impact escompté

La bibliothèque contribue à faire du Cedefop une source d'information faisant autorité en matière d'EFPP, d'aptitudes et de compétences.

#### Principaux résultats de l'activité

- Mise à jour de la bibliothèque numérique du Cedefop (VET-Bib)
- Gestion d'un service de référence, «Les experts de l'EFPP vous répondent», accessible depuis le portail web du Cedefop
- Développement du *Thésaurus européen de la formation* multilingue du Cedefop, destiné à favoriser une utilisation adéquate des concepts et définitions relatifs à l'EFPP
- Gestion de la base de données de contacts
- Gestion des archives et archivage

#### Indicateurs de résultats/mesures

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

- Fréquentation du site web (globale, ventilée par sections, bases de données)
- Satisfaction vis-à-vis des services ciblés (collecte ciblée, au-delà du système de mesure des performances)

### Activité: Documentation et information – progrès en 2013 (résultats)

En 2013, le travail s'est concentré sur les actions suivantes: (a) appui direct à l'agenda politique européen pour l'EFPP et soutien aux activités de rapports du Cedefop ainsi qu'au (nouveau) projet N-VET de suivi des politiques nationales pour soutenir la stratégie Europe 2020, qui donne accès à une sélection de documents primaires essentiels de tous les États membres (législation, politiques, initiatives, stratégies nationales, etc. dans le domaine de l'EFPP) et qui ouvre des liens vers d'autres sources européennes; (b) déploiement complet du système d'enregistrement du courrier sortant dans LiveLink (*Registration PLUS*), pour l'enregistrement intégré du courrier entrant et sortant, conformément à la norme de contrôle interne n° 11; (c) collecte d'informations exactes, à intervalles réguliers, pour le système de mesure des performances du Cedefop; (d) diffusion ciblée des publications clés du Cedefop via les bibliothèques des parties prenantes au niveau de l'UE (Parlement européen, Commission européenne, Conseil, CESE, Comité des régions, agences européennes, etc.), en utilisant la base de données de contacts du Centre.

Le service de documentation et d'information a livré tous les produits prévus dans les délais convenus et s'est acquitté des tâches supplémentaires demandées par la direction.

## Projet 1: [Documentation et service de référence](#)

En 2013, la bibliothèque continuera de soutenir les projets opérationnels en fournissant des contenus sélectionnés. Elle fournira des informations actualisées et complètes aux décideurs politiques, chercheurs et praticiens via sa bibliothèque numérique, la plus complète sur l'EFP en Europe. Le service de référence de la bibliothèque répondra quant à lui aux questions relatives à l'EFP.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                                                                    | Objectifs/calendrier/périodicité                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réponse aux demandes d'information (service de référence «Les experts de l'EFP vous répondent»)                                                                                                                                                                                  | Répondre à toutes les questions émanant des parties prenantes dans un délai de deux semaines après réception |
| Actualisation et gestion de la bibliothèque numérique du Cedefop (VET-Bib)                                                                                                                                                                                                       | Action continue                                                                                              |
| Plusieurs actions de marketing pour promouvoir VET-Bib                                                                                                                                                                                                                           | Action continue                                                                                              |
| Fourniture de contenus pour les projets opérationnels du Cedefop et contribution au processus de suivi des activités de développement des politiques d'EFP                                                                                                                       | Action continue                                                                                              |
| Assistance pour l'observation et la gestion des informations sur l'éducation et la formation liées aux recommandations du semestre européen, y compris suivi du communiqué de Bruges                                                                                             | Action continue                                                                                              |
| Développement du <i>Thésaurus européen de la formation</i> et intégration dans EuroVoc                                                                                                                                                                                           | Action continue                                                                                              |
| Création de profils et bibliographies thématiques basés sur les priorités à moyen terme: <ul style="list-style-type: none"> <li>• production de deux nouvelles bibliographies dynamiques</li> <li>• mise à jour de toutes les bibliographies dynamiques en temps réel</li> </ul> | Action continue                                                                                              |
| Enrichissement de la collection de la bibliothèque sur l'EFP et les questions connexes: publication et diffusion de 12 numéros de la liste des nouvelles acquisitions de la bibliothèque ( <i>VET Alert</i> )                                                                    | 12 fois par an                                                                                               |
| Fourniture d'informations pour l'infolettre du Cedefop: sélection des principaux documents, manifestations et publications pour chaque numéro                                                                                                                                    | 10 fois par an                                                                                               |
| Fourniture d'informations pour le système de mesure des performances: nombre de citations des travaux du Cedefop, liens web d'organisations homologues, coupures de presse, citations dans les documents de l'UE et la littérature sur l'EFP, liens à partir d'autres sites web  | Action continue                                                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                      |                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Suivi des développements relatifs à l'EFPP au sein des institutions européennes: rapport sur les manifestations liées à l'EFPP programmées par les institutions au cours des six mois à venir, pour identifier les possibilités de communication offertes au Cedefop | Action mensuelle |
| Fourniture de métadonnées pour le projet de portail web et/ou de vocabulaires contrôlés pour le portail web et d'autres systèmes d'information du Cedefop, selon les besoins                                                                                         | Action continue  |
| Séminaires et actions de formation pour les experts en EFPP et les autres catégories de personnel: deux séminaires d'entrée en service pour tous les nouveaux membres du personnel                                                                                   | Juin et novembre |

### Projet 1: **Documentation et service de référence – progrès en 2013 (produits)**

En 2013, ce service a répondu à 531 requêtes d'information (41 % émanant du personnel et 59 % d'utilisateurs externes).

Environ 11 numéros de *VET alert* (un numéro double en mai/juin) ont été publiés et envoyés aux abonnés. En 2013, *VET alert* comptait 2 999 abonnés (2 190 en 2012, 1 975 en 2011 et 534 en 2010). Des exemplaires en anglais et en français des neuf notes d'information ont été envoyés à toutes les bibliothèques d'Eurolib, pour leurs présentoirs.

La base de données bibliographiques sur l'EFPP du Cedefop (VET-Bib) a été enrichie et compte désormais plus de 85 800 références. En 2013, 2 500 nouvelles références y ont été ajoutées. Pour donner suite à l'enquête 2012 auprès des utilisateurs de VET-Bib, la page d'accueil a été réaménagée et simplifiée; un bandeau VET-Bib est désormais bien en évidence sur le portail web et sur l'intranet du Cedefop; le pied de page du bulletin *VET alert* ouvre un lien direct vers VET-Bib.

Le projet N-VET, instrument de suivi des politiques nationales pour soutenir la stratégie Europe 2020, est entré dans sa phase de mise en œuvre. Il contient 1 024 textes législatifs et documents politiques de 15 pays sélectionnés. Le prototype (version provisoire, uniquement en anglais pour l'instant) de la page web de N-VET est disponible à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/national-VET-legislation-programmes-initiatives.aspx>

Deux réunions ont été organisées entre la bibliothèque du Cedefop et l'équipe d'Eurovoc afin d'explorer les options pour poursuivre l'intégration du *Thésaurus européen de la formation* du Cedefop dans Eurovoc. Il a été convenu que le Cedefop fournirait des termes et la structure pour établir un microthésaurus Eurovoc de l'EFPP, qui n'existe pas à l'heure actuelle. Sur le plan technique, et compte tenu que le Cedefop a changé de système de gestion de son thésaurus, passant de ITT à *Vocbench* (un logiciel libre et convivial de gestion de thésaurus), la deuxième phase de développement de ce projet débutera en 2014. Les vocabulaires spécifiques, comme le *Thésaurus européen de la formation* du Cedefop, seront entièrement intégrés dans Eurovoc. Un module collaboratif sera élaboré.

Les profils thématiques élaborés en 2013 ont été importés dans N-VET et toutes les autres bibliographies dynamiques ont été actualisées.

Les données collectées pour plusieurs indicateurs du système de mesure des performances font état des résultats suivants: indicateur n° 1 – citations du Cedefop dans les documents politiques de l'UE: 613 mentions dans 216 documents européens et internationaux; indicateur n° 6 – citations des publications/études du Cedefop dans la littérature: 174 citations pour l'année 2013 et 431 pour la période de référence 2012/2013; indicateur n° 12 – couverture médiatique, audience des articles et des communiqués de presse: 491 mentions dans les médias.

Tous les articles et informations publiés sur le portail web du Cedefop sont indexés en utilisant les mots clés fournis par la bibliothèque. En 2013, des modifications ont été apportées à ces mots clés (liste de vocabulaires contrôlés: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/Browse-by-keyword.aspx>).

## Projet 2: Gestion des archives et archivage

En 2013, ce service continuera de garantir l'authenticité, la fiabilité et l'accessibilité des archives du Centre, afin de répondre aux obligations organisationnelles, financières et légales du Cedefop et de conserver les archives présentant une valeur historique. Ce service apportera également son soutien aux correspondants des banques d'archives relevant des domaines opérationnels.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                   | Objectifs/calendrier/périodicité                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Enregistrement intégré des archives internes et externes dans Livelink                                                                                                                          | Enregistrement le jour même de tous les messages électroniques reçus |
| Organisation des archives du Cedefop                                                                                                                                                            | Action continue                                                      |
| Séminaires pour les experts en EFP et les autres catégories de personnel; formation pour les correspondants des banques d'archives                                                              | Au moins deux par an, plus formation en présentiel                   |
| Contribution aux réunions du Système de gestion des ressources électroniques ( <i>electronic records management system</i> – ERMS) et du groupe des organisations internationales utilisatrices | Une fois par an                                                      |

## Projet 2: Gestion des archives et archivage – progrès en 2013 (produits)

L'enregistrement intégré des archives internes et externes dans le système de gestion électronique des documents (Livelink) est opérationnel et un registre central a été mis en place pour tous les documents. Ce faisant, le Centre a pleinement mis en œuvre la recommandation de l'IAS relative à la norme de contrôle interne n° 11.

Une formation complémentaire sur les questions de gestion des documents/archives a été dispensée aux membres du personnel et 34 000 documents ont été sauvegardés dans Livelink, dont quelque 14 000 classés en tant qu'archives et 2 985 enregistrés avec des métadonnées supplémentaires. Environ 3 260 courriers entrants ont été enregistrés.

Le travail d'organisation des archives et d'évaluation des archives historiques du Cedefop a progressé de manière satisfaisante. Tous les dossiers imprimés postérieurs à 1995 de la salle des archives ont été triés et classés conformément au plan de classification 2012. Tous les documents imprimés devant être détruits pour des raisons de protection des données ont été déchetés et chaque destruction a été documentée et consignée.

Le Cedefop a contribué à la réunion du groupe des organisations internationales utilisatrices du Système de gestion des ressources électroniques (Ermsugio) organisée par le Conseil de l'Europe (Strasbourg, 16 et 17 mai). Les conclusions ont souligné que LiveLink est encore tenu pour l'une des solutions les plus abouties pour la gestion des documents, la gestion des archives et le flux de travail sur les documents (l'utilisation de LiveLink est actuellement réexaminée en vue de réviser la stratégie de TIC du Cedefop).

### Projet 3: [Services d'information/bases de données](#)

Ce projet continuera de développer et maintenir les outils d'information et de communication (sur le web) les plus appropriés pour soutenir les activités de communication du Cedefop. En 2013, le travail sera centré sur la migration des données de contacts du Cedefop vers le logiciel CRM (gestion des relations avec la clientèle).

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                                                   | Objectifs/calendrier/périodicité |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| CRM/base de données de contacts: <ul style="list-style-type: none"> <li>• maintenance, améliorations et soutien aux utilisateurs</li> <li>• dispenser une formation CRM 2011 aux gestionnaires de contacts et d'activités</li> </ul>                            | Action continue<br>Mars          |
| ALEPH: <ul style="list-style-type: none"> <li>• maintenance, améliorations et soutien aux utilisateurs</li> <li>• passage complet à ALEPH 20 et migration vers ALEPH Direct v. 20 (technologie en nuage)</li> </ul>                                             | Action continue<br>Décembre      |
| VET-DET Livelihood: <ul style="list-style-type: none"> <li>• maintenance, améliorations et soutien aux utilisateurs</li> <li>• comptes VET-DET Livelihood créés pour tous les membres nationaux restants de ReferNet et utilisation normale par tous</li> </ul> | Action continue<br>Décembre      |

### Projet 3: [Services d'information/bases de données – progrès en 2013 \(produits\)](#)

Base de données de contacts/CRM: plus de 500 nouvelles personnes et plus de 1 000 institutions de contact ont été ajoutées en 2013. Outre les publipostages des communiqués de presse et des notes d'information, ce service a mené diverses activités de diffusion, portant notamment sur: l'enquête d'évaluation externe du Cedefop; la notification à ReferNet de l'outil de contributions bibliographiques sur l'EFPP; l'invitation à la réunion plénière d'Eurolib; l'avis de vacance de poste à Eurolib; l'invitation et l'ordre du jour du séminaire conjoint du Parlement européen et des agences européennes (25 septembre 2013); la communication des résultats de l'enquête 2012 auprès des utilisateurs de VET-Bib.

Formation: la base de données de contacts a été présentée à l'ensemble du personnel. Une formation complémentaire a été dispensée à plusieurs membres du personnel et aux membres de ReferNet. Des manuels de formation et des guides d'utilisation de la base de données de contacts/du CRM ont été produits (comme *How to manage individual contacts using the Cedefop contacts database* et *How to send CRM mailings from communications*) et plusieurs procédures en la matière ont été documentées (*Contacts management using the Cedefop contacts database CRM*; *Communication activity management using the Cedefop contacts database CRM*).

ALEPH (système intégré de bibliothèque): plusieurs améliorations apportées, notamment à la passerelle Z35-50 et à web OPAC pour donner suite aux observations formulées dans l'enquête auprès des utilisateurs; traitement en continu des références bibliographiques (plus de 85 800 références à ce jour), maintenance assurée et compilation de statistiques mensuelles.

Le Centre a décidé de ne pas relancer de procédure pour le passage à ALEPH 20 et la migration vers ALEPH Direct v. 20 (technologie en nuage) et de privilégier l'adhésion au cadre de la Commission (modification).

Maintenance, amélioration et soutien aux utilisateurs de VET-DET en continu: tous les membres nationaux de ReferNet ont désormais leur compte et l'utilisent normalement. La procédure de soumission des références bibliographiques via l'outil de contributions dans Livelihood a été documentée.

## Activité: Publications et gestion du contenu

Le Cedefop produit des documents de grande qualité, imprimés et en ligne, destinés à la publication ou à des conférences. Les publications électroniques (collections *working papers* [documents de travail] et *research papers* [documents de recherche]) constituent le format standard. L'impression papier est limitée à un petit nombre de publications phares. Le service de gestion du contenu web présentera sur le portail du Cedefop ([www.cedefop.europa.eu](http://www.cedefop.europa.eu)) des informations sur des thèmes spécifiques de l'EFP et offrira un accès aux publications et aux conférences du Centre. Les réseaux du Cedefop seront soutenus par les extranets et les flux RSS.

### Impact escompté

Reconnaissance du Cedefop en tant que source d'information faisant autorité en matière d'EFP, d'aptitudes et de compétences et en tant qu'organisation bien gérée.

**Activité ABB correspondante:** Publications et gestion du contenu; coûts indirects redistribués entre d'autres activités

### Principaux produits

- Amélioration de l'image de l'EFP grâce à des informations de haute qualité, multilingues, imprimées et en ligne, présentées sous une forme claire et conviviale, dans un format approprié pour les divers publics cibles et les principales parties prenantes
- Soutien aux activités du Cedefop grâce à des stratégies, des procédures et des services de publication internes réguliers, efficaces et efficaces

### Indicateurs de résultats/mesures

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

- Services d'appui efficaces et efficaces; délais respectés; suivi attentif du processus
- Services fournis dans les délais convenus avec les collègues
- Statistiques web

## Activité: Publications et gestion du contenu – progrès en 2013 (résultats)

Le Cedefop a poursuivi sa production de documents de grande qualité, imprimés et en ligne, destinés à la publication ou à des conférences. Les activités de publication ont continué de privilégier les formats électroniques, avec en parallèle la production de versions imprimées de brochures et dépliants d'information. La production de livres numériques, en format e-pub, pour les publications en ligne s'est poursuivie: au 31 décembre, 13 publications et neuf notes d'information (en huit langues au premier semestre et en neuf langues au second) avaient paru dans ce format. Malgré cette orientation vers la publication et la diffusion électroniques, la diffusion d'exemplaires imprimés demeure un outil de communication essentiel pour compléter les formats en ligne (un contenu-plusieurs formats). En 2013, plus de 22 000 exemplaires de publications imprimées et 29 000 dépliants ont été distribués lors de conférences et autres manifestations ou envoyés aux parties prenantes à partir des listes de publipostage.

En 2013, le portail web a fait l'objet de 413 000 visites, chiffre comparable à celui de l'année précédente.

Note: Il se peut que les chiffres communiqués par les services d'édition en langue anglaise, de présentation/conception graphique et d'impression soient différents compte tenu que toutes les publications imprimées en anglais ne font pas l'objet d'un travail d'édition, que certaines publications paraissent en plusieurs versions linguistiques outre l'anglais et que toutes les publications

ayant fait l'objet d'un travail d'édition et de présentation ne sont pas nécessairement imprimées. Les publications électroniques peuvent être imprimées sur demande.

## Projet 1: Édition et traduction

En 2013, le Cedefop éditera quelque 4 000 pages en anglais et traduira 4 500 pages, essentiellement à partir de l'anglais. Parmi les produits figureront des publications institutionnelles, des publications de référence, des documents de recherche et de travail et des notes d'information.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Objectifs/calendrier/périodicité |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Fourniture de services d'édition, de traduction et de révision linguistique à l'administration du Cedefop et aux aires opérationnelles.<br>Édition d'environ 4 000 pages. Parmi les produits:<br>trois publications institutionnelles du Cedefop (rapport annuel, rapport annuel d'activités, programme de travail);<br>cinq publications de référence; au minimum 10 à 12 notes d'information; documents de recherche et documents de travail | Action continue                  |
| Traduction/révision d'environ 4 500 pages dans les délais prévus.<br>Parmi les produits: deux publications institutionnelles du Cedefop (rapport annuel et programme de travail);<br>deux publications de référence, au minimum 10 à 12 notes d'information et des documents administratifs                                                                                                                                                    | Action continue                  |

## Projet 1: Édition et traduction – progrès en 2013 (produits)

Au 31 décembre, le service d'édition en langue anglaise avait traité 43 manuscrits, soit un total de 3 740 pages: deux publications institutionnelles (*Work programme 2013*, *Annual report 2012*), deux publications de référence, trois publications de la collection «documents d'information», neuf documents de recherche, cinq documents de travail, 10 notes d'information, 13 dépliants (pour la plupart des *Spotlights*, ou descriptions condensées des systèmes d'EFP), deux synthèses de documents plus volumineux et une base de données. À cela s'ajoutent 44 documents non destinés à la publication, représentant un total de 323 pages, qui ont nécessité un travail de révision linguistique.

Au cours de la même période, 2 272 pages ont été traduites (1 513 pages à partir de l'anglais et 759 à partir du grec). Les principales langues cibles ont été l'anglais (703 pages, essentiellement à des fins juridiques), le français et l'allemand (641 et 432 pages, respectivement), le grec (204 pages), l'italien (128 pages), l'espagnol (121 pages) et, dans une moindre mesure, le lituanien (42 pages pour la présidence lituanienne).

Le manuscrit de la nouvelle édition du glossaire *Terminology of European education and training policy/Terminologie de la politique européenne d'enseignement et de formation* a été finalisé et traduit en plusieurs langues (EN/ES/DE/FR/IT/PL/PT).

## Projet 2: **Présentation et conception graphique**

Ce projet continuera de fournir des concepts de design graphique et systèmes d'identité renvoyant à l'image visuelle du Cedefop. La présentation et la conception graphique garantissent que les produits de haute qualité imprimés et en ligne sont publiés dans un format approprié à ses divers publics cibles et à ses principales parties prenantes et contribuent à ce que le Cedefop soit reconnu comme une source fiable d'informations utiles sur l'EFPP.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Objectifs/calendrier/périodicité |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Développement de concepts de design graphique pour les publications du Cedefop <ul style="list-style-type: none"> <li>• deux publications institutionnelles du Cedefop (programme de travail, rapport annuel)</li> <li>• quatre ou cinq publications de référence</li> <li>• quatre ou cinq publications/brochures d'information</li> <li>• quatre ou cinq documents de travail</li> <li>• quatre ou cinq documents de recherche</li> <li>• 10 à 12 notes d'information</li> <li>• dépliants/brochures promotionnelles</li> </ul> | Action continue                  |
| Développement de systèmes d'identité visuelle et de matériel promotionnel pour au moins deux conférences importantes du Cedefop: programmes, dépliants, bloc-notes, affiches, banderoles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Action continue                  |
| Développement de matériel promotionnel pour au maximum deux manifestations de relations publiques: annonces, affiches, banderoles, dépliants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Action continue                  |
| Développement de concepts de design graphique pour les applications web et le matériel promotionnel en ligne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Action continue                  |

## Projet 2: **Présentation et conception graphique – progrès en 2013 (produits)**

Des concepts de présentation et de design graphique ont été développés pour les publications suivantes (y compris adaptations linguistiques):

- publications institutionnelles: 6 publications (3 titres, 3 adaptations linguistiques);
- documents et brochures d'information: 21 publications (8 titres, 13 adaptations linguistiques);
- documents de travail: 4 titres;
- documents de recherche: 5 titres;
- brochures et dépliants promotionnels: 4 (3 titres, 1 adaptation linguistique);
- notes d'information (*briefing notes*): 76 publications (9 titres, 67 adaptations linguistiques).

Des systèmes d'identité visuelle ont été développés pour les supports promotionnels de 4 conférences/ateliers (3 programmes de conférence, 4 bandeaux de site web, 12 banderoles, 11 affiches, 1 050 autocollants, 1 journal de conférence). Parmi les autres produits, on peut citer: 11 graphiques complexes, 1 catalogue d'exposition, 1 infolettre, 2 «gratte-ciel» et 2 boutons web, 1 invitation électronique, 5 banderoles promotionnelles de très grande dimension, 2 avis sur le web, 1 carte de Noël électronique, 1 calendrier, 1 prototype pour les collections de publications et le stand d'exposition du Cedefop.

### Projet 3: **Impression et diffusion**

Gestion de contenu pour les publications du Cedefop. Impression, diffusion et stockage des publications du Cedefop et impression, sur demande, d'autres publications imprimées nécessaires pour les conférences et autres réunions.

| Principaux produits pour 2013                                                                    | Objectifs/calendrier/périodicité                                                                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Impression de publications et dépliants                                                          | Dans les trois semaines suivant la réception du manuscrit final en fichier pdf                         |
| Production de documents pour des conférences, supports promotionnels                             | Fourniture de documents deux jours avant la manifestation (délai maximal de production: deux semaines) |
| Diffusion des publications auprès des parties prenantes et lors de conférences et manifestations | Dans les deux semaines suivant leur mise à disposition/la demande                                      |
| Traitement des demandes individuelles de publication                                             | Dans un délai de cinq jours ouvrables                                                                  |
| Gestion des listes de diffusion des publications                                                 | Listes de diffusion à jour                                                                             |
| Maintien des stocks à un niveau raisonnable (Cedefop et Office des publications)                 | Actions annuelles de déstockage et organisation des réimpressions selon les besoins                    |
| Fourniture de statistiques sur les publications électroniques et imprimées                       | Rapports aux réunions de l'équipe de gestion                                                           |
| Gestion de contenu pour les publications numériques du Cedefop                                   | Action continue                                                                                        |

### Projet 3: **Impression et diffusion – progrès en 2013 (produits)**

#### **Diffusion:**

Au total, 22 505 exemplaires de publications, 29 782 dépliants et 5 692 divers autres produits ont été diffusés, comme suit:

| Items (*)                               |                           |                                |              |            |
|-----------------------------------------|---------------------------|--------------------------------|--------------|------------|
| Mode de diffusion                       | Ouvrages                  | Dépliants, notes d'information | Divers (**)  | Actions    |
| A. Conférences et autres manifestations | 4 545 + 3 462 sur clé USB | 11 713 + 5 912 sur clé USB     | 5 045        | 49         |
| B. Commandes                            | 3 607 + 1 244 sur clé USB | 3 187 + 1 244 sur clé USB      | 203          | 83         |
| C. Publipostage                         | 8 893                     | 7 400                          | 0            | 59         |
| D. Divers (***)                         | 574                       | 326                            | 444          | 120        |
| <b>Total</b>                            | <b>22 505</b>             | <b>29 782</b>                  | <b>5 692</b> | <b>311</b> |

(\*) Total des chiffres: données du Cedefop et de l'Office des publications de l'Union européenne au 31 décembre 2013.  
 (\*\*) Publications autres que celles du Cedefop, articles de bureau, dossiers, cadeaux, etc.  
 (\*\*\*) Demandes diverses émanant de collègues, diffusion interne de nouvelles parutions.

#### **Nouvelles publications:**

5 documents de travail, 8 documents de recherche, 8 documents d'information (11 traductions), 9 dépliants (8 traductions), 9 notes d'information (67 traductions).

#### **Production de livres électroniques (format e-pub):**

13 publications (EN) et 9 notes d'information en DE/EL/ES/FR/IT/PI/PT (plus LT au second semestre).

#### **Droits d'auteur:**

le Centre a traité 6 demandes de droits d'auteur, dont 2 ont donné lieu à une licence de traduction et de publication.

#### **Gestion des stocks:**

les stocks ont été maintenus à un niveau raisonnable.

#### **Statistiques:**

un premier projet a été élaboré pour le nouveau système en ligne de diffusion des statistiques sur les publications imprimées (agrégées et ventilées par titre).

### Projet 4: **Gestion du contenu web**

L'équipe de gestion du contenu web du Cedefop assure la présentation d'une vaste gamme d'informations sur l'EFP: le portail web est le canal principal de communication du Centre sur internet. En 2013, le Cedefop continuera d'évaluer les efforts entrepris pour renforcer sa présence sur le web. Il poursuivra le développement et l'adaptation de son portail web pour satisfaire aux dernières tendances de la communication en ligne et prévoit une refonte de son intranet pour le rendre plus convivial et faciliter l'accès aux informations disponibles et aux outils administratifs.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                         | Calendrier/périodicité |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Définition et mise en œuvre d'une stratégie de marketing de contenu pour le site web du Cedefop                                                       | Mai                    |
| Définition d'une stratégie numérique du Cedefop en perfectionnant le recours aux médias sociaux                                                       | Septembre              |
| Amélioration de la convivialité du site web par l'amélioration de ses interfaces, comme sa fonctionnalité de recherche                                | Action continue        |
| Fourniture d'une analyse des données de segmentation des utilisateurs du portail web du Cedefop                                                       | Mars                   |
| Meilleur service aux utilisateurs par l'amélioration de l'intranet                                                                                    | Action continue        |
| Promotion des échanges d'informations avec les sites nationaux de ReferNet (flux RSS d'échanges d'informations et évaluation des sites web nationaux) | Action continue        |
| Évaluation et révision des processus commerciaux et des flux de travail sur le portail web du Cedefop                                                 | Action continue        |

#### Projet 4: [Gestion du contenu web – progrès en 2013 \(produits\)](#)

Un projet de plan stratégique pour le contenu du portail web a été élaboré en mai. Le plan proposé sera affiné conformément à la nouvelle stratégie de communication. Sur la base des conclusions du groupe de travail chargé de réviser la stratégie de TIC du Cedefop (modification/nouvelle action), il a été décidé de reporter à 2014 la mise en œuvre de cette stratégie, après le déploiement du nouveau système de gestion du contenu (modification).

Afin d'améliorer l'utilisation des médias sociaux et d'établir la stratégie numérique la plus efficace possible en la matière, le Cedefop a procédé à une évaluation de son usage des sites de réseaux sociaux comme Facebook et Twitter (septembre 2013), dont les résultats ont été pris en compte pour définir la stratégie de communication.

Diverses actions ont été menées pour améliorer la convivialité de certaines interfaces ou fonctionnalités du portail web, parmi lesquelles: ajout du numéro d'identifiant d'objet numérique (DOI) dans les publications; notification par courriel de la parution des publications et de leurs traductions; balisage sémantique des pages pertinentes dans les publications; politique de témoins de connexion (*cookies*) et messages désactivables pour informer les utilisateurs. Toutes ces actions ont été documentées dans le système de traçabilité (JIRA).

L'analyse des utilisateurs du portail web, reposant sur une segmentation de base des utilisateurs (nouveaux visiteurs/visiteurs récurrents) a été introduite en mars 2013, afin d'établir le «comportement des utilisateurs» à partir des données existantes et de la demande de contenu en ligne. Pour fournir un meilleur service intranet aux utilisateurs, un calendrier des manifestations à venir et une nouvelle rubrique d'information listant les actualités et avis relatifs à l'EFP ont été créés.

Des flux RSS supplémentaires ont été créés pour permettre aux membres de ReferNet d'extraire facilement les informations à partir du portail web. L'évaluation des sites nationaux de ReferNet a été effectuée en septembre 2013, dans le cadre des tâches permanentes de promotion des échanges d'informations avec les sites web nationaux de ReferNet.

Huit processus commerciaux et flux de travail spécifiques à la gestion du web ont été évalués et révisés – six ont été adoptés et placés dans la banque d’archives en juin. Deux autres processus (rubrique «À la une» et infolettre) ont été finalisés au dernier trimestre 2013, adoptés et placés dans la banque d’archives en janvier 2014.

Un groupe de travail a été mis en place pour réviser la stratégie de TIC du Cedefop et pour analyser la faisabilité de solutions en nuage pour diverses applications. Un sous-groupe de travail a été chargé de définir la meilleure marche à suivre pour développer le portail web. Une procédure d’appel d’offres pour la prestation de services de développement, de maintenance et d’assistance pour le portail web a été lancée et le contrat avec l’attributaire a été signé en décembre (modification/nouvelle action).

#### RESSOURCES – SERVICES ADMINISTRATIFS

### SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU CEDEFOP EN FOURNISSANT DES STRATÉGIES, DES PROCÉDURES ET DES SERVICES INTERNES RÉGULIERS, EFFICACES ET EFFICIENTS

#### Activité: Aire Ressources – soutien opérationnel

Une administration efficace et efficiente apporte une contribution directe à la réalisation des objectifs opérationnels du Cedefop. Elle développe des stratégies, procédures et services internes en cohérence avec les objectifs stratégiques et opérationnels du Centre, conformément au Statut du personnel et au règlement financier. L’administration soutient les activités liées aux ressources humaines, à la passation des marchés, au financement, aux TIC et à l’infrastructure. Elle élabore des outils et procédures internes afin de rationaliser les tâches administratives, d’optimiser l’efficacité de l’organisation et de garantir l’établissement de rapports clairs et exacts.

#### Impact escompté

À travers cette activité, le Cedefop entend être reconnu en tant qu’organisation bien gérée et assurer à ses opérations et à son personnel des services d’appui efficaces.

**Activité ABB correspondante:** coûts indirects redistribués entre d’autres activités

#### Principaux résultats de l’activité en 2013

Efficacité des services d’appui et respect des bonnes pratiques administratives via:

- la fourniture de services dans les délais prévus (ressources humaines, passation de marchés et financement, TIC et infrastructure);
- la gestion des ressources humaines;
- la gestion budgétaire et financière et les procédures contractuelles;
- la gestion de l’infrastructure;
- le plan de continuité des activités du Cedefop – phase 2: mise en œuvre du plan de continuité conformément aux priorités convenues et à la disponibilité des ressources (humaines et financières).

#### Indicateurs de résultats

(tels que définis dans le système de mesure des performances du Cedefop)

Efficacité et efficacité des services d’appui:

- **tableau des effectifs:** taux d’occupation des postes de 95 % (y compris procédures en cours)
- **diligence et durée des procédures de sélection:**
  - objectif 1: en moyenne, 60 jours ouvrables entre le délai de dépôt des candidatures et la finalisation du rapport du comité de sélection;
  - objectif 2: en moyenne, 120 jours ouvrables entre la publication d’un avis de vacance et la décision de l’autorité investie du pouvoir de nomination
- **offre de formation:** conforme aux objectifs stratégiques fixés: en moyenne, 10 journées par collaborateur et par année civile
- **budget total:** taux d’exécution de 98 %

- **délai moyen de paiement:** 28 jours
- **diligence des procédures de passation de marchés:** en moyenne, 150 jours pour les procédures ouvertes et 60 jours pour les procédures négociées
- **procédures de passation de marchés:** taux de réussite de 90 %
- **disponibilité des systèmes et services centraux de TIC:** 99 % pour le portail web, Europass, Olive, Fibus, Livelink, le courrier électronique et les télécommunications

#### Activité: Aire Ressources – soutien opérationnel – progrès en 2013 (résultats)

Tous les services fondamentaux ont été fournis avec efficacité et efficacité et conformément aux objectifs fixés, comme l'attestent les principaux indicateurs de résultats: (a) la disponibilité des systèmes et services centraux de TIC a dépassé 99,9 %, (b) le taux d'occupation du tableau des effectifs a atteint 98 % et (c) le taux d'exécution du budget a dépassé 99,7 %.

Le rapport de la Cour des comptes européenne sur l'exécution budgétaire pour l'exercice 2012 et le rapport annuel du Service d'audit interne ont réitéré l'appréciation concernant la bonne gestion du Centre.

Toutefois, les travaux de réfection des bâtiments n'ont pas été achevés et ont pris un retard supplémentaire. Selon le nouveau calendrier qui nous a été présenté, le chantier devrait être achevé d'ici à septembre 2014.

Dans l'ensemble, en dépit de plusieurs ajustements, les produits ont été livrés dans les délais convenus.

#### Projet 1: Ressources humaines

Le service des ressources humaines (RH) fournit une gamme complète de services centralisés de gestion des RH pour le personnel du Cedefop et aide la direction du Centre à attirer et à garder des employés qualifiés.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                            | Calendrier/périodicité |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Services fondamentaux de RH (sélection, recrutement, droits et obligations, évaluation et évolution de carrière, congés et absences, statistiques, etc.) | Action continue        |
| Recrutement d'un nouveau directeur et d'un nouveau directeur adjoint (et soutien pour l'entrée en fonctions du directeur)                                | Action continue        |
| Mise en œuvre de la réforme du Statut du personnel                                                                                                       | Action continue        |
| Suivi de l'enquête de satisfaction auprès du personnel (sous réserve d'une décision de la direction)                                                     | Action continue        |
| Réitération de la procédure de marché public pour la fourniture de services médicaux (examens médicaux)                                                  | Juin                   |

|                                                                                     |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Amélioration de l'évaluation des besoins de formation et de l'offre de formation    | Action continue |
| Soutien à la continuité des activités par la numérisation des dossiers du personnel | Novembre        |
| Révision du processus de sélection                                                  | Juin            |

### Projet 1: **Ressources humaines – progrès en 2013 (produits)**

En 2013, le tableau des effectifs du Cedefop comptait 100 postes (101 en 2012). Au 31 décembre 2013, le taux d'occupation du tableau des effectifs était de 98 % (au sens du plan pluriannuel de politique du personnel: nombre de postes inscrits = nombre de postes pourvus). Deux postes étaient laissés vacants en vue de leur suppression en 2014, pour donner suite à la demande de la Commission de réduire les effectifs de 5 % au cours des prochaines années.

Huit procédures de sélection (lancées en 2012) ont été menées à bien en 2013 et 10 nouveaux membres du personnel ont été recrutés. Le nouveau directeur du Cedefop a pris ses fonctions le 16 octobre 2013. Trois procédures de sélection ont été lancées en 2013, dont deux étaient achevées fin décembre; la troisième a été lancée en novembre 2013 pour le recrutement d'un directeur adjoint, conformément à une décision du Conseil de direction. La durée moyenne des procédures de sélection est demeurée stable par rapport aux deux années précédentes et est bien plus courte que les objectifs fixés: 49 jours ouvrables entre la date limite de dépôt des candidatures et la finalisation du rapport du comité de sélection (objectif: 60 jours) et 94 jours ouvrables entre la publication de l'avis de vacance et la décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination (objectif: 120 jours).

Un nouveau Statut du personnel a été adopté en octobre 2013 et est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Une réunion d'information a été organisée en novembre afin de familiariser le personnel avec les principales modifications apportées. Toutes les précisions supplémentaires sont fournies en temps utile et des entrevues individuelles sont organisées si besoin est. Les activités de mise en application du nouveau Statut se poursuivront en 2014. Le Cedefop est membre du groupe permanent des agences qui a discuté et négocié avec la Commission l'application des modalités d'exécution spécifiques visées à l'article 110.

Suite à une enquête auprès de l'ensemble du personnel conduite en décembre 2012 et janvier 2013, un plan d'action a été établi et la mise en œuvre des mesures spécifiques qu'il comporte a d'ores et déjà débuté.

La procédure de marché public pour la fourniture de services médicaux a été relancée en juin 2013. La réunion de démarrage s'est déroulée en décembre et le personnel a été informé de la sélection du nouveau prestataire.

Suite à la nomination d'un nouveau responsable de la formation et du développement, cette fonction a été profondément réorganisée et restructurée. Les besoins de formation et de développement ont été systématisés et les critères applicables aux fonctions essentielles révisés. La première phase de l'automatisation du traitement des données relatives au poste de responsable de la politique de formation et de développement est en cours. La politique de formation et de développement est en cours de révision, en vue d'élaborer une stratégie en la matière pour les prochaines années.

La procédure d'appel d'offres pour la numérisation des dossiers personnels s'est achevée dans les délais prévus et le contrat a été signé en novembre. La numérisation sera effectuée au deuxième trimestre 2014. Les dossiers du personnel sont actuellement vérifiés et (le cas échéant) réorganisés afin d'uniformiser leur structure avant leur numérisation.

Pour réviser la procédure de sélection, s'imposait aussi une révision des avis de vacance, afin d'en améliorer la clarté tant pour les candidats potentiels que pour les comités de sélection (un tableau

synoptique, permettant aux candidats d'évaluer la pertinence de l'avis de vacance et mentionnant le nombre indicatif de postulants invités à se présenter aux épreuves écrites et aux entretiens, a été ajouté afin de gérer les attentes des intéressés). En outre, la procédure prévoit désormais une déclaration d'engagement à servir en toute indépendance les intérêts publics.

## Projet 2: **Finances et marchés publics**

Ce service aide le personnel du Cedefop à prévoir, utiliser et suivre les crédits budgétaires. Il assure l'établissement de rapports internes et externes sur les questions d'ordre financier et budgétaire et collabore avec le service des TIC afin d'assurer en permanence la disponibilité, l'amélioration et la mise à jour des outils correspondants (Fibus, PAME, ABB).

Il aide le personnel du Cedefop à planifier, élaborer et exécuter les procédures de marchés et de contrats, par le biais de ProLive (application de passation de marchés en ligne), pour les besoins opérationnels et administratifs.

Il contrôle par ailleurs l'exécution des contrats dans leurs volets administratifs et financiers et vérifie le respect des impératifs juridiques par des contrôles ex post.

En 2013, en collaboration avec le service des TIC, le service Finance et marchés publics mettra en place un outil consolidé de suivi budgétaire et de rapports, comportant des informations intégrées sur l'activité de passation de marchés et sur les paiements, qui permettra d'effectuer un suivi et d'émettre des rapports rapides et complets sur les trois volets de la gestion financière du Cedefop: activité de passation de marchés, exécution du budget et paiements.

### Principaux produits pour 2013

### Calendrier/périodicité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Accompagnement efficace de tous ceux qui concourent à l'exécution du budget 2013, afin d'assurer l'exécution du budget du Cedefop, comme le reflète également l'ABB                                                                                                                                                                                                                                                   | Selon le calendrier des procédures budgétaires interne (CD) et externe (CE, autorité budgétaire) |
| Formation du (nouveau) personnel sur les questions relatives aux aspects financiers et aux marchés publics                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Action continue                                                                                  |
| L'actualisation, la simplification et la compilation du matériel d'orientation sur les aspects financiers et les marchés publics dans des manuels conviviaux devraient assurer la conformité à toutes les règles applicables et contribuer à un traitement rapide et efficace des appels d'offres et des paiements, au service de la réalisation optimale du programme de travail et d'une bonne exécution du budget. | Action continue                                                                                  |

## Projet 2: **Finances et marchés publics – progrès en 2013 (produits)**

En 2013, les améliorations suivantes ont été apportées aux deux principaux outils de suivi et d'établissement de rapports: (a) dans le tableau d'exécution budgétaire, les données sur l'exécution effective sont directement importées depuis Fibus et s'affichent dans des feuilles de calcul séparées, tandis que les dépenses prévues (jusqu'à la fin de l'exercice) sont importées depuis l'outil automatisé PayApEx régulièrement mis à jour; (b) de même, dans le tableau du plan de passation des marchés, le calendrier initial de chaque procédure est directement importé depuis l'outil automatisé ProLive. Comme prévu dans les examens réguliers de l'exécution budgétaire, le taux d'exécution du budget à

la fin de l'exercice 2013 est comparable à celui de l'année précédente (99,7 %).

Durant le premier semestre 2013, les nouveaux membres du personnel ont bénéficié d'un stage d'entrée en fonctions et d'une formation complémentaire, individuelle ou en groupe restreint. Un atelier interactif sur les pratiques de passation de marchés, auquel ont participé 23 membres du personnel, a été organisé en avril. Les conclusions de cet atelier ont été prises en compte dans la révision des lignes directrices pour les comités chargés de l'ouverture et de la sélection, ainsi que dans l'élaboration du modèle de cahier des charges.

Le travail d'élimination des documents obsolètes et de transfert/classement des documents à conserver dans les archives a été mené à bien. L'étape suivante, consistant à établir un manuel actualisé, complet et convivial relatif aux finances et à la passation des marchés, a débuté en septembre 2013. Après une phase préliminaire qui s'est achevée en décembre, le manuel est en cours de rédaction; il sera disponible en version électronique au plus tard à la fin du premier trimestre 2014 et, selon les besoins, en version imprimée.

La procédure d'adoption du budget rectificatif et supplémentaire (BRS) pour l'exercice 2013, concernant l'accord de délégation avec la DG EMPL pour les activités d'analyse des compétences, s'est achevée à temps pour pouvoir être approuvée par le Conseil de direction avant la fin de l'année. De même, la nouvelle réglementation financière (révisée), qui s'appuie sur le nouveau règlement financier-cadre applicable aux agences adopté par la Commission fin septembre 2013, a été adoptée par décision du nouveau conseil de direction le 9 janvier 2014 à l'issue de négociations avec la DG BUDG portant sur plusieurs adaptations proposées par le Cedefop. En outre, le Centre a participé au groupe de travail sur les modalités communes d'exécution du règlement financier-cadre des agences mis en place par la coordination des agences.

Même si le plan de passation des marchés 2013 a été exécuté efficacement (75 des 78 procédures se sont conclues par un contrat ou une subvention), pour améliorer l'efficacité et assurer les activités de suivi et de rapports en temps réel, il a été décidé que le plan 2014 serait directement accessible depuis ProLive, dont les fonctions de prévision permettent d'améliorer l'exécution budgétaire (transferts moins nombreux et plus rapides, plus faibles montants reportés en fin d'exercice).

### Projet 3: **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Le service des TIC fournit le matériel, les logiciels et l'infrastructure de réseau sous-jacents, ainsi qu'un appui interne. En 2013, le travail portera notamment sur la définition et le lancement d'une stratégie informatique prenant en considération les nouvelles technologies et l'informatique en nuage.

| Principaux produits pour 2013                                                                                                                                                          | Calendrier/périodicité |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Maintenance efficace des infrastructures, services et systèmes centraux tels qu'Europass, Olive, Fibus, Livelink, le portail web et les services s'adressant aux utilisateurs internes | Action continue        |
| Europass: amélioration des ressources web et support informatique en vue d'améliorer encore tous les outils Europass (voir aussi projet 3 – activité «Instruments européens communs»)  | Action continue        |
| Soutien aux procédures administratives pour améliorer l'efficacité                                                                                                                     | Action continue        |
| Réévaluation de la migration vers ABAC                                                                                                                                                 | Juin                   |
| Pour tirer parti du logiciel de passation électronique de marchés publics, envisager la mise au point d'un outil d'appel d'offres électronique                                         | Juin                   |

---

|                                                                                                                                         |          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Site de continuité des activités et de relève d'urgence doté d'une infrastructure informatique (en fonction des ressources disponibles) | Novembre |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

---

### Projet 3: Technologies de l'information et de la communication – progrès en 2013 (produits)

---

La maintenance efficace de l'infrastructure et des services de TIC a été assurée de manière à garantir un niveau maximal de disponibilité et de soutien aux utilisateurs tout au long de l'année. Diverses actions ont permis d'accroître la capacité du système de messagerie électronique, de mettre à niveau le logiciel et d'introduire des fonctionnalités supplémentaires facilitant l'accès à la messagerie sur internet. Le Centre s'est doté de services de cyberconférences et de visioconférences, qui facilitent la communication entre son personnel et les parties prenantes externes.

S'agissant d'Europass, le service de TIC a assuré le développement technique du Passeport de langues (outil en ligne lancé le 9 décembre), de la lettre de motivation (prototype livré aux fins de tests internes) et du site d'interopérabilité (lancé en août). Le travail sur le nouvel outil «Europass Expérience» a été interrompu à la demande de la Commission européenne. L'infrastructure a été contrôlée et adaptée afin d'éviter toute défaillance face aux pics et à l'augmentation croissante de la fréquentation. Un prototype pour l'intégration de la classification ESCO a été mis au point et présenté lors de la conférence de lancement de l'ESCO en octobre. Une proposition pour le lancement d'une campagne ciblée d'interopérabilité a été présentée à la Commission européenne (voir projet «Europass» relevant de l'activité «Instruments européens communs, certifications et acquis de l'apprentissage»).

Des améliorations ont été apportées aux procédures administratives suivantes: automatisation du suivi de l'exécution budgétaire; TEAMS (flux de travail de traduction); système de pointage; Prolive (passation des marchés); simplification du flux de travail administratif relatif aux bons de commande; gestion des dossiers individuels de formation via Fibus; nouveau module de cascade téléphonique et amélioration du module de réunions Fibus. Un outil en ligne convivial (JIRA) permettant l'organisation et le suivi des processus et des tâches a été présenté au personnel et mis à sa disposition, afin d'améliorer l'efficacité (novembre). Avant la fin de l'année, le module des horaires de travail dans Fibus avait également été modifié aux fins de conformité avec le nouveau Statut du personnel.

Malgré le retard pris dans la procédure d'appel d'offres du fait que le nouveau contrat-cadre de la DG Budget n'a été disponible que début 2013, la réévaluation de la migration vers ABAC a été menée à bien en novembre comme prévu et le Bureau a validé ses conclusions lors de sa réunion de décembre.

Le projet de développer un outil d'appel d'offres électronique a été abandonné, dès lors que la Commission européenne mettra en place un service de ce type en 2014 (modification).

Le site à distance des serveurs Europass, qui fait partie intégrante du plan de continuité des activités de TIC, est opérationnel. Il a été testé pour assurer l'ensemble de la fréquentation d'Europass en cas d'indisponibilité du site du Cedefop. Les serveurs du site de secours à distance devaient avoir été installés à l'Agence des droits fondamentaux de Vienne avant la fin de l'année. Toutefois, le site de Vienne n'étant pas encore prêt pour accepter la migration, celle-ci a été reportée au printemps 2014 (modification). La résistance de Fibus à une défaillance du serveur a été testée avec succès en septembre; les procédures de récupération en cas de sinistre pour l'application de gestion des relations avec les utilisateurs ont été rédigées.

Le groupe de travail sur la stratégie de TIC a finalisé la stratégie et défini les priorités en la matière. La mise en œuvre de la nouvelle stratégie a débuté avec le lancement en novembre d'une étude de faisabilité sur la poursuite ou non de l'utilisation de Livelink.

Le service des TIC a apporté une importante contribution à l'appel d'offres de services d'appui au portail web (voir projet 4 «Gestion du contenu web», relevant de l'activité «Publications et gestion du contenu»), ainsi qu'à l'appel d'offres de services de numérisation des dossiers personnels (RH). Il a

également fourni un appui aux aires opérationnelles pour divers nouveaux projets (N-VET, Panorama européen des compétences, mise à niveau de Stata/SPSS, réaménagement du site de ReferNet).

#### Projet 4: **Infrastructure**

Ce service assure l'entretien et la sécurité des locaux et fournit l'appui nécessaire pour permettre au personnel d'atteindre les objectifs du Cedefop.

En 2013, le travail se concentrera sur l'efficacité énergétique, l'amélioration et le suivi de l'entretien courant de l'infrastructure, ainsi que sur la continuité des activités.

| Principaux produits pour 2013 | Calendrier/périodicité |
|-------------------------------|------------------------|
|-------------------------------|------------------------|

|                                                                                           |                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Infrastructure de base et services de sécurité, travaux de maintenance                    | Rapports réguliers |
| Peinture des surfaces métalliques et de la clôture entourant le bâtiment                  | Juin               |
| Achèvement de l'installation d'un nouvel équipement audiovisuel des salles de conférences | Juin               |
| Propositions d'améliorations (économies d'énergie, santé et sécurité)                     | Juin et novembre   |
| Contribution du service Infrastructure au plan de continuité des activités                | ad hoc             |

#### Projet 4: **Infrastructure – progrès en 2013 (produits)**

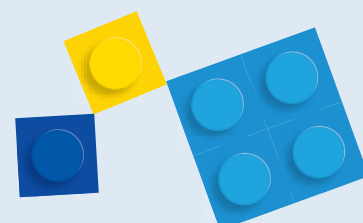
L'ensemble de l'infrastructure de base, des services de sécurité et des travaux de maintenance ont fait l'objet d'un suivi minutieux.

Les travaux de peinture des surfaces métalliques et de la clôture entourant le bâtiment ont été exécutés dans les délais prévus.

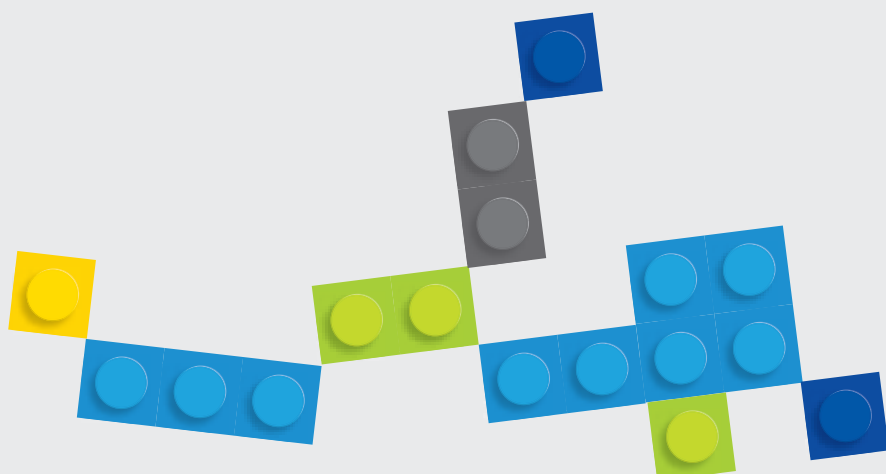
Le réaménagement de la salle de conférences Europa a été mené à bien en mars 2013. Le réaménagement des deux autres salles de conférences a dû être reporté en raison du retard dans l'achèvement des travaux de réfection du bâtiment. La salle Montessori devrait être prête en février 2014 et la salle Rousseau en mars 2014 (modification). Pour corriger les problèmes restants du bâtiment et répondre au besoin du Cedefop de disposer de salles de réunions, les dalles ont été renforcées dans les salles de conférences Montessori et Rousseau. Le réaménagement des locaux de l'ancienne crèche devrait être achevé en septembre 2014.

Le Cedefop a reçu son certificat de performance énergétique en novembre.

Tous les projets liés au plan de continuité des activités ont progressé selon le calendrier convenu.

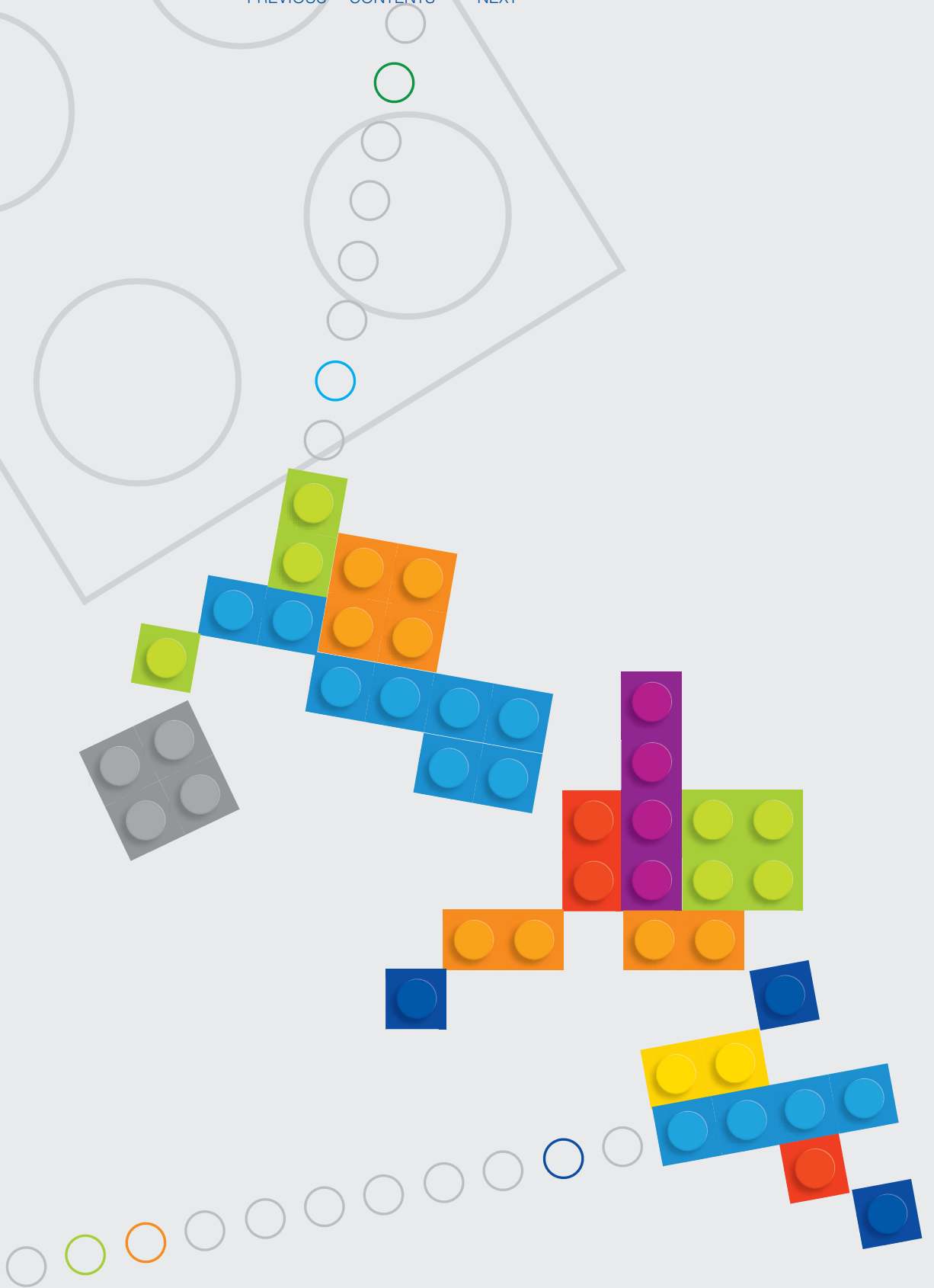


# Annexes



|             |                                                                     |     |
|-------------|---------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>I</b>    | Conseil de direction du Cedefop                                     | 109 |
| <b>II</b>   | Organigramme du Cedefop                                             | 115 |
| <b>III</b>  | Ressources humaines                                                 | 116 |
| <b>IV</b>   | Personnel du Cedefop par aire d'activités                           | 120 |
| <b>V</b>    | Exécution du budget 2013                                            | 124 |
| <b>VI</b>   | Budget par activité (ABB) 2013                                      | 126 |
| <b>VII</b>  | Indicateurs de performance du Cedefop 2013                          | 128 |
| <b>VIII</b> | Principales publications parues en 2013                             | 130 |
| <b>IX</b>   | Principales conférences et autres manifestations organisées en 2013 | 136 |
| <b>X</b>    | Statistiques Europass 2013                                          | 140 |
| <b>XI</b>   | Statistiques relatives aux visites d'étude 2012/2013                | 142 |
| <b>XII</b>  | ReferNet – Le réseau d'information du Cedefop pour l'EFP            | 147 |





## ANNEXE I

# Conseil de direction du Cedefop (situation au 31 décembre 2013)

Une liste mise à jour est disponible sur le site web du Cedefop:  
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/about-cedefop/governance/governing-board.aspx>

## MEMBRES PARTICIPANT AUX RÉUNIONS DU BUREAU

|                                                                       |                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Présidente<br>Organisations d'employeurs                              | M <sup>me</sup> <b>Barbara Dorn</b><br>BDA – Confédération des associations<br>d'employeurs allemandes<br>Directrice de l'éducation et de la formation professionnelle<br>Allemagne |
| Vice-présidente<br>Représentante des gouvernements                    | M <sup>me</sup> <b>Micheline Scheys</b><br>Ministère de l'éducation et de la formation<br>Secrétaire générale<br>Belgique                                                           |
| Vice-présidente<br>Représentante des organisations<br>de travailleurs | M <sup>me</sup> <b>Laurence Martin</b><br>Force Ouvrière – F.O.<br>Conseillère Technique Nationale Formation Professionnelle<br>France                                              |
| Vice-présidente<br>Commission européenne                              | M. <b>António Silva Mendes</b><br>Commission européenne<br>Direction générale de l'éducation et de la culture<br>Directeur de la DG EAC/B                                           |
| Commission européenne                                                 | M. <b>Pierre Mairesse</b><br>Commission européenne<br>Direction générale de l'éducation et de la culture<br>Directeur de la DG EAC/A                                                |
| Commission européenne                                                 | M <sup>me</sup> <b>Dana-Carmen Bachmann</b><br>Commission européenne<br>Direction générale de l'éducation et de la culture<br>Chef de l'unité DG EAC/B2                             |
| Représentant du groupe des<br>employeurs au sein du Bureau            | M. <b>Gerhard Riemer</b><br>Industriellenvereinigung<br>Chef de la division Éducation, innovation et recherche<br>Autriche                                                          |

|                                           |                                                                                                                                                                                                                          |
|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Coordinatrice<br>Groupe des gouvernements | M <sup>me</sup> <b>Gabriela Ciobanu</b><br>Centre national pour le développement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels<br>Chef de l'unité Développement des programmes de formation Roumanie |
| Coordinateur<br>Groupe des employeurs     | M. <b>Robert Plummer</b><br>BUSINESSEUROPE<br>(Confédération des entreprises européennes)                                                                                                                                |
| Coordinatrice<br>Groupe des travailleurs  | M <sup>me</sup> <b>Agnes Roman</b><br>Confédération européenne des syndicats – CES                                                                                                                                       |
| Commission européenne                     | M <sup>me</sup> <b>Ana-Maria Stan</b><br>Commission européenne<br>Direction générale de l'éducation et de la culture<br>Chargée de mission DG EAC/B2                                                                     |
| Commission européenne                     | M <sup>me</sup> <b>Isabelle Mazingant</b><br>Commission européenne<br>Direction générale de l'éducation et de la culture<br>Chargée de mission DG EAC/B2                                                                 |
| Commission européenne                     | M. <b>Pedro Chaves</b><br>Commission européenne<br>Direction générale de l'éducation et de la culture<br>Chargé de mission DG EAC/A3                                                                                     |
| Observatrice<br>Représentante de l'EEE    | M <sup>me</sup> <b>Ásta Sif Erlingsdóttir</b><br>Ministère de l'éducation, des sciences et de la culture<br>Université d'Islande – Bureau de liaison de la recherche<br>Islande                                          |

## MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION DU CEDEFOP <sup>(a)</sup>

|           | Représentants des gouvernements                                                                                                                              | Représentants des organisations de travailleur | Représentants des organisations d'employeurs |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>BE</b> | (système de rotation)<br>M <sup>me</sup> <b>Micheline Scheys</b><br>Vice-présidente, groupe des gouvernements<br>Ministère de l'éducation et de la formation | M. <b>Jef Maes</b><br>FGTB/ABVV                | M. <b>Jan Delfosse</b><br>Asbl Comeos vzw    |
|           | M <sup>me</sup> <b>Isabelle Voiturier</b><br>FOREM                                                                                                           |                                                |                                              |

|           | Représentants des gouvernements                                                                                                   | Représentants des organisations de travailleur                                                              | Représentants des organisations d'employeurs                                                                                                                                      |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>BG</b> | M <sup>me</sup> <b>Emilia Valchoska</b><br>Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences                               | <i>Sera nommé(e) à une date ultérieure</i>                                                                  | M <sup>me</sup> <b>Daniela Simidchieva</b><br>Association des industries bulgares<br>Union des entreprises bulgares                                                               |
| <b>CZ</b> | M. <b>Jakub Stárek</b><br>Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports                                                  | M. <b>Petr Pečenka</b><br>CMKOS                                                                             | M. <b>Milos Rathouský</b><br>Confédération de l'industrie de la République tchèque                                                                                                |
| <b>DK</b> | M. <b>Lars Mortensen</b><br>Ministère de l'enfance et de l'éducation                                                              | M. <b>Erik Schmidt</b><br>FTF – Confédération des employés et des fonctionnaires                            | M. <b>Henrik Bach Mortensen</b><br>Dansk Arbejdsgiverforening                                                                                                                     |
| <b>DE</b> | M. <b>Peter Thiele</b><br>Bundesministerium für Bildung und Forschung                                                             | M. <b>Hermann Nehls</b><br>Deutscher Gewerkschaftsbund – DGB                                                | M <sup>me</sup> <b>Barbara Dorn</b><br>Présidente<br>BDA – Confédération des associations d'employeurs allemandes<br>Directrice de l'éducation et de la formation professionnelle |
| <b>EE</b> | M. <b>Kalle Toom</b><br>Ministère de l'éducation et de la recherche                                                               | M <sup>me</sup> <b>Kaja Toomsalu</b><br>Confédération des syndicats estoniens                               | M. <b>Marek Sepp</b><br>Confédération estonienne des employeurs                                                                                                                   |
| <b>IE</b> | M. <b>John Mc Grath</b><br>SOLAS Head Office                                                                                      | M. <b>Frank Vaughan</b><br>Irish Congress of Trade Unions                                                   | M <sup>me</sup> <b>Tony Donohoe</b><br>IBEC<br>Irish business and employers                                                                                                       |
| <b>EL</b> | M. <b>Dimitrios V. Skiadas</b> <sup>(b)</sup><br>Université de Macédoine<br>Département des études internationales et européennes | M. <b>Michalis Kouroutos</b> <sup>(c)</sup><br>KANEP-GSEE                                                   | M. <b>Evangelos Boumis</b><br>K.E.K. – IVEPE                                                                                                                                      |
| <b>ES</b> | M. <b>D Jesús Barroso Barrero</b><br>Ministerio de Empleo y Seguridad Social                                                      | M. <b>Francisco Janiver López</b> <sup>(d)</sup><br>CCOO<br>Confederación Sindical de Comisiones Obreras    | M. <b>Juan Carlos Tejeda Hisado</b><br>Confederación Española de Organizaciones Empresariales – CEOE                                                                              |
| <b>FR</b> | M. <b>Jean-Marc Huart</b><br>Ministère de l'éducation nationale de la Jeunesse et de la Vie Associative                           | M <sup>me</sup> <b>Laurence Martin</b><br>Vice-présidente, groupe des travailleurs<br>Force Ouvrière – F.O. | M <sup>me</sup> <b>Siham Saïdi</b><br>Mouvement des Entreprises de France – MEDEF                                                                                                 |
| <b>IT</b> | M <sup>me</sup> <b>Lucia Scarpitti</b><br>Ministerio del Lavoro e delle Politiche Sociali                                         | M. <b>Bruno Vitali</b><br>FIM CISL Nazionale                                                                | M. <b>Claudio Gentili</b><br>Confindustria                                                                                                                                        |

|           | Représentants des gouvernements                                                                       | Représentants des organisations de travailleur                                               | Représentants des organisations d'employeurs                                                          |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>CY</b> | <b>M. George Panayides</b> <sup>(e)</sup><br>Human Resource Development Authority of Cyprus           | <b>M. Nikos Nikolaou</b><br>Cyprus Workers' Confederation SEK                                | <b>M. Michael Pilikos</b><br>Cyprus Employers & Industrialists Federation                             |
| <b>LV</b> | <b>M<sup>me</sup> Sanda Liepina</b> <sup>(f)</sup><br>Ministère de l'éducation et des sciences        | <b>M<sup>me</sup> Ruta Porneice</b><br>Confédération des syndicats libres de Lettonie – LBAS | <b>M<sup>me</sup> Marina Sklara</b><br>LDDK – Confédération des employeurs de Lettonie                |
| <b>LT</b> | <b>M. Saulius Zybartas</b> <sup>(g)</sup><br>Ministère de l'éducation et des sciences                 | <b>M<sup>me</sup> Tatjana Babrauskiene</b><br>Confédération des syndicats de Lituanie        | <b>M<sup>me</sup> Dovile Baskyte</b><br>Confédération lituanienne des industriels                     |
| <b>LU</b> | <b>M. Antonio De Carolis</b><br>Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle | <b>M<sup>me</sup> Danièle Nieves</b><br>OGB-L                                                | <b>M. Paul Krier</b><br>Chambre des Métiers du Grand Duché du Luxembourg                              |
| <b>HU</b> | <b>M. László Odrobina</b><br>Ministère de l'économie nationale                                        | <i>Sera nommé(e) à une date ultérieure</i>                                                   | <b>M<sup>me</sup> Adrienn Bálint</b><br>Confédération des employeurs et industriels hongrois – MGYOSZ |
| <b>MT</b> | <b>Dr Tanya Sammut-Bonnici</b> <sup>(h)</sup><br>University of Malta                                  | <b>M. Kevin Bonello</b><br>Forum of Maltese Unions (FOR.U.M)                                 | <b>M. John Huber</b> <sup>(i)</sup><br>Malta Business Bureau (MBB)                                    |
| <b>NL</b> | <b>M. Peter van IJsselmuiden</b><br>Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschap                   | <b>M. H.A. (Bert) Van der Spek</b><br>Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV)                 | <b>M. G.A.M. van der Grind</b><br>LTO Nederland                                                       |
| <b>AT</b> | <b>M. Reinhard Nöbauer</b><br>Bundesministerium für Bildung und Frauen                                | <b>M. Alexander Prischl</b><br>Österreichischer Gewerkschaftsbund – ÖGB                      | <b>M. Gerhard Riemer</b><br>Représentant des employeurs au sein du Bureau – Industriellenvereinigung  |
| <b>PL</b> | <b>M. Piotr Bartosiak</b><br>Ministère de l'éducation nationale – Ministerstwo Edukacji Narodowej     | <i>Sera nommé(e) à une date ultérieure</i>                                                   | <b>M. Andrzej Stepnikowski</b><br>ZRP – Association polonaise des artisans                            |
| <b>PT</b> | <b>M<sup>me</sup> Isilda Fernandes</b><br>Ministère de l'économie et de l'emploi                      | <b>M. Antonio Louis Correia</b><br>UGT                                                       | <b>M<sup>me</sup> Ana Maria Santos Gouveia Lopes</b><br>CARRISTUR – Formação                          |

|           | Représentants des gouvernements                                                                                                                                                                 | Représentants des organisations de travailleur                                                      | Représentants des organisations d'employeurs                                        |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>RO</b> | M <sup>me</sup> <b>Gabriela Ciobanu</b><br>Coordinatrice du groupe des gouvernements<br>Centre national pour le développement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels | M. <b>Gheorghe Simon</b><br>Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie – CNSLR-FRATIA | <i>Sera nommé(e) à une date ultérieure</i>                                          |
| <b>SI</b> | M. <b>Anton Simonič</b><br>Ministère de l'éducation et des sports / Division des affaires européennes                                                                                           | M. <b>Anton Rozman</b><br>Association des syndicats libres de Slovénie -ZSSS                        | M. <b>Anze Hirs</b><br>Association des employeurs de Slovénie                       |
| <b>SK</b> | M. <b>Juraj Vantuch</b><br>Institut national de l'EFP<br>Observatoire national de l'EFP                                                                                                         | M. <b>Alexander Kurtanský</b><br>Confédération des syndicats de la République de Slovaquie (KOZ SR) | M. <b>Martin Hošták</b> <sup>(i)</sup><br>Republikova unia zamestnavateľov          |
| <b>FI</b> | M <sup>me</sup> <b>Tarja Riihimäki</b><br>Ministère de l'éducation                                                                                                                              | M <sup>me</sup> <b>Kirsi Rasinaho</b><br>Centrale syndicale de Finlande (SAK)                       | M <sup>me</sup> <b>Satu Agren</b><br>Confédération des industries finlandaises – EK |
| <b>SE</b> | M <sup>me</sup> <b>Carina Lindén</b><br>Ministère de l'éducation et de la recherche                                                                                                             | M. <b>German Bender</b><br>TCO Sweden                                                               | M <sup>me</sup> <b>Karin Thapper</b><br>Industrie agroalimentaire de Suède          |
| <b>UK</b> | M <sup>me</sup> <b>Marilyn East</b><br>Department of Business, Innovation and Skills                                                                                                            | M. <b>Iain Murray</b><br>Trade Union Congress – TUC                                                 | M <sup>me</sup> <b>Kate Ling</b><br>Confederation of British Industry – CBI         |

## REPRESENTANTS DE LA COMMISSION EUROPEENNE <sup>(k)</sup>

### M. Jan Trzuszczński

Direction générale de l'éducation et de la culture  
Directeur général de l'éducation et de la culture

### M. António Silva Mendes

Vice-président, Commission européenne  
Direction générale de l'éducation et de la culture  
Directeur de la DG EAC-B  
Éducation et formation professionnelle; coordination d'Eramus+

### M. Pierre Mairesse

Direction générale de l'éducation et de la culture  
Directeur de la DG EAC-A  
Europe 2020: développement de la politique et analyse par pays

**M<sup>me</sup> Dana-Carmen Bachmann**  
 Commission européenne  
 Direction générale de l'éducation et de la culture  
 Chef de l'unité DG EAC/B2  
 Formation professionnelle et éducation des adultes; Erasmus+

**Participent également aux réunions:**

**M<sup>me</sup> Ana-Maria Stan**  
 Direction générale de l'éducation et de la culture  
 Responsable de politiques DG EAC-B4

**M<sup>me</sup> Isabelle Mazingant**  
 Direction générale de l'éducation et de la culture  
 Chargée de projet DG EAC-B4

**M. Pedro Chaves**  
 Commission européenne  
 Direction générale de l'éducation et de la culture  
 Responsable de politiques DG EAC-A3

## COORDINATEURS

| Représentants des gouvernements | Représentants des organisations de travailleur                                    | Représentants des organisations d'employeurs                                              |
|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                 | <b>M<sup>me</sup> Agnes Roman</b><br>Confédération européenne des syndicats – CES | <b>M. Robert Plummer</b><br>BUSINESSEUROPE<br>(Confédération des entreprises européennes) |

## OBSERVATEURS

|           |                                                                                                                                                                                                                 |                                                                         |                                                                        |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <b>IS</b> | <b>M<sup>me</sup> Ásta Sif Erlingsdóttir</b><br>Représentante de l'EEE au sein du Bureau<br>Ministère de l'éducation, des sciences et de la culture<br>Université d'Islande – Bureau de liaison de la recherche |                                                                         |                                                                        |
| <b>NO</b> | <b>M<sup>me</sup> Kristin Evensen</b><br>Ministère de l'éducation, de la recherche et des cultes                                                                                                                | <b>M. Tor-Arne Solbakken</b><br>Confédération norvégienne des syndicats | <b>M. Kristian Ilnér</b><br>Confédération des entreprises norvégiennes |

(<sup>e</sup>) Décision du Conseil du 16 juillet 2012 portant renouvellement du conseil de direction du Cedefop (JO C 228 du 31.7.2012, p. 3).

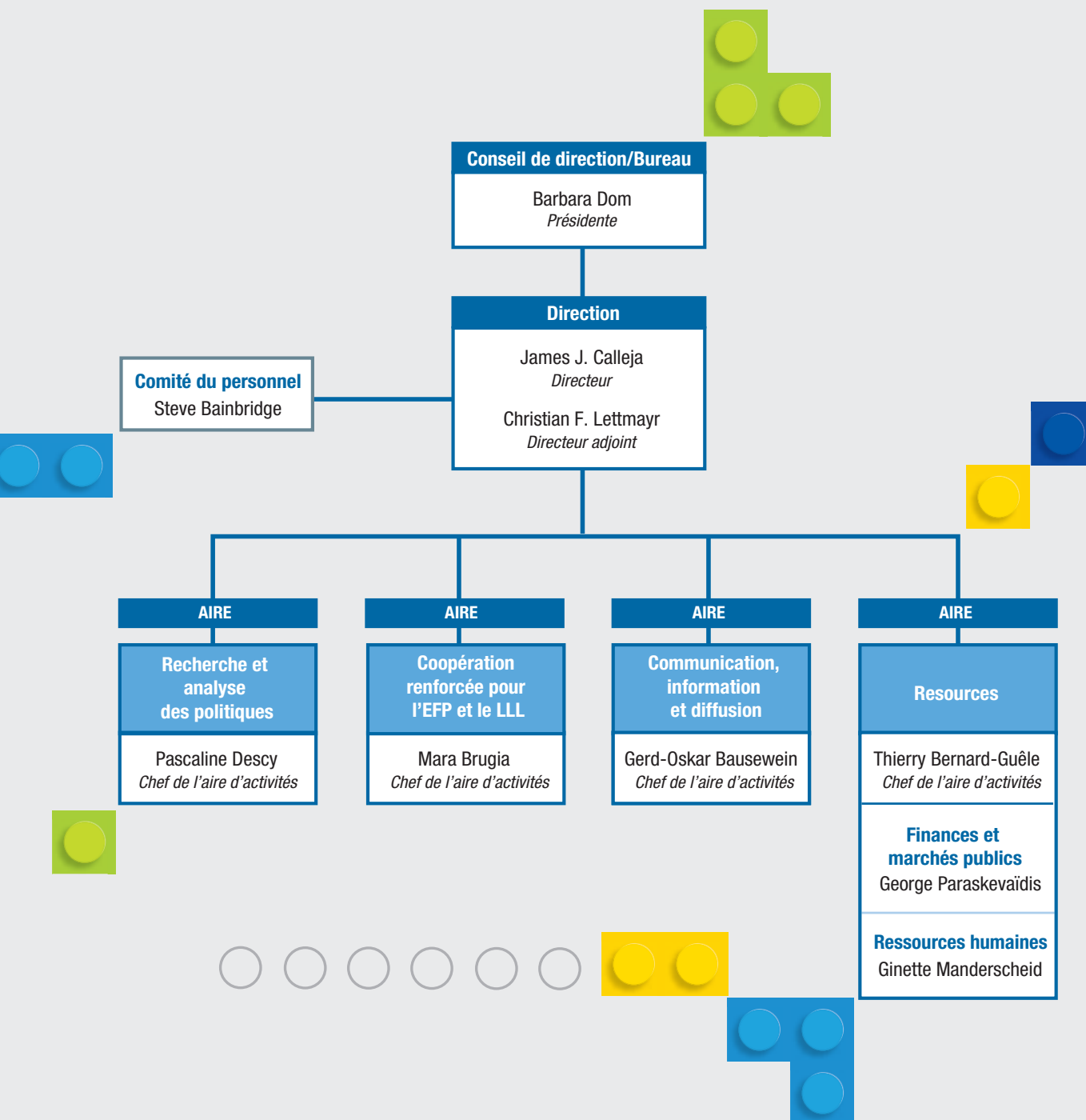
(<sup>e</sup>) JO C 308 du 12.10.2012.  
 (<sup>e</sup>) JO C 174 du 20.6.2013.  
 (<sup>e</sup>) JO C 159 du 5.6.2013.  
 (<sup>e</sup>) JO C 317 du 31.10.2013.  
 (<sup>e</sup>) JO C 317 du 31.10.2013.  
 (<sup>e</sup>) JO C 30 du 1.2.2013.

(<sup>e</sup>) JO C 340 du 21.11.2013.  
 (<sup>e</sup>) JO C 340 du 21.11.2013.  
 (<sup>e</sup>) JO C 382 du 12.12.2012.  
 (<sup>e</sup>) Communication – nomination des représentants de la Commission (JO C 88 du 25.3.2000, p. 6.).

ANNEXE II

# Organigramme du Cedefop

## Situation au 31 décembre 2013



### ANNEXE III

## Ressources humaines

### Situation du personnel au 31 décembre 2013

Le tableau des effectifs 2013 comptait 100 postes (51 AD et 49 AST). Il y avait plus de postes temporaires que de postes permanents, tant dans le groupe de fonctions AD (44/7) que dans le groupe AST (34/15).

Au 31 décembre 2013, le Centre employait 96 personnes sur la base du tableau des effectifs et deux offres d'emploi avaient été publiées pour pourvoir les postes AD vacants. Deux postes étaient laissés vacants en vue de leur suppression en 2014, conformément à la demande de la Commission de réduire les effectifs de 5 % au cours des prochaines années.

Le tableau des effectifs 2014 du Cedefop prévoit 98 postes (18 postes permanents et 80 postes temporaires). Ces chiffres reflètent les modifications suivantes apportées au tableau des effectifs 2013: deux postes permanents ont été transformés en postes temporaires (par procédure écrite en décembre 2013) et deux postes permanents ont été supprimés.

Au 31 décembre 2013, 123 personnes travaillaient au Cedefop, y compris:

- 4 experts nationaux détachés (END);
- 23 agents contractuels.

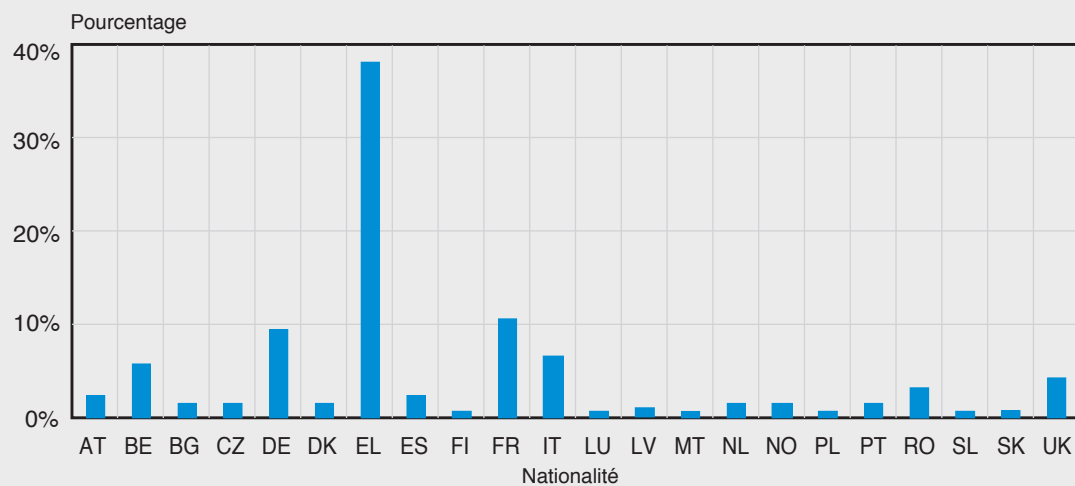
Travaillaient également au Centre les collaborateurs internes non statutaires suivants:

- un médecin;
- un assistant informatique (service d'assistance);
- des gardes assurant une sécurité 24 heures sur 24, avec trois relèves, sur la base d'un contrat de service spécifique avec une société par laquelle sont également employés les standardistes du Centre;
- des agents de nettoyage;
- des agents assurant l'entretien des bâtiments et du terrain.

Les graphiques ci-après présentent la composition du personnel statutaire par nationalité, âge, sexe et ancienneté de service au Cedefop.

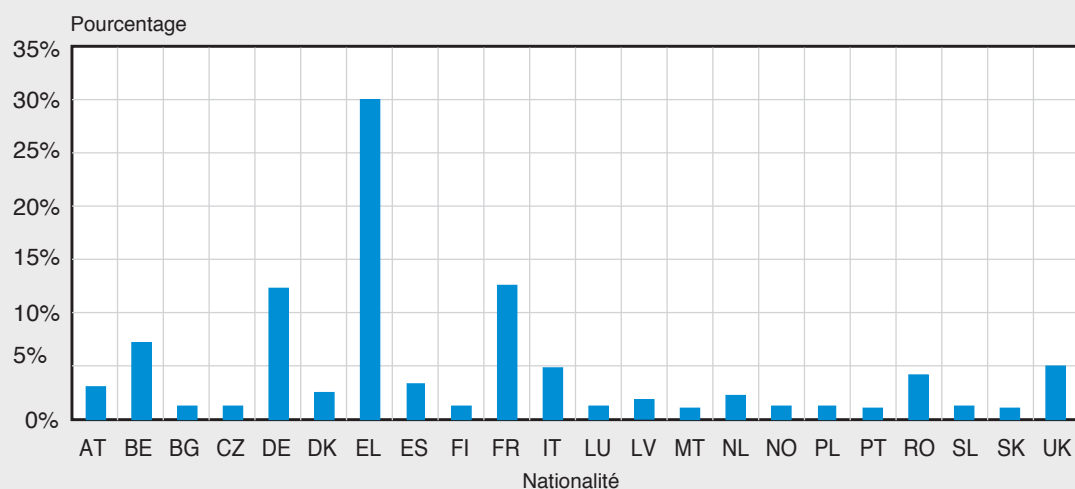
## Nationalité

### Personnel (\*) par nationalité

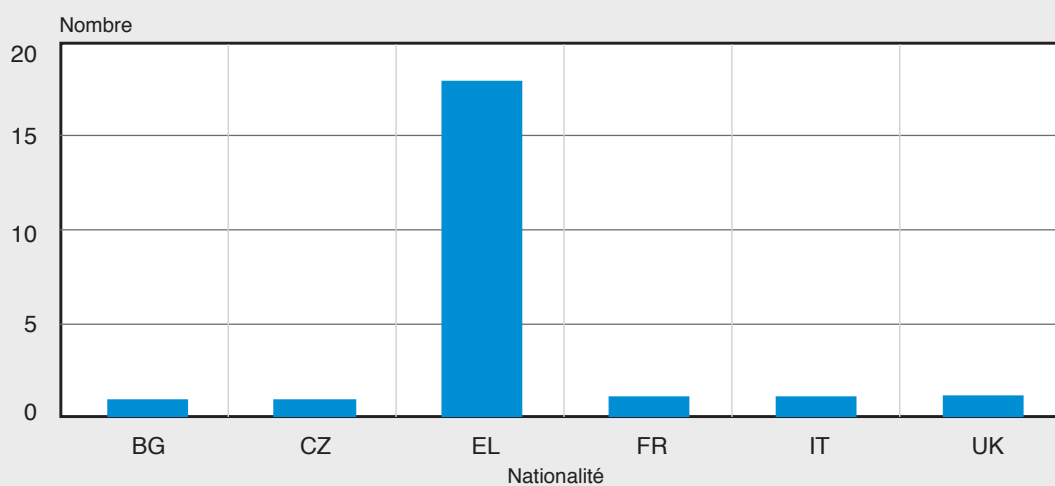


(\*) Comprend fonctionnaires, agents temporaires, agents contractuels et END.

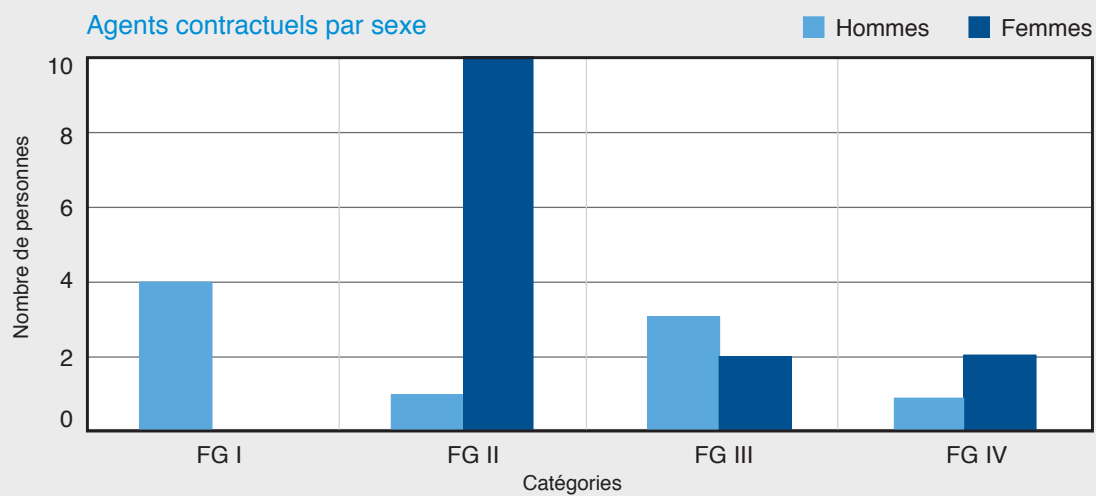
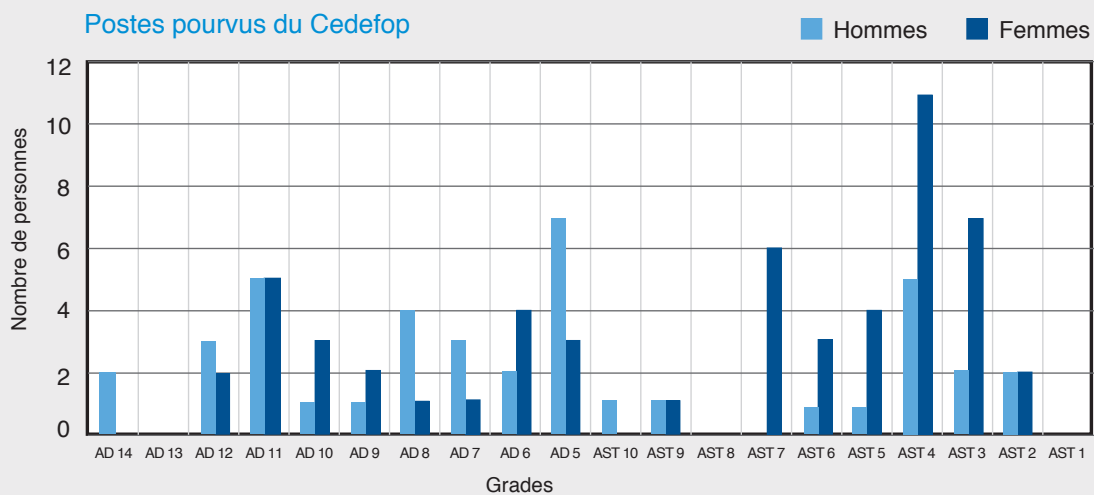
### Fonctionnaires et agents temporaires par nationalité



### Agents contractuels par nationalité (effectifs)

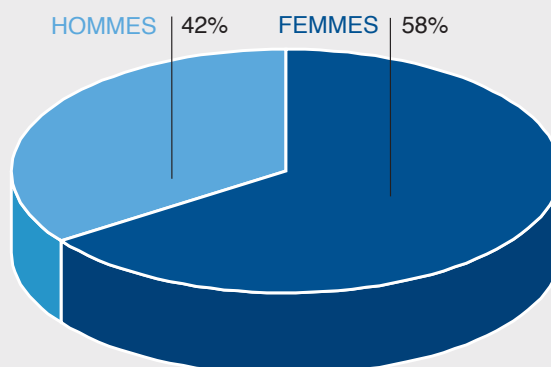


## Postes pourvus du Cedefop (hommes/femmes)



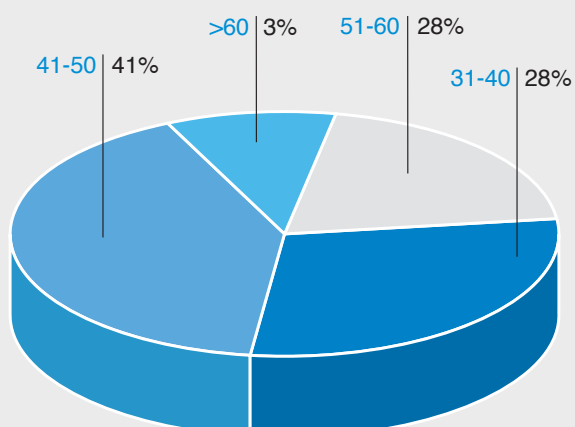
## Par sexe

### Ensemble du personnel (hors END) par sexe



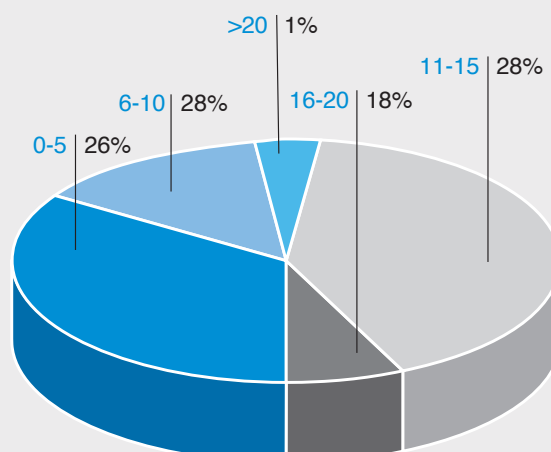
## Par âge

### Fonctionnaires, agents temporaires, agents contractuels et END, par âge



## Par ancienneté de service

### Fonctionnaires, agents temporaires et agents contractuels, par années de service



## ANNEXE IV

# Personnel du Cedefop par aire d'activités (au 31 décembre 2013)

## Direction

|                         |                              |       |
|-------------------------|------------------------------|-------|
| Directeur               | <b>Calleja James Joachim</b> |       |
| Directeur adjoint       | <b>Lettmayr Christian</b>    |       |
| Assistante principale   | Boukouvala-Ketterer Michèle  |       |
| Assistante              | Soerensen-Ballis Tine        |       |
| Assistante              | Vlahiotis Christina          |       |
| Assistante du directeur | Schmid Eleonore              | (50%) |

## Services juridiques, protection des données et système de mesure des performances

|                                     |                  |       |
|-------------------------------------|------------------|-------|
| Conseillère juridique               | Fuchs Miriam     |       |
| Assistante                          | Karamanoli Maria |       |
| Délégué à la protection des données | Antoniou Spyros  | (25%) |
| Délégué à la protection des données | Jesus Bustamante | (20%) |

### 1. Aire Recherche et analyse des politiques

|                                                      |                        |       |
|------------------------------------------------------|------------------------|-------|
| Chef de l'aire d'activités                           | <b>Descy Pascaline</b> |       |
| Assistante principale, gestion de l'aire d'activités | Puurunen Rauni-Helena  |       |
| Expert                                               | Badescu Mircea         |       |
| Expert principal                                     | Bainbridge Steve       | (95%) |
| Expert                                               | Barabasch Antje        |       |
| Assistante                                           | Berkat Maria           |       |
| Expert principal, coordination ReferNet              | Bousquet Sylvie        | (70%) |
| Assistant principal                                  | Graziosi Adriano       |       |
| Assistante                                           | Herpin Béatrice        |       |
| Assistant                                            | Katsikis Ioannis       |       |
| Assistant                                            | Korovilos Vlas         |       |
| Expert                                               | Kulss Dmitrijs         |       |

|                       |                                |       |
|-----------------------|--------------------------------|-------|
| Expert principal      | Kvetan Vladimir                |       |
| Expert                | Lipinska Patrycja              |       |
| Expert                | Moreno da Fonseca              |       |
| Assistante            | Panagiotou Roula               |       |
| Expert                | Pouliakas Konstantinos         |       |
| Expert principal      | Ranieri Antonio                | (30%) |
| Expert                | Raudsepp Kersti                |       |
| Expert                | Rego Valente Ferreira Fernanda |       |
| Expert principal      | Russo Giovanni                 |       |
| Expert                | Scheuregger Daniel             |       |
| Expert                | Serafini Marco                 |       |
| Expert                | Sofroniou Nicholas             |       |
| Assistante            | Van de Veerdonk Eleonore       |       |
| Expert principal      | Van Loo Jasper Bastiaan        |       |
| Assistante principale | Zoppi Marena                   |       |
| Expert principal      | Zukersteinova Alena            |       |

## 2. Aire Coopération renforcée pour l'EFP et le LLL

|                                                      |                             |       |
|------------------------------------------------------|-----------------------------|-------|
| Chef de l'aire d'activités                           | <b>Brugia Mara</b>          |       |
|                                                      |                             |       |
| Assistante principale, gestion de l'aire d'activités | Katsaouni Pelagia           |       |
|                                                      |                             |       |
| Assistante, publications                             | Bara Evangelia              |       |
| Assistante                                           | Basiakou Joanne             |       |
| Expert principal                                     | Bertzeletou Tina            |       |
| Expert principal, bureau de Bruxelles                | Bjørnåvold Jens             |       |
| Expert                                               | Christensen Hanne           |       |
| Expert                                               | David Craescu Ramona Carmen |       |
| Assistante                                           | De Martino Alessia          |       |
| Expert                                               | Dehmel Alexandra            |       |
| Expert principal, coordination VE (*)                | Feuerstein Michaela         |       |
| Assistante                                           | Gadji Silke                 |       |
| Expert principal, VE                                 | Hamers Hélène               |       |
| Expert, VE                                           | Jemeljanova Irina           |       |
| Assistante principale, VE                            | Karagiozopoulou Mary        |       |
| Expert, VE                                           | Kostakis George             |       |
| Expert principal                                     | Nezi Ioanna                 | (70%) |
| Assistante                                           | Noutsia Yvonne              |       |
| Assistante                                           | Oraiopoulou Vasiliki        |       |

(\*) VE = programme de visites d'étude

|                  |                         |       |
|------------------|-------------------------|-------|
| Expert principal | Pevec Grm Slava         |       |
| Expert           | Psifidou Irene          |       |
| Expert principal | Ranieri Antonio         | (70%) |
| Assistante       | Rusu Andreea            |       |
| Expert principal | Schmid Eleonora         | (50%) |
| Expert principal | Tchibozo Guy            |       |
| Expert principal | Tissot Philippe         |       |
| Expert           | Villalba-Garcia Ernesto |       |
| Expert principal | Zahilas Loukas          |       |
| Assistante, VE   | Zekou Chryssa           |       |

### 3. Aire Communication, information et diffusion

|                                                         |                             |       |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------|-------|
| Chef de l'aire d'activités                              | <b>Bausewein Gerd Oskar</b> |       |
| Assistante, gestion de l'aire d'activités               | Wintrebert Catherine        |       |
| Expert principal, relations avec les parties prenantes  | Bainbridge Steve            | (5%)  |
| Assistante, édition                                     | Bochori Stella              |       |
| Expert principal, traduction                            | Bousquet Sylvie             | (30%) |
| Assistant principal, édition en anglais                 | Bond David                  |       |
| Assistante principale, bibliothèque et documentation    | Brenner Bettina             |       |
| Expert principal, bibliothécaire système                | Bustamante Jesus            | (80%) |
| Assistante, impression et diffusion                     | Fotopoulou Zacharoula       |       |
| Expert principal, relations publiques et manifestations | Frey Corinna                |       |
| Assistant, gestion du contenu web                       | Ioannides Michael           |       |
| Assistante, enregistrement du courrier                  | Kanakoglou Vania            |       |
| Expert principal                                        | Mughini Clara               |       |
| Expert principal, service de presse                     | Nezi Ioanna                 | (30%) |
| Assistant, bibliothèque et documentation                | Roman Cosmin                |       |
| Assistante principale, bibliothèque et documentation    | Santos Maïte                |       |
| Assistant, impression et diffusion                      | Seiffert Peter              |       |
| Archiviste                                              | Stowell Robert              |       |
| Assistant, impression et diffusion                      | Tanakidis Michalis          |       |
| Assistante principale, gestion du contenu web           | Toussaint Nancy             |       |
| Assistante principale, bibliothèque et documentation    | Tsaïka Annie                |       |
| Assistante principale, organisation des conférences     | Tzolas Ekaterina            |       |
| Journaliste, service de presse et d'information         | Voudouri Rozalia            |       |
| Assistante, service traduction                          | Wehrheim Stéphanie          |       |
| Responsable bibliothèque et documentation               | Willem Marc                 |       |
| Assistante                                              | Zaveska-Deligiani Sarka     |       |

#### 4. Aire Ressources

|                                                                       |                               |       |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------|
| Chef de l'aire d'activités                                            | <b>Bernard-Guêlle Thierry</b> |       |
| Assistante, gestion de l'aire d'activités                             | Kiorpelidou Josephina         |       |
| Responsable – ressources humaines (RH)                                | Manderscheid Ginette          |       |
| Responsable – finances et marchés publics                             | Paraskevaïdis George          |       |
| Expert principal, opérations et infrastructure TIC                    | Antoniou Spyros               | (75%) |
| Assistante administrative, marchés publics                            | Assumel-Lurdin Clotilde       |       |
| Assistante administrative, marchés publics                            | Bacharidou Glykeria           |       |
| Assistante administrative, RH                                         | Bassou Dimitra                |       |
| Cuisinier                                                             | Deliopoulos Aris              |       |
| Assistant technique, services généraux de soutien                     | Dimakopoulos Dimitris         |       |
| Assistante administrative principale, régies d'avances                | Dovas Kalliope                |       |
| Assistante administrative, marchés publics                            | Eleftheroudi Dimitra          |       |
| Responsable de la formation et du développement                       |                               |       |
| Expert, gestion et rapports RH                                        | Germanova Rayna               |       |
| Assistant administratif principal, finances                           | Joureau Philippe              |       |
| Comptable adjointe                                                    | Kalpakidi Athanasia           |       |
| Assistante administrative, RH                                         | Koufa Christina               |       |
| Assistante technique                                                  | Kyparissa Martha              |       |
| Assistante administrative, finances                                   | Lantzoni Alexandra            |       |
| Assistant technique, services généraux de soutien                     | Markoglou Anastassios         |       |
| Assistant, développement et administration des systèmes d'information | Mellios Thomas                |       |
| Assistante administrative principale, finances                        | Mouffe Bernadette             |       |
| Responsable du restaurant                                             | Nikolaïdis Dimitris           |       |
| Assistant technique                                                   | Papadopoulos Alexandros       |       |
| Assistante principale, développement TI                               | Papargeris Stella             |       |
| Assistante administrative, RH                                         | Pedersen Trine                |       |
| Expert, gestion et sécurité de l'infrastructure                       | Sainidou Areti                |       |
| Assistant principal, administration des systèmes                      | Sakellariou Theodoros         |       |
| Expert, technologies web                                              | Siaperas Athanassios          |       |
| Assistant administratif, marchés publics                              | Sirakov Yanko                 |       |
| Assistante administrative, marchés publics                            | Stogianou Elena               |       |
| Cuisinier                                                             | Tanis Dimitris                |       |
| Comptable                                                             | Temkow Stephen Rocco          |       |
| Assistant administratif, RH                                           | Theodoridis Theodoros         |       |
| Expert principal, systèmes d'information                              | Thomas-Kollias Isabelle       |       |
| Assistante, TIC                                                       | White Caroline                |       |
| Assistant technique                                                   | Ziogas Konstantinos           |       |

## ANNEXE V

# Exécution du budget 2013

Le tableau montre que le taux d'exécution du budget 2013 du Cedefop est de 99,71 %, soit identique à celui du budget 2012. Ce taux d'exécution s'applique à la somme de la subvention communautaire, des ressources propres diverses et des contributions budgétaires 2013 de la Norvège et de l'Islande, pays associés.

La sous-utilisation prévue du Titre 1, due aux économies réalisées suite à certains départs ainsi qu'au report de certaines procédures de recrutement et de l'entrée en fonctions effective du niveau directeur qui n'est intervenue que mi-octobre, a servi à couvrir des dépenses inscrites aux Titres 2 et 3 liées à des services/produits nécessaires prévus dans le programme de travail.

Suite aux observations 2012 de la Cour des comptes, le report des crédits d'engagements du Titre 2 a été ramené au-dessous du seuil de 20 % (17 % en 2013, contre 37 % en 2012).

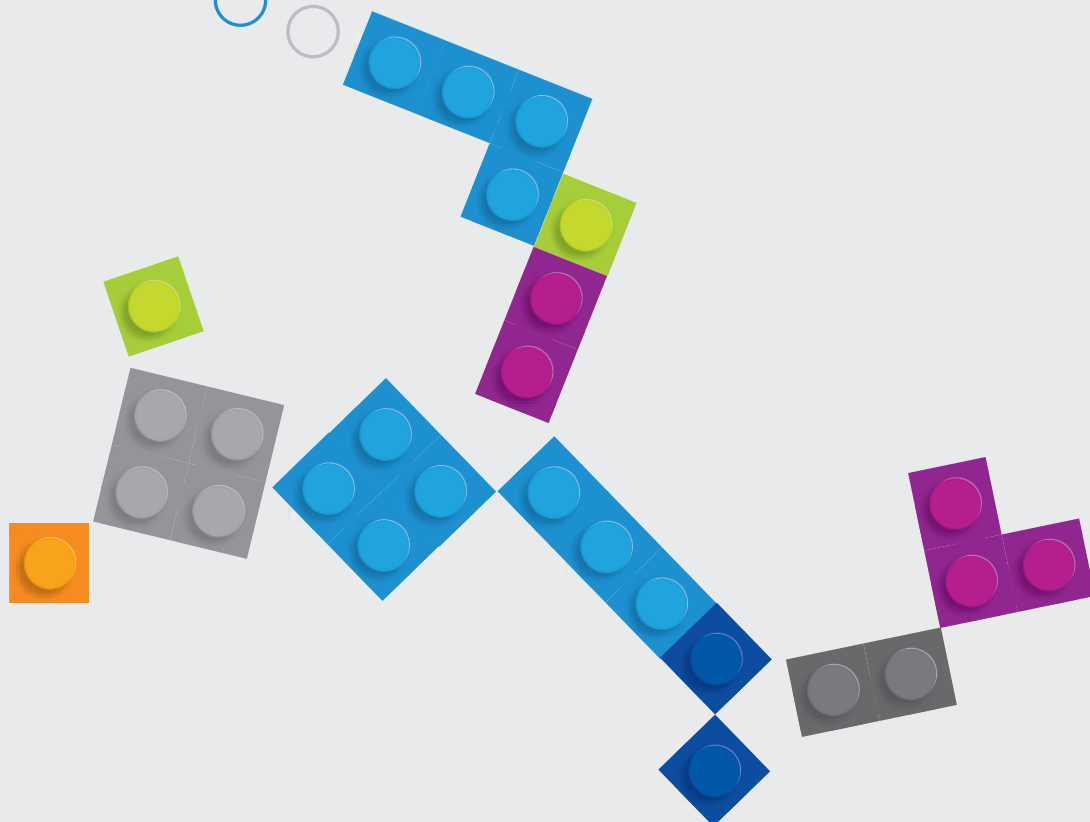
Compte tenu de la décision tardive de la DG EMPL de la Commission européenne approuvant le projet d'accord de délégation avec le Cedefop concernant la conduite d'études sur l'offre et la demande de compétences et les outils d'anticipation, le Conseil de direction a adopté le 19 décembre 2013 le BRS (budget rectificatif et supplémentaire) 1/2013 de 1,1 million d'euros pour financer cette action sur trois années (2014-2016). Le Cedefop a prévu d'utiliser la première tranche, d'un montant de 600 000 euros, durant l'été 2014, après achèvement de la procédure de passation de marché. Dès lors que cet accord de délégation ne s'applique pas à 2013, le montant correspondant n'est pas inclus dans ce rapport d'exécution budgétaire.

| Titres                                                             | A –<br>Budget initial | B –<br>Transferts | C –<br>Budget final<br>= A+ B |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------------------|
| <b>Titre 1</b> (Personnel)                                         | 11 285 000            | -323 600          | 10 961 400                    |
| <b>Titre 2</b> (Immeubles, matériel et dépenses de fonctionnement) | 1 486 000             | 0                 | 1 486 000                     |
| <b>Titre 3</b> (Dépenses d'exploitation, hors BRS)                 | 5 154 075             | 323 600           | 5 477 675                     |
| <b>Budget total</b> (hors BRS)                                     | <b>17 925 075</b>     | <b>0</b>          | <b>17 925 075</b>             |

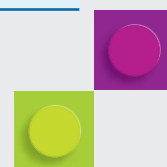
## Exécution des contributions européennes

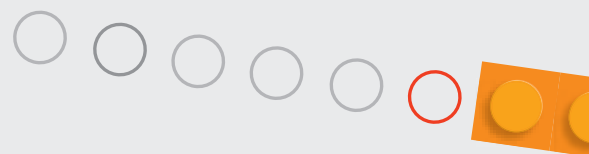
|                                                        |                   |
|--------------------------------------------------------|-------------------|
| Subvention communautaire                               | 17 433 900        |
| Participation d'États non membres (Norvège et Islande) | 481 175           |
| Ressources propres                                     | 10 000            |
| <b>Total</b>                                           | <b>17 925 075</b> |
| dont exécution en 2013                                 | 17 873 744        |
|                                                        | 99,71%            |





| D – Bloqué sur engagement provisionnel et spécifique | E – Budget restant à la fin de l'année = C-D | F – Exécution effective (bloqué en % du budget final) = D/C | G – Reports automatiques sur 2014 | H – Exécution du budget final = D+G | I – Taux d'exécution du budget = H/C |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| 10 876 454                                           | 84 946                                       | 99,23%                                                      | 54 551                            | 10 931 005                          | 99,72%                               |
| 1 460 714                                            | 25 286                                       | 98,30%                                                      | 18 017                            | 1 478 731                           | 99,51%                               |
| 5 400 393                                            | 77 282                                       | 98,59%                                                      | 63 615                            | 5 464 008                           | 99,75%                               |
| <b>17 737 561</b>                                    | <b>187 514</b>                               | <b>98,95%</b>                                               | <b>136 183</b>                    | <b>17 873 744</b>                   | <b>99,71%</b>                        |





## ANNEXE VI

# Budget par activité (ABB) 2013

Le tableau montre l'état d'exécution du budget par activité (*activity-based budget – ABB*) au 31 décembre 2013.

Le taux d'exécution du budget du Cedefop (subvention communautaire, contributions norvégienne et islandaise et ressources propres) à la fin de l'exercice (avant reports automatiques) s'élevait à 99,0 % (voir tableau, annexe V, colonne F).

Un accord de délégation pour un montant de 1,1 million d'euros a été signé avec la DG EMPL fin décembre 2013. La première tranche de ce montant, soit 600 000 euros, a été ajoutée au budget via un BRS (budget rectificatif et supplémentaire), mais elle n'apparaît pas dans l'ABB dès lors qu'elle ne sera utilisée qu'en 2014.

S'agissant des ressources humaines affectées aux diverses activités, certains transferts ont été effectués en raison des changements intervenus dans le personnel, ainsi que des réaffectations de personnel dues aux activités supplémentaires. Des départs non prévus et le report de certaines procédures de recrutement se sont traduits par une réduction globale de plus de deux postes en équivalent plein temps.

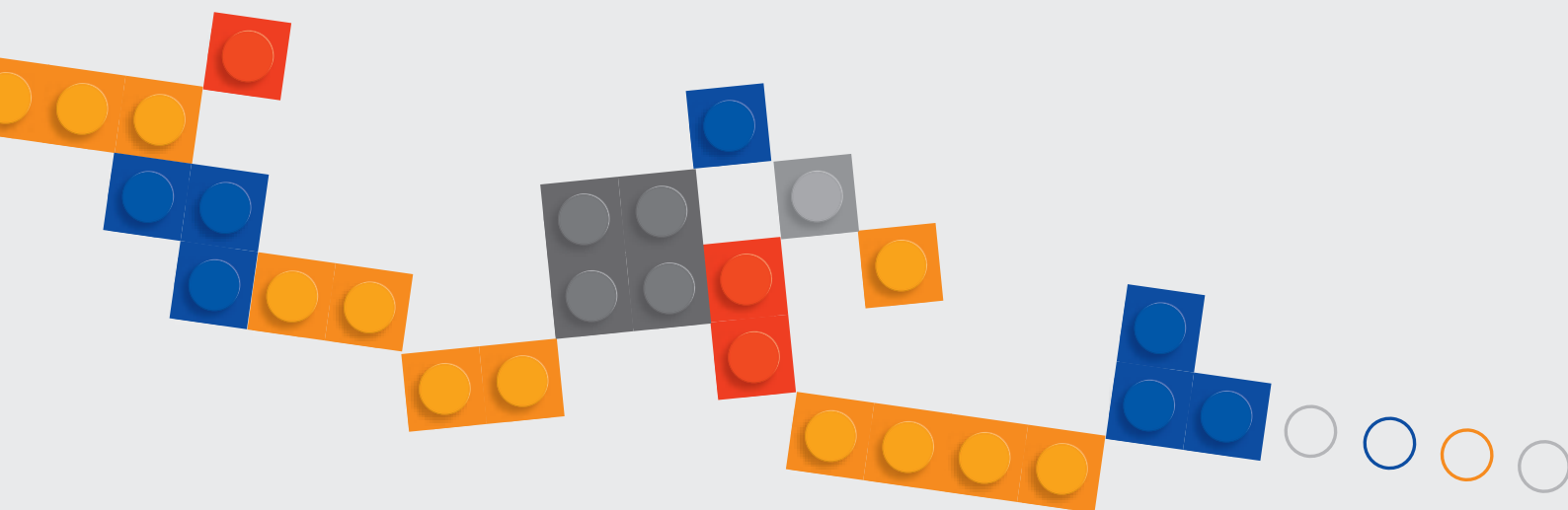
| Activity name                                               | FTE (*)       |               | Title 1                            | Title 2             | Title 3             | Total                              |                      |              |
|-------------------------------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|---------------------|---------------------|------------------------------------|----------------------|--------------|
|                                                             | Initial       | Current       |                                    |                     |                     | Initial                            | Current              | (%)          |
| Policy analysis and reporting                               | 29.54         | 26.44         | 2 631 630.36                       | 358 031.77          | 1 191 654.30        | 4 181 316.43                       | 3 795 337.45         | 90.77        |
| Common European tools, qualifications and learning outcomes | 23.29         | 24.97         | 2 279 540.68                       | 282 284.84          | 1 272 544.01        | 3 834 369.53                       | 4 165 451.03         | 108.63       |
| Study visits                                                | 9.63          | 9.41          | 873 204.45                         | 116 718.28          | 149 766.45          | 1 139 689.18                       | 1 148 072.61         | 100.74       |
| Adult learning transitions                                  | 18.80         | 18.15         | 1 721 603.39                       | 227 864.15          | 1 099 939.94        | 3 049 407.48                       | 3 172 406.48         | 104.03       |
| Skills analysis                                             | 17.69         | 18.95         | 1 621 013.04                       | 214 471.50          | 824 677.80          | 2 660 162.34                       | 2 834 018.99         | 106.54       |
| External communication                                      | 9.89          | 8.29          | 871 083.18                         | 119 929.50          | 280 950.12          | 1 271 962.80                       | 961 525.51           | 75.59        |
| Documents and information                                   | 13.75         | 13.93         | 1 253 512.42                       | 166 699.92          | 334 542.32          | 1 754 754.66                       | 1 638 454.06         | 93.37        |
| <b>ABB</b>                                                  | <b>122.59</b> | <b>120.14</b> | <b>11 251 587.52<sup>(1)</sup></b> | <b>1 485 999.96</b> | <b>5 154 074.94</b> | <b>17 891 662.42</b>               | <b>17 715 265.84</b> | <b>99.01</b> |
| <b>Budget 2013</b>                                          |               |               | <b>11 285 000.00</b>               | <b>1 486 000.00</b> | <b>5 154 075.00</b> | <b>17 925 075.00<sup>(2)</sup></b> |                      |              |

(\*) FTE: the FTE comprises (a) direct staff allocation; and (b) redistribution of staff in support of non-core activities. The initial redistribution key is based on planned costs while the 'current' is based on the activities' actual costs (blocked).

<sup>(1)</sup> Differences between the ABB and the final budget 2013 in Title 1 (EUR 33 412) correspond to unforeseen staff development.

<sup>(2)</sup> Total budget comprises (in euros):

|                                         |                      |
|-----------------------------------------|----------------------|
| EU contribution                         | 17 433 900.00        |
| Norway and Iceland (contributions 2013) | 481 175.64           |
| Cedefop own revenue (Titles 2 & 3)      | 10 000.00            |
| <b>Total</b>                            | <b>17 925 075.64</b> |



## Rapport synoptique sur l'ABB 2013

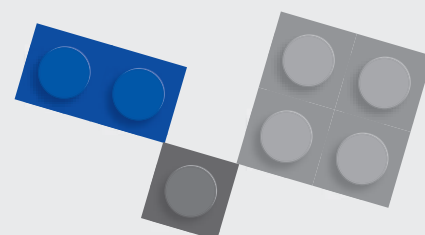
| Budget 2013       | Title 1              | Title 2             | Title 3             | Total                |
|-------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Initial amount    | 11 285 000.00        | 1 486 000.00        | 5 154 075.00        | 17 925 075.00        |
| Various transfers | -323 600.00          | 0.00                | 323 600.00          | 0.00                 |
| Final amount      | <b>10 961 400.00</b> | <b>1 486 000.00</b> | <b>5 477 675.00</b> | <b>17 925 075.00</b> |

| Budget execution 2013    | Title 1       | Title 2      | Title 3      | Total         |
|--------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| Blocked                  | 10 876 453.20 | 1 460 715.72 | 5 400 394.17 | 17 737 563.09 |
| (Blocked/final amount) % | 99.23         | 98.30        | 98.59        | 98.95         |
| Paid                     | 10 699 853.49 | 1 227 313.75 | 2 252 849.69 | 14 180 016.93 |
| (Paid/final amount) %    | 97.61         | 82.59        | 41.13        | 79.11         |

**NB:** In addition to the committed and paid Title 3 direct costs as shown in the table on the top of the page there are also transversal Title 3 costs which are not directly attributed to activities and which are included in the table on budget execution above. These account for the differences between the committed and paid *direct* costs for Title 3 and the committed and paid *total* costs for Title 3.

**Paid:** The final stage, that is, the payment run or physical payment which is made via the banking system.

**Blocked (or legal commitment):** The act whereby the authorising officer enters into or establishes an obligation which results in a charge (for instance a contract, grant agreement or order form).



## ANNEXE VII

# Indicateurs de performances du Cedefop 2013

| Type                                                                                                                              | Indicateur                                                                                                                         | 2013      | Tendance 2011-13                                                                      |      |      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------|------|------|
|                                                                                                                                   |                                                                                                                                    |           | 2011                                                                                  | 2012 | 2013 |
| <b>Conseil politique aux parties prenantes</b>                                                                                    | Documents politiques de l'UE citant les travaux du Cedefop                                                                         | 173       |    |      |      |
|                                                                                                                                   | (Nouveaux) mandats et missions UE confiés au Cedefop dans les documents politiques                                                 | 5         |    |      |      |
|                                                                                                                                   | Documents politiques de l'UE à la préparation desquels le Cedefop a contribué                                                      | 55        |    |      |      |
|                                                                                                                                   | Participation aux manifestations des présidences et réunions de haut niveau ou de soutien aux politiques                           | 166       |    |      |      |
| <b>Production de nouveaux éclairages et connaissances</b>                                                                         | Téléchargements de publ./doc. de travail/autres                                                                                    |           |                                                                                       |      |      |
|                                                                                                                                   | Nombre total de téléchargements                                                                                                    | 857 000   |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Téléchargements de publications                                                                                                    | 636 000   |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Citations des publications/études du Cedefop dans la littérature                                                                   | 431       |  |      |      |
| <b>Sensibilisation accrue des parties prenantes, des acteurs de l'éducation et de la formation ou de l'EFPP dans son ensemble</b> | Fréquentation du site web                                                                                                          |           |                                                                                       |      |      |
|                                                                                                                                   | Visites                                                                                                                            | 413 000   |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Visiteurs uniques                                                                                                                  | 269 000   |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Visites de visiteurs récurrents                                                                                                    | 156 000   |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Visiteurs récurrents                                                                                                               | 54 000    |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Pages affichées                                                                                                                    | 1 119 000 |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Participation à des conférences et autres manifestations                                                                           | 88        |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Qualité des manifestations organisées par le Cedefop (participants se déclarant très satisfaits ou satisfaits)                     | 94 %      |  |      |      |
| <b>Sensibilisation accrue des citoyens</b>                                                                                        | Résultats des visites d'étude auprès des parties prenantes et des acteurs de l'éducation et de la formation (taux de satisfaction) | 97 %      |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Résultats d'Europass auprès des citoyens                                                                                           |           |                                                                                       |      |      |
|                                                                                                                                   | Visites du site                                                                                                                    | 20,85 m   |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Téléchargements                                                                                                                    | 13,45 m   |  |      |      |
|                                                                                                                                   | Nombre de documents créés en ligne                                                                                                 | 10,16 m   |  |      |      |

| Type                                          | Indicateur                                                                                                                                                                                                                                     | 2013    | Tendance 2011-13                                                                      |      |      |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------|------|------|
|                                               |                                                                                                                                                                                                                                                |         | 2011                                                                                  | 2012 | 2013 |
| Sensibilisation accrue des citoyens           | Couverture médiatique, audience des articles et des communiqués de presse                                                                                                                                                                      | 492     |    |      |      |
|                                               | Qualité des manifestations organisées pour la communauté locale (au Cedefop, en Grèce)                                                                                                                                                         | –       |    |      |      |
| Efficience et efficacité des services d'appui | Services d'appui internes - Ressources                                                                                                                                                                                                         |         |                                                                                       |      |      |
|                                               | Taux d'occupation du tableau des effectifs                                                                                                                                                                                                     | 98 %    |    |      |      |
|                                               | Durée des procédures de sélection                                                                                                                                                                                                              | 94      |    |      |      |
|                                               | Intensité de la formation                                                                                                                                                                                                                      | 8.00    |   |      |      |
|                                               | Taux d'exécution du budget                                                                                                                                                                                                                     | 99,77 % |  |      |      |
|                                               | Diligence des opérations de paiement (délai de règlement des factures, en nombre de jours)                                                                                                                                                     | 11      |  |      |      |
|                                               | Diligence des procédures de passation de marchés (nombre de jours pour les procédures ouvertes)                                                                                                                                                | 178     |  |      |      |
|                                               | Taux de réussite des procédures de passation de marchés (pour les procédures ouvertes et les procédures négociées)                                                                                                                             | 94,87 % |  |      |      |
|                                               | Disponibilité des systèmes et services de TIC                                                                                                                                                                                                  | 99,90 % |  |      |      |
| Indicateurs de produits du PMS                |                                                                                                                                                                                                                                                |         |                                                                                       |      |      |
|                                               | Nombre de publications/documents de travail<br>5 documents de travail<br>8 documents de recherche<br>8 documents d'information<br>22 infolettres<br>9 notes d'information<br>9 dépliants<br>86 traductions (y compris les notes d'information) | 147     |  |      |      |
|                                               | Nombre de réunions/manifestations organisées par le Cedefop                                                                                                                                                                                    | 135     |  |      |      |
|                                               | Nombre d'articles d'information publiés sur le site web du Cedefop                                                                                                                                                                             | 322     |  |      |      |
|                                               | Nombre et profil des visiteurs lors des manifestations organisées par le Cedefop (dont certains présents à plusieurs manifestations)                                                                                                           | 2 578   |  |      |      |
|                                               | Nombre de visites d'étude                                                                                                                                                                                                                      | 225     |  |      |      |

## ANNEXE VIII

# Principales publications parues en 2013

| Titre                                                                                                                                                                                                                          | Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Benefits of vocational education and training in Europe for people, organisations and countries</i><br>[Bénéfices de l'EFP en Europe pour les individus, les organisations et les pays]                                     | Les individus, les organisations et les pouvoirs publics investissent dans l'EFP en raison de ses retombées positives, par exemple en termes de niveaux de rémunération, de productivité et de croissance économique. Mais l'EFP procure aussi des bénéfices non économiques, comme une baisse de l'absentéisme et de la délinquance. L'argument avancé par cette publication du Cedefop est que certains des bénéfices les plus importants de l'EFP sont difficilement exprimables en termes monétaires et n'ont pas fait l'objet de suffisamment de recherche. Dès lors, lorsqu'ils décident d'investir dans l'EFP, les organisations, les individus et les pouvoirs publics ne prennent peut-être pas toute la mesure de ses bénéfices. Le but de cette publication est de combler cette lacune. |
| <i>Donner aux adultes vulnérables les moyens de relever les défis du marché du travail. Résultats des visites d'étude 2010/2011 et 2011/2012</i>                                                                               | Environ 25 visites d'étude organisées entre 2010 et 2012 se sont intéressées aux moyens d'aider les adultes vulnérables à relever les défis du marché du travail. Parmi ces moyens, ont notamment été examinés l'accès aux services d'orientation, la pleine mobilisation des savoirs, aptitudes et compétences ainsi que leur reconnaissance, la participation à la formation et l'accès à des emplois gratifiants. Cette publication rassemble les résultats de ces visites d'étude et présente une sélection de 29 initiatives réussies dans les divers pays d'Europe.                                                                                                                                                                                                                           |
| <i>Trainers in continuing VET: emerging competence profile</i><br>[Formateurs de l'EFPC: de nouveaux profils de compétences]                                                                                                   | Cette publication analyse 19 initiatives prises par les États membres pour définir les compétences exigées des formateurs intervenant dans l'EFPC et la formation des adultes. Cette analyse, qui s'étend aussi à la validation de l'apprentissage non formel et informel, pose les bases d'une proposition de nouveau profil de compétences pour les formateurs.<br>Cette publication est une contribution aux activités du groupe de travail thématique sur le développement professionnel des formateurs dans l'EFP, mis en place en 2012 par la Commission européenne et dont le Cedefop assure la coordination conjointe.                                                                                                                                                                      |
| <i>Vocational education and training in Lithuania. Short description</i><br>[L'EFP en Lituanie – Brève description]                                                                                                            | La Lituanie, qui affiche l'un des plus forts taux de croissance économique en Europe, a placé l'investissement dans les ressources humaines au premier plan. Il s'agit avant tout de rendre l'EFPI plus attractif pour les jeunes et, malgré les niveaux d'éducation élevés, d'encourager un plus grand nombre d'adultes à perfectionner leurs compétences. Actuellement, l'amélioration de l'orientation professionnelle, l'élargissement des possibilités de développement professionnel offertes aux enseignants de l'EFP et l'attention accrue portée à l'assurance qualité comptent parmi les priorités politiques du pays.                                                                                                                                                                    |
| <i>Quantifying skill needs in Europe. Occupational skills profiles: methodology and application</i><br>[Quantifier les besoins de compétences en Europe. Profils de compétences professionnelles: méthodologie et application] | Un profil de compétences professionnelles décrit les compétences exigées pour un emploi donné.<br>Ce type de profil est établi à des fins diverses: analyser, anticiper et prévoir les besoins de compétences; déterminer et mesurer les inadéquations de compétences dans différents pays, secteurs ou professions; comparer les besoins de compétences dans les divers pays d'Europe et déterminer les évolutions dans la durée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

| Langues                               | Référence bibliographique                                                         | Lien                                                                                                                   |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Anglais                               | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013                                    | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21465.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21465.aspx</a> |
| Anglais, français, allemand, espagnol | Cedefop. Luxembourg: Office des publications, 2013                                | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21318.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21318.aspx</a> |
| Anglais                               | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013                                    | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21313.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21313.aspx</a> |
| Anglais, lituanien                    | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013                                    | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21774.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21774.aspx</a> |
| Anglais                               | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013<br>(Cedefop research paper, n° 30) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21142.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21142.aspx</a> |

| Titre                                                                                                                                                                                                                                              | Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>On the way to 2020: data for vocational education and training policies. Country statistical overviews</i><br/>[Sur la voie de 2020: données sur les politiques d'EFV. Tableaux statistiques par pays]</p>                                   | <p>Cette publication du Cedefop présente une synthèse statistique de l'EFV et de l'éducation et de la formation tout au long de la vie dans les pays européens. Les données s'appuient sur des statistiques internationales permettant des comparaisons entre pays et des moyennes statistiques pour l'UE. Sont présentés, pour chaque pays, 31 indicateurs clés portant sur l'année de référence 2010, afin de coïncider avec le lancement de la stratégie et du cadre politique révisé pour l'EFV en Europe.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><i>Labour-market outcomes of vocational education in Europe. Evidence from the European Union labour force survey</i><br/>[Résultats de l'EFV sur le marché du travail en Europe. Données de l'enquête sur les forces de travail dans l'UE]</p> | <p>Les données montrent qu'au niveau intermédiaire, par rapport à ceux de l'enseignement général, les diplômés de la filière professionnelle réussissent plus rapidement leur insertion professionnelle et sont plus susceptibles de décrocher un premier emploi permanent correspondant à leurs qualifications. Pour autant, on observe d'importantes différences d'un pays à l'autre. Les bénéfices pour les diplômés de la filière professionnelle sont particulièrement marqués dans les pays dotés de systèmes d'EFV solides, qui associent étroitement formation par l'école et formation par le travail. Néanmoins, au fil de l'âge et de l'expérience, les différences entre les diplômés de la filière générale et de la filière professionnelle s'amenuisent. Ce rapport a pour objet de mieux faire comprendre le devenir des diplômés de l'EFV sur le marché du travail.</p> |
| <p><i>On the way to 2020: data for vocational education and training policies. Indicator overviews</i><br/>[Sur la voie de 2020: données sur les politiques d'EFV. Tableaux par indicateur]</p>                                                    | <p>Cette publication présente un ensemble d'états des lieux statistiques, par indicateur, pour un ensemble prédéfini de 31 indicateurs statistiques clés. Ces indicateurs quantifient les principaux aspects de l'EFV et de l'apprentissage tout au long de la vie afin de faciliter la description, le suivi et la comparaison de la situation et des progrès accomplis dans les pays européens.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><i>Skills for a low-carbon Europe. The role of VET in a sustainable energy scenario. Synthesis report</i><br/>[Compétences pour une Europe sobre en carbone. Le rôle de l'EFV dans un scénario d'énergie soutenable. Rapport de synthèse]</p>   | <p>La crise économique actuelle n'a pas diminué la volonté de l'Europe de lutter contre le changement climatique et de promouvoir le développement durable. Pour autant, d'aucuns craignent que les coûts de la transition de l'Europe vers une économie sobre en carbone ne freinent la croissance de l'emploi et que les objectifs de réduction de la consommation énergétique de l'UE ne soient antagoniques avec son objectif de hausse de l'emploi. L'étude du Cedefop Skills for a low-carbon Europe explore divers scénarios pour parvenir à une économie qui soit à la fois soutenable et efficace sur le plan énergétique et génératrice d'emplois.</p>                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><i>User guide to developing an employer survey on skill needs</i><br/>[Guide pour la conception d'une enquête auprès des employeurs sur les besoins en compétences]</p>                                                                         | <p>Cette publication du Cedefop fait partie, avec un questionnaire et un ensemble de données, d'une boîte à outils destinée à aider les chercheurs à conduire des enquêtes auprès des employeurs à l'échelle internationale ou nationale. Elle présente une démarche, testée en 2012, permettant d'identifier les besoins en compétences des employeurs dans neuf États membres. Ce guide contient des recommandations pour la conduite d'une enquête portant sur une palette de professions, le calcul de la taille de l'échantillon, la maximisation du taux de réponse, la validité de l'instrument ainsi que les inférences qui s'y rattachent.</p>                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><i>Piloting a European employer survey on skill needs. Illustrative findings</i><br/>[Phase pilote d'une enquête européenne auprès des employeurs sur les besoins de compétences]</p>                                                           | <p>La compétitivité de l'économie européenne dépend de sa capacité de prévenir les déficits et les pénuries de compétences sur le marché du travail, d'autant que les entreprises et leurs investissements jouent un rôle majeur d'accélérateur de la reprise économique. L'enquête européenne auprès des employeurs sur les besoins de compétences apporte une contribution innovante au rapprochement entre le monde des employeurs et la sphère de l'éducation et de la formation, dans le sens où elle permet d'identifier et d'anticiper ces besoins au niveau de l'UE et des États membres. Cette publication présente les résultats d'une enquête pilote conduite en 2012.</p>                                                                                                                                                                                                    |

| Langues | Référence bibliographique                                                      | Lien                                                                                                                   |
|---------|--------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Anglais | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013 (Cedefop research paper, n° 31) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21373.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21373.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013 (Cedefop research paper, n° 32) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21556.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21556.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013 (Cedefop research paper, n° 33) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21408.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21408.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013 (Cedefop research paper, n° 34) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21701.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21701.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013 (Cedefop research paper, n° 35) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22090.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22090.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg: Publications Office, 2013 (Cedefop research paper, n° 36) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22092.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22092.aspx</a> |

| Titre                                                                                                                                                                                                                           | Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>Renewing VET provision. Understanding feedback mechanisms between initial VET and the labour market</i><br/>[Renouveler l'offre d'EFPI. Comprendre les mécanismes de rétroaction entre EFPI et marché du travail]</p>     | <p>Pour que l'EFPI contribue à la reprise économique et au développement durable, il doit rester en phase avec l'évolution des besoins du marché du travail. Ce rapport analyse 15 solutions mises en œuvre par divers pays pour assurer la rétroaction entre EFPI et marché du travail et explore dans quelle mesure ces solutions sont transparentes, adaptées et inclusives.</p>                                                                                                                                                                                                          |
| <p><i>Analysis and overview of NQF developments in European countries. Annual report 2012</i><br/>[Analyse et bilan des progrès réalisés dans la mise en place des CNC dans les pays européens. Rapport annuel 2012]</p>        | <p>Le quatrième rapport annuel du Cedefop sur les progrès réalisés dans la mise en place des CNC en Europe confirme que ces cadres sont considérés comme essentiels pour faciliter la compréhension et la comparaison des certifications au niveau intra- et transnational. Il confirme aussi l'utilisation croissante des CNC pour soutenir les réformes de l'éducation et de la formation.</p> <p>Ce rapport met également en évidence les interactions et les liens croissants entre CNC et dispositifs de validation de l'apprentissage non formel et informel.</p>                      |
| <p><i>Monitoring ECVET implementation strategies in Europe</i><br/>[Suivi des stratégies de mise en œuvre d'ECVET en Europe]</p>                                                                                                | <p>Ce rapport annuel est le troisième que rédige le Cedefop sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'ECVET. Il porte sur la période de juin 2011 à septembre 2012 et couvre 32 pays.</p> <p>Il en ressort que, si de nombreux pays ont bien avancé dans la mise en œuvre d'ECVET, le transfert de crédits d'apprentissage ne fait pas encore partie intégrante des systèmes d'EFPI. Beaucoup reste à faire pour intégrer tous les instruments européens – CEC, mécanismes d'assurance qualité, orientation tout au long de la vie, mais aussi ECVET – dans un ensemble homogène.</p> |
| <p><i>Analysis and overview of NQF level descriptors in European countries</i><br/>[Analyse et bilan des descripteurs de niveau des CNC dans les pays européens]</p>                                                            | <p>Cette analyse montre que la plupart des 36 pays qui mettent en œuvre le CEC ont défini, et le plus souvent adopté, des descripteurs de niveau pour les acquis de l'apprentissage.</p> <p>Si le CEC a influé sur les descripteurs de niveau nationaux, les pays ont ajusté leur approche des acquis de l'apprentissage à leurs propres besoins et priorités. Dans une très large mesure, ces descripteurs sont le fruit de discussions nourries entre pouvoirs publics, partenaires sociaux et prestataires d'enseignement et de formation.</p>                                            |
| <p><i>The role of qualifications in governing occupations and professions</i><br/>[Rôle des certifications pour réglementer l'accès aux métiers et aux professions]</p>                                                         | <p>Ce rapport analyse les évolutions et les tendances émergentes dans 10 pays européens et cinq secteurs. Il explore l'évolution des liens entre certifications et marché du travail, et tout particulièrement la fonction de réglementation des certifications pour l'accès aux métiers et aux professions ainsi que dans les pratiques professionnelles.</p>                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><i>Return to work. Work-based learning and the reintegration of unemployed adults into the labour market</i><br/>[Renouer avec l'emploi. Formation par le travail et réinsertion professionnelle des adultes au chômage]</p> | <p>Les adultes au chômage faiblement qualifiés ont connu une hausse de leur taux de chômage plus forte qu'aucune autre catégorie en Europe. Ce rapport montre l'utilité des programmes combinant développement des compétences clés, contacts avec les employeurs et formation pratique pour aider ces adultes à retourner sur le marché du travail.</p>                                                                                                                                                                                                                                     |

| Langues | Référence bibliographique                                                            | Lien                                                                                                                   |
|---------|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Anglais | Cedefop. Luxembourg:<br>Publications Office, 2013<br>(Cedefop research paper, n° 37) | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22084.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22084.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg:<br>Publications Office, 2013<br>(Cedefop working paper, n° 17)  | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21311.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21311.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg:<br>Publications Office, 2013<br>(Cedefop working paper, n° 18)  | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21204.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21204.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg:<br>Publications Office, 2013<br>(Cedefop working paper, n° 19)  | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21919.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21919.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg:<br>Publications Office, 2013<br>(Cedefop working paper, n° 20)  | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21922.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/21922.aspx</a> |
| Anglais | Cedefop. Luxembourg:<br>Publications Office, 2013<br>(Cedefop working paper, n° 21)  | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22082.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/publications/22082.aspx</a> |

## ANNEXE IX

# Principales conférences et autres manifestations organisées en 2013

| Intitulé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Description succincte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Dîner de travail sur les instruments européens avec des députés européens</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Ce dîner de travail, coorganisé avec le député européen Thomas Mann, avait pour objet d'examiner les évolutions les plus récentes concernant les instruments européens communs et les principaux défis que pose leur mise en œuvre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Séminaire sur la validation de l'apprentissage non formel et informel –<br/>Séminaire conjoint de la Commission européenne (DG EAC) et du Cedefop</b>                                                                                                                                                                                                                                                      | Ce séminaire marquait le démarrage du suivi de la recommandation du Conseil de 2012 relative à la validation. Le constat est que la validation de l'apprentissage non formel et informel est perçue différemment selon les pays, ce qui reflète les différences culturelles et institutionnelles. Ces différences soulignent la nécessité de stratégies claires pour la mise en place de dispositifs de validation. Une condition jugée essentielle à cet égard est la révision des <i>Lignes directrices européennes pour la validation des acquis non formels et informels</i> (Cedefop 2009).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b><i>Renewing vocational education and training to tackle skill mismatch: work-based learning and apprenticeship for all?</i><br/>[Renouveler l'EFP pour remédier à l'inadéquation des compétences: la solution est-elle la formation par le travail/en apprentissage pour tous?]<br/>Conférence avec M<sup>me</sup> Androulla Vassiliou, commissaire européenne chargée de l'éducation et de la culture</b> | Afin de contribuer à l'Alliance européenne pour l'apprentissage et stimuler le débat politique, cette conférence a examiné comment l'information sur les besoins du marché du travail peut améliorer l'EFP, comment les diverses formes de formation en apprentissage peuvent réduire le chômage des jeunes et comment l'apprentissage par les pairs et les alliances peuvent favoriser le développement de la formation par le travail. Cette conférence a réuni plus de 150 experts et décideurs de la Commission européenne, de divers pays d'Europe et d'autres régions du monde, ainsi que des représentants des partenaires sociaux. Les débats ont été nourris par les contributions du Cedefop, fruits de ses analyses sur les besoins futurs en compétences et l'inadéquation des compétences et de ses travaux sur les évolutions des politiques d'EFP en Europe, en particulier sur la formation en apprentissage et ses bénéfices. |
| <b>Forum annuel ECVET organisé conjointement par la Commission européenne, le Cedefop et l'équipe ECVET</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Le quatrième forum annuel ECVET a réuni plus de 300 décideurs politiques de l'EFP, prestataires d'EFP, praticiens, partenaires sociaux, représentants d'organisations sectorielles et représentants régionaux. Les discussions ont porté sur la mise en œuvre d'ECVET et sur l'importance de la communication et du travail en réseau pour la soutenir. Un portail en ligne des communautés de pratiques a été lancé pour aider les membres des communautés ECVET à maintenir les contacts et pour renforcer la collaboration.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Atelier du Cedefop, de l'ETF et de l'OIT sur les guides pour l'anticipation des compétences</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | En coopération avec la Fondation européenne pour la formation (ETF) et l'Organisation internationale du travail (OIT), le Cedefop a organisé un séminaire d'experts sur les guides méthodologiques pour l'anticipation des compétences que préparent les trois institutions en collaboration avec des experts et décideurs politiques concernés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b><i>The European social model, key driver for competitiveness – The four agencies' contribution</i><br/>[Le modèle social européen, moteur de la compétitivité – Contribution des quatre agences]</b>                                                                                                                                                                                                       | La compétitivité des secteurs économiques et des entreprises est de plus en plus tributaire des compétences et de l'expérience des travailleurs et des responsables d'entreprise, et de leur capacité à créer des avantages concurrentiels à tous les niveaux de la chaîne de valeurs. Face à ce constat, et conformément à la mission qui leur a été assignée par la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen, le Cedefop, Eurofound, l'EU-OSHA et l'ETF ont exposé une approche multidimensionnelle des enjeux actuels entourant la compétitivité en Europe et dans les pays voisins.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

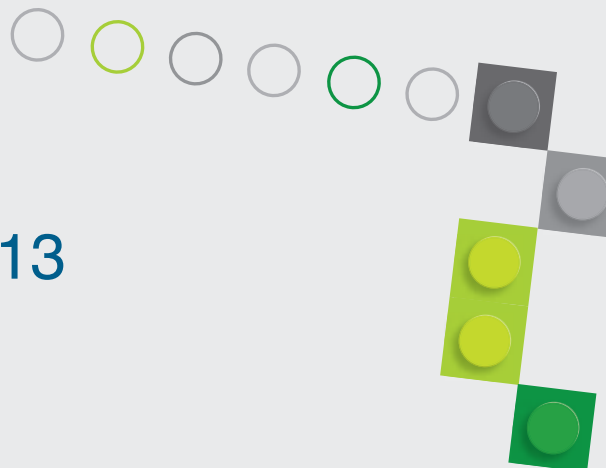
[PREVIOUS](#)[CONTENTS](#)[NEXT](#)

| Date         | Lieu                             | Lien                                                                                                                          |
|--------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 23.1.2013    | Bruxelles,<br>Belgique           |                                                                                                                               |
| 9-10.4.2013  | Mechelen,<br>Belgique            | <a href="http://validation-nfil-seminar.teamwork.fr/en/programme">http://validation-nfil-seminar.teamwork.fr/en/programme</a> |
| 12-13.6.2013 | Thessalonique,<br>Grèce          | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21109.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/events/21109.aspx</a>                    |
| 13-14.6.2013 | Prague,<br>République<br>tchèque | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21466.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/events/21466.aspx</a>                    |
| 4-5.7.2013   | Thessalonique,<br>Grèce          | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21304.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/events/21304.aspx</a>                    |
| 25.9.2013    | Bruxelles,<br>Belgique           | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21628.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/events/21628.aspx</a>                    |

| Intitulé                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Description succincte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b><i>Promoting change in education and training policy and practice</i></b><br><b>[Promouvoir le changement dans les politiques et les pratiques d'éducation et de formation]</b>                                                                                                                                    | Cette conférence avait pour objet de récapituler et de partager les résultats du programme de visites d'étude 2008-2013 pour spécialistes et décideurs de l'éducation et de la formation professionnelle. Elle a examiné l'apport de ce programme à l'apprentissage collégial et politique, aux fins d'amélioration de l'éducation et de la formation en Europe, et a présenté divers exemples de changements et d'initiatives mis en œuvre au niveau local, régional et national. Cette conférence a aussi été l'occasion d'une réflexion sur les perspectives offertes aux anciens participants par le programme Erasmus+. |
| <b><i>Forecasting seminar – Improving cooperation and common learning</i></b><br><b>[Séminaire sur la prévision des compétences – Améliorer la coopération et l'apprentissage mutuel]</b>                                                                                                                             | Ce séminaire, consacré aux prévisions du Cedefop sur l'offre et la demande de compétences et autres activités d'anticipation quantitative des compétences, visait à établir des synergies entre les différentes approches et à comparer les résultats obtenus.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b><i>Quality assurance in VET and HE for promoting their permeability</i></b><br><b>[Assurance qualité dans l'EFP et l'enseignement supérieur pour améliorer la perméabilité entre ces deux secteurs]</b><br><b><i>Manifestation conjointe de la Commission européenne, du secrétariat d'ECVET et du Cedefop</i></b> | Il s'agissait d'examiner les défis sous-jacents à la coopération pérenne entre EFP et enseignement supérieur en matière d'assurance qualité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Réunion plénière de ReferNet</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Cette réunion annuelle a été l'occasion de présenter aux membres de ReferNet des informations mises à jour afin de placer dans son contexte et d'optimiser la préparation du plan de travail 2014. L'amélioration des performances de ReferNet passe aussi par le travail en réseau, les retours mutuels d'information et le partage constructif d'expériences.                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b><i>The shift to learning outcomes and its impact: taking stock of European policies and practices</i></b><br><b>[La transition vers les acquis de l'apprentissage et son impact: inventaire des politiques et des pratiques en Europe]</b><br><b>Conférence du Cedefop</b>                                         | Cette conférence avait pour thème la transition en cours vers les acquis de l'apprentissage au sein des systèmes européens d'éducation et de formation. Elle a réuni 160 experts, décideurs politiques, partenaires sociaux, enseignants et formateurs de 27 pays, qui ont fait le point sur cette transition en Europe au cours des dix dernières années et examiné son impact sur les politiques et les pratiques d'éducation et de formation.                                                                                                                                                                             |
| <b><i>Indicators of adult skills</i></b><br><b>[Les indicateurs des compétences des adultes]</b><br><b>Atelier conjoint du Cedefop et du réseau LSO (retombées de l'enseignement sur le marché du travail, l'économie et la société) de l'OCDE-INES</b>                                                               | Cet atelier avait pour objet d'élaborer des indicateurs pour l'édition 2014 de <i>Regards sur l'éducation</i> , à partir des données de l'enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

[PREVIOUS](#)[CONTENTS](#)[NEXT](#)

| Date          | Lieu                    | Lien                                                                                                                                   |
|---------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 26.9.2013     | Thessalonique,<br>Grèce | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/events/StudyVisits-2013/index.html">www.cedefop.europa.eu/events/StudyVisits-2013/index.html</a> |
| 3.10.2013     | Thessalonique,<br>Grèce | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21344.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/events/21344.aspx</a>                             |
| 17-18.10.2013 | Bruxelles,<br>Belgique  | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21340.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/events/21340.aspx</a>                             |
| 5-6.11.2013   | Thessalonique,<br>Grèce |                                                                                                                                        |
| 21-22.11.2013 | Thessalonique,<br>Grèce | <a href="http://www.cedefop.europa.eu/EN/events/21611.aspx">www.cedefop.europa.eu/EN/events/21611.aspx</a>                             |
| 4-6.12.2013   | Thessalonique,<br>Grèce |                                                                                                                                        |



## ANNEXE X

# Statistiques Europass 2013

## Introduction

Le site web Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu>), lancé en février 2005, développé et hébergé par le Cedefop pour le compte de la Commission, est disponible en 27 langues.

## Statistiques 2013

L'utilisation du portail Europass (<http://europass.cedefop.europa.eu>) est en augmentation constante:

- 20,8 millions de visites en 2013 (14,8 millions en 2012) et un total de 80,4 millions de visites depuis son lancement;
- 13,4 millions de téléchargements de documents en 2013 (10,5 millions en 2012) et un total de 61,2 millions de téléchargements depuis son lancement; les documents les plus téléchargés sont le modèle de CV, les instructions et les exemples;
- 10,1 millions de documents créés en ligne en 2013 (8,3 millions en 2012): 8,2 millions de CV et 78 000 passeports de langues; au total, 35,3 millions de documents ont été créés en ligne depuis le lancement.

## Évolution en 2013

En août, le Cedefop a lancé un nouveau portail consacré à l'interopérabilité d'Europass, qui est ainsi relié aux portails d'emploi, aux systèmes de ressources humaines et aux agences pour l'emploi.

En octobre, le Centre a mis en ligne la version macédonienne du site web Europass, qui est ainsi désormais disponible en 27 langues.

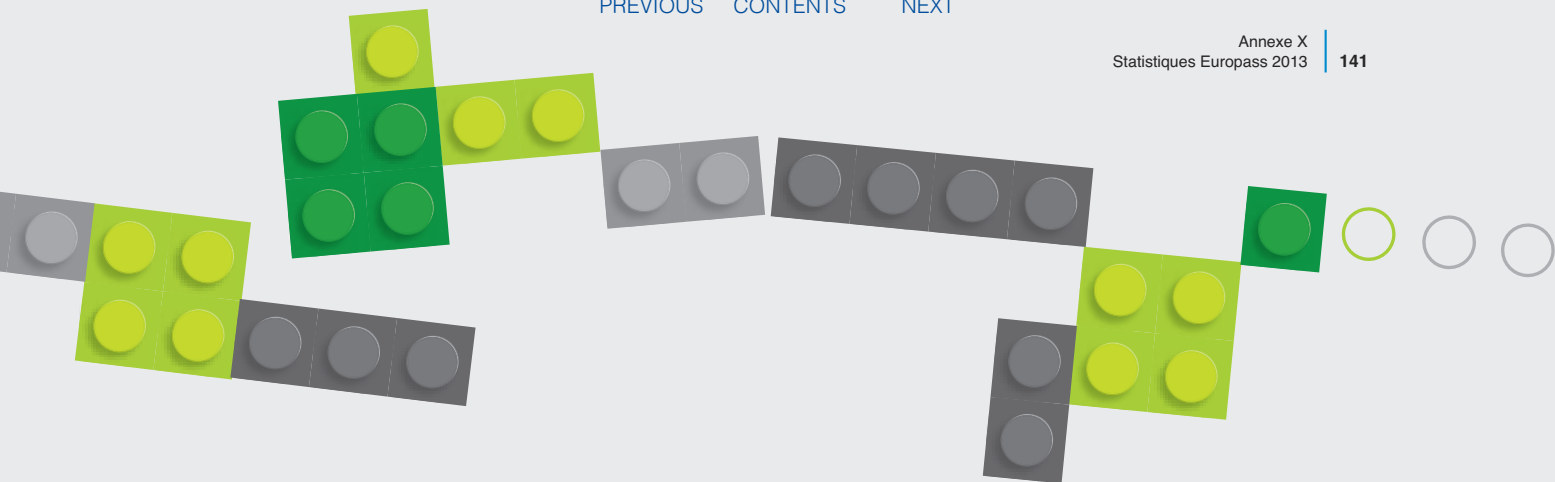
En décembre, le Centre a lancé un modèle et un outil d'édition refondus pour le Passeport de langues, avec une présentation modernisée et une interface conviviale.

**Nombre total de visites depuis le lancement (février 2005): 80,4 millions**  
(par année/en millions)

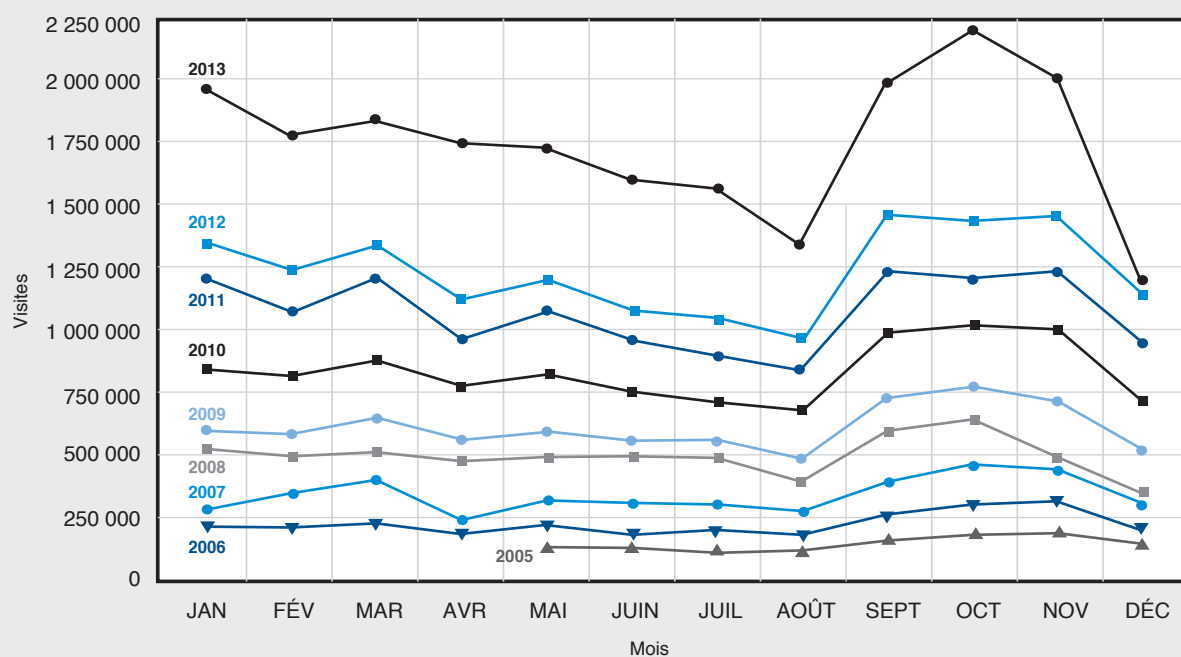
| Année | Nombre de visites |
|-------|-------------------|
| 2005  | 1,2               |
| 2006  | 2,7               |
| 2007  | 4,1               |
| 2008  | 6,0               |
| 2009  | 7,4               |
| 2010  | 10,0              |
| 2011  | 12,9              |
| 2012  | 14,8              |
| 2013  | 20,8              |

**Téléchargements de documents depuis le lancement (février 2005): 61,2 millions**  
(par année)

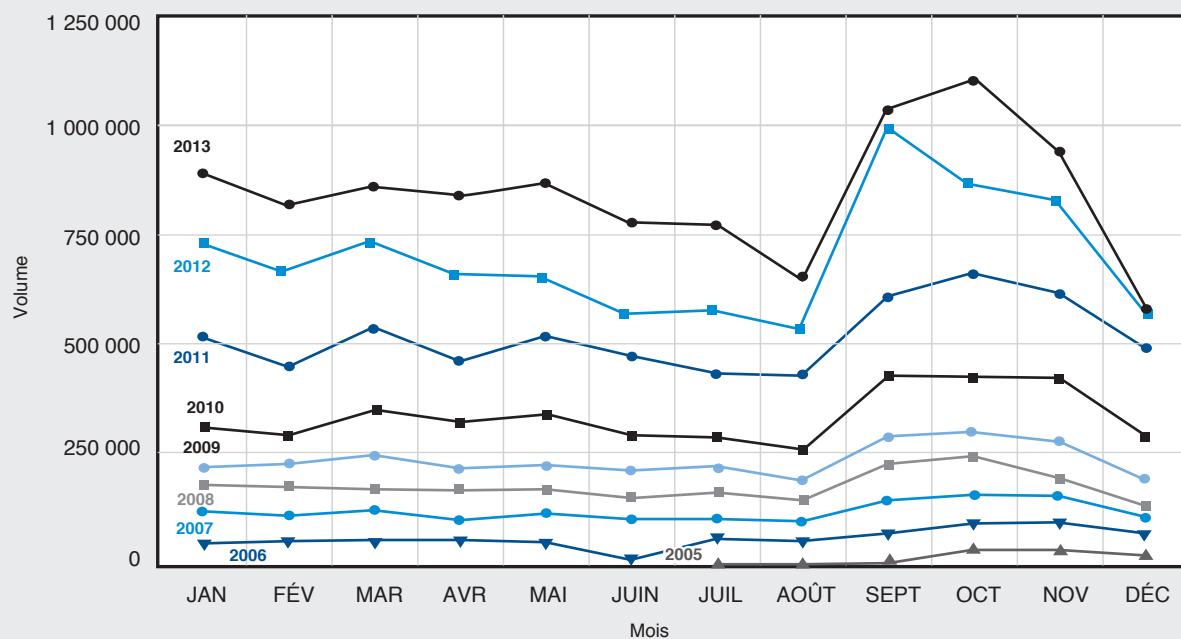
| Année | Nombre de téléchargements |
|-------|---------------------------|
| 2005  | 518 520                   |
| 2006  | 2 623 052                 |
| 2007  | 3 916 107                 |
| 2008  | 5 625 527                 |
| 2009  | 6 505 213                 |
| 2010  | 8 105 172                 |
| 2011  | 9 929 998                 |
| 2012  | 10 539 285                |
| 2013  | 13 450 258                |



### Nombre de visites depuis le lancement (par mois)



### CV Europass créés en ligne



ANNEXE XI

# Statistiques relatives aux visites d'étude 2012/2013



Tableau 1. Visites d'étude 2012/2013 – Répartition par thème

| Catégories thématiques                                                                                                                           | Thèmes                                                                                              | Nombre de visites |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1. Encourager la coopération entre les mondes de l'éducation, de la formation et du travail (62)                                                 | Transition de l'éducation et de la formation au monde du travail                                    | 13                |
|                                                                                                                                                  | Apprentissage sur le lieu de travail                                                                | 3                 |
|                                                                                                                                                  | Intégration des groupes défavorisés sur le marché du travail                                        | 4                 |
|                                                                                                                                                  | Renforcement de l'attrait de l'EFP                                                                  | 4                 |
|                                                                                                                                                  | Contribution des partenaires sociaux à l'apprentissage tout au long de la vie                       | 3                 |
|                                                                                                                                                  | Coopération entre établissements d'enseignement et de formation, entreprises et communautés locales | 27                |
|                                                                                                                                                  | Compétences nouvelles pour des emplois nouveaux                                                     | 4                 |
|                                                                                                                                                  | Encourager l'esprit d'entreprise et l'employabilité                                                 | 4                 |
| 2. Soutenir la formation initiale et continue des enseignants, des formateurs et des chefs d'établissement s d'enseignement et de formation (33) | Mécanismes d'assurance qualité dans les établissements d'enseignement et de formation               | 13                |
|                                                                                                                                                  | Formation initiale, recrutement et évaluation des enseignants et des formateurs                     | 4                 |
|                                                                                                                                                  | Développement professionnel continu et perspectives de carrière des enseignants et des formateurs   | 11                |
|                                                                                                                                                  | Direction et gestion au sein des établissements d'enseignement et de formation                      | 5                 |
| 3. Encourager l'acquisition de compétences clés dans tout le système d'éducation et de formation (70)                                            | Consolidation des niveaux d'alphabétisation et de compétences en calcul                             | 1                 |
|                                                                                                                                                  | Enseignement et apprentissage des langues                                                           | 21                |
|                                                                                                                                                  | Utilisation des TIC dans l'apprentissage                                                            | 15                |
|                                                                                                                                                  | Formation à l'esprit d'entreprise                                                                   | 7                 |
|                                                                                                                                                  | Éducation pour une citoyenneté active et un développement durable                                   | 12                |
|                                                                                                                                                  | Développement de la créativité dans l'apprentissage et l'enseignement                               | 10                |
|                                                                                                                                                  | Apprentissage des mathématiques et des sciences                                                     | 4                 |

| Catégories thématiques                                                                                                                       | Thèmes                                                                                    | Nombre de visites |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 4. Favoriser l'intégration sociale et l'égalité entre les genres dans l'éducation et la formation, y compris l'intégration des migrants (35) | Possibilités d'apprentissage dès le plus jeune âge                                        | 0                 |
|                                                                                                                                              | Mesures visant à prévenir l'abandon scolaire                                              | 9                 |
|                                                                                                                                              | Démarches d'apprentissage personnalisées                                                  | 5                 |
|                                                                                                                                              | Égalité des chances pour les groupes défavorisés                                          | 21                |
| 5. Concevoir des stratégies pour l'éducation et la formation tout au long de la vie et la mobilité (25)                                      | Cadres nationaux et sectoriels de certifications liés au CEC                              | 4                 |
|                                                                                                                                              | Outils visant à promouvoir la transparence des qualifications et la mobilité des citoyens | 2                 |
|                                                                                                                                              | Validation de l'apprentissage non formel et informel                                      | 1                 |
|                                                                                                                                              | Réformes des systèmes nationaux d'éducation et de formation                               | 2                 |
|                                                                                                                                              | Mise en œuvre de filières d'apprentissage souples                                         | 1                 |
|                                                                                                                                              | Développement des liens entre EFP et enseignement supérieur                               | 1                 |
|                                                                                                                                              | Renforcement de la participation des adultes à l'éducation et à la formation              | 5                 |
|                                                                                                                                              | Orientation tout au long de la vie pour l'apprentissage et le travail                     | 4                 |
|                                                                                                                                              | Mobilité des apprenants dans l'éducation et la formation                                  | 5                 |
| Total                                                                                                                                        |                                                                                           | 225               |

Tableau 2. Visites d'étude 2012/2013 – Répartition par secteur d'activité économique

| Secteur économique                                                           | Nombre de visites |
|------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activités d'hébergement et de restauration                                   | 2                 |
| Agriculture, sylviculture et pêche                                           | 4                 |
| Arts, spectacles et loisirs                                                  | 6                 |
| Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation | 1                 |
| Santé et activités d'action sociale                                          | 4                 |
| Activités de fabrication                                                     | 4                 |
| <b>Total</b>                                                                 | <b>21</b>         |

Tableau 3. Visites d'étude 2012/2013 – Répartition par type

| Type de visite                                        | Nombre de visites |
|-------------------------------------------------------|-------------------|
| Enseignement général                                  | 70                |
| EFP                                                   | 57                |
| Mixte (éducation et formation tout au long de la vie) | 98                |
| <b>Total</b>                                          | <b>225</b>        |

Tableau 4. Visites d'étude 2012/2013 – Répartition par langue de travail

| Langue de travail | Nombre de visites |
|-------------------|-------------------|
| Anglais           | 197               |
| Français          | 20                |
| Allemand          | 7                 |
| Espagnol          | 1                 |
| <b>Total</b>      | <b>225</b>        |

Tableau 5. Visites d'étude 2012/2013 – Participants par pays (\*)

| Pays                                        | Nombre de participants | Nombre de visites |
|---------------------------------------------|------------------------|-------------------|
| Allemagne                                   | 199                    | 15                |
| ancienne République yougoslave de Macédoine | 26                     | 0                 |
| Autriche                                    | 53                     | 4                 |
| Belgique                                    | 79                     | 10                |
| Bulgarie                                    | 62                     | 3                 |
| Chypre                                      | 15                     | 1                 |
| Croatie                                     | 24                     | 2                 |
| Danemark                                    | 36                     | 4                 |
| Espagne                                     | 228                    | 20                |
| Estonie                                     | 36                     | 4                 |
| Finlande                                    | 54                     | 6                 |
| France                                      | 162                    | 20                |
| Grèce                                       | 71                     | 4                 |
| Hongrie                                     | 91                     | 5                 |
| Irlande                                     | 67                     | 6                 |
| Islande                                     | 14                     | 1                 |
| Italie                                      | 240                    | 20                |
| Lettonie                                    | 38                     | 3                 |
| Liechtenstein                               | 1                      | 0                 |
| Lituanie                                    | 54                     | 3                 |
| Luxembourg                                  | 4                      | 1                 |
| Malte                                       | 21                     | 1                 |
| Norvège                                     | 13                     | 3                 |
| Pays-Bas                                    | 33                     | 7                 |
| Pologne                                     | 176                    | 12                |
| Portugal                                    | 88                     | 10                |
| République tchèque                          | 82                     | 3                 |
| Roumanie                                    | 139                    | 7                 |
| Royaume-Uni                                 | 170                    | 22                |
| Slovaquie                                   | 47                     | 1                 |
| Slovénie                                    | 41                     | 2                 |
| Suède                                       | 53                     | 6                 |
| Suisse                                      | 8                      | 3                 |
| Turquie                                     | 88                     | 16                |
| <b>Total</b>                                | <b>2 513</b>           | <b>225</b>        |

(\*) Les pays participants sont classés par ordre alphabétique.

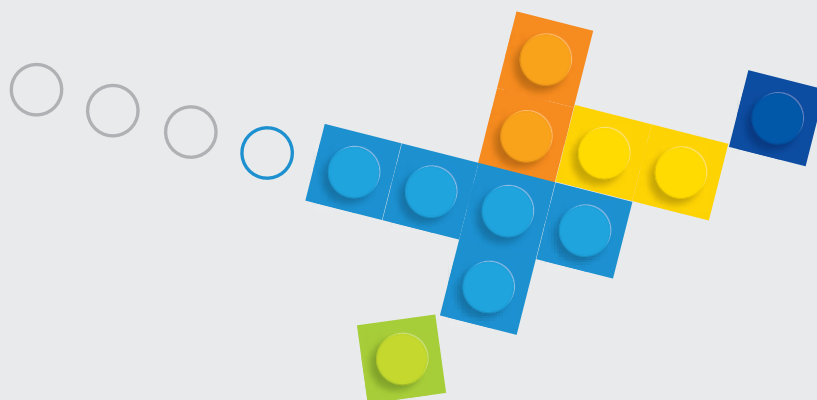
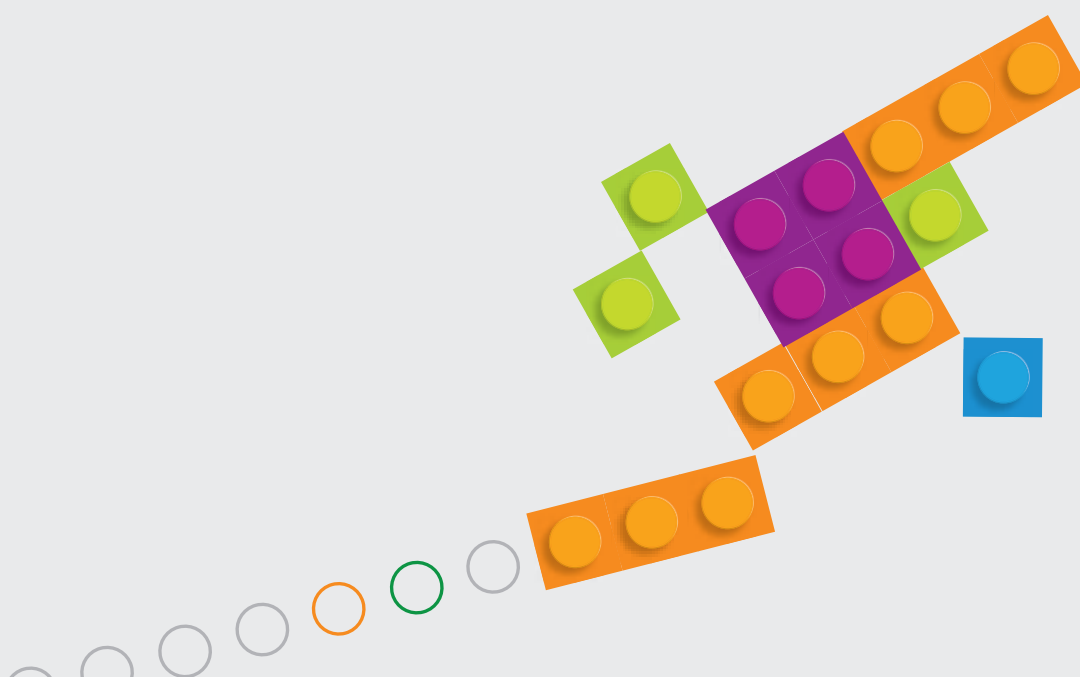


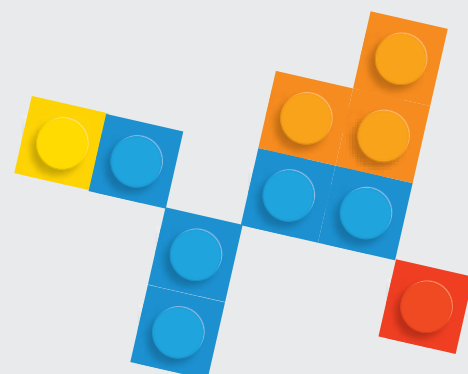
Tableau 6. Visites d'étude 2012/2013 – participants par catégorie

| Catégorie de spécialistes de l'éducation et de la formation                                                                                                                       | Nombre de participants | % de participants |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------|
| Directeurs d'institutions, de centres ou d'établissements prestataires d'enseignement ou de formation professionnelle, de centres d'orientation, de validation ou d'accréditation | 403                    | 16,0              |
| Inspecteurs de l'enseignement général ou de la formation professionnelle                                                                                                          | 108                    | 4,3               |
| Professeurs principaux et formateurs d'enseignants                                                                                                                                | 634                    | 25,2              |
| Chefs de service/département                                                                                                                                                      | 269                    | 10,7              |
| Conseillers pédagogiques ou d'orientation                                                                                                                                         | 206                    | 8,2               |
| Représentants de réseaux ou d'associations d'enseignement/de formation                                                                                                            | 106                    | 4,2               |
| Représentants de services éducatifs, d'agences pour l'emploi ou de centres d'orientation                                                                                          | 75                     | 3,0               |
| Représentants de pouvoirs locaux, régionaux ou nationaux                                                                                                                          | 230                    | 9,2               |
| Représentants des partenaires sociaux                                                                                                                                             | 157                    | 6,2               |
| Chercheurs                                                                                                                                                                        | 82                     | 3,3               |
| Autres                                                                                                                                                                            | 243                    | 9,7               |
| <b>Total</b>                                                                                                                                                                      | <b>2 513</b>           | <b>100,0</b>      |



ANNEXE XII

# ReferNet – Le réseau d'information du Cedefop pour l'EFP



## Coordinateurs nationaux ReferNet

**AT** M<sup>me</sup> **Sabine Tritscher-Archan**  
IBW – Institut für Bildungsforschung der  
Wirtschaft/Institut de recherche de  
l'économie sur la formation  
Rainergasse 38  
1050 Wien – AUTRICHE  
T +43 15451671-15  
E [tritscher-archan@ibw.at](mailto:tritscher-archan@ibw.at)  
I [www.ibw.at/](http://www.ibw.at/)  
R [www.refernet.at](http://www.refernet.at)

**CY** **M. Yiannis Mourouzides**  
HRDA – Αρχή Ανάπτυξης Ανθρώπινου  
Δυναμικού της Κύπρου/Agence  
chypriote pour le développement des  
ressources humaines  
Anavissou 2, Strovolos,  
PO Box 25431  
1392 Lefkosia – CHYPRE  
T +357 22390367  
E [y.mourouzides@hrdauth.org.cy](mailto:y.mourouzides@hrdauth.org.cy)  
I [www.hrdauth.org.cy](http://www.hrdauth.org.cy)  
R [www.refernet.org.cy](http://www.refernet.org.cy)

**BE** M<sup>me</sup> **Isabelle Allinckx**  
Bruxelles Formation  
Rue de Stalle 67  
1180 Bruxelles – BELGIQUE  
T +32 023717460  
E [i.allinckx@bruxellesformation.be](mailto:i.allinckx@bruxellesformation.be)  
I [www.bruxellesformation.be](http://www.bruxellesformation.be)  
R [www.refernet.be](http://www.refernet.be)

**CZ** M<sup>me</sup> **Vera Czesana**  
NVF – Národní vzdělávací fond,  
ops/National Training Fund  
ops/Opletalova 2  
110 00 Praha 1 – RÉPUBLIQUE  
TCHÈQUE  
T +420 224 500 540  
E [czesana@nvf.cz](mailto:czesana@nvf.cz)  
I <http://en.nvf.cz/>  
R [www.refernet.cz/index\\_en.html](http://www.refernet.cz/index_en.html)

**BG** **M. Ludmil Kovachev**  
ITPIO – Institut de formation des  
personnels des organisations  
internationales  
111 Bulgaria blvd  
14004 Sofia – BULGARIE  
T +359 24282112  
E [lkovachev@itpio.eu](mailto:lkovachev@itpio.eu)  
I [www.innosee.eu/de/partner/itpio/](http://www.innosee.eu/de/partner/itpio/)  
R [www.refernet.bg/en/](http://www.refernet.bg/en/)

**DK** (pas de partenaire en 2013)

**EE** M<sup>me</sup> **Pille Laaksonen**  
Innove – Elukestva Öppe Arendamise  
Sihtasutus/Fondation pour le  
développement de l'éducation et de la  
formation tout au long de la vie  
Lõõtsa 4  
11415 Tallinn – ESTONIE  
T +372 7350740  
E [pille.laaksonen@innove.ee](mailto:pille.laaksonen@innove.ee)  
I [www.innove.ee](http://www.innove.ee)  
R [www.innove.ee/refernet](http://www.innove.ee/refernet)

**FI M. Matti Kyrö**

OPH – Opetushallitus/Direction nationale de l'enseignement  
Hakaniemenranta 6  
PO Box 380  
00531 Helsinki – FINLANDE  
T +358 977477124  
E [matti.kyro@oph.fi](mailto:matti.kyro@oph.fi)  
I [www.oph.fi](http://www.oph.fi)  
R [www.oph.fi/info/refernet](http://www.oph.fi/info/refernet)

**IE M. John McGrath**

FÁS – Training and Employment Authority/Agence nationale pour la formation et l'emploi  
Upper Baggot Street 27-33  
Dublin 4 – IRLANDE  
T + 353 1 6077431  
E [john.mcgrath@fas.ie](mailto:john.mcgrath@fas.ie)  
R [www.fas.ie/en/refernet](http://www.fas.ie/en/refernet)

**FR M. Régis Roussel**

Centre INFFO – Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente  
4 avenue du Stade de France  
93218 Saint Denis de la Plaine Cedex FRANCE  
T +33 155939212  
E [r.roussel@centre-info.fr](mailto:r.roussel@centre-info.fr)  
I [www.centre-info.fr](http://www.centre-info.fr)  
R [www.centre-info.fr/Le-reseau-REFER-France.html](http://www.centre-info.fr/Le-reseau-REFER-France.html)

**IS M<sup>me</sup> Dóra Stefánsdóttir**

Rannís – Icelandic Centre for Research/Centre islandais de recherche  
Dunhaga 5  
107 Reykjavik – ISLANDE  
T +354 515 5834  
E [Dora.Stefansdottir@Rannis.is](mailto:Dora.Stefansdottir@Rannis.is)  
I [www.rannis.is/english/](http://www.rannis.is/english/)  
R [www.refernet.is/](http://www.refernet.is/)

**DE M<sup>me</sup> Ute Hippach-Schneider**

BIBB – Bundesinstitut für Berufsbildung/Institut fédéral pour l'EFP  
Robert-Schumann-Platz 3  
53175 Bonn – ALLEMAGNE  
T + 49 2281071630  
E [hippach-schneider@bibb.de](mailto:hippach-schneider@bibb.de)  
I [www.bibb.de](http://www.bibb.de)  
R [www.refernet.de](http://www.refernet.de)

**IT M<sup>me</sup> Isabella Pitoni**

ISFOL – Istituto per lo sviluppo della formazione professionale dei lavoratori/Institut pour le développement de la formation professionnelle des travailleurs  
via Lancisi 29  
00161 Rome – ITALIE  
T +39 0644590636  
E [i.pitoni@isfol.it](mailto:i.pitoni@isfol.it)  
I [www.isfol.it](http://www.isfol.it)  
R [www.isfol.it/Istituto/Presidenza/Comunicazione\\_e\\_documentazione\\_istituzionale/Il\\_progetto\\_ReferNet/index.scm](http://www.isfol.it/Istituto/Presidenza/Comunicazione_e_documentazione_istituzionale/Il_progetto_ReferNet/index.scm)

**EL INEDIVIM –** Ίδρυμα Νεολαίας και Δια Βίου Μάθησης/Fondation pour la jeunesse et l'apprentissage tout au long de la vie  
417 Acharnon street  
11143 Athina – GRÈCE  
T +30 2131314630  
I [www.inedivim.gr](http://www.inedivim.gr)

**HU M<sup>me</sup> Krisztina Domján**

Observatoire pour le développement de l'éducation, université Corvinus de Budapest  
Fóvám Tér 8  
1093 Budapest – HONGRIE  
T +36 14827201  
E [krisztina.domjan@uni-corvinus.hu](mailto:krisztina.domjan@uni-corvinus.hu)  
I [www.observatory.org.hu](http://www.observatory.org.hu)  
R [www.refernet.hu](http://www.refernet.hu)

**LV M<sup>me</sup> Baiba Ramina**

AIC – Latvijas Akadēmiskās informācijas centrs/Centre d'information sur la formation professionnelle continue  
Valnu iela 2  
1050 Riga – LETTONIE  
T +371 7225155  
E [baiba@aic.lv](mailto:baiba@aic.lv)  
I [www.aic.lv](http://www.aic.lv)  
R [www.aic.lv/refernet](http://www.aic.lv/refernet)

**LT** M<sup>me</sup> **Lina Vaitkute**  
KPMPC – Centre pour le développement  
des certifications et de l'EFP  
Gelezinio Vilko g. 12  
01112 Vilnius – LITUANIE  
T +370 52498187  
E [lina.v@kpmpc.lt](mailto:lina.v@kpmpc.lt)  
I [www.pmmc.lt](http://www.pmmc.lt)  
R [www.pmmc.lt/refernet](http://www.pmmc.lt/refernet)

**NO** M<sup>me</sup> **Benedicte Helgesen Bergseng**  
Utdanningsdirektoratet – Direction  
nationale de l'éducation et de la formation  
PB 9359 Grønland  
0135 Oslo – NORVÈGE  
T +47 23302768  
E [benedicte.helgesen.bergseng@utdanningsdirektoratet.no](mailto:benedicte.helgesen.bergseng@utdanningsdirektoratet.no)  
I [www.utdanningsdirektoratet.no/](http://www.utdanningsdirektoratet.no/)  
R [www.udir.no/Spesielt-for/Fag-og-yrkesopplaring/NRP/ReferNet1/](http://www.udir.no/Spesielt-for/Fag-og-yrkesopplaring/NRP/ReferNet1/)

**LU** M<sup>me</sup> **Marion Bire**  
INFPC – Institut national pour le  
développement de la formation  
professionnelle continue  
38, rue de l'Avenir  
1147 Luxembourg – LUXEMBOURG  
T +352 46 96 12-210  
E [marion.bire@infpc.lu](mailto:marion.bire@infpc.lu)  
I [www.infpc.lu/](http://www.infpc.lu/)  
R [www.refernet.lu/](http://www.refernet.lu/)

**PL** M<sup>me</sup> **Agnieszka Luck**  
BKKK – Biuro Koordynacji Kształcenia  
Kadr/Fondation pour la coopération  
Ul. Górnóslaska 4A  
00-444 Warszawa – POLOGNE  
T +48 224509857  
E [aluck@cofund.org.pl](mailto:aluck@cofund.org.pl)  
I [www.cofund.org.pl](http://www.cofund.org.pl)  
R [www.refernet.pl](http://www.refernet.pl)

**MT** M<sup>me</sup> **Carmen Dalli**  
NCFHE – National Commission for  
Further and Higher Education/  
Commission nationale de  
l'enseignement postobligatoire et  
supérieur  
Alamein road  
Pembroke – MALTE  
T +356 2590 3024  
E [carmen.dalli@gov.mt](mailto:carmen.dalli@gov.mt)  
I [www.mqc.gov.mt](http://www.mqc.gov.mt)  
R [www.refernet.org.mt](http://www.refernet.org.mt)

**PT** M<sup>me</sup> **Carla Ferreira**  
DGERT – Direção-Geral do Emprego e  
das Relações de Trabalho/Direction  
générale de l'emploi et des relations  
industrielles  
Praça de Londres, No 2-5  
1049-056 Lisboa – PORTUGAL  
T +351 21 8441400  
E [Carla.Maria.Ferreira@dgert.mee.gov.pt](mailto:Carla.Maria.Ferreira@dgert.mee.gov.pt)  
I [www.dgert.mtss.gov.pt](http://www.dgert.mtss.gov.pt)  
R [www.dgert.mtss.gov.pt/refernet](http://www.dgert.mtss.gov.pt/refernet)

**NL** M<sup>me</sup> **Anneke Westerhuis**  
ECBO – Expertisecentrum  
Beroepsonderwijs/Centre d'expertise  
pour l'EFP  
Pettelaarpark 1  
Postbus 1585  
5200 BP s-Hertogenbosch – PAYS-BAS  
T +31 0 54 64 71 40  
E [anneke.westerhuis@ecbo.nl](mailto:anneke.westerhuis@ecbo.nl)  
I [www.ecbo.nl](http://www.ecbo.nl)  
R [www.refernet.nl](http://www.refernet.nl)

**RO** M. **Catalin Ghinararu**  
INCSMPS – Institut national de  
recherche scientifique sur la main-  
d'œuvre et la protection sociale  
Povernei Street 6-8, Sector 1  
010643 București – ROUMANIE  
T +40 213124069  
E [ghinararu@incsmips.ro](mailto:ghinararu@incsmips.ro)  
I [www.incsmips.ro/](http://www.incsmips.ro/)  
R [www.refernet.ro/](http://www.refernet.ro/)



**SK M. Juraj Vantuch**  
SIOV – Štátny inštitút odborného  
vzdelávania/Slovenské národné  
observatórium odborného  
vzdelávania/Institut national de  
l'enseignement professionnel/  
Observatoire national de l'enseignement  
professionnel  
Bellova 54/a  
831 01 Bratislava – SLOVAQUIE  
T +421 254776774  
E [sno@siov.sk](mailto:sno@siov.sk)  
I [www.siov.sk](http://www.siov.sk)  
R <http://siov.sk/refernet/>

**SE M<sup>me</sup> Cristina Pontis**  
Skolverket – Direction nationale des  
établissements scolaires  
Fleminggatan 14  
106 20 Stockholm – SUÈDE  
T +46 852733474  
E [cristina.pontis@skolverket.se](mailto:cristina.pontis@skolverket.se)  
I [www.skolverket.se](http://www.skolverket.se)  
R [www.skolverket.se/sb/d/1933](http://www.skolverket.se/sb/d/1933)

**SI M. Darko Mali**  
CPI – Centra RS za poklicno  
izobrazevanje/Institut national de l'EFP  
Ob železnici 16  
1000 Ljubljana – SLOVÉNIE  
T +386 15864218  
E [darko.mali@cpi.si](mailto:darko.mali@cpi.si)  
I [www.cpi.si](http://www.cpi.si)  
R [www.refernet.si](http://www.refernet.si)

**UK M. Torjus Abusland**  
ECCTIS Ltd  
Oriol House, Oriol Road  
GL50 1XP Cheltenham,  
Gloucestershire – ROYAUME-UNI  
T +44 1242258614  
E [torjus.abusland@refernet.org.uk](mailto:torjus.abusland@refernet.org.uk)  
R [www.refernet.org.uk](http://www.refernet.org.uk)

**ES M<sup>me</sup> Catalina Cantero Talavera**  
SEPE – Servicio Público de Empleo  
Estatal/Service public de l'emploi  
Condesa de Venadito 9  
28027 Madrid – ESPAGNE  
T +34 915852862  
E [catalina.cantero@sepe.es](mailto:catalina.cantero@sepe.es)  
I [www.sepe.es/](http://www.sepe.es/)  
R [www.sepe.es/refernet](http://www.sepe.es/refernet)

## Représentants nationaux ReferNet

**AT** M. **Peter Schloegl**  
OEIBF – Österreichisches Institut für  
Berufsbildungsforschung/Institut  
autrichien de recherche sur la formation  
T +43 15451671-15  
E [peter.schloegl@oeibf.at](mailto:peter.schloegl@oeibf.at)

**BE** M<sup>me</sup> **Isabelle Allinckx**  
Bruxelles Formation  
T +32 23717460  
E [i.allinckx@bruxellesformation.be](mailto:i.allinckx@bruxellesformation.be)

**BG** M<sup>me</sup> **Iliana Taneva**  
Ministère de l'éducation, de la jeunesse  
et des sciences  
T +359 29217786  
E [i.taneva@mon.bg](mailto:i.taneva@mon.bg)

**CY** M. **George Panayides**  
HRDA – Αρχή Ανάπτυξης Ανθρώπινου  
Δυναμικού της Κύπρου/Agence  
chypriote pour le développement des  
ressources humaines  
T +357 22390390  
E [directorgeneral@hrdauth.org.cy](mailto:directorgeneral@hrdauth.org.cy)

**CZ** M. **Jan Brůha**  
Ministère de l'éducation, de la jeunesse  
et des sports  
T +420 234 811 111  
E [Jan.Bruha@msmt.cz](mailto:Jan.Bruha@msmt.cz)

**DK** (pas de partenaire en 2013)

**EE** M. **Tõnis Arvisto**  
Innove – Elukestva Õppe Arendamise  
Sihtasutus/Fondation pour le  
développement de l'éducation et de la  
formation tout au long de la vie  
T +372 6998537  
E [tonis.arvisto@innove.ee](mailto:tonis.arvisto@innove.ee)

**FI** M. **Matti Kyrö**  
OPH – Opetushallitus/ Direction  
nationale de l'enseignement  
Hakaniemenranta 6  
T +358 977477124  
E [matti.kyro@oph.fi](mailto:matti.kyro@oph.fi)

**FR** M. **Régis Roussel**  
Centre INFFO – Centre pour le  
développement de l'information sur la  
formation permanente  
T +33 155939212  
E [r.roussel@centre-info.fr](mailto:r.roussel@centre-info.fr)

**DE** M. **Peter Thiele**  
BMBF – Bundesministerium für Bildung  
und Forschung/Ministère fédéral de  
l'éducation et de la recherche  
T + 49 22857212  
E [peter.thiele@bmbf.bund.de](mailto:peter.thiele@bmbf.bund.de)

**EL** M<sup>me</sup> **Magdalini Trantallidi**  
Γενική Γραμματεία Δια Βίου  
Μάθησης/Secrétariat général à l'éduca-  
tion et à la formation tout au long de la vie  
T + 30 2131311646  
E [magda.trantallidi@gsae.edu.gr](mailto:magda.trantallidi@gsae.edu.gr)

**HU** Dr **Tamás Köpeczi-Bócz**  
Observatoire pour le développement de  
l'éducation, université Corvinus de  
Budapest  
T +36 13094445  
E [tamas.kopeczi.bocz@uni-corvinus.hu](mailto:tamas.kopeczi.bocz@uni-corvinus.hu)

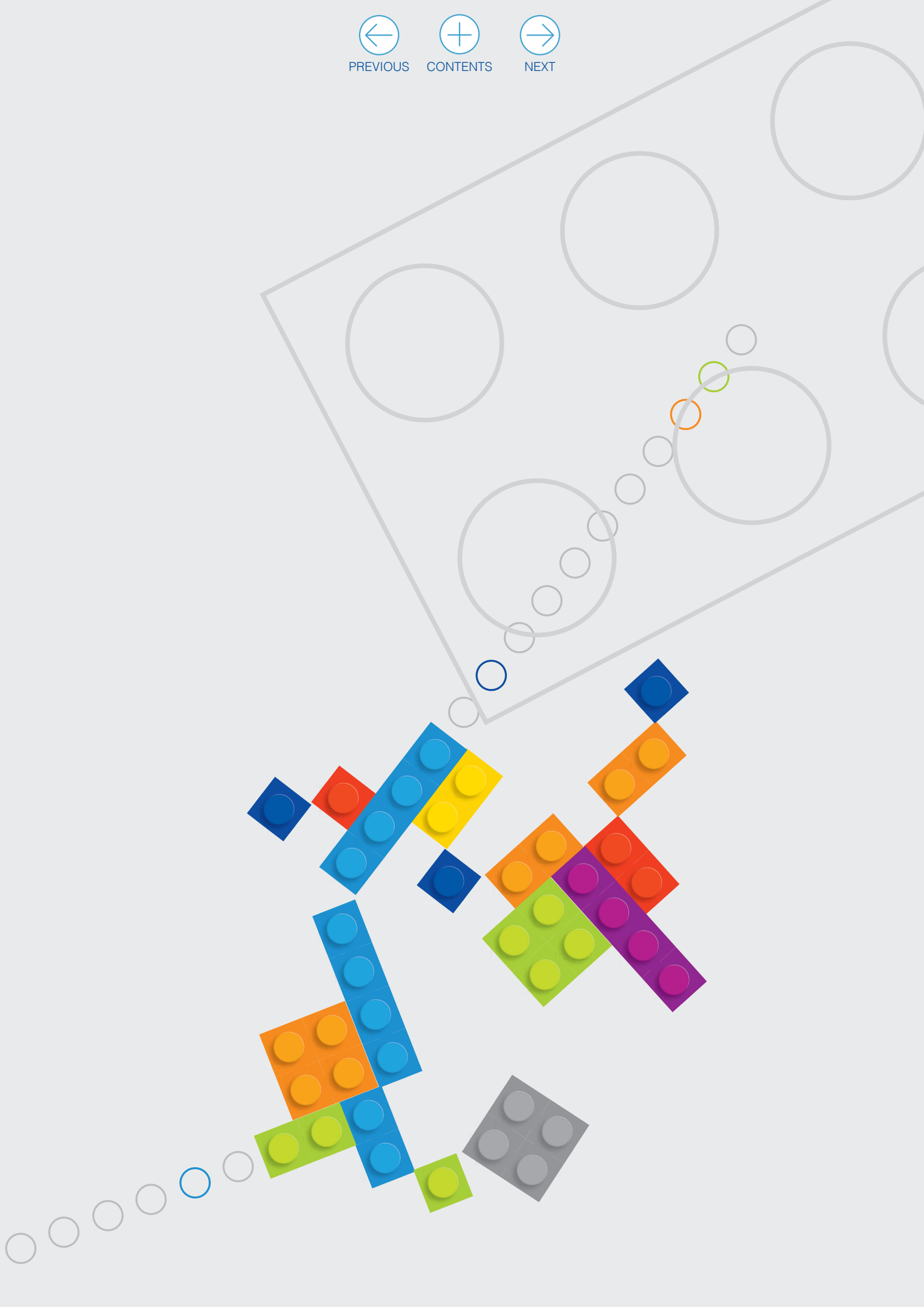
**IS** M. **Thòrir Òlafsson**  
Ministère de l'éducation, des sciences et  
de la culture  
T +354 5254900  
E [thorir.olafsson@mrn.stjr.is](mailto:thorir.olafsson@mrn.stjr.is)

**IE** M. **John McGrath**  
FÁS – Training and Employment  
Authority/Agence nationale pour la  
formation et l'emploi  
T +353 1 6077431  
E [john.mcgrath@fas.ie](mailto:john.mcgrath@fas.ie)

**IT** M<sup>me</sup> **Isabella Pitoni**  
ISFOL – Istituto per lo sviluppo della  
formazione professionale dei lavoratori/  
Institut pour le développement de la  
formation professionnelle des travailleurs  
T +39 0644590636  
E [i.pitoni@isfol.it](mailto:i.pitoni@isfol.it)

- 
- LV** M<sup>me</sup> **Baiba Ramina**  
AIC – Centre d'information sur la formation professionnelle continue  
T +371 7225155  
E [baiba@aic.lv](mailto:baiba@aic.lv)
- 
- LT** M<sup>me</sup> **Lina Vaitkute**  
KPMPC – Centre pour le développement des certifications et de l'EFP  
T +370 52498187  
E [lina.v@kpmpc.lt](mailto:lina.v@kpmpc.lt)
- 
- LU** M<sup>me</sup> **Nadine Bastian**  
Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle  
T +352 24785233  
E [nadine.bastian@men.lu](mailto:nadine.bastian@men.lu)
- 
- MT** M<sup>me</sup> **Valerie Attard**  
NCFHE – Commission nationale de l'enseignement postobligatoire et supérieur  
T +356 27540051  
E [valerie.a.attard@gov.mt](mailto:valerie.a.attard@gov.mt)
- 
- NL** M<sup>me</sup> **Anneke Westerhuis**  
ECBO – Expertisecentrum Beroepsonderwijs/Centre d'expertise pour l'EFP  
T +31 0 54 64 71 40  
E [anneke.westerhuis@ecbo.nl](mailto:anneke.westerhuis@ecbo.nl)
- 
- NO** M<sup>me</sup> **Anne Katrine Kaels**  
Utdanningsdirektoratet – Direction nationale de l'éducation et de la formation  
T +47 23 30 12 39  
E [anne.katrine.kaels@utdanningsdirektoratet.no](mailto:anne.katrine.kaels@utdanningsdirektoratet.no)
- 
- PL** M<sup>me</sup> **Agnieszka Luck**  
BKKE – Biuro Koordynacji Kształcenia Kadr/Fondation pour la coopération  
T +48 224509739  
E [aluck@cofund.org.pl](mailto:aluck@cofund.org.pl)
- 
- PT** M<sup>me</sup> **Isilda Fernandes**  
DGERT – Direcção-Geral do Emprego e das Relações de Trabalho/Direction générale de l'emploi et des relations industrielles  
T +351 218441400  
E [isilda.fernandes@dgert.mee.gov.pt](mailto:isilda.fernandes@dgert.mee.gov.pt)
- 
- RO** M. **Ciprian Fartuşnic**  
ISE – Institut des sciences de l'éducation  
T +40 723328851  
E [cipf@ise.ro](mailto:cipf@ise.ro)
- 
- SK** M. **Juraj Vantuch**  
SIOV – Štátny inštitút odborného vzdelávania/Slovenské národné observatórium odborného vzdelávania/Institut national de l'enseignement professionnel/Observatoire national de l'enseignement professionnel  
T +421 254776774  
E [vantuch2011@gmail.com](mailto:vantuch2011@gmail.com)
- 
- SI** M<sup>me</sup> **Metka Šlander**  
CPI – Centra RS za poklicno izobraževanje/Institut national de l'EFP  
T +386 15864207  
E [slanderm@cpi.si](mailto:slanderm@cpi.si)
- 
- ES** M. **Jesús Barroso Barrero**  
SEPE – Servicio Público de Empleo Estatal/Service public de l'emploi  
T +34 15859749/50  
E [Jesus.barroso@sepe.es](mailto:Jesus.barroso@sepe.es)
- 
- SE** M<sup>me</sup> **Cristina Pontis**  
Skolverket/Direction nationale des établissements scolaires  
T +46 8 52733474  
E [cristina.pontis@skolverket.se](mailto:cristina.pontis@skolverket.se)
- 
- UK** M<sup>me</sup> **Caroline Lucas**  
Department of Business, Innovation and Skills/Ministère des entreprises, de l'innovation et des compétences  
T +44 1142075173  
E [caroline.lucas@bis.gsi.gov.uk](mailto:caroline.lucas@bis.gsi.gov.uk)
- 





**CEDEFOP**Centre européen pour le développement  
de la formation professionnelle

Europe 123, 570 01 Thessaloniki (Pylea), GRÈCE  
PO Box 22427, 551 02 Thessaloniki, GRÈCE  
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020, E-mail: [info@cedefop.europa.eu](mailto:info@cedefop.europa.eu)

[www.cedefop.europa.eu](http://www.cedefop.europa.eu)

Office des publications

ISBN 978-92-896-1627-0



9 789289 616270 &gt;